MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT

mars 1992
mars 1993

RAPPORT ANNUEL

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
Sommaire


Première partie
MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION .......................... 7

Chapitre 1
Bilan de la politique de renouveau du service public 9

Chapitre 2
Amélioration du service rendu aux usagers 17

Chapitre 3
La déconcentration, fer de lance de la modernisation interne de l'administration 21

Chapitre 4
Ouverture européenne de l'administration française 31

Chapitre 5
L'évaluation des politiques publiques 35

Deuxième partie
UNE GESTION PLUS EFFICACE DES PERSONNELS 39

Chapitre 1
Le poids de la fonction publique dans l'économie 41

Chapitre 2
Maîtrise des contraintes 45

Chapitre 3
L'action sociale 53

Chapitre 4
La formation, levier du changement 57
Troisième partie
UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE PLUS ACTIVE .................. 63

Chapitre 1
Une offre de coopération, riche et diverse, qui doit être mieux coordonnée notamment vis-à-vis des organisations internationales 65

Chapitre 2
Des sollicitations plus pressantes, notamment de la part de l’Europe centrale et orientale................................................................. 69

Conclusion
« État, administration et services publics de l’an 2000 »
le constat et les propositions de la commission du XIe Plan........ 73

ANNEXES

ANNEXE 1
Communiqués du conseil des ministres........................................... 79

ANNEXE 2

ANNEXE 3
Liste des principaux textes relatifs à la fonction publique publiés de janvier 1992 à mars 1993................................................................. 87

ANNEXE 4
Liste de réunions des organismes consultatifs............................... 123

Bilan social
(Tableaux et graphiques)................................................................. 131

Table des matières............................................................................ 301
Rapport général
mars 1992
mars 1993
Première partie

MODERNISATION
DE L’ADMINISTRATION
Chapitre 1

BILAN DE LA POLITIQUE DE RENOUVEAU DU SERVICE PUBLIC

Orientations essentielles

Engagée dès le 23 juin 1988, confirmée par la circulaire du 23 février 1989 sur le renouveau du service public qui en fixe les orientations et les axes de travail, la politique de modernisation a été mise en œuvre par les administrations et les actions de renouveau se sont développées tant dans les services déconcentrés que dans les administrations centrales.

Depuis le lancement de la politique de renouveau du service public, quatre séminaires gouvernementaux ont réuni autour du Premier ministre l’ensemble des ministres pour faire le bilan des actions engagées et proposer des mesures nouvelles :
- 21 septembre 1989 : 16 mesures ;
- 11 juin 1990 : 29 mesures ;
- 11 avril 1991 : 39 mesures ;

Sous cette impulsion gouvernementale les actions de modernisation sont menées dans les quatre axes prioritaires sur lesquels le Premier ministre souhaitait que soit porté l’effort principal des administrations :
- les relations du travail avec une gestion plus dynamique des personnels et le développement du dialogue social ;
- le développement des responsabilités ;
- l’évaluation des politiques publiques ;
- l’accueil et le service à l’égard des usagers.

Les mesures adoptées portent sur tous les aspects de l’organisation et du fonctionnement des administrations :
- Les procédures budgétaires et comptables avec la généralisation des budgets globaux de fonctionnement à compter du 1er janvier 1991, l’amélioration de la déconcentration des crédits, la simplification et l’allégement des procédures et des contrôles a priori, la rationalisation des dispositifs comptables, la
MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

généralisation progressive des procédures informatiques en remplacement des circuits papiers, le développement du contrôle de gestion... ;

- **La politique d'encadrement et de formation** avec l'amélioration de la transparence de l'offre des emplois vacants, la généralisation de la lettre de mission lors de la nomination d’un directeur ou d’un préfet, la modernisation du recrutement des administrateurs civils, l’application de l’accord cadre sur la formation continue du 29 juin 1989 et le renouvellement de cet accord pour trois nouvelles années à compter du 10 juillet 1992, le développement de la formation des cadres à la gestion des ressources humaines par la création d’un module de formation à la gestion des ressources humaines d’une durée minimum de quinze jours dans toutes les écoles administratives de formation initiale, une formation de trois fois deux semaines pour tous les cadres accédant à des niveaux de sous-directeurs, la mise en place d’une formation de six mois sur la durée de carrière pour les cadres supérieurs, une déconcentration de la formation et de certains concours de recrutement, une réflexion sur le “concours de l’an 2000”... ;

- **La responsabilisation et les conditions de travail** avec la création des centres de responsabilité au nombre de 129 actuellement, les projets de service dont près de 600 sont en cours, la gestion prévisionnelle des effectifs, la déconcentration de la gestion de certaines catégories de personnel, une expérience de déconcentration des instances consultatives en matière d’action sociale interministérielle, le renforcement des comités d’hygiène et de sécurité, le développement des instances de concertation avec les organisations syndicales (comités techniques paritaires, commission sur le renouveau du service public), la réforme du régime des frais de déplacements, le retour collectif de modernisation mis en œuvre dans certains centres de responsabilité ;

- **L’organisation territoriale de l’État** avec essentiellement la Charte de la déconcentration qui fait de la déconcentration le principe de droit commun des interventions de l’État, les nouvelles méthodes d’animation des services territoriaux pour répondre aux exigences de l’interministérialité, les projets d’administration déconcentrée, la réorganisation des structures des administrations centrales ;

- **L’évaluation des politiques publiques** avec la mise en place effective des structures et des moyens (comité interministériel de l’évaluation (CIME), conseil scientifique de l’évaluation (CSE), fonds national de développement de l’évaluation (FNDE)) et le lancement des premières évaluations ;

- **L’accueil et le service à l’égard des usagers** avec l’amélioration de l’information, la simplification de textes et de procédures, le développement de la concertation, dans le cadre notamment de la COSIFORM (commission de simplification des formalités) et des CORESIFORM (commissions régionales de simplifications des formalités), l’adoption et la mise en œuvre de la charte des services publics qui vise à placer l’usager au centre des préoccupations des services publics ;

- **L’adaptation à l’Europe** avec l’ouverture de la fonction publique aux ressortissants communautaires, la simplification des délégations des crédits européens, la création d’un centre d’information sur l’Europe, le développement des formations de fonctionnaires sur les problèmes européens et la formation de responsables syndicaux à ces mêmes problèmes, le développement de la mobilité des fonctionnaires soit dans les instances européennes...
soit dans les administrations des autres pays de la CEE..., l’organisation de colloques.

*Plusieurs communications en conseil des ministres* ont également rythmé la mise en œuvre de la politique de modernisation :
- 14 février 1990 : sur les relations de l’administration avec les usagers ;
- 10 juillet 1991 : sur la modernisation de l’administration ;
- 7 août 1991 : sur l’adaptation de l’administration à l’Europe ;
- 19 février 1992 et 18 mars 1992 : sur la charte des services publics ;

Enfin, il a été décidé par le CIME du 17 mars 1993 que l’ensemble de la politique de modernisation du service public ferait l’objet d’une évaluation dont les résultats devraient être disponibles vers la fin de 1994.

### Quatrième séminaire gouvernemental (16 juin 1992)

Dans son discours à l’Assemblée nationale, le 8 avril 1992 le Premier ministre a rappelé la nécessité d’un État fort, c’est-à-dire d’un État à la fois moderne, respectueux des droits et libertés et pleinement efficace ; il a confirmé que la rénovation engagée devait continuer.

Le séminaire gouvernemental du 16 juin 1992 a marqué la volonté du Gouvernement de respecter cet engagement tout en s’inscrivant dans la continuité de la politique de Renouveau du service public.

L’objectif du séminaire était d’accélérer le mouvement de modernisation de façon à donner à l’État et aux services publics les moyens d’être les vecteurs de la cohésion sociale et de l’efficacité économique.

Tel est le sens des travaux de préparation du XIᵉ plan engagés en 1992 et tel est également celui des axes de ce séminaire dont les 21 mesures retenues ont porté sur la déconcentration, le service à l’égard des usagers, l’amélioration du fonctionnement des services et la politique de l’encadrement.

### Faire passer l’administration à l’ère de la déconcentration

Rendre l’action de l’État plus efficace et plus proche des usagers exige de l’administration la poursuite de ses efforts pour la simplification et la lisibilité de ses structures.

Cette exigence se trouve aujourd’hui accrue et guidée par la loi du 6 février 1992 sur l’administration territoriale de la République et le décret du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration et constitue l’axe prioritaire de l’action gouvernementale dans ce domaine.
MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

Le principe de subsidiarité affirmé par la loi du 6 février 1992 sur l’administration territoriale de la République et la charte conduit à transférer aux services déconcentrés des missions jusqu'alors de la compétence des administrations centrales. Ainsi, les administrations centrales n’exerceront plus désormais que les attributions suivantes, limitativement énumérées : conception, impulsion, orientation, évaluation et contrôle.

Ces transferts de compétence doivent donner lieu à une réorganisation des structures d’administration centrale, et à une adaptation des services déconcentrés, par le biais notamment de pôles de compétences créés sous l’autorité du préfet.

La circulaire du Premier ministre en date du 18 septembre 1992 organise la mise en œuvre de cette restructuration ; les ministères ont fait des propositions en ce sens qui ont été examinées par un groupe interministériel puis par le nouveau “comité de déconcentration et de réorganisation des administrations”.

Poursuivre,
au service des usagers, la voie tracée par la Charte des services publics

L’usager est la finalité du service public : il convient de mieux l’informer, de mieux l’associer à la création des normes juridiques, de s’interroger concrètement sur sa satisfaction.

Un chemin important a déjà été parcouru, mais les progrès à faire sont encore substantiels. La mesure des efforts accomplis et le chemin qui reste à faire ont fait l’objet du premier bilan de la mise en œuvre de la Charte des services publics qui a été largement diffusée, afin de mieux faire connaître aux usagers des services publics ses orientations, son contenu et susciter leurs réactions.

Encourager les innovations, c’est reconnaître que chacun, chaque service peut contribuer de façon significative au quotidien à la modernisation de l’administration. C’est pour mettre en valeur ces efforts et favoriser les échanges avec les usagers, les chercheurs et les partenaires sociaux que le premier forum des innovations du service public a été organisé du 5 au 7 novembre 1992.

Le séminaire a également recommandé la mise en place de comités de lecture des textes et circulaires auprès des ministres et demandé au Conseil d’État d’étudier à la lumière notamment des expériences étrangères les voies et moyens de nature à limiter l’inflation normative.

Améliorer le fonctionnement des services

La responsabilisation des unités opérationnelles est un levier essentiel de la modernisation. Il faut développer la contractualisation avec l’échelon central ou de tutelle, fondée sur la confiance et l’évaluation.
Il convient aussi d’améliorer la gestion interne des services en s’attachant particulièrement aux problèmes de recrutement et de gestion des personnels et sur ces points deux missions d’étude ont travaillé.

S’agissant des modalités même des concours de recrutement, une réflexion s’est engagée sur la professionnalisation des épreuves. Il faut prendre en compte d’une part l’évolution des compétences et des aptitudes nécessaires dans le contexte d’une administration qui se modernise, d’autre part la nécessité de rendre les concours plus attractifs pour les candidats.

Les objectifs de cette démarche sont donc à la fois de parvenir à une meilleure appréciation des aptitudes professionnelles et de rationaliser l’organisation des concours, en éliminant les épreuves inutiles ou redondantes, qui alourdissent la tâche des services gestionnaires et l’effort de préparation des candidats. Le premier exemple de cet effort de rénovation a été donné par la refonte des épreuves des concours d’entrée aux instituts régionaux d’administration, qui assurent le recrutement de la majeure partie des fonctionnaires de catégorie A chargés de fonctions d’attaché.

S’agissant de la déconcentration de la gestion des personnels, une mission a été confiée à M. Cureau (cf. page 17) afin de faire un bilan de l’existant et de mesurer les implications juridiques et sociales que comporterait une nouvelle étape dans cette déconcentration, notamment en vue du développement du dialogue social.

Le cadre juridique est ouvert depuis un avis du Conseil d’État qui autorise la déconcentration des actes de gestion y compris ceux qui nécessitent la comparaison des mérites des agents, dès lors qu’existent des effectifs suffisants dans l’unité locale considérée (50 agents appartenant à un même corps) et une CAP locale.

Développer une politique de l’encadrement

C’est le corollaire de la responsabilisation des unités de terrain ainsi que des nouveaux modes d’organisation et de fonctionnement des services. Elle doit se décliner à la fois en termes de formation, de contractualisation, d’évaluation et de modulation des traitements.
• En termes de formation, un premier cycle de journées d’étude pour les directeurs d’administration centrale, les préfets, les recteurs, les trésoriers payeurs généraux, les premiers présidents et les procureurs généraux a permis des échanges fructueux et une réflexion commune sur la contribution des hauts fonctionnaires à la conduite de la modernisation des services.
• En termes de gestion, il a été proposé que soit désigné dans chaque ministère, un ou plusieurs responsables de la gestion des carrières des cadres.
• En termes de contractualisation et d’évaluation des actions, il s’agit désormais de développer des procédures clarifiant les objectifs fixés aux chefs de services déconcentrés soit par des lettres de mission, soit par des entretiens d’évaluation et d’adapter la procédure des lettres de mission pour les chefs de service, directeurs adjoints et sous-directeurs d’administration centrale.
MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

Communication

Trois vecteurs de communication ont été plus particulièrement employés en 1992 afin de faire connaître et d'amplifier la politique de modernisation des services publics.

Journal « Service public »

Première revue interministérielle publiée par le ministère de la fonction publique, tiré à 80 000 exemplaires, le journal Service public a l'ambition de répondre au besoin d'information de tous les cadres du service public.

En rassemblant des informations qui trouvent leur source dans l'ensemble des administrations publiques, le journal contribue au décloisonnement, rend compte des initiatives prises pour répondre aux attentes des usagers et se veut un lien entre tous les fonctionnaires. Il comporte une tribune libre ouverte aux organisations syndicales représentatives.

Dix numéros ont été publiés de janvier 1992 à janvier 1993, chacun comportant un dossier dont les thèmes ont été successivement :
- n° 1 : le dialogue social ;
- n° 2 : l'État et le défi olympique ;
- n° 3 : la charte des services publics ;
- n° 4 : la déconcentration ;
- n° 5 : la localisation des services publics ;
- n° 6 : la politique de la ville ;
- n° 7 : les nouveaux chemins de l'école ;
- n° 8 : l'emploi ;
- n° spécial : le forum de l'innovation des services publics ;
- n° 9 : le grand marché des services publics ;
- n° 10 : la sécurité civile.

Télématique : 36 16 fonctionnaire

Ouvert le 19 septembre 1991, le service télématique 36 16 code fonctionnaire a été consulté en un an par plus de 150 000 lecteurs.

Les chiffres fournis par l'ordinateur d'hébergement du Journal officiel permettent de mesurer l'intérêt des fonctionnaires pour chacune des rubriques et d'envisager l'adaptation de ces dernières aux besoins du public.

La durée moyenne de la consultation a augmenté depuis la création du 36 16 (de 5 mn à 8 mn) en raison de la densité croissante de l'information délivrée par le minitel.

L'ordinateur Bull DPX 5000 du service de l'informatique de gestion et des prestations télématiques du Journal officiel mesure les passages sur chaque page.
du 36 16 et permet de constater le taux de consultation de chaque rubrique. Ainsi les neuf choix attirent en moyenne les volumes de lecture suivants :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Rubrique</th>
<th>Taux de lecture (en %)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Concours</td>
<td>31,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Bourse d'emplois</td>
<td>19,1</td>
</tr>
<tr>
<td>Rémunération</td>
<td>17,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Retraite</td>
<td>8,3</td>
</tr>
<tr>
<td>Statut</td>
<td>7,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Info brèves</td>
<td>7,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Formations</td>
<td>5,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Action sociale</td>
<td>3,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Modernisation</td>
<td>1,0</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>100,0</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Forum innovations du service public**

Le forum innovations du service public ¹, qui s'est tenu les 5, 6 et 7 novembre au Parc des expositions de la ville de Paris à la Porte de Versailles, visait à illustrer, de manière concrète, la modernisation du service public.

Cette manifestation qui s'inscrivait dans le droit fil des actions de communication engagées en 1990 avec 28 rencontres régionales sur le renouveau du service public et une grande rencontre nationale, suivies en 1991 par 10 journées interrégionales d'études poursuivait trois objectifs :

- débattre du rôle de l'État et du service public pour en réaffirmer les rôles essentiels et irremplaçables de garants de la cohésion sociale et de défenseurs des valeurs républicaines et de l'intérêt général ;
- faire ressortir la capacité d'adaptation et de modernisation de l'État et du service public par des exemples et des démonstrations concrètes ;
- prouver que la modernisation a pour finalité le service rendu à l'usager en lui montrant une administration humaine, attentive à ses attentes et soucieuse de répondre à ses besoins dans le respect des valeurs d'égalité, de transparence et de proximité.

Aussi, pour la première fois, sur 17 000 m², plus de 30 000 visiteurs (7 000 le jeudi, 9 000 le vendredi, 14 000 le samedi) du forum innovations du service public ont-ils pu rencontrer en un seul lieu tous les services publics de l'État aussi bien ministères que grands établissements comme EDF-GDF, la SNCF ou

1. Les actes du forum ont été publiés dans leur intégralité par la Documentation française.
MODERNISATION DE L’ADMINISTRATION

L’AFPA, et visualiser ainsi les missions qu’ils remplissent, découvrir les innovations, s’informer sur leurs droits et se faire conseiller, se documenter sur les métiers, carrières, concours....

Les quelque 4 000 participants aux 15 grands débats, tables rondes, colloques ont confronté leurs expériences, échangé leurs idées, approfondi leurs réflexions sur les thèmes suivants :
- un État moderne à l’heure de la décentralisation et de l’Europe ;
- la modernisation par ceux qui la font ;
- la modernisation pour les usagers.

Une vidéo-transmission a permis de relier entre elles les 22 villes préfectures de région, afin de faire participer activement les services publics déconcentrés à cette grande manifestation.

92 % des visiteurs ont estimé qu’il était utile d’organiser régulièrement de tels forums.

La majorité des agents du service public interrogés pensent que le forum représente la réalité : c’est un très bon résultat au regard des objectifs. Le forum n’a pas été perçu comme un coup ni comme une initiative partisane et les résultats de cette enquête confirment que la légitimité et l’utilité du forum ont été ressenties.
Chapitre 2

AMÉLIORATION DU SERVICE RENDU AUX USAGERS

La charte des services publics et sa mise en œuvre

Adoptée par le conseil des ministres du 18 mars 1992, la charte des services publics a l'ambition de placer l'usager au centre des préoccupations du service public : l'État et les services publics doivent développer leur réceptivité aux attentes des usagers et améliorer leurs prestations.

La charte rappelle les principes fondateurs d'égalité, de neutralité et de continuité et affirme les principes d'action nouveaux qui tiennent compte de l'évolution de la société : transparence et responsabilité, simplicité et accessibilité, participation et adaptation, confiance et fiabilité. Elle présente 89 mesures concrètes, exemples d'application de ces principes.

Instrument permanent de modernisation et d'amélioration des services rendus, la charte fait l'objet chaque année d'un bilan d'exécution qui doit être transmis au Parlement accompagné d'un avis du Conseil d'État, du Conseil économique et social et de la Commission du renouveau du service public.

MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

Bilan 1992

Mesure de l'amélioration de la qualité du service rendu

L'effectivité du droit à la transparence progresse

- La commission d'accès aux documents administratifs (CADA) traite un flux de requêtes annuel qui a plus que quadruplé depuis sa création en 1978. Plus de 2000 demandes d'avis sont traitées annuellement dans un délai moyen inférieur à 28 jours. Autorité à l'indépendance incontestée, la CADA constate une meilleure connaissance de leurs obligations par les administrations qui se sont familiarisées avec l'idée de transparence au point de l'aborder de manière prospective et non plus seulement de manière défensive.

La charte présente d'ailleurs un exemple d'élargissement du droit à la transparence : depuis le 30 mars 1992, les établissements hospitaliers sont tenus de communiquer aux personnes recevant ou ayant reçu des soins, sur une demande et par l'intermédiaire du praticien qu'elles désignent, les informations médicales contenues dans leur dossier.

En revanche, la CADA déplore d'une part une centralisation des traitements des demandes d'accès qui limite la liberté d'accès et d'autre part le nombre encore élevé de refus tacites de communication.

- La commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a élargi le champ de la transparence en limitant les fichiers protégés au titre de la sûreté de l'État, la défense et la sécurité publique.

- Le contrôle des écoutes téléphoniques administratives est désormais assuré, grâce au travail de la commission nationale des interceptions de sécurité créée par la loi du 10 juillet 1991.

- Érigée en devoir s'imposant à tous les services et à tous les niveaux de l'État, institutionnalisée par le décret du 22 janvier 1990, l'évaluation des politiques et des actions publiques renforce la transparence.

Après l'évaluation de la loi sur le RMI, l'évaluation de l'accueil des populations défavorisées dans les services publics et l'évaluation de la politique de réhabilitation du logement social concernent plus particulièrement les usagers. Des évaluations sont également menées dans les régions (Bretagne, Bourgogne, Rhône-Alpes) et dans les départements (Hérault).

L'avis des usagers est recueilli de plus en plus (Par exemple à la Poste, ou par l'administration fiscale, à l'occasion de la campagne de déclarations sur le revenu).

Le recours à la médiation s'élargit :
- le médiateur de la République et ses délégués départementaux ont reçu 35 000 réclamations en 1992 (30 000 en 1991). 40 % des réclamations conformes à la loi ont conduit à une modification de la décision contestée. L'intervention du médiateur contre les dysfonctionnements des services se double d'une action en équité : plus de 500 solutions en équité ont été proposées, 50 % des propositions ont été retenues ;
AMÉLIORATION DU SERVICE RENDU AUX USAGERS

- la médiation pénale et la médiation civile se développent, notamment dans les maisons de justice et de droit et dans les antennes de justice ;
- le recours au juge administratif se renforce, témoignage d'une sensibilité accrue de l'opinion publique ;
- les affaires nouvelles enregistrées par le Conseil d'État ont augmenté de près de 20 % de 1990 à 1991 ;
- les tribunaux administratifs ont rendu 70 000 jugements en 1991 soit une progression de 17 % par rapport à 1990.

Le transfert progressif de l'appel des décisions des tribunaux administratifs aux cours administratives d'appel réduit sensiblement les délais de jugement.

- La charte donne plusieurs exemples d'application de l'obligation qui s'impose à l'administration d'informer les usagers sur le fonctionnement des services.


La SNCF et la RATP mettent en place des dispositifs d'information en cas de perturbation de leur fonctionnement.

- L'information du public sur le fonctionnement des services se développe dans de nombreux services ou encore grâce à l'action des neuf CIRA qui ont l'ambition de couvrir l'ensemble du territoire national en 1997, grâce au reroutage des appels.

Simplicité et accessibilité
(l'émergence d'un droit de comprendre)

Pour que le droit à la transparence soit effectif et afin que nul n'ignore la loi, l'accès au droit ne doit pas être entravé par la surabondance des textes, l'absence de simplicité et de clarté. Le citoyen doit pouvoir comprendre les décisions politiques, accéder aux services.


À la demande du Premier ministre, il a été chargé d'un rapport détaillé sur les voies et moyens qui devraient renforcer les efforts de limitation de l'inflation des textes et d'amélioration de la qualité du droit.

La codification des lois et décrets est relancée depuis la création de la commission de codification. Cinq projets de codes ont abouti en 1992 (code de commerce, code de la communication, code des juridictions financières, codes de la consommation, code rural-livres III et VIII).

L'aide à l'accès au droit se concrétise par le développement de la télématique (3615 Vos droits) et une recherche de cohérence assurée par la CCDA et son comité d'information administrative du public (CIAP). Le reroutage des appels devrait faciliter l'accès à cette télématique.

L'amélioration de l'accueil des usagers fait l'objet d'actions multiples. De nombreux guides ont été élaborés ; des aménagements techniques (bornes interactives) facilitent l'orientation ; des files d'attente sont supprimées. Le comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics constate
qu'un effort d'adaptation des horaires d'ouverture des services reste cependant à fournir.

La simplification des formalités se poursuit, grâce au CERFA, avec un abaissement du nombre des formulaires enregistrés, grâce à la COSIFORM et aux CORESIFORM, notamment dans le domaine de l'échange des données informatiques (EDI) qui revêt une importance capitale, grâce aussi aux propositions du médiateur, des CIRA. La COSIFORM souligne cependant la nécessité de mobiliser davantage l'ensemble des acteurs afin de multiplier les recommandations qui accéléreraient la simplification des formalités.

La présence des services publics est renforcée :
– dans les quartiers en développement social urbain avec les prémices de la mise en œuvre de projets de service, le travail de 15 sous-préfets “ville”, la création de nombreux points d’information des jeunes, le renforcement de l’encadrement des écoles, le redéploiement de 1300 policiers, l’ouverture de foyers d’activité;
– grâce aux 21 schémas départementaux des services publics, en zone rurale, achevés le 30 juin 1992 dans chacun des départements métropolitains éligibles à la dotation globale de fonctionnement minimale des départements.

**Participation et adaptation**

Une coopération plus active entre les agents des services publics et les usagers doit permettre à l’administration de les comprendre et d’adapter son action. Les usagers doivent encourager cette adaptation et s’en sentir responsables.

- Les locataires sont désormais représentés au sein des conseils d’administration des sociétés d’HLM.
- La mesure des réalisations, de la satisfaction des usagers suscite une recherche d’indicateurs de qualité. Leur mise au point sera facilitée, dans les ministères, par les réflexions et conseils méthodologiques développés par le Conseil scientifique de l’évaluation dans un rapport remis au ministère de la fonction publique.
- La fiabilité et la confiance enfin reposent sur la sécurité procurée par un droit stabilisé, par la capacité à faire exécuter les décisions de justice (notamment par un renforcement du contrôle de légalité exercé par les préfets). Le nombre des décisions se stabilise mais demeure non négligeable (830 cas en 1991).

**Avancement des 89 mesures nouvelles présentées par la charte**

Le constat global est positif :
– 25 mesures sont réalisées ;
– 39 mesures sont engagées ;
– 23 mesures sont expérimentées ou sur le point de l’être ;
– 2 mesures font l’objet d’un ajournement.
Chapitre 3

LA DÉCONCENTRATION,
FER DE LANCE
DE LA MODERNISATION INTERNE
DE L’ADMINISTRATION

Mise en œuvre de la charte
de la déconcentration

La loi d’orientation du 6 février 1992 sur l’administration territoriale de la République définit une nouvelle répartition des missions de l’État entre administrations centrales et services déconcentrés.

Cette répartition est fondée sur le principe de subsidiarité : les services déconcentrés constituent l’échelon de droit commun d’exercice des missions de l’État, les administrations centrales se voyant réserver des attributions limitativement énumérées.

Le décret du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration constitue le texte d’application du principe ainsi posé par la loi :

- il précise les compétences de l’administration centrale (conception, animation, orientation, évaluation, contrôle) et des autres échelons de l’État, régions, départements et arrondissements ;
- il redéfinit le rôle et la composition du comité interministériel pour l’administration territoriale (CIATER), chargé d’assurer la mise en œuvre de la déconcentration ;
- il tend à promouvoir une organisation fonctionnelle des services déconcentrés fondée sur la complémentarité des services de l’État et leur unité sous l’autorité des préfets (chefs de projets, pôles de compétences).

Par circulaire du 18 septembre 1992, le Premier ministre a demandé aux ministres de lui transmettre, en application de la charte, des propositions de déconcentration et de simplification des structures administratives.

Les propositions des ministres ont été instruites par un groupe de travail composé de représentants de l’intérieur, du budget et de la fonction publique. Elles
aboutissent à 270 mesures de déconcentration dont 30 émanent du groupe de travail.

Ces mesures qui devront s’accompagner de transferts de moyens et d’effectifs, de resserrement des structures dans les administrations centrales seront soumises au CIATER.

Par ailleurs, un comité pour la réorganisation et la déconcentration des administrations (CRDA), placé auprès du Premier ministre, a été créé le 15 janvier 1993. Instance de conseil et d’avis, ce comité contribue à définir les principes et les modalités de l’évolution de l’organisation administrative et peut faire toutes propositions en matière de réorganisation et de déconcentration. Il a été saisi, pour avis, de toutes les propositions des ministres faites en application de la circulaire du 18 septembre 1992. Ce comité restreint, de 10 chefs de services déconcentrés ou centraux, présidé par M. Vallemont, ancien directeur du personnel du ministère de l’Équipement, a commencé à travailler notamment sur le fonctionnement interministériel des services déconcentrés.

Afin de décongestionner les administrations centrales et de rapprocher les gestionnaires des agents, une politique de déconcentration des recrutements et de la gestion des personnels a été engagée dès 1989. La plupart des actes intervenant en ce domaine (recrutement, mutations, avancements, discipline) doivent en effet pouvoir être préparés voire arrêtés au niveau des services déconcentrés dans lesquels sont affectés plus de 98 % des agents.

Dans le cadre fixé par l’avis rendu par le Conseil d’État le 7 juin 1990 (compatibilité entre déconcentration de la gestion et respect du principe d’égalité assurée par la présence d’effectifs suffisants et l’institution de commissions administratives paritaires locales) et par l’article 14 de la charte de la déconcentration (« Des décrets en Conseil d’État fixant pour chaque ministère, après consultation d’instances paritaires compétentes, les délégations de pouvoir accordées en matière de gestion des personnels exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés de l’État ») plusieurs mesures, intervenues en 1992, ont contribué à accélérer la déconcentration en la matière.

En ce qui concerne les recrutements, de nombreux ministères mettent désormais en place des concours déconcentrés pour les agents de catégories C, voire B. Un concours interministériel déconcentré fonctionne depuis 3 ans avec succès en Corse.

La réflexion engagée sur la professionnalisation des concours doit aboutir à un allégement et une modernisation des épreuves, favorables à la déconcentration des recrutements.


Parallèlement, le rapport de M. Cureau, conseiller maître à la Cour des comptes, établi à la demande du ministre de la fonction publique et des réformes administratives, a dressé le bilan de la déconcentration dans les différents départements ministériels et analysé les obstacles juridiques et pratiques s’oppos-
LA DÉCONCENTRATION

sant à sa généralisation, permettant ainsi de fixer les lignes d’une seconde vague de déconcentration.

La déconcentration, liée à la modernisation des modes de gestion administratifs, rend nécessaire le renforcement des structures de concertation locales avec les représentants du personnel en même temps qu’elle ouvre de nouveaux thèmes de négociation (conditions de travail, hygiène et sécurité...).

D’ores et déjà, des CAP locales ont été constituées dans les services déconcentrés notamment les départements ministériels ayant déconcentré la gestion de leurs personnels (Éducation nationale, Équipement, Intérieur). Des CHS et CTP locaux ont également été mis en place dans les services de l’Équipement, de la Défense et de l’Intérieur.

Démarches de responsabilisation et de changement

L’évolution de la société, les nouvelles configurations liées à la décentralisation et à la déconcentration, les attentes des citoyens et des entreprises mais aussi des fonctionnaires, impliquent que l’État innove dans son organisation et dans son fonctionnement.

Cela signifie notamment :
- une meilleure efficacité de l’action de l’État au travers d’une simplification de ses structures ;
- le développement des démarches de participation des agents ;
- la contractualisation entre services déconcentrés et administrations centrales sur la base d’objectifs mesurables et négociés ;
- des pratiques et des méthodes de travail basées sur la cohérence des actions et la coopération interservices ;
- l’adaptation des services à la diversité des publics.

Projets de service et centres de responsabilité

- 580 unités administratives s’étaient engagées, fin 1992, dans l’élaboration d’un projet de service avec le soutien actif de la DGAFP. Une impulsion nouvelle à ces démarches sera donnée :
- à partir du bilan détaillé qui sera dressé avant la fin du premier semestre 1993 grâce à l’exploitation des réponses que chaque ministère fournira à un questionnaire envoyé en janvier 1993 ; l’objectif est de préciser les étapes, les origines des projets, les conditions de participation, de communication, la formation, le degré d’implication, les améliorations des relations avec les usagers, les améliorations du climat interne...
MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

- à partir des conclusions d’une évaluation de quatre projets qui sera réalisée de janvier à juillet 1993 et qui devra mesurer les améliorations enregistrées dans cinq domaines :
  - le climat interne ;
  - les qualifications professionnelles ;
  - les relations avec les partenaires extérieurs ;
  - l’efficacité ;
  - la perception des enjeux stratégiques.

• 129 centres de responsabilité ont été créés, en application de la circulaire du Premier ministre du 25 janvier 1990 ; un rapport de synthèse sur la mise en place des centres de responsabilités a été élaboré en février 1992. Un bilan sur le fonctionnement des centres de responsabilités sera fait à la fin de l’année.

Le travail interministériel

Le bilan d’application de la circulaire du Premier ministre du 17 janvier 1991 sur la mise en place de chefs de projets interministériels par les préfets a donné lieu à une lettre circulaire du 14 janvier 1992 adressée aux préfets, avec les aspects positifs et les améliorations demandées. Les préfets ont dans une large majorité transmis un bilan complet de la mise en place des chefs de projets interministériels. Une synthèse sera réalisée portant notamment sur l’analyse des lettres de mission (objectifs, durée, services ou partenaires concernés, indicateurs d’évaluation) et sur les projets interministériels retenus.

La notion de pôles de compétences dans les services déconcentrés est inscrite dans le décret du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration qui précise que « les services déconcentrés des administrations civiles de l’État ainsi que, le cas échéant, des organismes assurant une mission de service public peuvent constituer un pôle de compétence pour l’exercice d’actions communes selon les modalités qu’ils déterminent conjointement. Lorsque tous les services concernés sont des services de l’État et relèvent du même échelon territorial, le préfet désigne le responsable du pôle de compétence et fixe les modalités d’organisation et de fonctionnement de celui-ci ».


Désormais, se trouvent dans chaque département :
- un responsable interservices “environnement” ;
- un pôle de compétence “aménagement de l’espace rural” qui regroupe sous l’autorité des préfets la DDE et la DDAF ;
- une mission interservices de l’eau (MISE) qui regroupe sous l’autorité du préfet les services spécialisés des DDAF et DDE et ceux des directions départementales des affaires sanitaires et sociales et des directions régionales de l’environnement.

24
D'autres pôles de compétences touchant d'autres services de l'État commencent à se créer. Un bilan devra être fait au début de l'année 1994.

L'adaptation des services publics en milieu rural

Une enquête sur l'adaptation des services publics en zone rurale et de montagne a été faite dans quatre départements à l'initiative du ministre de la fonction publique. Le rapport final a été rendu en mars 1992.


Service public et politique de la ville

La loi n° 91-715 du 26 juillet 1991 a institué un avantage spécifique d'ancienneté au bénéfice des fonctionnaires affectés dans une circonscription comprenant un quartier de développement social urbain et désignés pour accomplir, à titre principal, leur service dans ces quartiers. Un décret n° 92-244 du 16 mars 1992 et une circulaire en date du 9 décembre 1992 en précisent les conditions d'application.

La DGAFP a participé avec le ministère de l'intérieur à la formation des sous-préfets "ville".

La DGAFP a apporté son concours à la cellule d'appui chargée de mettre en œuvre les projets de service public de quartier.

À partir de 1992, chaque IRA a mis en œuvre un module consacré à la politique de la ville dans la formation des attachés.

Consultants internes

Pour faciliter les démarches de changement, il est souvent souhaitable de faire appel à des consultants internes. Dans cette perspective, un groupe de travail constitué à l'initiative de la direction générale de l'administration et de la fonction publique et composé d'inspecteurs généraux et de consultants internes, s'est donné pour objectif de relancer le développement de la fonction de consultant interne.

Il s'appuie notamment sur le rapport de janvier 1991 du groupe de modernisation qui a travaillé sur la question et sur les travaux de la table ronde organisée au sein du forum des innovations du service public (5-7 novembre 1992) sur le thème suivant : « Comment l'émergence de conseil et de diagnostic internes contribue-t-elle à la modernisation et complète-t-elle l'action de contrôle et d'inspection ?»

Transferts des services publics en province

L'ensemble du dispositif a été défini par le CIAT du 29 janvier 1992. Il a été rapidement mis en place.

- Des correspondants généraux et des correspondants “ressources humaines” ont été désignés dans chacun des ministères concernés ainsi que des chefs de projets dans les services et établissements transférés.

- Le réseau de correspondants a préparé des cahiers des charges présentant, à l'intention des autorités d'accueil, les caractéristiques des services transférés et les besoins de tous ordres dont la satisfaction commande le succès du transfert.

- Des conventions de localisation ont été conclues avec les collectivités locales afin de formaliser les engagements respectifs des parties. À ce jour, douze conventions de localisation ont été approuvées ; elles concernent les villes de Clermont-ferrand (CEMAGREF), Belfort (CNET), Libourne (INSEE), Poitiers (CNED), Châtellerault (Agence judiciaire du Trésor), Limoges (CNASEA), Béthune (VNF), Roanne (DGCCRF), Lille (INPI), Strasbourg (ENA), Angers (GEVES et ADEME).


Ce plan comporte un ensemble de mesures relatives à la rémunération, à la formation, à la situation des conjoints, au logement et aux conditions d'insertion dans les collectivités d'accueil.

En ce qui concerne plus particulièrement l'indemnisation des frais et la compensation des sujétions, deux mesures indemnitaires ont été mises en œuvre.

D'une part, un complément exceptionnel de mutation a été institué par décret n° 92-502 du 11 juin 1992. D’un montant forfaitaire de 30 000 F, ce complément s’ajoute soit à l’indemnité spéciale de décentralisation, éventuellement complétée de l’allocation à la mobilité des conjoints, soit à l’indemnité exceptionnelle de mutation, attribuées dans les conditions fixées par le régime propre à chacune de ces indemnités.

D’autre part, le taux de l’allocation à la mobilité des conjoints servie en complément de l’indemnité spéciale de décentralisation a été porté de 17 500 F à 20 000 F par un arrêté du 11 juin 1992.
LA DÉCONCENTRATION

Quinze arrêtés d'agrément pour l'application de ce dispositif ont été examinés et publiés au Journal officiel.

De nombreuses réunions d'information ont été organisées pour faire connaître aux agents concernés les mesures adoptées et recueillir leurs préoccupations concrètes.

Pour les salariés de droit privé, un accord-cadre a été préparé en liaison avec les organisations syndicales et les établissements concernés.

- Des bourses d'emploi ont été créées au niveau local et national. Au plan national, cette bourse est accessible par le Minitel 36 16-Fonctionnaire.

Mise en œuvre des décisions

Au 1er mars 1993, 1 895 emplois ont été d'ores et déjà transférés en province. Ils concernent – hors secteur de la Recherche – 12 organismes répartis entre 14 villes :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Organisation</th>
<th>Lieu</th>
<th>Effectifs</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Centre d'études et de recherches sur les emplois et les qualifications</td>
<td>Marseille</td>
<td>120</td>
</tr>
<tr>
<td>Service des titres, cartes et archives du secrétariat d'État aux Anciens combattants</td>
<td>Caen</td>
<td>70</td>
</tr>
<tr>
<td>Bureau des pensions du ministère de la Justice</td>
<td>Nantes</td>
<td>13</td>
</tr>
<tr>
<td>Service technique de la navigation maritime</td>
<td>Brest</td>
<td>25</td>
</tr>
<tr>
<td>Centre national d'enseignement à distance</td>
<td>Poitiers</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Centre national d'études des Télécommunications</td>
<td>Belfort</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>Télédiffusion de France</td>
<td>Metz</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>Agence judiciaire du Trésor</td>
<td>Châtellerault</td>
<td>50</td>
</tr>
<tr>
<td>La Poste (divers services)</td>
<td>Limoges, Amiens, Nancy et Nantes</td>
<td>265</td>
</tr>
<tr>
<td>Établissement national des Invalides de la marine</td>
<td>Lorient</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>École des sous-officiers de gendarmerie</td>
<td>Le Mans</td>
<td>150</td>
</tr>
<tr>
<td>État-Major de l'armée de l'air</td>
<td>Creil</td>
<td>800</td>
</tr>
<tr>
<td>Divers laboratoires de recherche</td>
<td>diverses villes</td>
<td>250</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td></td>
<td><strong>1 895</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>
MODERNISATION DE L’ADMINISTRATION

D’autres projets de transferts ont fait l’objet d’actes juridiques ou financiers (achat de terrain, ouverture de chantier, engagement de crédits) permettant d’engager physiquement de nouvelles opérations ou de compléter des projets déjà en partie réalisés.

Ces opérations concernent 1 696 emplois répartis entre 20 villes :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Établissement ou Service</th>
<th>Ville(s)</th>
<th>Effectifs</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Agence judiciaire du Trésor (2e tranche)</td>
<td>Châtellerault</td>
<td>50</td>
</tr>
<tr>
<td>Documentation française</td>
<td>Aubervilliers</td>
<td>74</td>
</tr>
<tr>
<td>Service de la navigation maritime (2e tranche)</td>
<td>Brest</td>
<td>38</td>
</tr>
<tr>
<td>Voies navigables de France</td>
<td>Béthune</td>
<td>80</td>
</tr>
<tr>
<td>École nationale d’administration</td>
<td>Strasbourg</td>
<td>130</td>
</tr>
<tr>
<td>Laboratoire central des Ponts et Chaussées</td>
<td>Nantes</td>
<td>90</td>
</tr>
<tr>
<td>Établissement national des Invalides de la marine (2e tranche)</td>
<td>Lorient et Paimpol</td>
<td>70</td>
</tr>
<tr>
<td>Centre de coopération des bibliothèques publiques</td>
<td>Villeurbanne</td>
<td>26</td>
</tr>
<tr>
<td>Centre de restauration des œuvres d’art</td>
<td>Marseille</td>
<td>40</td>
</tr>
<tr>
<td>Ateliers de tapisserie</td>
<td>Aubusson et Beauvais</td>
<td>25</td>
</tr>
<tr>
<td>Agence pour l’enseignement français de l’étranger et divers bureaux des Affaires étrangères</td>
<td>Nantes</td>
<td>170</td>
</tr>
<tr>
<td>Station nationale d’essais de semences</td>
<td>Angers</td>
<td>78</td>
</tr>
<tr>
<td>CNASEA</td>
<td>Limoges</td>
<td>300</td>
</tr>
<tr>
<td>ADEME</td>
<td>Angers, Cergy Pontoise et Sophia Antipolis</td>
<td>180</td>
</tr>
<tr>
<td>INSEE</td>
<td>Libourne</td>
<td>90</td>
</tr>
<tr>
<td>INPI (1re tranche)</td>
<td>Lille</td>
<td>150</td>
</tr>
<tr>
<td>Inventaire forestier national</td>
<td>Nogent sur Vernisson</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td>École du paysage</td>
<td>Blois</td>
<td>40</td>
</tr>
<tr>
<td>Laboratoire DGCCRF</td>
<td>Roanne</td>
<td>50</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total 1 696
Enfin, la préparation de différentes opérations est très avancée et devrait déboucher très rapidement sur des décisions concrètes :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Organisation</th>
<th>Ville</th>
<th>Effectifs</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>CEMAGREF et ENGREF</td>
<td>Clermont-Ferrand</td>
<td>250</td>
</tr>
<tr>
<td>CNET et France Télécom</td>
<td>Belfort</td>
<td>380</td>
</tr>
<tr>
<td>Direction de la pharmacie et Laboratoire national de la santé</td>
<td>Saint-Denis</td>
<td>200</td>
</tr>
<tr>
<td>Délégation interministérielle à la Ville</td>
<td>Saint-Denis</td>
<td>82</td>
</tr>
<tr>
<td>Délégation interministérielle à l’insertion des jeunes en difficulté</td>
<td>Saint-Denis</td>
<td>33</td>
</tr>
<tr>
<td>Secrétariat général à l’intégration</td>
<td>Saint-Denis</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>Services du ministère de l’agriculture : SCEES - CIP-bureau des concours</td>
<td>Toulouse</td>
<td>130</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td></td>
<td>1 087</td>
</tr>
</tbody>
</table>

En bref, en mars 1993 le transfert de 4 700 emplois, soit 30 % des emplois concernés par les décisions du CIAT, est d’ores et déjà programmé.

Questions sociales

Elles constituent la préoccupation prioritaire.

Le dispositif adopté pour les agents publics repose sur trois principes – volontariat, reclassement, prise en compte de la dimension familiale – très clairement énoncés par le Gouvernement.

Volontariat

Le nombre des agents volontaires pour suivre leurs services transférés en province est très variable selon les établissements concernés. En moyenne, le taux de volontariat est de l’ordre de 20 à 30 % des personnels membres du service transféré.

On note cependant de nombreuses candidatures émanant d’autres services, pour une affectation sur le nouveau site d’implantation. Dans certains cas, le nombre de ces volontaires excède les capacités d’accueil du service transféré.

Reclassement

Le reclassement des agents refusant de suivre leur service sur son nouveau site d’implantation a été largement affirmé.

À ce jour, les expériences conduites dans la fonction publique (CNED, Agence judiciaire du Trésor, CEREQ) ont permis de reclasseer, sur des postes de
qualification et de rémunération équivalents, tous les agents ayant manifesté le vœu de rester à Paris.

**Prise en compte de la dimension familiale**

Les dispositions définies dans le plan d’accompagnement social des agents publics défini par le CIAT du 29 janvier 1992, ont été complétées notamment par les engagements contractés par les collectivités locales dans le cadre des conventions de localisation. Ces engagements concernent le logement, la scolarisation des enfants et l’emploi des conjoints.
Chapitre 4

OUVERTURE EUROPÉENNE DE L'ADMINISTRATION FRANÇAISE

L'ouverture européenne de la fonction publique française comporte une double dimension, l'une statutaire, l'autre relative aux stages, échanges et colloques.

Ouverture statutaire et reconnaissance des diplômes

La loi n° 91-715 du 25 juillet 1991 a modifié le statut général des fonctionnaires en ajoutant à la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 un article 5 bis posant à certaines conditions le principe de l'ouverture de la fonction publique française aux ressortissants des États membres de la Communauté européenne. L'article 5 bis prévoit que l'accès aux corps, cadres d'emplois et emplois dont les attributions ne comportent pas l'exercice des prérogatives de puissance publique ou ne sont pas liées à l'exercice de la souveraineté est ouvert aux ressortissants européens.

Une fois que l'ensemble de ces textes sera entré en vigueur, 80% des effectifs de la fonction publique de l'État et 70% de l'ensemble de la fonction publique sera ouvert aux ressortissants communautaires.

D'ores et déjà 800 candidats communautaires sur un total de 150 000 se sont présentés aux concours du ministère de l'éducation nationale.

Le serveur minitel de la fonction publique 36 16 code Fonctionnaire publie dans sa rubrique Actualités, la liste complète des corps de fonctionnaires accessibles aux ressortissants de la Communauté européenne.

La démarche d'ouverture de la fonction publique française a également fait l'objet d'une "Fiche réponse" réalisée en collaboration avec Sources d'Europe, le centre de documentation sur l'Europe de la Grande Arche, à la Défense.

Pour permettre l'ouverture effective de certains corps et emplois de la fonction publique aux ressortissants de la Communauté européenne, un projet de décret fixe les conditions dans lesquelles les titulaires de diplômes délivrés dans la communauté peuvent se présenter aux concours.

Il prévoit la mise en place auprès de chaque administration organisatrice de concours, d'une commission chargée d'apprécier si le niveau des diplômes présentés par un candidat communautaire est équivalent aux diplômes français exigés.

L'appréciation de cette commission qui s'établira par référence au niveau d'étude requis pourra, s'agissant de la discipline examinée, être plus ou moins large selon les exigences du statut particulier.

La mise en œuvre concrète de l'ouverture de la fonction publique suppose que les administrations gestionnaires organisant les concours soient en mesure d'apprécier l'aptitude à concourir des candidats ressortissants des États européens. En effet, la loi précise que pour être fonctionnaires, les candidats doivent attester qu'ils possèdent la nationalité d'un des États membres de la Communauté européenne, qu'ils jouissent de leurs droits civiques, qu'ils n'ont pas subi de condamnations incompatibles avec les fonctions qu'ils veulent exercer et qu'ils sont en position régulière au regard des obligations de service national de leur pays d'origine.

Le ministère chargé de la fonction publique a donc préparé une circulaire dressant l'inventaire des situations des États membres au regard de ces exigences. Un questionnaire leur a été adressé pour apprécier si des notions comparables existent d'après leur législation nationale et quels sont les documents faisant foi que leurs ressortissants remplissent bien ces obligations. A partir de la circulaire ainsi réalisée, les services organisateurs de concours pourront vérifier que les documents fournis par le candidat au concours attestent bien de son aptitude à concourir.

La mobilité des fonctionnaires au sein de la Communauté européenne doit également être favorisée non seulement pour renforcer la connaissance et la confiance mutuelle des administrations des États membres mais également pour améliorer les relations qu'entretient l'administration avec les instances communautaires.

C'est pourquoi depuis la loi du 26 juillet 1991, il est possible pour les fonctionnaires français d'être mis à disposition directement auprès d'une
OUVERTURE EUROPÉENNE DE L'ADMINISTRATION FRANÇAISE

organisation internationale. Cette mesure a permis de renforcer la présence des fonctionnaires français au sein des instances communautaires. Ceux que l'on appelle les "experts nationaux détachés" français sont aujourd'hui 151 à la Commission des communautés européennes donc 131 fonctionnaires, sur un total de 670 experts.

Une modification du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 relatif aux positions des fonctionnaires est en cours de contreseing pour créer un nouveau cas de détachement auprès d'un député au Parlement européen.

Stages, échanges, colloques

« Programme 2000 »

La communication en conseil des ministres en date du 7 août 1991 relative à l'adaptation de l'administration à la construction européenne prévoit, d'ici à 1994, la formation de 2000 cadres aux questions communautaires.

À cette fin, en 1991 et 1992, la direction générale de l'administration et de la fonction publique, dans le cadre du programme interministériel de formation destiné aux agents de l'État des administrations centrales et des services déconcentrés, a mis en place trois types d'actions :

- un cycle de formation aux affaires européennes d'une durée de 2 jours. Les 24 sessions organisées ont permis la formation de 421 agents ;
- un séminaire intitulé "Mise en œuvre et exécution du droit communautaire" d'une durée de 4 jours 1/2. 8 sessions ont eu lieu et ont permis la formation de 161 agents ;
- un stage intitulé "La fonction publique européenne" d'une durée de 4 jours. 3 sessions ont été mises en œuvre et ont permis la formation de 64 agents.

La direction générale de l'administration et de la fonction publique a ainsi formé, en 1991 et 1992, 646 agents.

Stages et échanges internationaux

Les stages, d'une durée d'une à trois semaines, permettent d'envoyer des groupes d'une vingtaine de fonctionnaires de catégorie A dans un certain nombre de pays (Grande-Bretagne, Allemagne, Pays-Bas) qui à titre de réciprocité envoient des stagiaires en France. Ces stages ont toujours comme base une initiation au système administratif, politique et économique du pays d'accueil et comportent éventuellement un thème plus particulier. Ils remportent un succès certain et permettent également aux stagiaires de rencontrer leurs homologues dans l'administration d'accueil.

33
Un stage original, créé en 1989 et renouvelé depuis chaque année, rassemble trois groupes de dix fonctionnaires français, britanniques et allemands qui dans un premier temps suivent des conférences sur les institutions communautaires dans leur pays et se rencontrent ensuite à la Commission des Communautés européennes.

Des échanges de longue durée (de six à neuf mois) existent avec la Grande-Bretagne et l’Allemagne. Ils permettent à des fonctionnaires de catégorie A d’exercer dans les services d’accueil des fonctions d’étude et de responsabilité. Cette expérience s’avère très enrichissante et il faut souligner l’apport mutuel occasionné par ces échanges qui peut se matérialiser par des contrats en matière économique par exemple. Il est envisagé d’étendre cette formule à d’autres pays.

Par ailleurs le conseil des Communautés européennes a adopté le 22 septembre 1992 une décision concernant un plan d’action pour l’échange de fonctionnaires nationaux chargés de mettre en œuvre la législation communautaire nécessaire à la réalisation du marché intérieur (programme KAROLUS). Ce plan prévu pour cinq ans est entré en application le 1er janvier 1993. La durée des échanges est au minimum de deux mois.
État d’avancement du dispositif

Le dispositif gouvernemental d’évaluation des politiques publiques a été organisé par décret n° 90-82 du 22 janvier 1990. Il a trois objectifs :
- connaître l’efficacité réelle de l’action de l’administration ;
- moderniser l’État ;
- informer les citoyens.

Le comité interministériel de l’évaluation (CIME) décide des évaluations à entreprendre, des moyens de financement et des suites à donner aux rapports d’évaluation.

Le conseil scientifique de l’évaluation – organe indépendant – donne un avis scientifique sur les projets et les rapports d’évaluation. Son avis sur le rapport est publié en même temps que celui-ci.

Par ailleurs un club de l’évaluation rassemblant de façon informelle des agents de l’administration, des collectivités territoriales et des chercheurs a été créé en 1991 et s’est réuni à neuf reprises. Il permet d’échanger des expériences, de faire le point sur des questions de pratiques ou de méthodes. La DGAFP assure son soutien logistique.
Évaluations décidées par le CIME du 26 juillet 1990

Développement de l'informatique et son impact sur l'efficacité de l'administration, projet confié au ministère du budget


Politique de réhabilitation du logement locatif social

Le Conseil scientifique de l'évaluation a fait connaître son avis le 17 février 1993 ; sa publication a été décidée par le CIME et les réflexions sur les suites à donner seront menées sous l'égide du Commissariat général du plan.

Accueil des populations défavorisées dans certains services publics


Politique d'insertion des adolescents en difficulté

Les travaux sont terminés. Le conseil scientifique de l'évaluation doit prochainement rendre son avis.

Politique d'aménagement des rythmes de vie de l'enfant

Les travaux sont en cours.

Évaluations décidées par le CIME du 21 mars 1991

Politique de sécurité routière

L'instance d'évaluation a recensé les travaux existant au sein des ministères et un appel d'offres devrait être lancé au cours du deuxième trimestre 1993.

Politique de gestion et d'aménagement des zones humides

Après appel d'offres, l'instance d'évaluation a choisi un consultant en décembre 1992.
L’ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Politique d’action sociale, culturelle, sportive et de loisirs en faveur des agents de l’État

Après un recensement des actions menées et des travaux existants, l’instance d’évaluation procédera à un appel d’offres vers la fin mai 1993.

Politique de lutte contre les drogues et la toxicomanie

Évaluations décidées par le CIME du 17 mars 1993

- la politique de modernisation du service public ;
- les parcours d’insertion par l’économie ;
- la politique publique en matière de prévention des risques d’origine naturelle ;
- la prévention des difficultés des entreprises, redressement et liquidation judiciaire ;
- les pré-retraites agricoles ;
- la politique de maîtrise de l’énergie.

Le financement de ces projets a été également arrêté, ce qui va permettre aux travaux de commencer rapidement.

Intérêt des premiers résultats et perspectives de développement

L’évaluation des politiques publiques a connu cette année des développements importants.

Quatre des cinq évaluations décidées en 1990 ont été achevées et ont pu être soumises au conseil scientifique de l’évaluation qui s’est prononcé sur la qualité scientifique des travaux, et au comité interministériel de l’évaluation qui s’est prononcé sur la publication et le cas échéant les suites à donner aux conclusions de l’instance d’évaluation.

D’autre part, le principe a été posé de mettre en place un dispositif d’évaluation, intégré à chacun des contrats de plan État-Région (1994-1998).

Parallèlement l’évaluation tend à entrer dans la pratique administrative.

Les échanges interministériels se sont développés et approfondis sur le thème de l’évaluation : le club de l’évaluation, créé en 1991 sous l’impulsion du commissariat général au Plan, du conseil scientifique de l’évaluation, du ministère de la fonction publique et des réformes administratives et des ministères de l’équipement, de l’agriculture, de l’industrie s’est réuni à de nombreuses reprises ; un colloque sur les pratiques d’évaluation dans l’administration a été organisé en octobre 1992 et a réuni plus d’une centaine de personnes d’horizons diversifiés (administrations centrales, services déconcentrés, univer-
sitaires, Cour des comptes, Conseil scientifique de l’évaluation, intervenants ou participants étrangers...).

Les actes de ce colloque ont été diffusés. Il en ressort notamment une très forte demande d’accompagnement méthodologique de la part des responsables d’évaluation et donc l’idée que l’apprentissage doit se poursuivre, mais aussi celle que l’évaluation doit être pluraliste. Plusieurs formes d’évaluation doivent pouvoir coexister (évaluation des politiques, des actions, et évaluation managériale), qui ont des exigences communes en termes de déontologie, mais non de méthode.

Enfin certaines initiatives ont été prises, au niveau régional ou départemental, dans les services de l’État et les collectivités territoriales, et des formations ont été engagées. On citera notamment la cellule d’évaluation du SGAR Nord-Pas-de-Calais, le dispositif d’évaluation reposant sur la chambre régionale des comptes de Bretagne, les formations organisées par le préfet de la région Bourgogne, ou encore les travaux de la région Rhône-alpes, du département de l’Hérault, des conseils économiques et sociaux régionaux. Les initiatives prises devront, pour perdurer et produire des effets, être consolidées et encouragées.
Deuxième partie
UNE GESTION PLUS EFFICACE DES PERSONNELS
Chapitre 1

LE POIDS DE LA FONCTION PUBLIQUE DANS L’ÉCONOMIE

Poids des dépenses

En 1992, près de 554 milliards ont été consacrés à la rémunération des fonctionnaires en activité et à la retraite (hors personnels de La Poste et France Télécom). Les dépenses induites par l’activité présente ou passée des fonctionnaires représentent 7,8 % du produit intérieur (PIB) de la nation.

À cet égard, malgré l’importance en valeur absolue de cet élément, il convient de noter que cette part a constamment décru depuis 1983 et que les dépenses induites sont contenues depuis 1987 en deça de 10 % du PIB.

Les mêmes dépenses représentent 39,1 % du budget de l’État, comme en 1991. La stabilité du poids de la fonction publique dans le budget de l’État s’explique d’abord par la politique de maîtrise des effectifs.

Politique des effectifs

Les administrations de l’État totalisent en effectifs réels au 31 décembre 1990 2 663 795 agents dont 303 427 militaires. 2 001 205 personnes sont fonctionnaires dont 590 107 de catégorie A (29,5 %), 631 701 de catégorie B (31,6 %), 779 387 de catégories C et D (38,9 %). Plus d’un million de personnes relèvent du ministère de l’éducation nationale.

Les résultats provisoires de l’INSEE au 31 décembre 1991, disponibles pour les services civils de la Métropole, permettent d’établir quelques constats en termes d’évolution.

En effectifs équivalents temps complet, on enregistre une augmentation de 13 100 agents entre 1990 et 1991 pour les ministères civils de la Métropole, soit +0,5 %.
UNE GESTION PLUS EFFICACE DES PERSONNELS

Cette hausse est due à l'accroissement des effectifs de l'éducation nationale (+12 000) et de la justice (+2 400). Les autres ministères sont stables à l'exception du ministère de la santé qui perd plus de 2 000 personnes du fait du transfert de personnels de santé scolaire à l'éducation nationale.

Il convient de noter qu'à partir de 1991, les effectifs des exploitants publics La Poste et France Télécom (près de 500 000 personnes en 1990) ne sont plus comptabilisés. Dès lors les personnels de l'éducation nationale représentent 60 % des effectifs civils.

Recrutements par concours

En 1990 et 1991, les recrutements par se sont maintenus à un niveau relativement élevé.


En 1991, 49 575 personnes ont été reçues aux concours de la fonction publique d'État, sachant que La Poste et France Télécom, devenus exploitants publics, au 1er janvier 1991, ne faisaient plus partie du champ de l'enquête. Ceci correspond à une légère baisse de 1,7 % si l'on rapproche ces résultats de ceux de 1990 hors PTE.

Sur les 49 575 candidats admis en 1991, 50 % étaient totalement extérieurs à l'administration ; 17 % étaient agents contractuels ; 0,4 % venaient des collectivités locales ; les autres (1/3) étant déjà agents titulaires de l'État.

La répartition par type de concours était la suivante en 1991 : 61 % par voie externe, 35 % par voie interne, 4 % par sélection professionnelle ou concours unique. Pour les concours externes, 7 % des admis étaient déjà titulaires de l'État avant leur réussite au concours.


Pour l'ensemble des concours, la sélectivité, mesurée par le nombre moyen de candidats présents pour un admis sur liste principale, est passée de 6,4 en 1990 (6,7 hors PTE) à 7,1 en 1991, retrouvant quasiment le taux de 1989 (7,0).
Contrairement au constat établi en 1989, le taux de sélectivité par catégorie statutaire fait apparaître en 1991 une forte différence entre les catégories : 4,7 pour les concours de catégorie A, 12,0 pour les concours de catégorie B et 9,7 pour les concours de catégories C-D.

En 1991, le recrutement des femmes était égal à celui des hommes (50 %), la proportion de femmes parmi les admis variant toutefois selon la catégorie de concours (A : 52 % ; B : 56 % ; C-D : 42 %).
Chapitre 2

MAÎTRISE DES CONTRAINTEs

Poursuite de la rénovation du cadre statutaire

Les principales réformes statutaires catégorielles ont concerné l’enseignement, les postes et télécommunications et l’aviation civile.

Rénovation du cadre statutaire enseignant


S’agissant des personnels enseignants de second degré, le pyramidage de la hors classe comprise entre les indices bruts 587 et 901 a été porté de 11 à 14 % en 1992 pour les professeurs certifiés, les professeurs d’éducation physique et sportive, professeurs de lycée professionnel 2e grade (PLP 2) et les conseillers principaux d’éducation (CPE).

Cette mesure a été appliquée aux professeurs d’éducation générale de collège (PEGC) et chargés d’éducation de l’éducation physique et sportive (CE d’EPS) dont l’indice terminal de la hors classe a été porté à l’indice brut 801 au 1er septembre 1992.

Les mesures spécifiques d’intégration des adjoints d’enseignement dans les corps du niveau des professeurs certifiés se sont poursuivies en 1992. Par ailleurs les professeurs de lycée professionnel 1er grade (PLP 1) sont progressivement intégrés dans le 2e grade du corps.

Un nouveau décret statutaire (décret n° 92-1189 du 6 novembre 1992) régit désormais ce corps avec pour objet de tirer les conséquences de l’annulation du décret n° 85-1524 du 31 décembre 1985 par le Conseil d’État en facilitant
UNE GESTION PLUS EFFICACE DES PERSONNELS

notamment le passage des agents classés vers le grade de base (PLP 1) dans le grade d'avancement (PLP 2).

Les mesures de revalorisation de la condition enseignante ont été également étendues aux professeurs des écoles nationales d'art et aux professeurs d'enseignement général de l'Institut national des jeunes aveugles et des Instituts nationaux des jeunes sourds, dotés d'une carrière comparable à celle des professeurs certifiés par la création d'une hors classe.

Enfin une série de mesures complémentaires ont parachevé la rénovation du cadre statutaire enseignant.

Un protocole relatif aux PEGC a prévu pour ceux-ci un dispositif d'intégration partielle et progressive dans le corps des professeurs certifiés ou des professeurs d'EPS. Une classe exceptionnelle dont l'indice sommital est fixé à l'indice brut 901 a parallèlement été créée. Cette revalorisation étendue aux C.E. d'EPS assure désormais aux PEGC les mêmes perspectives de carrière qu'aux autres corps enseignants.

Un autre protocole du 15 février 1993 a concerné les inspecteurs de l'éducation nationale et les personnels de direction : il en résulte une amélioration des pyramides des grades d'avancement pour ces personnels.

Enfin, une augmentation du pyramidal de la hors classe des professeurs agrégés, porté à 15 % du total des enseignants de ce niveau (professeurs de chaire supérieure inclus), a été décidée.


S'agissant par ailleurs de l'enseignement supérieur, trois décrets du 16 janvier 1992 ont profondément modifié les modalités de recrutement des enseignants-chercheurs.


Réforme de La Poste et de France Télécom :
protocole Quilès du 29 juin 1990

La loi du 2 juillet 1990 a créé deux exploitants publics : La Poste et France Télécom.

La réforme des PTT conduira à terme à la répartition des agents sur 4 classes de fonction subdivisées en 15 niveaux. Les 11 premiers niveaux (3 en classe I, 3 en classe II, 3 en classe III, 2 en classe IV) correspondent à 11 grades. Les 4 derniers niveaux de la classe IV sont des emplois réservés aux cadres supérieurs par détachement.

En 1992, 22 décrets statutaires (du décret n° 92-924 au décret n° 92-945 du 7 septembre 1992) ont mis en place des statuts dits “de reclassement” : ces textes
ont permis par fusion de grades et échelonnements indiciaires d’améliorer très sensiblement la situation des personnels et leurs perspectives de carrière.


Mise en œuvre du protocole Aviation civile du 10 juillet 1991

Deux séries de mesures ont été mises en œuvre

Les deux corps techniques de la direction générale de l’Aviation civile (techniciens de l’aviation civile et techniciens d’études et de travaux) ont été fusionnés. Cette fusion permettra une gestion plus rationnelle du corps unique. Elle se traduit statutairement par l’alignement de la structure de carrière des techniciens de l’Aviation civile (TAC) sur celle des techniciens d’études et de travaux (TET) : 3 grades positionnés entre les indices bruts 326 et 474 (1er grade), 381 et 579 (2e grade), 480 et 619 (3e grade) et un statut d’emploi positionné entre les indices bruts 474 et 646. Les dispositions applicables à ce nouveau corps des techniciens d’études et d’exploitation de l’aviation civile (TEEAC) sont fixées par le décret n° 93-622 du 27 mars 1993.

D’autre part, les corps administratifs d’administration centrale et des services déconcentrés ont été fusionnés en catégorie B (corps des assistants d’administration de l’aviation civile) et en catégorie C (corps des adjoints d’administration de l’aviation civile et des agents d’administration de l’aviation civile). Une série de décrets (décrets n° 93-614, 93-615 et 93-616 du 26 mars 1993) ont mis ce dispositif en œuvre.

Autres évolutions statutaires

Hormis ces trois plans d’ensemble, de nombreuses autres évolutions catégorielles sont à signaler :

• Création de 3 nouveaux corps de personnels des laboratoires de la police technique et scientifique de la police nationale : ingénieurs, techniciens et aides techniques (décret n° 92-151 du 19 février 1992). En outre, le décret n° 92-713 du 23 juillet 1992 a fixé le statut des emplois de directeur et de chef de service de ces laboratoires.

• Création par le décret n° 92-91 du 24 janvier 1992 de deux corps enseignants (professeurs et maîtres assistants) dans les écoles d’architecture.

• Fusion des corps d’architectes et urbanistes de l’État par le décret n° 93-246 du 24 février 1993.

• Création de deux corps de fonctionnaires qui participent à la conception, à la production et à la restauration d’œuvres d’art sous toutes leurs formes : chefs de travaux d’arts du ministère de la culture (décret n° 92-261 du 23 mars 1992)

- Fusion des corps de greffiers en chef des cours et tribunaux et des conseils de prud’hommes (catégorie B) par les décrets 92-413 et 92-414 du 30 avril 1992.
- Création de corps de fonctionnaires de catégorie A et B de l’office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) par le décret n° 93-34 du 11 janvier 1993.

Déontologie relative aux départs vers le secteur privé

En application de l’article 72 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, le décret n° 91-109 du 17 janvier 1991 a précisé les activités privées qu’un fonctionnaire cessant ses fonctions (disponibilité ou radiation des cadres) ne peut exercer en raison de leur incompatibilité avec ses anciennes fonctions, au regard de la déontologie propre à la fonction publique.

Ainsi, se trouvent interdites les activités condamnées au titre de l’ingérence par l’article 175-1 de l’ancien Code pénal, c’est-à-dire les activités au sein d’entreprises privées que le fonctionnaire a surveillées ou contrôlées dans le cadre de ses fonctions ou avec lesquelles il a passé des marchés ou contrats au nom de son administration.

Tombent également sous le coup d’une incompatibilité, les activités privées qui compromettent le fonctionnement normal du service auquel appartenaient l’agent, et celles qui portent atteinte à l’indépendance ou la neutralité du service ou à la dignité des anciennes fonctions.

Pour mettre en œuvre ces interdictions, le texte prévoit que les administrations qui souhaitent refuser à un agent l’exercice d’une activité privée sur le motif d’une telle incompatibilité, doivent au préalable consulter pour avis une commission indépendante qui se prononce sur le fond de l’affaire.

Cette commission consultative s’est réunie à huit reprises depuis sa création en janvier 1991. Elle a rendu trois avis positifs et quatre avis négatifs. Dans les autres cas de saisine, soit elle a dû conclure à son incompétence en raison de l’expiration du délai de deux mois dont dispose l’administration pour la saisir et ensuite donner sa réponse à l’intéressé, soit l’administration ou l’intéressé a renoncé à sa demande.
En application de l’article 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption, ce dispositif consultatif est en cours d’extension aux fonctionnaires territoriaux et hospitaliers ainsi qu’aux agents non titulaires des trois fonctions publiques.

**Réforme de la grille indiciaire**

En 1992 a été mise en œuvre la troisième tranche d’application du protocole d’accord conclu le 9 février 1990 sur la rénovation de la grille des classifications et des rémunérations des trois fonctions publiques.

**Catégorie D**

Au titre de 1992, 12 000 agents de service de catégorie D ont été requalifiés et reclassés en catégorie C – Agent de service technique (échelle 2 et 3).

Par ailleurs, pour 5% d’entre eux, les agents de service en attente de requalification ont bénéficié d’une mesure de promotion en échelle 2 dans le grade de chef-surveillant.

Le coût de ces mesures est de 54,2 MF dont 42,2 MF pour la requalification des agents de service et 12 MF pour le grade d’avancement en E 2.

**Catégorie C**

En ce qui concerne les corps classés en catégorie C, les restructurations dans les trois filières administrative, ouvrière et de service par regroupement de corps et création de débouchés ont été poursuivies.

L’ensemble de la filière administrative bascule désormais dans les échelles de la catégorie C avec deux niveaux de recrutement, le premier en E 2 dans le corps des agents administratifs (avec accès pour 25% des effectifs au grade d’avancement), le second en E 4 dans les corps d’adjoints dans lesquels ont été intégrés le 1er août 1990 les sténodactylographes et les secrétaires sténodactylographes.

Les agents de catégorie C bénéficieront pour 10% d’entre eux d’une promotion dans un grade de débouché situé sur un nouvel espace indiciaire placé au sommet de la catégorie C (IB 396-449) : la troisième étape de cette ouverture a concerné le 1er août 1992 un peu plus de 7 000 fonctionnaires administratifs.

Quant à la filière ouvrière, elle fait l’objet d’une rénovation en profondeur.

Le système précédent se caractérisait par une très grande complexité : à trois corps d’ouvriers professionnels (OP3, OP2, OP1 classés en E2, E3, E4) auxquels on accédait par un concours professionnel, s’ajoutait un corps de maîtrise divisé en deux grades au-dessus duquel se superposaient, dans certaines administrations,
UNE GESTION PLUS EFFICACE DES PERSONNELS

des corps et des emplois classés sur une échelle mixte à la jointure des actuelles catégories C et B.

Le protocole a voulu simplifier les hiérarchies, prendre en compte les nouvelles technicités ou les responsabilités accrues compte tenu des novations techniques et restaurer la dignité du travail ouvrier en créant deux corps et en ouvrant le nouvel espace indiciaire sur la plage indiciaire IB 396-479.

L’ensemble des mesures pour 1992 avec leur coût est le suivant : revalorisation de l’échelle 4 (333 MF), revalorisation de l’échelle 5 (131 MF), repyramidage des corps de commis et adjoints en E5 à 25 % (34 MF), reclassement des OP3 en OP (41,8 MF), repyramidage des OPP (19,7 MF), reclassement des OP1 en maîtres-ouvriers (16,4 MF), transposition aux gradés et gardiens de la paix, enquêteurs de la police nationale et surveillants de prison (112,3 MF).

Catégorie B

Les mesures d’amélioration des déroulements de carrière intervenant depuis 1990 s’inscrivent dans le cadre d’une restructuration de la catégorie B-type.

Depuis la 1re tranche intervenue en 1990, des mesures indiciaires d’amélioration de début des carrières et des repyramidages des 2e et 3e niveaux visent à débloquer les carrières et à préparer la fusion des deux premiers grades en 1995.

Le décret n° 90-710 du 1er août 1990 a augmenté à cet effet de 30 à 35 % la proportion maximale du nombre des emplois de 2e grade par rapport à l’effectif total des deux premiers pour permettre un pyramiding porté progressivement au-delà de 30 % dans la perspective de la fusion.

Une première tranche a été réalisée en 1990 ; 4 300 agents en ont profité.


Les corps dits de B atypiques ont également bénéficié de mesures semblables.

Par ailleurs le classement indiciaire intermédiaire, mis en place à compter du 1er août 1991 pour les assistants de service social, a bénéficié également aux éducateurs de la protection judiciaire et de la jeunesse et à ceux de l’administration pénitentiaire dont les statuts ont fait l’objet des décrets n° 92-344 et 92-345 du 27 mars 1992.

De plus, une mesure permet l’amélioration du rythme des promotions du 1er au 2e grade des infirmières de l’État : au 1er août 1992, 50 % des promouvables ont été promus au 2e grade.

Dans le même temps, le nouveau 3e grade des infirmières est entré en application au 1er août 1992.
Enfin, le corps des techniciens supérieurs d'études et de fabrication a été classé en CII à compter du 1er août 1992.

L'ensemble des mesures pour 1992 avec leur coût est le suivant : relèvement des indices du début du B (119,6 MF), CII des techniciens supérieurs d'études et de fabrication (TSEF) (36,3 MF), transposition aux atypiques et aux personnels de police (54,5 MF), relèvement des indices de début de carrière des instituteurs (71 MF), accès des instituteurs au corps des écoles (139,3 MF).

Catégorie A

L'accès des PEGC à la hors classe a été poursuivi en 1992 (43,7 MF).

***

Le coût total de la 3e tranche s'élève à 1 286,8 MF.

L'application du protocole devrait se poursuivre au 1er août 1993 avec la continuation de l'amélioration des grilles indiciaires des catégories C et B, la suppression anticipée de la catégorie D et d'importantes mesures pour la catégorie A (fusion des deux premiers grades de la carrière-type des attachés et inspecteurs).

Nouvelle bonification indiciaire

L'évolution du travail dans les administrations a montré que certains agents appartenant à divers corps sont dans l'obligation de mettre en œuvre des technicités particulières ou ont à assurer des responsabilités spécifiques que le classement indiciaire de leur corps ne permet pas de prendre en compte au titre du traitement.

L'institution de la nouvelle bonification indiciaire (NBI), complément de traitement soumis à retenue pour pension, attachée à ces emplois particuliers a pour objet de palier ce manque.

Cette NBI a été mise en œuvre ministère par ministère, par tranches annuelles égales.

La troisième tranche de la NBI est désormais totalement mise en place. Elle représente un effort de 133 MF et concerne plus de 20 000 emplois supplémentaires qui ont bénéficié d'une NBI moyenne de 15 points majorés soit au 1er février 1993, 383 francs par mois et par emploi.
Politique salariale


En 1991, les traitements et pensions ont été revalorisés de 1,5 % et deux points d’indice majoré ont été accordés. En 1992, les fonctionnaires ont bénéficié d’une revalorisation de 1,3 % au 1er février et de 1,4 % au 1er octobre 1992. Enfin, une dernière augmentation est intervenue au 1er février 1993 (1,8 %).

Ainsi, l’accord salarial a garanti aux fonctionnaires et aux retraités de la fonction publique une hausse moyenne des rémunérations et des pensions égale à 6,5 %.

Tout en contribuant à l’objectif général de maîtrise de l’inflation, il a en même temps permis de dégager des gains de pouvoir d’achat individuel et moyen sur sa période d’application.


Par ailleurs, les mesures d’accompagnement prévues par l’accord ont été mises en œuvre :
- le champ d’application de la prime spéciale d’installation en région parisienne a été étendu à l’ensemble des communes de la grande couronne à compter du 1er janvier 1992 ;
- la cessation progressive d’activité a été prorogée pour les années 1992 et 1993 et étendue aux mères de famille ayant élevé trois enfants ; elle doit être pérennisée à compter du 1er janvier 1994, en application de l’article 97 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 portant diverses mesures d’ordre social avec une condition supplémentaire de 25 ans de service ;
- une enveloppe de 200 millions de francs, destinée à la réalisation de mesures pour faciliter le logement en région parisienne, a été inscrite par la loi de finances rectificative pour 1992 au budget du ministère de l’équipement, du logement et des transports et sous la forme d’une autorisation de programme.
L’administration met en œuvre au bénéfice de ses agents, une politique diversifiée d’action sociale. Elle prend en charge la réalisation de certains équipements collectifs (restaurants administratifs, centres de vacances pour les enfants et les adolescents). Par ailleurs, elle attribue diverses subventions et allocations à caractère social : subventions-repas, allocations de garde d’enfants, allocations aux handicapés, prestations pour les séjours d’enfants en centres de vacances, aides personnelles.

Chaque département ministériel dispose de crédits spécifiques destinés à financer l’action sociale de son ressort, crédits qu’il met en œuvre soit en gestion directe, soit en utilisant les services d’associations de personnel, comme par exemple les associations de gestion des restaurants administratifs. La plupart de ces actions ministérielles sont encadrées par la Direction générale de l’administration et de la fonction publique (DGAFP) qui fixe notamment la réglementation qui leur est applicable et le taux annuel des prestations.


Le bilan de l’action de ces groupes départementaux s’étant trouvé positif, l’action engagée a été pérennisée et étendue en 1993 à sept nouveaux départements (Hautes-Alpes, Côte-d’Or, Landes, Loire-Atlantique, Bas-Rhin, Haute-Vienne et Réunion).

UNE GESTION PLUS EFFICACE DES PERSONNELS

Cette gestion est assurée dans le cadre de conventions particulières avec la participation technique de la Mutualité fonction publique.


Plusieurs actions ont, dans ce cadre, été poursuivies :
- octroi de prestations pour séjours d’enfants ;
- politique en faveur des retraités, orientée depuis plusieurs années vers le maintien à domicile (aide à l’amélioration de l’habitat, aide ménagère à domicile) ;
- le chèque-vacances est accordé sous conditions de ressources. En 1993, le plafond d’imposition requis a été porté à 10 160 F. Le nombre de bénéficiaires devrait atteindre 160 000 en 1993, soit une augmentation de 33 % par rapport à 1992 ;
- enfin, depuis 1990, ont été institués une aide sociale (4 000 F maximum) et un prêt (8 000 F maximum) à l’installation des personnels de l’État affectés en région Île-de-France à l’issue de leur réussite à un concours interne ou externe de la fonction publique de l’État.

Cette nouvelle prestation versée sous condition de ressources a pour objectif de faciliter l’accès au logement locatif des personnels qui, avant leur affectation à l’issue d’un concours résidaient en dehors de l’Île-de-France.

Par ailleurs, le CISS a défini de nouvelles orientations, notamment dans le secteur du logement en faveur des jeunes agents.

À l’heure actuelle, l’offre de logements locatifs s’effectue essentiellement selon deux procédures : la réservation réglementaire, qui donne la possibilité au préfet de chaque département de réserver, au profit des agents de l’État, 5 % des logements neufs mis en location par les organismes HLM, et la réservation conventionnelle dans laquelle les ministères passent des conventions avec les organismes d’HLM et les sociétés de construction pour réserver des logements aux fonctionnaires avec contribution de l’État.

La gestion du parc de logements réservés au titre du “5 %” ne donne pas entière satisfaction en raison de la difficulté de suivre des opérations. Diverses mesures d’ordre technique ont été prises pour améliorer ce dispositif : informatisation des fichiers et simplification des procédures. Il demeure que la réservation conventionnelle souffre de la concurrence avec le “1 % employeur” et trouve relativement peu à s’exercer notamment en région parisienne.

En outre, les exigences de ressources établies par les organismes d’HLM sont de plus en plus dissuasives pour la plupart des demandeurs, jeunes fonctionnaires nommés dans un premier emploi à Paris ou en région parisienne, quelle que soit
leur catégorie et qui, du fait du coût des loyers, ont les plus grandes difficultés à se loger.

Le Comité interministériel des services sociaux s'est donc orienté vers la participation au financement, sur crédits sociaux interministériels, de programmes de construction de logements réservés en région parisienne aux agents de l'État.

En 1992, 70 logements ont été attribués à des agents de l'État sur le site d'Évry.

Un projet de convention relatif à la réservation de 1 000 logements en Île-de-France a été négocié avec une filiale immobilière de la Caisse des dépôts et consignations. Ces logements sont livrables dans le parc ancien rénové de cette filiale à raison de 150 logements en 1993, 425 en 1994 et 425 en 1995.

La dépense afférente à ce projet, de l'ordre de 98 MF, sera couverte par le crédit de 200 MF prévu dans le cadre des accords salariaux de 1991.
Chapitre 4

LA FORMATION,
LEVIER
DU CHANGEMENT

Accord-cadre du 10 juillet 1992


Les négociations entamées le 16 juin 1992 ont abouti à la signature d’un accord le 10 juillet 1992 par six organisations syndicales sur sept : FEN, CFDT, FO, CGC, CFTC et FGAF.

Ce nouvel accord réaffirme que la formation continue est une exigence forte pour le service public et un droit des agents qu’ils doivent désormais s’approprier.

Il définit des priorités qui se traduisent par des mesures nouvelles.

Ces priorités sont au nombre de trois : l’équité dans la formation, la qualité de la formation et une mise en œuvre concertée de la formation à tous les niveaux de l’administration.

Égalité des chances dans l’accès à la formation

L’accès de tous les agents à la formation est primordial

UNE GESTION PLUS EFFICACE DES PERSONNELS

Par ailleurs, chaque agent devra bénéficier, sur la durée de l’accord, d’au moins trois jours de formation qui sont portés à quatre pour les personnels de catégories C et D.

L’égalité d’accès à la formation passe également par une meilleure information de chaque agent, le développement de la déconcentration de la formation et des actions interministérielles. Plus les actions de formation se dérouleront près du terrain et plus aisée sera la participation des agents, notamment des personnels féminins.

**La formation doit être mieux reconnue au sein de l’administration**

L’accord-cadre précise que la généralisation de la fiche individuelle de formation, instrument nécessaire de cette reconnaissance, devra être effective au 1er janvier 1994. Elle sera élaborée, dans chaque ministère, en concertation avec les partenaires sociaux.

Il est rappelé que les préparations aux concours et examens constituent de véritables actions de formation tout autant que de promotion sociale et que l’effort accompli ces dernières années doit être poursuivi. Parallèlement le contenu des concours internes sera modifié afin de prendre en compte, notamment, les formations suivies par les candidats. Dans cette perspective, un groupe de travail administration – syndicats sera chargé de réfléchir aux problèmes d’articulation entre formation continue et carrière des agents.

**Amélioration de la qualité**

Qualité dans la définition des programmes, qualité aussi dans leur contenu pédagogique.

L’accord-cadre fait une place toute particulière aux formateurs internes dont le rôle doit être mieux reconnu et les services mieux rémunérés. À ce titre, le décret du 22 juin 1956 fixant le système de rétribution des agents de l’État assurant à titre accessoire des tâches d’enseignement sera modifié. Les indemnités perçues par les formateurs internes pour la préparation des agents de catégories C et D aux concours et examens de la fonction publique sont revalorisées de 100 %.

Les plans individuels de formation qui concilient les besoins du service et les demandes des agents seront mis en place pour chacun d’entre eux d’ici la fin de l’accord, c’est-à-dire en juillet 1995.

Une innovation importante est prévue dans l’accord : la création d’un congé de restructuration dont pourront bénéficier les agents affectés dans des services au sein desquels des opérations de restructuration lourde rendront nécessaire une reconversion personnelle.

Les agents en congé de restructuration seront rémunérés pendant un an et pourront au préalable bénéficier d’un bilan professionnel. Ils percevront une indemnité égale à 100 % du traitement brut et de l’indemnité de résidence qu’ils perçaient au moment de leur mise en congé dans la limite des rémunérations afférentes à l’indice brut 650 soit environ 13 800 F par mois.

Cette deuxième priorité qu’est la qualité est traduite également dans les conditions d’évaluation de la formation.

Un groupe de travail administration – syndicats est prévu pour élaborer une grille d’évaluation de la formation continue dans la fonction publique et réfléchir à la pertinence des indicateurs.

Par ailleurs, les plans ministériels devront prévoir une évaluation qualitative des actions de formation.

Les indicateurs de cette évaluation devront rendre compte de la qualité des formations assurées au regard des objectifs poursuivis et des attentes des stagiaires, leur adaptation au public visé, l’adéquation entre les formations et les fonctions exercées par les stagiaires, l’impact attendu sur la modernisation des services.

**Modalités d’un suivi concerté des plans, programmes et actions de formation**

Cette troisième priorité se traduit d’abord par le fait que toutes les instances paritaires compétentes doivent jouer pleinement leur rôle : les comités techniques paritaires et le Conseil supérieur de la fonction publique de l’État. Des plans pluriannuels de formations seront élaborés ou renouvelés au sein de chaque administration et en concertation avec les organisations syndicales. Des plans de formation devront également être établis aux niveaux déconcentrés.

Elle se traduit ensuite par des rencontres régulières entre les signataires de l’accord afin de vérifier le respect des engagements pris. Les parties signataires se réuniront au moins une fois par an ; la première réunion a eu lieu le 29 juin 1993.

Elle se traduit enfin par l’amélioration indispensable des instruments statistiques en matière de formation. La commission de la formation professionnelle et de la promotion sociale du Conseil supérieur de la fonction publique de l’État a abordé ce sujet lors de sa réunion du 25 juin 1993.

La mise en œuvre de cet accord-cadre devra être concrétisée par la conclusion d’accords dérivés au sein de chaque ministère ; des négociations sont actuellement en cours avec les organisations syndicales.

Ainsi un second élan est donné à la formation continue des agents de l’État qui a consacré en 1990, pour ces actions, plus de 10 milliards de francs soit environ 3,54 % de la masse salariale.
Rôle de l'encadrement

La formation est une ligne prioritaire de l'action du gouvernement en faveur de l'encadrement : s'il faut, pour assurer un encadrement de qualité et motivé, développer les responsabilités des cadres et améliorer leurs perspectives de carrière, il est indispensable de renforcer leur formation initiale et continue, et leur rôle dans le développement de la formation au sein de leurs services.

Aussi le gouvernement a-t-il, en 1992, poursuivi les efforts développés pour la formation des cadres ; cela s'est notamment traduit par des réflexions sur les orientations de la formation de l'encadrement, l'amélioration de la formation initiale, une meilleure prise en compte de la formation dans la carrière des cadres, et leur sensibilisation à la nécessité pour eux de jouer un rôle actif dans la formation de leurs collaborateurs.

Les améliorations nécessaires de la formation des cadres supérieurs de l'administration se situent dans une problématique sous-tendue par la nécessaire continuité du service public : l'administration doit mener constamment de front trois fonctions : maintenir jusqu'à la relève les modalités antérieures, en faire fonctionner de nouvelles, et enfin assurer le passage des unes aux autres.

La formation est présente dans ces trois fonctions, en proportions croissantes de l'une à l'autre. Elle permet en effet d'assurer, à personnel essentiellement stable, l'adaptation des structures et des hommes. Elle doit donc être pensée dès le recrutement, et la réflexion engagée dès 1989 sur la modernisation des concours, qui s'est effectivement traduite en 1992 par une importante réforme du concours d'accès aux instituts régionaux d'administration, est entrée dans une phase opérationnelle, avec le passage d'une logique de compétition individuelle en un recrutement qui permette de dégager des aptitudes, des compétences dépassant le rôle technique que doit jouer le cadre dans les premières années de sa carrière.

L'amélioration de la formation initiale a été prise en compte, notamment dans les Instituts régionaux d'administration (IRA), dont la réforme de la formation avait fait l'objet d'une mission confiée par le ministre à Hervé Serieyx, président de l'IRA de Lille. Cette réforme, entrée en vigueur pour la promotion qui a débuté sa scolarité en 1993, vise à donner plus d'autonomie pédagogique aux IRA, dans le cadre d'une définition d'objectifs de formation par la DGAFP, et à développer des habitudes de travail collectif.

Une meilleure prise en compte de la formation dans la carrière des cadres a été envisagée lors du séminaire gouvernemental de juin 1992 qui, d'une part a prévu l'institution d'une formation, centrée sur la gestion des ressources humaines, préalable à l'accès aux emplois d'encadrement supérieur, d'autre part a défini les conditions dans lesquelles le droit à six mois de formation sur l'ensemble de la carrière, pour tous les cadres supérieurs, pourrait s'exercer.

Le rôle des cadres dans la formation de leurs collaborateurs a été rappelé à l'occasion du séminaire gouvernemental de juin 1992, ainsi que dans les réflexions menées au cours des journées d'étude de l'encadrement supérieur : celles-ci, qui s'adressaient aux directeurs d'administration centrale, préfets, recteurs, trésoriers-payeurs généraux et hauts magistrats, ont eu lieu à l'automne, après une journée d'introduction présidée par le ministre de la fonction publique et le ministre de l'intérieur, sous forme de trois journées consacrées respective-
ment aux relations entre le "centre" et la "périphérie", au travail interministériel, et enfin au rôle de l'encadrement. Si la formation était présente dans ces trois thèmes, c'est surtout dans les discussions du troisième qu'elle est apparue avec le plus de clarté. Les actes de ces journées d'étude seront publiés dans les cahiers du renouveau.

Au-delà des pures actions de formation, le Gouvernement a souhaité mettre en place des mesures structurantes sur la carrière des cadres supérieurs : en particulier le séminaire gouvernemental sur la modernisation de l'administration du 16 juin 1992 a décidé qu'un "responsable cadres" serait désigné dans chaque ministère parmi des hauts fonctionnaires expérimentés de façon à veiller à tous les aspects de la politique de l'encadrement dans son département et d'être un interlocuteur privilégié de tous les cadres supérieurs du ministère.

Pour prolonger cette décision, la DGAFP a commencé à préparer avec l'ensemble des directions de personnel une charte de la gestion des cadres supérieurs membres des corps recrutés par la voie de l'ENA édictant les principes consensuels qui doivent encadrer la gestion de cette population (transparence du marché de l'emploi, rôle central de la formation continue, mobilité) et les moyens d'implanter ces principes dont en particulier la désignation auprès de chaque autorité investie dans les ministères du pouvoir de gestion des cadres concernés d'un responsable cadres, interlocuteur privilégié pour l'ensemble des questions relatives à la carrière des fonctionnaires concernés.
Troisième partie

UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE PLUS ACTIVE
Chapitre 1

UNE OFFRE DE COOPÉRATION, RICHE ET DIVERSE, QUI DOIT ÊTRE MIEUX COORDONNÉE NOTAMMENT VIS-À-VIS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Dans le domaine de la coopération administrative, la France dispose d'atouts importants : son appareil de formation des fonctionnaires, qui peut être mobilisé à la demande de partenaires étrangers ; des centres d'expertise, dans les domaines juridique, institutionnel, organisationnel, susceptibles d'intervenir à la demande de gouvernements étrangers ou d'organisations internationales ; la prise en compte, en termes politiques, de l'importance de la coopération administrative, qui est un vecteur d'influence efficace dans les pays partenaires.

Richesse et diversité de l'offre de coopération administrative

La richesse et la diversité de l'offre de coopération administrative résultent, outre les facteurs rappelés ci-dessus qui correspondent à la tradition d'ouverture de notre fonction publique sur le monde extérieur, du fait que dans une période récente, les différentes administrations, soucieuses de répondre aux sollicitations multiples dont elles sont l'objet, cherchent à développer leur action internationale et créent parfois, à cet effet, des structures qui leur sont propres (ADETEF : association pour le développement des échanges en technologie économique et financière au ministère de l'économie et des finances ; ARPEJE, association pour le renouveau et la promotion des échanges juridiques avec l'Europe centrale et
UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE PLUS ACTIVE

orientale au ministère de la justice ; cellule de coopération internationale au Conseil d’État...).

Mais, si le foisonnement de telles initiatives est garant de la capacité de l’administration française de répondre aux demandes de coopération administrative, il faut lui reconnaître deux défauts majeurs : d’une part, le dispositif d’offre de coopération administrative n’est pas très “lisible” pour nos éventuels partenaires étrangers, à l’égard desquels il serait nécessaire de mettre en place un organe unique d’interface entre leur demande et l’offre ; d’autre part, faute d’avoir une vision globale de la coopération administrative, on court le risque d’être dans une logique dominée par la demande de coopération, alors qu’il est nécessaire de s’inscrire dans une logique d’offre de coopération administrative.

La nécessité d’une meilleure coordination

La nécessité d’une meilleure coordination est à l’origine de la mission confiée en octobre 1992 par le ministre d’État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, à Michel Gentot, conseiller d’État. Il était demandé à ce dernier de réfléchir à l’opportunité et aux modalités d’un “regroupement des expertises françaises” afin d’améliorer l’efficacité de l’action de coopération administrative de la France.

En effet, si la conscience est aujourd’hui largement partagée de l’importance croissante de la coopération administrative, cette prise de conscience ne s’est guère traduite, en France, en termes budgétaires (la coopération administrative continuant d’être relativement marginale au sein de notre effort global de coopération), ni en termes organisationnels : un effort de coordination et de rationalisation est indispensable, ce qui est la condition d’une action efficace et crédible aux yeux de nos partenaires. Dans certains domaines (ministère de la coopération et du développement, mission interministérielle de coopération avec l’Europe centrale et orientale), de réels progrès ont été réalisés, mais restent insuffisants : le “regroupement des expertises publiques” exige de nouvelles avancées.

Ceci est d’autant plus nécessaire que les organisations internationales jouent un rôle croissant dans le domaine de la coopération administrative. Le “développement institutionnel” est une des priorités des organisations liées aux Nations Unies ; la Commission européenne est très présente en Europe centrale et orientale et dans la CEI avec ses programmes PHARE, TACIS et SIGMA. À titre d’exemple, le budget consacré par la France à la coopération avec ces derniers pays et qui transite par la Commission européenne est de l’ordre de cinq fois celui qu’elle consacre à la coopération bilatérale avec ces mêmes pays.

L’accès aux financements internationaux est donc devenu, pour la France qui entend être active dans le champ de la coopération administrative, une absolue priorité.

Un appel d’offres communautaire, lancé en fin d’année 1992, sur le développement de l’administration Ukrainienne, a été l’occassion pour la France de mettre
en place un type d’organisation susceptible de répondre efficacement : autour de l’IIAP, qui en assure la coordination, un consortium a été créé, avec l’ENA, des écoles de formation de fonctionnaires d’autres pays de la Communauté, et un cabinet de consultants privé. Ce consortium devrait être chargé de mener à bien cette importante opération qui porte sur un budget de plus de 7 millions d’écus.

Mais ce dossier, s’il a révélé la capacité de l’administration française à répondre à des appels d’offres internationaux, en a également révélé les limites, notamment parce qu’il s’agit d’une solution “au coup par coup”, alors qu’il serait nécessaire de se doter d’un savoir-faire permanent, et de disposer à Bruxelles d’un système de “veille” permettant d’avoir connaissance des projets d’appels d’offre.

Il est donc nécessaire – et c’est la principale proposition du rapport remis par M. Gentot, que les administrations se dotent d’instruments propres et permanents, qui pourraient prendre la forme d’une association ou d’un groupement d’intérêt public.

Par ailleurs, un effort de formation d’un certain nombre de fonctionnaires à la rédaction des soumissions aux appels d’offres internationaux devra être entrepris, dans le cadre du programme de formations interministérielles de la DGAFP.

Enfin, une réflexion sur les adaptations statutaires nécessaires pour permettre à des fonctionnaires d’être mis à disposition de projets de coopération administrative, devra être développée dans un cadre interministériel : les programmes financés par les organisations internationales sont souvent de grande ampleur et exigent la présence des experts sur le terrain pour des durées allant de quelques mois à deux à trois ans. Dans l’état actuel des choses, il est très difficile de trouver de tels experts au sein des administrations. Les procédures traditionnelles de détachement et de mise à disposition ne sont pas adaptées, sont trop lourdes à mettre en œuvre, ou encore trop pénalisantes pour les administrations lorsqu’il s’agit de mises à disposition.

Accroître la place de l’administration française dans les programmes internationaux est un objectif important pour le ministère de la fonction publique, qui s’attache ainsi à répondre à des sollicitations plus pressantes, notamment de la part de pays d’Europe centrale et orientale.
Chapitre 2

DES SOLLICITATIONS PLUS PRESSANTES,
NOTAMMENT DE LA PART
DE L’EUROPE CENTRALE
ET ORIENTALE

La coopération institutionnelle avec l’étranger s’est profondément développée dans une période récente, sous l’effet de plusieurs facteurs : construction européenne, qui justifie des échanges réguliers entre responsables des fonctions publiques nationales et avec les services de la Commission ; renouveau du service public, qui entraîne de nombreuses demandes d’information et d’expertise ; mutations en cours en Europe centrale et orientale, qui passent par des adaptations de l’administration au retour à l’État de droit et au passage à l’économie de marché ; réflexions menées par plusieurs pays africains sur les réformes de leurs fonctions publiques, etc...

La direction générale de l’administration et de la fonction publique a joué dans ce développement, et continuera à jouer un rôle essentiel. Mais il s’agit pour elle d’une attribution nouvelle : jusqu’à une période récente, son rôle dans le domaine international était limité à des actions “classiques” dans le domaine de la formation et des échanges de fonctionnaires avec des partenaires traditionnels (Grande-Bretagne, Allemagne, Québec) et à une participation à quelques actions d’expertise ou d’évaluation, souvent sollicitées par l’IIAP.

Les “chantiers” suivants sont actuellement entrepris par la DGAFP, en distinguant selon qu’il s’agit de coopération bilatérale ou multilatérale.
UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE PLUS ACTIVE

Coopération bilatérale

Celle-ci s’est développée avec les pays ou les zones géographiques suivants :

Ukraine

Un “arrangement administratif” a été signé au début de 1993 entre nos deux pays, et porte notamment sur les domaines de la formation, de la construction statutaire et des structures administratives ; après toute une série de contacts préalables (accueil à la DGAFP, en août 1992, des “statutaires” de l’administration ukrainienne, missions ENA/IIAP/IRA auprès de l’école d’administration de Kiev), notre coopération se renforce et devrait entrer dans une nouvelle phase avec la participation à un appel d’offres de la commission des Communautés européennes (programme TACIS).

Russie

Un accord de coopération administrative a été signé en septembre 1992. Il s’accompagne d’un programme de travail qui a été récemment défini pour l’année 93 et qui a déjà donné lieu à la participation à un séminaire international à Moscou en janvier, à la participation d’un directeur d’IRA à une série de séminaires régionaux en décembre, à l’accueil en février à la direction générale de trois hauts fonctionnaires sur la construction statutaire, etc...

Autres pays d’Europe de l’Est

Le programme de formation avec la Roumanie (accueil de fonctionnaires roumains dans les IRA) se poursuit ; certaines perspectives s’ouvrent avec la Hongrie après l’accueil, en octobre 1992, du ministre de l’Intérieur hongrois par le ministre de la fonction publique ; avec la Pologne, l’accord de coopération signé en mars 92 par le directeur général de l’administration et de la fonction publique et le vice-ministre polonais chargé de la réforme administrative pourrait donner lieu à de nouveaux développements.

Amérique du Sud

Des suites concrètes ont été données aux contacts exploratoires, notamment avec le Chili, par la demande de plusieurs projets d’expertise, en particulier sur les projets de service.
Amérique du Nord
Les échanges avec le Québec sont traditionnels et prennent la forme, à côté des échanges de fonctionnaires, de séminaires organisés par l’IIAP et l’ENAP du Québec ; le dernier de ces séminaires, en novembre 1992, portait sur la formation des hauts fonctionnaires ; à sa suite, un séminaire sur la problématique de la “relève” de la haute administration a eu lieu en mai 1993.

Afrique sub-saharienne
La conférence de Cotonou, à laquelle la DGAFP a activement participé en novembre 1991, a connu des suites concrètes, avec l’installation, fin 92, de l’Observatoire des fonctions publiques africaines, qui devrait renforcer notre coopération. Par ailleurs, la coopération bilatérale avec le Sénégal a été relancée avec, en particulier, un séminaire en décembre 1992 à Dakar sur la modernisation de la fonction publique, animé par deux agents de la direction générale.

Asie du Sud-Est
Un programme de coopération est à l’étude avec Taiwan à la suite d’une rencontre fin 92 entre les ministres en charge de la fonction publique ; par ailleurs il y a des projets de coopération avec le Vietnam et le Cambodge, notamment après la visite du Président de la République en janvier 1993.

***

Avec ces différents pays, des actions concrètes ont été montées soit qu’il s’agisse de missions d’évaluation des besoins effectuées par la DGAFP, l’ENA et l’IIAP, soit, et c’est la forme que prend de plus en plus notre coopération, de missions d’expertise, d’appui à la mise en place d’une administration moderne ou de formation.

Par exemple, en 1992, l’IIAP a organisé des stages à l’intention de fonctionnaires arméniens (passage à l’économie de marché), tchèques et slovaques (relations État/entreprises publiques), polonais (construction européenne) et bulgares (diplomatie). Il a également monté un stage sur le développement du tourisme à l’intention de hauts fonctionnaires des pays de l’Est. Par ailleurs et conformément au protocole d’accord de coopération signé en 1990 entre la France et la Roumanie, des fonctionnaires roumains sont accueillis depuis trois ans dans les IRA.

En outre, la DGAFP participe à la recherche d’experts en vue de répondre aux besoins de coopération exprimés par nos différents partenaires : une lettre à l’ensemble des administrations a été signée, à cette fin, par le ministre d’État en janvier dernier.
Comme on l'a vu dans le chapitre précédent, la coopération multilatérale avec des pays tiers est appelée à se développer de plus en plus. Outre le cadre communautaire, il faut mentionner également, dans un ordre d'idées différent, la participation de la DGAFP au comité de gestion publique (PUMA) de l'OCDE : le directeur général a été réélu en avril 1992 pour un troisième mandat de Président du PUMA, tandis qu'un sous-directeur de la DGAFP est chargé de coordonner la délégation française auprès du PUMA. La participation à ce comité permet d'avoir des échanges réguliers avec des pays de développement économique et social comparable à celui de la France sur l'amélioration de la gestion publique.

La direction générale participe également à l'action de l'OCDE auprès des pays d'Europe centrale et orientale, en développant des contacts avec les responsables du programme SIGMA (soutien à l'amélioration de la gestion publique), animés par le souci de développer des synergies.
Le rapport de la commission « État, administration et services publics de l’an 2000 », présidée par Christian Blanc, permet d’envisager la poursuite de la modernisation de l’administration dans le cadre d’une réflexion plus vaste et plus prospective sur le rôle de l’État.

Dans une première partie, le rapport s’interroge sur la légitimité de l’action de l’État à l’égard de l’économie, de la société et des autres collectivités publiques que sont l’Europe et les collectivités décentralisées.

Vis à vis de l’économie, il estime que l’action publique doit continuer à jouer un rôle de régulation important pour contrôler le fonctionnement des marchés, veiller au respect de la concurrence et favoriser la croissance à long terme.

À l’égard de la société, le rapport rappelle le rôle essentiel de l’État comme garant de la solidarité, fournisseur ou organisateur de services publics.

La construction européenne et la décentralisation entraînent enfin des changements profonds dans les compétences et les modes d’action de l’État. Ce nouveau positionnement de l’État ne sera pas vécu comme un désaisissement si l’on tient compte du fait qu’il entraîne aussi des responsabilités nouvelles : l’État devient vis à vis de la communauté européenne le garant de l’identité collective et des stratégies nationales ; il continue aussi à assurer la solidarité entre collectivités décentralisées.

La première partie du rapport dessine ainsi les contours d’un État qui reste nécessaire mais dont le champ d’action et le positionnement ont été revus et clarifiés.

Dans sa deuxième partie, le rapport de la commission envisage les orientations concrètes qui nécessitent le renforcement de l’efficacité de l’État. Il se prononce pour la poursuite de la politique de renouveau du service public, mais souhaite
CONCLUSION

aller plus loin en substituant à la logique d’un État interventionniste celle d’un État stratège. Ceci devrait conduire à consacrer plus d’attention et de moyens à la préparation et à l’évaluation des politiques publiques. Le rapport se prononce également en faveur d’une clarification des relations entre autorités politiques et responsables administratifs et d’une accentuation rigoureuse de l’effort de déconcentration entrepris ces dernières années.

D’une manière générale, la plupart des propositions du rapport, qui sont brièvement rappelées ci-dessous, se situent dans le domaine des missions et de l’organisation de l’État. Elles ont d’ores et déjà commencé à être mises en pratique.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Proposition n° 1</th>
<th>Rationaliser les structures gouvernementales</th>
<th>Limitation à quinze du nombre des ministres, stabilisation des structures et des attributions ministérielles...</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Proposition n° 2</td>
<td>Recomposer les administrations centrales</td>
<td>Réduction de leur nombre d’un tiers en cinq ans, transfert sur les services déconcentrés des moyens humains et des crédits de fonctionnement correspondant aux attributions redéployées...</td>
</tr>
<tr>
<td>Proposition n° 3</td>
<td>Réduire le poids des cabinets ministériels</td>
<td>En limitant à une centaine leurs effectifs globaux et en faisant des directeurs d’administration centrale les véritables conseillers techniques des ministres.</td>
</tr>
<tr>
<td>Proposition n° 4</td>
<td>Déconcentrer l’État</td>
<td>Extension des pôles de compétences sous l’autorité des préfets qui devraient relever du Premier ministre par l’intermédiaire d’un ministre chargé de l’administration territoriale et rester plus longtemps en poste, déconcentration fonctionnelle au profit des services ou d’établissements publics, déconcentration de la gestion des crédits et des hommes...</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Proposition n° 5
Bien choisir les niveaux de déconcentration territoriale

Introduire plus de souplesse et de diversité dans l'organisation territoriale de l'État, qui pourrait notamment être distincte de celle des collectivités locales, et mieux prendre en compte les problèmes spécifiques des régions fortement urbanisées et des zones rurales.

Proposition n° 6
Développer la fonction de connaissance stratégique dans l'administration

Renforcer la fonction de planification stratégique du Commissariat général du Plan, créer une cellule de prospective et d'étude dans chaque ministère, constituer un réseau de centres de formation et de recherche en administration publique.

Proposition n° 7
Renouveler la formation et le recrutement des décideurs publics

Associer étroitement formation, recherche et action sur le terrain dans la carrière des jeunes hauts fonctionnaires, ouverture de certains emplois publics à des personnalités extérieures à la fonction publique.

Proposition n° 8
Accentuer l'effort d'évaluation

En systématisant l'évaluation pour les principales lois nouvelles, en renforçant et simplifiant le dispositif interministériel d'évaluation.

Proposition n° 9
Placer le citoyen au cœur de la logique de l'action publique

En appliquant avec détermination la charte des services publics et en favorisant l'information et l'écoute des citoyens au niveau déconcentré.

Proposition n° 10
Aménager les règles fondamentales de la gestion publique

Développement de la pluriannualité budgétaire, notamment par la conception d'engagements pluriannuels en termes d'objectifs, diffusion à tous les niveaux des responsabilités, réduction du nombre des corps et amélioration de la mobilité des fonctionnaires.
ANNEXES
La formation continue dans la fonction publique de l'État

Le ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté une communication sur la formation continue dans la fonction publique de l'État.

L'application du premier accord cadre sur la formation continue dans la fonction publique de l'État, conclu en 1989 pour trois ans, a permis de développer les actions de formation continue dans des proportions importantes.

Un nouvel accord cadre a été conclu le 10 juillet 1992 pour trois ans, avec l'ensemble des organisations syndicales sauf une. Il marque une nouvelle étape de la politique contractuelle du Gouvernement.

Alors qu'en 1992 l'État aura consacré 2 % de sa masse salariale aux dépenses de formation continue, l'accord fixe l'objectif de leur affecter au moins 3,2 % de celle-ci, au plus tard en 1994.

Chaque agent bénéficiera d'au moins trois jours de formation pendant la durée d'application de l'accord, portés à quatre jours pour les agents des catégories C et D.

L'importance des actions déconcentrées de formation sera accrue, de même que celle des actions organisées en commun par plusieurs ministères.

L'accord sera mis en œuvre de manière concertée, pour l'ensemble de la fonction publique comme dans chaque ministère ou établissement public et comme aux échelons déconcentrés. Les ministères et établissements publics qui ne l'ont pas encore fait élaboreront un plan de formation.

La qualité des actions de formation fera l'objet d'une évaluation permanente.

Le travail à temps partiel dans la fonction publique

Le ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté une communication sur le travail à temps partiel dans la fonction publique.

Dans sa déclaration de politique générale, le Premier ministre a indiqué que le travail à temps partiel devait davantage contribuer à la politique de l'emploi.

Le secteur public doit donner l'exemple. À cette fin, un rapport du commissaire au Plan vient d'être remis au Premier ministre.
tre. Ce rapport a été adressé aux organisations syndicales.

1 - Des mesures immédiates sont prises pour développer le travail à temps partiel dans la fonction publique de l'État.

La règle selon laquelle les emplois vacants ne sont qu'en partie pourvus ne sera plus appliquée aux emplois dégagés par le recours au temps partiel. Les administrations, compensant ainsi les effets du développement du temps partiel, pourront plus facilement y admettre de nouvelles personnes.

Les modalités d'organisation du travail dans les services dont un plus grand nombre d'agents travailleront à temps partiel seront adaptées pour assurer la continuité du service tout en améliorant la qualité du service rendu aux usagers.

Chaque ministère mettra au point son propre programme de développement du travail à temps partiel. Ces programmes seront soumis en octobre prochain aux comités techniques paritaires. L'accent y sera mis sur l'organisation du remplacement des personnes absentes et sur l'amélioration de la gestion prévisionnelle des effectifs.

2 - L'État engagera dès la rentrée une négociation avec les organisations syndicales pour développer le travail à temps partiel dans les fonctions publiques de l'État, des collectivités locales et des hôpitaux.

Les aménagements à apporter au régime juridique du temps partiel seront examinés, notamment pour favoriser le travail à mi-temps et permettre l'exercice du temps partiel dans un cadre plus large que celui de la semaine. Les conditions dans lesquelles la cessation progressive d'activité pourrait être pérennisée seront définies à cette occasion.

3 - Les entreprises devraient aussi développer le travail à temps partiel. Chaque entreprise publique remettra pour le 30 octobre un rapport dressant le bilan de sa situation en ce domaine, avec ses propositions.

À la fin du mois d'octobre, un bilan de la mise au point des programmes de chaque ministère et un bilan des négociations engagées seront dressés.

Conseil des ministres 16 septembre 1992

Majoration de la rémunération des fonctionnaires

Le ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté un décret portant revalorisation de la rémunération des fonctionnaires.

L'accord salarial signé le 12 novembre 1991 entre l'État et quatre organisations syndicales prévoit une hausse des rémunérations des fonctionnaires en activité et des pensions des fonctionnaires retraités égale à 6,5 % en deux ans.

Les rémunérations et pensions ont en conséquence été revalorisées de 0,5 % au 1er août 1991, de 1,5 % au 1er novembre 1991 et de 1,3 % au 1er février 1992. Tous les fonctionnaires ont en outre bénéficié de l'octroi de deux points d'indice majoré supplémentaires à compter du 1er août 1991.

Le décret met en œuvre une nouvelle étape de l'accord. Il revalorise les rémunérations et pensions, y compris celles des anciens combattants, de 1,4 % à compter du 1er octobre 1992.

Aux termes de cet accord, une augmentation de 1,8 % doit intervenir au 1er février 1993.

Le ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté un décret portant revalorisation de la rémunération des fonctionnaires.

L'accord salarial signé le 12 novembre 1991 entre l'État et quatre organisations syndicales prévoit une hausse des rémunérations des fonctionnaires en activité et des pensions des fonctionnaires retraités égale à 6,5 % en deux ans.

Les rémunérations et pensions ont en conséquence été revalorisées de 0,5 % au 1er août 1991, de 1,5 % au 1er novembre 1991 et de 1,3 % au 1er février 1992. Tous les fonctionnaires ont en outre bénéficié de l'octroi de deux points d'indice majoré supplémentaires à compter du 1er août 1991.

Le décret met en œuvre une nouvelle étape de l'accord. Il revalorise les rémunérations et pensions, y compris celles des anciens combattants, de 1,4 % à compter du 1er octobre 1992.

Aux termes de cet accord, une augmentation de 1,8 % doit intervenir au 1er février 1993.

Le ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté un décret portant revalorisation de la rémunération des fonctionnaires.

L'accord salarial signé le 12 novembre 1991 entre l'État et quatre organisations syndicales prévoit une hausse des rémunérations des fonctionnaires en activité et des pensions des fonctionnaires retraités égale à 6,5 % en deux ans.

Les rémunérations et pensions ont en conséquence été revalorisées de 0,5 % au 1er août 1991, de 1,5 % au 1er novembre 1991 et de 1,3 % au 1er février 1992. Tous les fonctionnaires ont en outre bénéficié de l'octroi de deux points d'indice majoré supplémentaires à compter du 1er août 1991.

Le décret met en œuvre une nouvelle étape de l'accord. Il revalorise les rémunérations et pensions, y compris celles des anciens combattants, de 1,4 % à compter du 1er octobre 1992.

Aux termes de cet accord, une augmentation de 1,8 % doit intervenir au 1er février 1993.

Le ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté un décret portant revalorisation de la rémunération des fonctionnaires.

L'accord salarial signé le 12 novembre 1991 entre l'État et quatre organisations syndicales prévoit une hausse des rémunérations des fonctionnaires en activité et des pensions des fonctionnaires retraités égale à 6,5 % en deux ans.

Les rémunérations et pensions ont en conséquence été revalorisées de 0,5 % au 1er août 1991, de 1,5 % au 1er novembre 1991 et de 1,3 % au 1er février 1992. Tous les fonctionnaires ont en outre bénéficié de l'octroi de deux points d'indice majoré supplémentaires à compter du 1er août 1991.

Le décret met en œuvre une nouvelle étape de l'accord. Il revalorise les rémunérations et pensions, y compris celles des anciens combattants, de 1,4 % à compter du 1er octobre 1992.

Aux termes de cet accord, une augmentation de 1,8 % doit intervenir au 1er février 1993.

Le ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté un décret portant revalorisation de la rémunération des fonctionnaires.

L'accord salarial signé le 12 novembre 1991 entre l'État et quatre organisations syndicales prévoit une hausse des rémunérations des fonctionnaires en activité et des pensions des fonctionnaires retraités égale à 6,5 % en deux ans.

Les rémunérations et pensions ont en conséquence été revalorisées de 0,5 % au 1er août 1991, de 1,5 % au 1er novembre 1991 et de 1,3 % au 1er février 1992. Tous les fonctionnaires ont en outre bénéficié de l'octroi de deux points d'indice majoré supplémentaires à compter du 1er août 1991.

Le décret met en œuvre une nouvelle étape de l'accord. Il revalorise les rémunérations et pensions, y compris celles des anciens combattants, de 1,4 % à compter du 1er octobre 1992.

Aux termes de cet accord, une augmentation de 1,8 % doit intervenir au 1er février 1993.

Le ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté un décret portant revalorisation de la rémunération des fonctionnaires.

L'accord salarial signé le 12 novembre 1991 entre l'État et quatre organisations syndicales prévoit une hausse des rémunérations des fonctionnaires en activité et des pensions des fonctionnaires retraités égale à 6,5 % en deux ans.

Les rémunérations et pensions ont en conséquence été revalorisées de 0,5 % au 1er août 1991, de 1,5 % au 1er novembre 1991 et de 1,3 % au 1er février 1992. Tous les fonctionnaires ont en outre bénéficié de l'octroi de deux points d'indice majoré supplémentaires à compter du 1er août 1991.

Le décret met en œuvre une nouvelle étape de l'accord. Il revalorise les rémunérations et pensions, y compris celles des anciens combattants, de 1,4 % à compter du 1er octobre 1992.

Aux termes de cet accord, une augmentation de 1,8 % doit intervenir au 1er février 1993.
Conseil des ministres
21 octobre 1992

Modernisation du service public

Le ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté une communication sur la modernisation du service public.

La modernisation du service public est une priorité de la politique du Gouvernement. Il s'agit d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers en élargissant les responsabilités des agents, en rénovant les méthodes d'encadrement et en accentuant l'effort de formation.

L'action engagée, qui commence à porter ses fruits, sera activement poursuivie. De nouvelles mesures ont été adoptées.

1 - Pour adapter l'administration à la construction européenne, les fonctionnaires français pourront être détachés dans les administrations des États-membres de la Communauté européenne. Le décret nécessaire interviendra prochainement.

2 - Le rythme de la déconcentration et de la réorganisation des administrations qui doit en découler sera accéléré. Les ministères formuleront des propositions en ces sens d'ici le 31 octobre.

Un comité pour la réorganisation et la déconcentration des administrations, instance de conseil et d'évaluation, sera créé.

3 - Un rapport sera présenté au Parlement pour tirer le bilan de l'exécution des mesures d'amélioration du service rendu aux usagers prévues par la charte des services publics.

4 - Le dialogue social sera développé. Les signataires de l'accord salarial de novembre 1991 se rencontreront en janvier 1993. Une négociation sera prochainement engagée avec les organisations syndicales en matière d'hygiène, de sécurité et de médecine de prévention.

Pour mieux faire connaître les très nombreuses initiatives prises pour moderniser le service public, un forum « innovations du service public » se tiendra du 5 au 7 novembre au parc des expositions de la porte de Versailles. Une exposition sera ouverte au public. Trois journées de débats permettront à des fonctionnaires, à des représentants des usagers, à des élus et à des personnalités qualifiées de confronter leurs points de vue.

Conseil des ministres
20 janvier 1993

Revalorisation de la rémunération des fonctionnaires

Le ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté un décret portant revalorisation de la rémunération des fonctionnaires.

Le traitement de base de l'ensemble des fonctionnaires est revalorisé de 1,8% au 1er février 1993. Cette mesure, qui sera intégrée à la paie du mois de février, est la dernière de celles prévues par l'accord signé le 12 novembre 1991 avec les organisations syndicales.

Le ministre a dressé le bilan de l'application de cet accord le 19 janvier avec les organisations syndicales signataires.

Conformément au calendrier prévu, les traitements ont été revalorisés de 0,5% au 1er août 1991, 1% au 1er novembre 1991, 1,3% au 1er février 1992 et 1,4% au 1er novembre 1992.

Compte tenu de l'attribution à tous les fonctionnaires de deux points d'indice au 1er août 1991, l'accord salarial aura assuré aux fonctionnaires et aux retraités de l'État, des collectivités locales et des hôpitaux une hausse des rémunérations et des pensions égale à 6,5% pour la période couverte par l'accord. Dans un contexte de ralentissement de l'inflation, les gains de pouvoir
La politique contractuelle dans la fonction publique

Le ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté au Conseil des ministres une communication sur le bilan de la politique contractuelle dans la fonction publique.

Au cours des cinq dernières années, cette politique a donné lieu à la conclusion d'accords importants entre l'État et les syndicats de fonctionnaires.


En particulier, les gains de pouvoir d'achat résultant de l'application de l'accord conclu en 1991, qui a prévu une hausse moyenne des traitements égale à 6,5 %, ont été amplifiés par la quasi-stabilité des prix.

2 - Un protocole d'accord sur la rénovation de la grille des classifications et des rémunérations a été signé le 9 février 1990. Son objet est d'améliorer les perspectives de carrière de toutes les catégories des trois fonction publique, de façon échelonnée dans le temps entre 1990 et 1996.

Prévue par cet accord pour 1996 pour éliminer les bas salaires, la disparition de la catégorie D de la fonction publique sera effective dès août 1993.

Les corps de la catégorie C ont bénéficié d'importantes mesures de revalorisation.

De nouveaux profils de carrière ont été définis pour les corps de la catégorie B. Certains corps de cette catégorie, en particulier ceux des infirmières et des assistantes sociales, ont bénéficié d'un "classement indiciaire intermédiaire".

Les discussions sur les mesures de revalorisation des corps du premier niveau de la catégorie A ont abouti le 4 février dernier.

L'octroi d'une "nouvelle bonification indiciaire" aux agents des différentes catégories occupant des emplois comportant des responsabilités particulières ou faisant appel à une technicité particulière a commencé à être mis en œuvre.

3 - Un accord conclu le 29 mars 1989 a prévu de revaloriser et de restructurer la carrière des enseignants.

Les professeurs des écoles, les professeurs certifiés et les professeurs de lycée professionnel bénéficient désormais d'un profil de carrière unique et revalorisé. Des mesures sont également intervenues en faveur des professeurs agrégés, des maitres de conférence et des chercheurs.

Les mesures de revalorisation de la carrière des professeurs d'enseignement général de collège viennent d'être définies.

4 - Des accords ont accompagné la réforme de la poste et des télécommunications, mise en œuvre à partir du 1er

La pérennisation de la cessation progressive d'activité et l'affectation de crédits à l'amélioration des conditions de logement des fonctionnaires en région parisienne ont été décidées dans le cadre des accords salariaux.
Des négociations ont été engagées en matière d'hygiène, de sécurité du travail et de médecine de prévention.

Conseil des ministres
10 mars 1993

Projet de centre des hautes études européennes

Le ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté à la suite du rapport que lui a remis le vice-président du Conseil d'État, une communication relative à la création d'un Centre de hautes études administratives et européennes à Strasbourg, aux côtés de l'École nationale d'administration.
La décision de créer un tel centre européen doit permettre d'améliorer la qualité de la formation aux affaires européennes dans notre pays, en donnant aux fonctionnaires français une formation aux questions européennes.
Le centre européen sera constitué par un groupement d'intérêt public, qui réunira l'École nationale d'administration, l'Institut international d'administration publique, l'École nationale de la magistrature, l'Université Robert Schuman - Strasbourg III, la Fondation nationale des sciences politiques et le Centre national de la fonction publique territoriale. Il sera installé, dans un premier temps, dans les locaux de la Commanderie, affectés à l'ENA.
La variété des programmes de formation qui y seront dispensés permettra un véritable apprentissage des métiers de l'Europe.
Le centre de Strasbourg pourra accueillir des auditeurs extérieurs à la fonction publique de l'État.
Le directeur de l'École nationale d'administration sera chargé de mettre en place le groupement d'intérêt public et de préciser les modalités de la coordination pédagogique.
Tout en confirmant la vocation européenne de Strasbourg en installant le Centre européen auprès de l'École nationale d'administration, le Gouvernement se dote d'un instrument qui confortera la place de la France en Europe.
Relevé de conclusions sur le dispositif salarial 1991 -1992

12 novembre 1991

Le présent accord a pour objet de déterminer les conditions d’évolution des traitements dans la fonction publique pour les années 1991 et 1992, qui prennent en compte, à hauteur de 0,4 % plus de deux points d’indice, le contentieux né de l’accord 1998 -1989.

Le Gouvernement et les organisations syndicales signataires en saisissent l’occasion pour réaffirmer solennellement leur attachement à la politique contractuelle, instrument indispensable du progrès social dans la fonction publique et de la modernisation du service public.


Le Gouvernement et les organisations syndicales signataires sont convenues des dispositions suivantes.

- La valeur du point sera portée :
  - au 01.08 1991 de 289,73 F à 291,18 F ;
  - au 01.11 1991 de 291,18 F à 294,08 F ;
  - au 01.02 1992 de 294,08 F à 297,84 F ;
  - au 01.10 1992 de 297,84 F à 301,90 F ;
  - au 01.02 1993 de 301,90 F à 307,11 F .

En outre deux points d’indice majoré seront attribués à tous les agents à compter du 1er août 1991.


- Une enveloppe de 200 millions de francs en année pleine sera affectée à la réalisation de mesures pour faciliter le logement en région parisienne. Les modalités d’emploi de ce crédit seront discutées au sein d’un groupe de travail du CISS.

Les parties conviennent de se réunir dans le courant du mois de janvier 1993 pour dresser le constat d’application du présent accord et déterminer, au vu de la situation économique au titre de la période 1991-1992 couverte par le présent accord, les modalités d’un éventuel ajustement de la base hiérarchique, la mesure correspondante s’appliquant à l’augmentation prévue le 1er février 1993.

Ont signé le présent relevé de conclusions établi à l’issue des négociations salariales pour les années 1991-1992 :

Avec le ministre d’État, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l’administration,

Jean-Pierre Soisson

Pour la Fédération de l’Éducation nationale (FEN)

Guy Le Néouannic, secrétaire général

Pour l’union des fédérations des fonctions publiques et assimilés (CFDT)

Michel Agostini, secrétaire général

Pour l’InterFon CFTC (État, Territoriale, Santé)

Nicole Prud’homme, secrétaire générale

Pour la Fédération générale autonome des fonctionnaires, agents et ouvriers de l’État et des services publics (FGAF)

Jean-Pierre Gualezzi, secrétaire général
LISTE DES PRINCIPAUX TEXTES RELATIFS À LA FONCTION PUBLIQUE PUBLIÉS DE JANVIER 1992 À MARS 1993

Lois et décrets

Lois

Loi n° 92-9 du 4 janvier 1992 modifiant le code du service national......................................................... 
JO, 7 janvier 1992

Loi n° 92-10 du 4 janvier 1992 relative aux recours en matière de passation de certains contrats et marchés de fournitures et de travaux ................................................................. 
JO, 7 janvier 1992

Loi n° 92-11 du 4 janvier 1992 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer 
JO, 7 janvier 1992

Loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République.................. 
JO, 8 février 1992

JO, 29 février 1992

Loi n° 92-518 du 15 juin 1992 relative aux caisses de crédit municipal ......................................................... 
JO, 17 juin 1992

Loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail....................................... 
JO, 19 juillet 1992

Loi n° 92-1179 du 2 novembre 1992 relative à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale........ 
JO, 4 novembre 1992

Loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 relative à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services ......................................................... 
JO, 4 décembre 1992

Loi n° 93-5 du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament ........ 
JO, 5 janvier 1993

Loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 portant diverses mesures d'ordre social....................................................... 
JO, 30 janvier 1993
Décrets

**Premier ministre**
**Fonction publique**

**Décret n° 92-63** du 15 janvier 1992 modifiant le décret n° 90-1055 du 27 novembre 1990 relatif à l'attribution de bourses aux stagiaires du cycle de préparation au troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration ..............................................

**JO**, 21 janvier 1992


**JO**, 22 janvier 1992

**Décret n° 92-97** du 24 janvier 1992 modifiant le décret n° 89-259 du 24 avril 1989 relatif à la prime spéciale d'installation attribuée à certains personnels débutants............................... 

**JO**, 30 janvier 1992

**Décret n° 92-107** du 30 janvier 1992 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation ..........................................................

**JO**, 3 et 4 février 1992

**Décret n° 92-97** du 4 février 1992 modifiant le décret n° 73-973 du 17 octobre 1973 relatif à l'indemnité forfaitaire de sujétions spéciales allouée aux fonctionnaires des corps d'assistantes sociales ..................................................

**JO**, 7 février 1992

**Décret du 21 février 1992** relatif à l'introduction d'une épreuve facultative portant sur le développement social urbain dans certains concours d'accès à la fonction publique de l'État ..... 

**JO**, 23 février 1992


**JO**, 7 mars 1992


**JO**, 18 mars 1992

**Décret n° 92-244** du 16 mars 1992 relatif à l'avantage spécifique d'ancienneté bénéficiant aux fonctionnaires des administrations de l'État par application du premier alinéa de l'article 11 de la loi n° 91-715 du 26 juillet 1991 portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.........................

**JO**, 18 mars 1992

**Décret n° 92-244** du 16 mars 1992 relatif à l'avantage spécifique d'ancienneté bénéficiant aux fonctionnaires des administrations de l'État par application du premier alinéa de l'article 11 de la loi n° 91-715 du 26 juillet 1991 portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (rectificatif)..................

**JO**, 19 mars 1992

**Décret n° 92-385** du 8 avril 1992 relatif aux attributions du ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives........................

**JO**, 10 avril 1992

**Décret n° 92-405** du 23 avril 1992 relatif aux emplois de sous-directeur et d'agent comptable de la Direction des Journaux officiels............................................

**JO**, 25 avril 1992

**Décret n° 92-407** du 22 avril 1992 portant suppressions et créations d'emplois au budget des ministères du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et des affaires sociales et de l'intégration (services communs).........................

**JO**, 26 avril 1992

**Décret n° 92-502** du 11 juin 1992 relatif au complément exceptionnel de localisation en province attribué à l'occasion de certains transferts de service.........................

**JO**, 12 juin 1992
LISTE DES PRINCIPAUX TEXTES


JO, 12 juin 1992

Décret n° 92-638 du 6 juillet 1992 relatif au troisième concours d'accès aux instituts régionaux d'administration et modifiant le décret du 10 juillet 1984 relatif à ces instituts. 

JO, 11 juillet 1992

Décret n° 92-703 du 24 juillet 1992 relatif à l'attribution d'une indemnité au président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité. 

JO, 25 juillet 1992

Décret n° 92-820 du 19 août 1992 instituant une indemnité de vacation pour collaboration occasionnelle aux activités inscrites au projet de service public d'un quartier en développement social urbain. 

JO, 24 et 25 août 1992


JO, 19 septembre 1992


JO, 26 septembre 1992

Décret n° 92-1072 du 2 octobre 1992 fixant le taux de cotisation pour la retraite applicable à compter du 1er août 1990 sur la nouvelle bonification indiciaire. 

JO, 4 octobre 1992


JO, 24 octobre 1992


JO, 7 novembre 1992

Décret n° 92-1258 du 30 novembre 1992 pris en application de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et plus particulièrement le chapitre II concernant l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial. 

JO, 5 décembre 1992


JO, 24 décembre 1992


JO, 13 janvier 1993


JO, 16 janvier 1993


JO, 26 janvier 1993

Décret n° 93-162 du 2 février 1993 relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial. 

JO, 6 février 1993
Décret n° 93-171 du 2 février 1993 modifiant le décret n° 56-585 du 12 juin 1956 modifié portant fixation du système général de rétribution des agents de l'État ou des personnels non fonctionnaires assurant, à titre d'occupation accessoire, soit une tâche d'enseignement, soit le fonctionnement de jurys d'examens ou de concours ................................................. JO, 7 février 1993

Décret n° 93-219 du 16 février 1993 portant attribution d'une nouvelle bonification indiciaire à différents emplois du Conseil économique et social .................................................. JO, 18 février 1993

Décret n° 93-346 du 10 mars 1993 complétant le décret n° 84-38 du 18 janvier 1984 fixant la liste des établissements publics de l'État à caractère administratif prévue au 2° de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ............................................. JO, 18 février 1993

Décret n° 93-355 du 9 mars 1993 modifiant le décret n° 84-99 du 10 février 1984 modifié relatif au statut des infirmiers et infirmières des services médicaux des administrations centrales de l'État, des services extérieurs qui en dépendent et des établissements publics de l'État .......................................................... JO, 17 mars 1993

Décret n° 93-415 du 22 mars 1993 modifiant le décret n° 84-940 du 24 octobre 1984 modifié relatif au service public des bases et banques de données juridiques .................................. JO, 24 mars 1993

Décret n° 93-428 du 24 mars 1993 modifiant le décret n° 75-205 du 26 mars 1975 pris pour l'application de l'article 43 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente aux agents civils non titulaires de l'État et des établissements publics de l'État n'ayant pas le caractère industriel et commercial JO, 25 mars 1993

Décret n° 93-486 du 25 mars 1993 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du Premier ministre (délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) .... JO, 27 mars 1993


Décret n° 93-522 du 26 mars 1993 relatif aux conditions de mise en œuvre de la nouvelle bonification indiciaire dans la fonction publique de l'État .......................................................... JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-523 du 27 mars 1993 relatif à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de l'Institut international d'administration publique ................................... JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-524 du 27 mars 1993 relatif aux fonctions pouvant ouvrir droit à la nouvelle bonification indiciaire dans les services du Premier ministre (services généraux) .......................... JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-525 du 27 mars 1993 relatif aux fonctions pouvant ouvrir droit à la nouvelle bonification indiciaire dans les services du Premier ministre (secrétariat général de la défense nationale) JO, 28 mars 1993

Affaires étrangères

Décret n° 92-214 du 6 mars 1992 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère des affaires étrangères .......................................................... JO, 8 mars 1992

Décret n° 93-34 du 11 janvier 1993 portant statut particulier des corps de fonctionnaires de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ................................................... JO, 13 janvier 1993
LISTE DES PRINCIPAUX TEXTES

Décret n° 93-35 du 11 janvier 1993 relatif aux modalités d’intégration d’agents non titulaires de l’Office français de protection des réfugiés et apatrides dans des corps de catégorie C du ministère des affaires étrangères ........................................

JO, 13 janvier 1993

Décret n° 93-323 du 5 mars 1993 relatif aux conditions exceptionnelles d’intégration d’agents non titulaires du ministère des affaires étrangères dans des corps de fonctionnaires de catégorie B ..................................................

JO, 13 mars 1993


JO, 26 mars 1993


JO, 27 mars 1993

Affaires sociales et intégration

Décret n° 92-49 du 15 janvier 1992 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère des affaires sociales et de l’intégration ..............................................

JO, 17 janvier 1992

Décret n° 92-211 du 26 février 1992 modifiant le décret n° 90-393 du 2 mai 1990 portant statut particulier du corps de l’inspection générale des affaires sociales ..........................................

JO, 7 mars 1992

Décret n° 92-324 du 27 mars 1992 portant création d’un corps de conseillers techniques de service social commun au ministère des affaires sociales et de l’intégration et au ministère du travail, de l’emploi et de la formation professionnelle ...................................

JO, 1er avril 1992

Décret n° 92-370 du 27 mars 1992 modifiant le décret n° 73-964 du 11 octobre 1973 relatif à l’indemnité spéciale allouée aux médecins inspecteurs de la santé, aux médecins de santé publique et aux médecins contractuels de santé scolaire et modifiant le décret n° 91-657 du 15 juillet 1991 portant attribution d’une indemnité de technicité allouée aux médecins inspecteurs de la santé ...........................................................

JO, 3 avril 1992


JO, 19 juin 1992

Décret n° 92-663 du 13 juillet 1992 modifiant le code de la sécurité sociale (troisième partie : Décrets simples) et relatif à la commission des comptes de la sécurité sociale ...............

JO, 16 juillet 1992

Décret n° 92-664 du 13 juillet 1992 modifiant le code de la sécurité sociale (troisième partie : Décrets simples) et relatif à la commission instituée par l’article L. 732-10 du code de la sécurité sociale .................................................................

JO, 16 juillet 1992

Décret n° 92-737 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps des catégories A et B des services extérieurs des affaires sanitaires et sociales .................................................

JO, 31 juillet 1992

Décret n° 92-738 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps communs des catégories C et D des services extérieurs du travail, de l’emploi et de la formation professionnelle et des services extérieurs des affaires sanitaires et sociales ..........................................

JO, 31 juillet 1992

Décret n° 92-1077 du 1er octobre 1992 portant attribution d’une indemnité de technicité allouée aux pharmaciens inspecteurs de la santé ...........................................................

JO, 6 octobre 1992

JO, 6 octobre 1992

Décret n° 92-1245 du 27 novembre 1992 relatif à la rémunération et à la formation des assistants maternels et assistantes maternelles.

JO, 29 novembre 1992

Décret n° 92-1432 du 30 décembre 1992 relatif au statut particulier des pharmaciens inspecteurs de santé publique.

JO, 31 décembre 1992


JO, 31 décembre 1992


JO, 31 décembre 1992


JO, 31 décembre 1992

Décret n° 92-1438 du 30 décembre 1992 portant attribution d'une indemnité spéciale aux techniciens, adjoints et agents sanitaires.

JO, 31 décembre 1992

Décret n° 93-58 du 14 janvier 1993 fixant des conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires dans le corps des infirmiers et infirmières des services médicaux des administrations centrales de l'État, des services déconcentrés qui en dépendent et des établissements publics de l'État.

JO, 17 janvier 1993


JO, 28 janvier 1993


JO, 3 février 1993

Décret n° 93-205 du 12 février 1993 relatif à l'utilisation des listes complémentaires d'admission pour le recrutement par voie de concours des corps d'ouvriers professionnels et de maîtres ouvriers du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, du ministère des affaires sociales et de l'intégration et du ministère de la santé et de l'action humanitaire.

JO, 14 février 1993

Décret n° 93-292 du 8 mars 1993 portant statut particulier du corps des professeurs d'enseignement général de l'Institut national des jeunes aveugles.

JO, 9 mars 1993

Décret n° 93-293 du 8 mars 1993 portant statut particulier du corps des professeurs d'enseignement général des instituts nationaux de jeunes sourds.

JO, 9 mars 1993

Décret n° 93-294 du 8 mars 1993 portant statut particulier du corps des professeurs d'enseignement technique des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut national des jeunes aveugles.

JO, 9 mars 1993


JO, 28 mars 1993
LISTE DES PRINCIPAUX TEXTES

Décret n° 93-693 du 27 mars 1993 modifiant le décret n° 77-539 du 27 mai 1977 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de directeur départemental et de directeur régional des affaires sanitaires et sociales .......... JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-761 du 29 mars 1993 relatif à la prise en compte de prestations et de ressources d'origine étrangère ou versées par une organisation internationale pour l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés et de certains avantages d'invalidité, de vieillesse ou de veuvage, et modifiant le code de la sécurité sociale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'État) .......... JO, 30 mars 1993

Agriculture

Décret n° 92-58 du 17 janvier 1992 fixant les conditions d'intégration et de détachement dans des corps de catégorie A et B de la fonction publique de l'État de fonctionnaires des collectivités territoriales mis à disposition de services relevant du ministère de l'agriculture et de la forêt...................... JO, 19 janvier 1992

Décret n° 92-59 du 17 janvier 1992 fixant les conditions d'intégration et de détachement dans des corps de catégorie C ou D de la fonction publique de l'État de fonctionnaires des collectivités territoriales mis à disposition de services relevant du ministère de l'agriculture et de la forêt...................... JO, 19 janvier 1992

Décret n° 92-171 du 21 février 1992 portant statuts particuliers des corps d'enseignants-chercheurs des établissements d'enseignement supérieur publics relevant du ministre chargé de l'agriculture........................................... JO, 26 février 1992

Décret n° 92-172 du 21 février 1992 relatif à la Commission nationale des enseignants-chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture........................................... JO, 26 février 1992

Décret n° 92-173 du 21 février 1992 relatif aux règles de classement des personnes nommées dans les corps d'enseignants-chercheurs des établissements d'enseignement supérieur publics relevant du ministre chargé de l'agriculture........................................... JO, 26 février 1992


Décret n° 92-268 du 20 mars 1992 modifiant le décret n° 72-381 du 2 mai 1972 relatif au statut particulier des personnels techniques de laboratoire des services du ministère de l'agriculture et des établissements d'enseignement en dépendant..................... JO, 26 mars 1992

Décret n° 92-282 du 27 mars 1992 fixant des conditions exceptionnelles d'intégration de personnels non titulaires du ministère de l'agriculture et de la forêt dans des corps de fonctionnaires de catégorie B..................................................JO, 28 mars 1992

Décret n° 92-322 du 27 mars 1992 relatif au congé de mobilité dont peuvent bénéficier certains personnels relevant du ministre chargé de l'agriculture......................... JO, 1er avril 1992

Décret n° 92-763 du 31 juillet 1992 portant attribution d'une indemnité de charges administratives aux personnels d'inspection de l'enseignement agricole............................... JO, 5 août 1992

Décret n° 92-778 du 3 août 1992 relatif au statut particulier des professeurs certifiés à l'enseignement agricole.......................... JO, 10 et 11 août 1992

Décret n° 92-1091 du 2 octobre 1992 relatif aux émoluments des personnels de l'Office national des forêts en déplacement ou séjour à l'étranger .............................................. JO, 8 octobre 1992

93
Décret n° 92-1113 du 2 octobre 1992 modifiant et complétant le décret n° 89-406 du 20 juin 1989 relatif aux contrats liant l'État et les enseignants des établissements d'enseignement agricole privés mentionnés à l'article 4 de la loi n° 84-1285 du 31 décembre 1984. .................................................. JO, 9 octobre 1992

Décret n° 92-1383 du 30 décembre 1992 portant statut des personnels du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles ........................................... JO, 31 décembre 1992

Décret n° 93-108 du 22 janvier 1993 modifiant le décret n° 92-282 du 27 mars 1992 fixant des conditions exceptionnelles d'intégration de personnels non titulaires du ministère de l'agriculture et de la forêt dans des corps de fonctionnaires de catégorie B .......................................................... JO, 28 janvier 1993

Décret n° 93-168 du 2 février 1993 modifiant le décret n° 69-153 du 3 février 1969 fixant le statut particulier des techniciens des travaux forestiers de l'État ..................................................... JO, 6 février 1993

Décret n° 93-350 du 10 mars 1993 instituant une indemnité forfaitaire en faveur des personnels d'éducation relevant du ministre chargé de l'agriculture ......................................................... JO, 17 mars 1993

Décret n° 93-364 du 12 mars 1993 relatif aux modalités d'attribution par le ministère de l'agriculture et du développement rural des compléments de rémunération pris en charge par l'État au titre de l'article 2 de la loi n° 83-1098 du 11 octobre 1983 ... JO, 19 mars 1993

Décret n° 93-473 du 23 mars 1993 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales à certains personnels de direction des établissements d'enseignement technique relevant du ministre chargé de l'agriculture ......................... JO, 26 mars 1993

Décret n° 93-474 du 23 mars 1993 portant attribution d'une indemnité de responsabilité de direction d'établissement à certains personnels de direction des établissements d'enseignement technique relevant du ministre chargé de l'agriculture ......................... JO, 26 mars 1993

Décret n° 93-595 du 26 mars 1993 instituant une prime pédagogique attribuée à certains personnels de l'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'agriculture ...................................................... JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-596 du 26 mars 1993 instituant une prime d'encadrement doctoral et de recherche attribuée à certains personnels de l'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'agriculture .......................................................... JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-597 du 26 mars 1993 instituant une prime de charges administratives en faveur de certains personnels de l'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'agriculture .......................................................... JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-599 du 27 mars 1993 portant statut particulier des corps des adjoints techniques et des agents techniques des services déconcentrés du ministère de l'agriculture et du développement rural .................................................. JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-600 du 27 mars 1993 relatif à l'attribution d'une prime de rendement aux fonctionnaires des corps des adjoints et des agents techniques des services déconcentrés du ministère de l'agriculture et du développement rural ......................... JO, 28 mars 1993

Anciens combattants et victimes de guerre

Décret n° 92-106 du 30 janvier 1992 relatif à l'organisation administrative et au régime financier de l'Institution nationale des invalides .......................................................... JO, 2 février 1992

Décret n° 92-452 du 20 mai 1992 portant statut particulier des surveillants chefs des services médicaux de l'Institution nationale des invalides et modifiant le décret n° 90-360 du 23 avril 1990 portant statuts particuliers de certains personnels hospitaliers de l'Institution nationale des invalides ................................................. JO, 22 mai 1992


Décret n° 92-454 du 20 mai 1992 portant statut particulier du corps des aides-soignants de l'Institution nationale des invalides

Décret n° 92-455 du 20 mai 1992 modifiant le décret n° 90-360 du 23 avril 1990 portant statuts particuliers de certains personnels hospitaliers de l'Institution nationale des invalides et portant statuts particuliers des agents des services hospitaliers qualifiés et des agents des services hospitaliers de l'Institution nationale des invalides ................................................. JO, 22 mai 1992

Décret n° 92-543 du 18 juin 1992 portant attribution d'indemnités au président et au rapporteur de la commission de classement des candidats aux emplois réservés prévue à l'article R. 429 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ................................................................. JO, 20 juin 1992

Décret n° 92-551 du 22 juin 1992 portant statut particulier des corps de surveillant-chef, d'infirmier et d'aide-soignant des établissements de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ................................................. JO, 24 juin 1992


Décret n° 92-728 du 28 juillet 1992 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels infirmiers et paramédicaux de l'Institution nationale des invalides ......................................... JO, 30 juillet 1992

Décret n° 92-729 du 28 juillet 1992 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du secrétariat d'État aux anciens combattants et victimes de guerre ................................................. JO, 30 juillet 1992

Décret n° 92-1030 du 25 septembre 1992 portant attribution d'une prime d'encadrement à certains agents de l'Institution nationale des invalides ................................................. JO, 26 septembre 1992

Décret n° 92-1031 du 25 septembre 1992 relatif à l'attribution d'une prime spécifique à certains agents de l'Institution nationale des invalides ................................................. JO, 26 septembre 1992

Décret n° 92-1032 du 25 septembre 1992 instituant une indemnité forfaitaire pour travail des dimanches et jours fériés pour les agents de l'Institution nationale des invalides ................................................. JO, 26 septembre 1992

Décret n° 92-1329 du 18 décembre 1992 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ................................................. JO, 20 décembre 1992

Décret n° 93-120 du 25 janvier 1993 modifiant le décret n° 90-610 du 9 juillet 1990 relatif à l'attribution de l'indemnité horaire pour travail normal de nuit et de la majoration pour travail intensif à certains personnels hospitaliers de l'Institution nationale des invalides ................................................. JO, 29 janvier 1993
ANNEXE 3

Décret n° 93-485 du 19 mars 1993 fixant des conditions exceptionnelles d'intégration de personnels non titulaires de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre dans le corps des secrétaires administratifs des services départementaux de l'office national..............................................

Décret n° 93-712 du 27 mars 1993 portant attribution d'une prime d'encadrement aux surveillants-chefs en fonctions dans les établissements de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ..................................

Décret n° 93-713 du 27 mars 1993 relatif à l'attribution d'une prime spéciale de sujétion et d'une prime forfaitaire mensuelle aux aides-soignants de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ..................................

Décret n° 93-714 du 27 mars 1993 instituant une indemnité forfaitaire pour travail des dimanches et jours fériés pour les agents en fonction dans les établissements de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ..........................

Décret n° 93-715 du 27 mars 1993 relatif à l'attribution d'une prime spécifique à certains agents de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre..............................

Décret n° 93-716 du 27 mars 1993 relatif à l'attribution d'une prime spéciale de début de carrière à certains agents de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre...........

Décret n° 93-777 du 29 mars 1993 instituant une indemnité horaire pour travail normal de nuit et une majoration pour travail intensif à certains agents de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre..........................

Artisanat, Commerce, Consommation

Décret n° 92-291 du 27 mars 1992 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'artisanat, du commerce et de la consommation ..............................

Coopération et développement

Décret n° 92-795 du 27 juillet 1992 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de la coopération et du développement ..................................

Décret n° 92-1330 du 18 décembre 1992 relatif aux personnels civils de coopération culturelle, scientifique et technique en service dans les États dont les relations de coopération relèvent de la compétence du ministre chargé de la coopération et du développement ..........................................

Décret n° 92-1331 du 18 décembre 1992 relatif aux personnels civils de coopération culturelle, scientifique et technique en service dans les États dont les relations de coopération relèvent de la compétence du ministre chargé de la coopération et du développement ..........................................

Défense

Liste des principaux textes

Décret nº 92-159 du 21 février 1992 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels militaires sur le territoire métropolitain de la France................................. JO, 23 février 1992

Décret nº 92-196 du 28 février 1992 modifiant le décret nº 59-1193 du 13 octobre 1959 fixant le régime d'indemnité pour charges militaires................................................ JO, 1er mars 1992

Décret nº 92-207 du 4 mars 1992 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de la défense . JO, 6 mars 1992

Décret nº 92-217 du 4 mars 1992 modifiant le statut particulier du corps administratif supérieur des services extérieurs du ministère de la défense........................................... JO, 9 et 10 mars 1992

Décret nº 92-247 du 16 mars 1992 relatif à l'avantage spécifique d'ancienneté accordé aux militaires de la gendarmerie en application de l'article 11 de la loi nº 91-715 du 26 juillet 1991 portant diverses dispositions relatives à la fonction publique .. JO, 18 mars 1992


Décret nº 92-484 du 2 juin 1992 modifiant le décret nº 64-84 du 29 janvier 1964 relatif au statut des inspecteurs des services et inspecteurs d'études des transmissions des armées........... JO, 4 juin 1992

Décret nº 92-486 du 4 juin 1992 fixant les conditions exceptionnelles d'intégration de personnels non titulaires du ministère de la défense en service en Nouvelle-Calédonie dans des corps de fonctionnaires de catégories C et D.................................................. JO, 5 juin 1992

Décret nº 92-488 du 3 juin 1992 modifiant le décret nº 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique et relatif au mandat des membres élus du Conseil d'administration...... JO, 5 juin 1992


Décret n° 92-748 du 3 août 1992 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'État relevant du régime général des retraites ........................................... JO, 3 et 4 août 1992


Décret n° 92-1109 du 2 octobre 1992 relatif à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire aux militaires occupant certains emplois .................................................. JO, 9 octobre 1992

Décret n° 92-1251 du 1er décembre 1992 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale .......................................................... JO, 3 décembre 1992

Décret n° 93-97 du 20 janvier 1993 relatif aux conditions de rémunération des collaborateurs du ministre de la défense .... JO, 26 janvier 1993


Décret n° 93-186 du 9 février 1993 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois d'inspecteur civil du ministère de la défense ............................................ JO, 11 février 1993

Décret n° 93-187 du 9 février 1993 portant attribution d'une prime de rendement et d'une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires aux inspecteurs civils du ministère de la défense .......................................................................................................................... JO, 11 février 1993


Décret n° 93-243 du 23 février 1993 autorisant un recrutement exceptionnel dans le corps des agents techniques de l'électronique .......................................................................................................................... JO, 25 février 1993

Décret n° 93-256 du 24 février 1993 modifiant le décret n° 59-1193 du 13 octobre 1959 fixant le régime de l'indemnité pour charges militaires .............................................................. JO, 27 février 1993

Décret n° 93-302 du 9 mars 1993 instituant un complément spécifique de restructuration en faveur de certains agents du ministère de la défense .................................................. JO, 11 mars 1993

Décret n° 93-303 du 9 mars 1993 modifiant le décret n° 72-978 du 26 octobre 1972 relatif aux statuts particuliers de certains personnels de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale . JO, 11 mars 1993

Décret n° 93-325 du 10 mars 1993 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'État relevant du régime général des retraites .................................. JO, 13 mars 1993

Décret n° 93-341 du 15 mars 1993 relatif aux primes et qualifications de certains personnels militaires .......................................................... JO, 16 mars 1993


98
LISTE DES PRINCIPAUX TEXTES

Décret n° 93-380 du 18 mars 1993 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'État relevant du régime général des retraites ........................................... JO, 20 mars 1993

Décret n° 93-467 du 23 mars 1993 portant statut du musée de l'air et de l'espace .......................................................... JO, 26 mars 1993


Décret n° 93-493 du 26 mars 1993 relatif au régime indemnitaire des personnels enseignants d'exercice complet de l'École polytechnique .................................. JO, 27 mars 1993

DOM-TOM

Décret n° 92-1103 du 2 octobre 1992 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère des départements et territoires d'outre-mer .......................................................... JO, 8 octobre 1992

Économie, Finances, Budget

Décret n° 92-21 du 3 janvier 1992 modifiant le décret n° 86-59 du 7 janvier 1986 relatif à l'utilisation des listes complémentaires d'admission pour le recrutement par voie de concours des fonctionnaires de la direction générale des impôts ........................................... JO, 9 janvier 1992

Décret n° 92-41 du 3 janvier 1992 instituant une indemnité de départ volontaire des chargés de recherche de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité régis par le décret n° 86-398 du 12 mars 1986 .......................................................... JO, 15 janvier 1992


Décret n° 92-239 du 11 mars 1992 relatif aux indemnités susceptibles d'être allouées aux présidents, aux vice-présidents et aux rapporteurs du comité consultatif national et des comités consultatifs régionaux ou interrégionaux de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics .......................................................... JO, 26 mars 1992


Décret n° 92-499 du 4 juin 1992 relatif aux indemnités forfaitaires de sujétions spéciales susceptibles d'être allouées au chef et aux membres de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés visée à l'article 38-1 du code des marchés publics .......................................................... JO, 4 juillet 1992


Décret n° 92-743 du 28 juillet 1992 fixant les modalités d'intégration des fonctionnaires du cadre de complément des douanes de la Nouvelle-Calédonie dans les corps métropolitains des services extérieurs de la direction générale des douanes et droits indirects .......................................................... JO, 18 septembre 1992
Annexe 3


Décret n° 92-1293 du 1er décembre 1992 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services de la Caisse des dépôts et consignations .......... JO, 13 décembre 1992

Décret n° 93-308 du 9 mars 1993 portant modification du barème indicatif devant servir à la détermination du pourcentage de l’invalidité résultant de l’exercice des fonctions pour les fonctionnaires civils .......... JO, 11 mars 1993


Décret n° 93-482 du 24 mars 1993 relatif à l’organisation de l’administration centrale du ministère du budget .......... JO, 26 mars 1993


Décret n° 93-579 du 25 mars 1993 relatif aux indemnités susceptibles d’être allouées au président et aux rapporteurs du Bureau central de tarification .......... JO, 28 mars 1993


Décret n° 93-588 du 27 mars 1993 fixant les conditions exceptionnelles d’intégration des personnels non titulaires du ministère de l’économie et des finances et du ministère du budget dans des corps de fonctionnaires de catégorie B .......... JO, 28 mars 1993


Éducation nationale, culture, Jeunesse et sports

LISTE DES PRINCIPAUX TEXTES


Décret n° 92-28 du 9 janvier 1992 portant statut particulier du corps des conservateurs des musées d'histoire naturelle et des musées d'établissements d'enseignement supérieur ......... JO, 12 janvier 1992

Décret n° 92-29 du 9 janvier 1992 portant statut particulier du corps des bibliothécaires .................................................. JO, 12 janvier 1992

Décret n° 92-30 du 9 janvier 1992 portant statut particulier du corps des bibliothécaires adjoints spécialisés .................................. JO, 12 janvier 1992


Décret n° 92-32 du 9 janvier 1992 fixant des conditions exceptionnelles d'intégration dans le corps des bibliothécaires adjoints de certains personnels non titulaires en fonctions dans les bibliothèques, gérés par le ministre chargé de l'enseignement supérieur .................................................. JO, 12 janvier 1992

Décret n° 92-33 du 9 janvier 1992 fixant le taux de la prime de rendement allouée aux conservateurs généraux des bibliothèques .................................................. JO, 12 janvier 1992

Décret n° 92-34 du 9 janvier 1992 portant création d'une indemnité scientifique pour les conservateurs des musées d'histoire naturelle et des musées d'établissements d'enseignement supérieur .................................................................................. JO, 12 janvier 1992

Décret n° 92-35 du 9 janvier 1992 fixant les conditions d'utilisation des listes complémentaires d'admission pour le recrutement par voie de concours de certains personnels relevant du ministère chargé de l'enseignement supérieur .................................................................................. JO, 12 janvier 1992

Décret n° 92-36 du 9 janvier 1992 relatif aux nominations des conservateurs généraux des bibliothèques .................................................. JO, 12 janvier 1992

Décret n° 92-37 du 9 janvier 1992 relatif aux nominations des conservateurs généraux des bibliothèques .................................................. JO, 12 janvier 1992

Décret n° 92-38 du 9 janvier 1992 fixant les conditions d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels relevant du ministère de la jeunesse et des sports .................................................................................. JO, 27 et 28 janvier 1992

Décret n° 92-39 du 9 janvier 1992 fixant le taux de la prime de rendement allouée aux conservateurs généraux des bibliothèques .................................................. JO, 12 janvier 1992


Décret n° 92-41 du 9 janvier 1992 fixant les conditions d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels relevant du ministère de la jeunesse et des sports .................................................................................. JO, 22 janvier 1992

Décret n° 92-42 du 9 janvier 1992 fixant les conditions d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels relevant du ministère de la jeunesse et des sports .................................................................................. JO, 10 et 11 février 1992

Décret n° 92-43 du 9 janvier 1992 fixant le taux de la prime de rendement allouée aux conservateurs généraux des bibliothèques .................................................. JO, 12 janvier 1992
ANNEXE 3

Décret n° 92-147 du 13 février 1992 relatif au corps provisoire des médecins de la santé publique

Décret n° 92-168 du 24 février 1992 portant attribution d’une indemnité de sujétions allouée aux enseignants contractuels de l’Institut national du sport et de l’éducation physique

Décret n° 92-191 du 25 février 1992 modifiant le décret n° 87-889 du 29 octobre 1987 relatif aux conditions de recrutement et d’emploi de vacataires pour l’enseignement supérieur


Décret n° 92-216 du 9 mars 1992 relatif aux indemnités allouées aux personnels enseignants des collèges, lycées et lycées professionnels chargés d’assurer le suivi des stagiaires de première et deuxième année d’institut universitaire de formation des maîtres

Décret n° 92-233 du 12 mars 1992 modifiant le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère de l’éducation nationale et portant diverses dispositions relatives à ces personnels


Décret n° 92-248 du 13 mars 1992 portant attribution d’une indemnité de sujétions aux enseignants contractuels exerçant dans les écoles nationales relevant du ministère de la jeunesse et des sports et à l’Institut national de la jeunesse et de l’éducation populaire

Décret n° 92-260 du 23 mars 1992 portant création de corps des chefs de travaux d’art du ministère chargé de la culture et fixant les dispositions statutaires applicables à ce corps

Décret n° 92-261 du 23 mars 1992 portant création du corps des techniciens d’art du ministère chargé de la culture et fixant les dispositions statutaires applicables à ce corps

Décret n° 92-296 du 27 mars 1992 relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion de personnels relevant du ministre chargé de l’enseignement supérieur

Décret n° 92-356 du 27 mars 1992 instituant une indemnité pour charges administratives allouée aux secrétaires généraux d’académie et aux secrétaires généraux d’université


Décret n° 92-541 du 18 juin 1992 portant diverses dispositions relatives au reclassement de certains personnels enseignants, d’éducation et d’orientation

JO, 19 février 1992

JO, 28 février 1992

JO, 29 février 1992

JO, 4 mars 1992

JO, 5 mars 1992

JO, 9 et 10 mars 1992

JO, 15 mars 1992

JO, 18 mars 1992

JO, 1er avril 1992

JO, 3 avril 1992

JO, 13 juin 1992

JO, 20 juin 1992
LISTE DES PRINCIPAUX TEXTES


Décret n° 92-584 du 30 juin 1992 modifiant le décret n° 88-343 du 11 avril 1988 portant statuts particuliers des corps de personnels de direction d'établissements d'enseignement ou de formation relevant du ministre de l'éducation nationale et fixant les dispositions relatives aux emplois de direction et à la nomination dans ces emplois ...........................

Décret n° 92-668 du 13 juillet 1992 portant dispositions statutaires applicables à l'emploi de directeur de centre régional des œuvres universitaires et scolaires et à l'emploi de directeur de centre local des œuvres universitaires et scolaires......................... JO, 18 juillet 1992


Décret n° 92-709 du 23 juillet 1992 relatif aux enseignants associés et invités relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.................................................. JO, 26 juillet 1992

Décret n° 92-712 du 23 juillet 1992 relatif aux conditions de nomination dans les emplois de sous-directeur du Centre national des œuvres universitaires et scolaires.......................... JO, 29 juillet 1992

Décret n° 92-731 du 27 juillet 1992 fixant les modalités d'attribution d'une indemnité de sujétions spéciales aux médecins de l'éducation nationale et aux médecins de l'éducation nationale conseillers techniques régis par le décret n° 91-1195 du 27 novembre 1991 ............................................ JO, 31 juillet 1992

Décret n° 92-796 du 13 août 1992 relatif à l'indemnité allouée aux directeurs de centre d'information et d'orientation et aux conseillers d'orientation – psychologues assurant effectivement le suivi des conseillers d'orientation – psychologues stagiaires et des élèves conseillers d'orientation.............................. JO, 19 août 1992

Décret n° 92-811 du 18 août 1992 portant diverses mesures de déconcentration concernant la gestion des personnels d'information et d'orientation et des personnels enseignants et d'éducation de l'enseignement secondaire......................................... JO, 22 août 1992


Décret n° 92-911 du 2 septembre 1992 modifiant le décret n° 90-770 du 31 août 1990 relatif aux commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles.................................. JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-912 du 2 septembre 1992 modifiant le décret n° 85-899 du 21 août 1985 relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion du personnel relevant du ministère de l'éducation nationale ........................................ JO, 7 et 8 septembre 1992

103
ANNEXE 3


Décret n° 92-947 du 7 septembre 1992 modifiant le décret n° 64-217 du 10 mars 1964 relatif aux maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat et fixant les conditions d'application aux maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie de certaines dispositions de ce décret JO, 9 septembre 1992

Décret n° 92-948 du 7 septembre 1992 modifiant le décret n° 91-203 du 25 février 1991 fixant les conditions exceptionnelles d'accès aux échelles de rémunération des adjoints d'enseignement et des professeurs de lycée professionnel du premier grade pour les maîtres contractuels des établissements d'enseignement privés sous contrat bénéficiant des échelles de rémunération des maîtres auxiliaires III et maîtres auxiliaires IV et pour certains maîtres contractuels des établissements d'enseignement privés sous contrat bénéficiant de l'échelle de rémunération des maîtres auxiliaires II .................................................. JO, 9 septembre 1992

Décret n° 92-949 du 7 septembre 1992 modifiant le décret n° 90-1003 du 7 septembre 1990 fixant les conditions exceptionnelles d'accès des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat aux échelles de rémunération des professeurs certifiés, des professeurs d'éducation physique et sportive et des professeurs de lycée professionnel .................................................. JO, 9 septembre 1992

Décret n° 92-951 du 4 septembre 1992 modifiant le décret n° 65-1182 du 30 décembre 1965 fixant la rémunération des chefs d'établissement, de leurs adjoints, des intendants et de leurs collaborateurs à l'occasion des opérations du baccalauréat de l'enseignement du second degré .................................................. JO, 10 septembre 1992

Décret n° 92-980 du 10 septembre 1992 fixant les dispositions statutaires applicables aux corps des personnels techniques de laboratoire des établissements d'enseignement du ministère de l'éducation nationale et de la culture .................................................. JO, 13 septembre 1992

Décret n° 92-990 du 14 septembre 1992 fixant le régime de participation à la recherche scientifique des personnels de recherche du ministère chargé de la culture .................................................. JO, 18 septembre 1992

Décret n° 92-1001 du 18 septembre 1992 fixant le régime indemnitaire des chefs de travaux d'art du ministère chargé de la culture .................................................. JO, 21 et 22 septembre 1992

Décret n° 92-1002 du 18 septembre 1992 fixant le régime indemnitaire des techniciens d'art du ministère chargé de la culture .................................................. JO, 21 et 22 septembre 1992

Décret n° 92-1018 du 18 septembre 1992 modifiant le décret n° 91-486 du 14 mai 1991 portant statut particulier des corps de fonctionnaires de recherche de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication .................................................. JO, 25 septembre 1992

Décret n° 92-1033 du 24 septembre 1992 fixant le régime indemnitaire afférent à l'emploi de directeur du musée du Louvre .................................................. JO, 27 septembre 1992

Décret n° 92-1034 du 24 septembre 1992 fixant le régime indemnitaire afférent à l'emploi d'administrateur délégué du musée du Louvre .................................................. JO, 27 septembre 1992

Décret n° 92-1035 du 24 septembre 1992 fixant le régime indemnitaire afférent à l'emploi de directeur du musée national et du domaine national de Versailles .................................................. JO, 27 septembre 1992
Décret n° 92-1036 du 24 septembre 1992 fixant le régime indemnitaire afférent à l'emploi de directeur du musée d'Orsay

JO, 27 septembre 1992

Décret n° 92-1037 du 24 septembre 1992 fixant le régime indemnitaire afférent à l'emploi d'administrateur général de la Bibliothèque nationale

JO, 27 septembre 1992

Décret n° 92-1038 du 24 septembre 1992 fixant le régime indemnitaire afférent à l'emploi d'administrateur délégué de la Bibliothèque nationale

JO, 27 septembre 1992

Décret n° 92-1039 du 24 septembre 1992 fixant le régime indemnitaire afférent à l'emploi de directeur technique de la Bibliothèque nationale

JO, 27 septembre 1992

Décret n° 92-1040 du 24 septembre 1992 fixant le régime indemnitaire afférent à l'emploi de directeur scientifique de la Bibliothèque nationale

JO, 27 septembre 1992

Décret n° 92-1061 du 25 septembre 1992 modifiant les tableaux figurant en annexe au décret n° 85-619 du 14 juin 1985 modifié relatif à l'utilisation des listes complémentaires d'admission pour le recrutement par voie de concours des fonctionnaires du ministère de la culture

JO, 3 octobre 1992

Décret n° 92-1062 du 1er octobre 1992 modifiant le décret n° 66-787 du 14 octobre 1966 fixant le taux de rémunération de certains travaux supplémentaires effectués par des instituteurs en dehors de leur service normal

JO, 3 octobre 1992

Décret n° 92-1090 du 2 octobre 1992 fixant les conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de directeur de centre régional de documentation pédagogique

JO, 8 octobre 1992


JO, 3 novembre 1992

Décret n° 92-1178 du 2 novembre 1992 portant statut du corps des professeurs du Muséum national d'histoire naturelle et du corps des maîtres de conférences du Muséum national d'histoire naturelle

JO, 3 novembre 1992

Décret n° 92-1189 du 6 novembre 1992 relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel

JO, 7 novembre 1992

Décret n° 92-1197 du 4 novembre 1992 modifiant le décret n° 83-809 du 7 septembre 1983 relatif à une indemnité allouée à certains personnels des enseignements supérieurs

JO, 10 novembre 1992

Décret n° 92-1229 du 19 novembre 1992 relatif au recrutement de maître d'études en pharmacie

JO, 25 novembre 1992

Décret n° 92-1246 du 30 novembre 1992 ouvrant aux ressortissants des États membres de la Communauté européenne autres que la France l'accès à certains corps de fonctionnaires de l'éducation nationale

JO, 2 décembre 1992

Décret n° 92-1320 du 18 décembre 1992 relatif aux directeurs d'études des instituts universitaires de formation des maîtres et à certaines dispositions concernant les directeurs de ces instituts

JO, 19 décembre 1992

Décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 portant création de l'Établissement public du musée du Louvre

JO, 23 décembre 1992

Décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

JO, 26 décembre 1992
ANNEXE 3

Décret n° 92-1471 du 31 décembre 1992 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la jeunesse et des sports JO, 1er janvier 1993

Décret n° 92-1472 du 31 décembre 1992 modifiant et complétant le décret n° 64-217 du 10 mars 1964 relatif aux maîtres contractuels et agréés des établissements privés sous contrat et fixant les conditions d'application de ce décret aux maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie JO, 3 janvier 1993

Décret n° 92-1473 du 31 décembre 1992 relatif aux conditions d'attribution de contrats aux documentalistes des établissements d'enseignement privés du second degré sous contrat JO, 3 janvier 1993

Décret n° 92-1474 du 31 décembre 1992 relatif aux décharges de service des directeurs d'établissements d'enseignement privés du premier degré sous contrat JO, 3 janvier 1993

Décret n° 92-1475 du 31 décembre 1992 rendant applicable aux documentalistes et modifiant le décret n° 90-1003 du 7 novembre 1990 fixant les conditions exceptionnelles d'accès des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat aux échelles de rémunération des professeurs certifiés, des professeurs d'éducation physique et sportive et des professeurs de lycée professionnel JO, 3 janvier 1993

Décret n° 93-15 du 5 janvier 1993 portant création de l'Établissement public de la Cité de la musique JO, 6 janvier 1993

Décret n° 93-50 du 12 janvier 1993 instituant une indemnité représentative de frais d'expatriation temporaire pour les instituteurs et professeurs des écoles séjournant à l'étranger dans le cadre d'échanges bilatéraux annuels JO, 16 janvier 1993

Décret n° 93-55 du 15 janvier 1993 instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves en faveur des personnels enseignants du second degré JO, 17 janvier 1993

Décret n° 93-60 du 13 janvier 1993 complétant le décret n° 92-1246 du 30 novembre 1992 ouvrant aux ressortissants des États membres de la Communauté européenne autres que la France l'accès à certains corps de fonctionnaires de l'éducation nationale JO, 19 janvier 1993

Décret n° 93-61 du 13 janvier 1993 modifiant le décret portant création de corps des chefs de travaux d'art du ministère chargé de la culture et fixant les dispositions statutaires applicables à ce corps JO, 19 janvier 1993

Décret n° 93-63 du 15 janvier 1993 relatif à l'emploi de directeur de l'académie de Paris JO, 19 janvier 1993

Décret n° 93-69 du 14 janvier 1993 relatif à l'indemnité allouée aux personnels enseignants affectés dans les collèges, les lycées et les lycées professionnels, et chargés du tutorat, pendant leur première année d'exercice, de professeurs issus des concours de recrutement de personnels enseignants du second degré qui ne sont pas affectés dans un institut universitaire de formation des maîtres JO, 20 janvier 1993

Décret n° 93-76 du 18 janvier 1993 portant diverses mesures statutaires relatives à certains corps de personnels enseignants relevant du ministre chargé de l'éducation JO, 21 janvier 1993

Décret n° 93-89 du 22 janvier 1993 fixant les conditions exceptionnelles d'intégration de personnels non titulaires du ministère de l'éducation nationale et du ministère de la jeunesse et des sports dans des corps de fonctionnaires de catégorie B JO, 24 janvier 1993

Décret n° 93-94 du 19 janvier 1993 relatif aux conditions d'avancement dans les corps des assistants de l'enseignement supérieur JO, 26 janvier 1993
Décret n° 93-95 du 19 janvier 1993 modifiant le décret n° 88-651 du 6 mai 1988 relatif au statut des professeurs de l’École nationale supérieure d’arts et métiers et à diverses dispositions statutaires applicables aux professeurs techniques adjoints et chefs de travaux pratiques de cette école ......................... JO, 26 janvier 1993

Décret n° 92-123 du 28 janvier 1993 relatif à l’intégration des adjoints d’enseignement du cadre des maisons d’éducation de la Légion d’honneur dans le corps des adjoints d’enseignement régi par le décret n° 72-583 du 4 juillet 1972 ......................... JO, 30 janvier 1993

Décret n° 93-128 du 27 janvier 1993 relatif aux personnels invités dans les disciplines médicales et odontologiques ....... JO, 31 janvier 1993

Décret n° 93-129 du 27 janvier 1993 relatif aux conditions de rémunération des personnels invités dans les disciplines médicales et odontologiques .................. JO, 31 janvier 1993


Décret n° 93-224 du 18 février 1993 modifiant le décret n° 85-957 du 6 août 1985 relatif à l’utilisation des listes complémentaires d’admission pour le recrutement par voie de concours des personnels administratifs, techniques et sociaux de l’administration centrale et des services extérieurs du ministère de l’éducation nationale ................... JO, 20 février 1993

Décret n° 93-231 du 22 février 1993 modifiant le décret n° 90-680 du 1er août 1990 relatif au statut particulier des professeurs des écoles et fixant la bonification d’ancienneté dont bénéficient les membres de ce corps qui ont perçu une allocation d’année préparatoire à l’institut universitaire de formation des maîtres ou une allocation d’institut universitaire de formation des maîtres .......... JO, 24 février 1993

Décret n° 93-268 du 25 février 1993 modifiant le décret n° 92-990 du 14 septembre 1992 fixant le régime de participation à la recherche scientifique des personnels de recherche du ministère chargé de la culture .......... JO, 3 mars 1993

Décret n° 93-278 du 3 mars 1993 portant statut particulier du corps des inspecteurs de la création et des enseignements artistiques .................. JO, 5 mars 1993

Décret n° 93-321 du 8 mars 1993 relatif à la déconcentration des opérations de recrutement des personnels de catégorie C de recherche et de formation ......................... JO, 13 mars 1993

Décret n° 93-322 du 8 mars 1993 portant attribution d’une indemnité aux conseillers d’orientation chargés d’une mission nationale ou académique pour l’informatisation des centres d’information et d’orientation .................. JO, 13 mars 1993


Décret n° 93-360 du 12 mars 1993 fixant le régime indemnitaire afférent aux emplois de secrétaire général et de chef de département du Centre national de documentation pédagogique .................. JO, 19 mars 1993

Décret n° 93-373 du 15 mars 1993 relatif au délégué interministériel à la Coupe du monde de football de 1998 ......... JO, 19 mars 1993
Décret n°93-374 du 17 mars 1993 portant, en vue de la révision des pensions, assimilation de certains grades de l’administration et de l’intendance universitaire ........................................

Décret n° 93-375 du 17 mars 1993 instituant la nouvelle bonification indiscrète dans certains établissements publics nationaux à caractère administratif relevant du ministre de l’éducation nationale et de la culture........................................

Décret n° 93-376 du 18 mars 1993 relatif au recrutement et à la formation des maîtres contractuels des établissements d’enseignement privés sous contrat modifiant le décret n° 64-217 du 10 mars 1964 relatif aux maîtres contractuels des établissements d’enseignement privés sous contrat..........................

Décret n° 93-379 du 19 mars 1993 relatif au Centre national du livre....................................................

Décret n° 93-382 du 24 mars 1993 sur la mission de formation continue des adultes du service public de l’éducation ........

Décret n° 93-384 du 24 mars 1993 fixant les conditions d’intégration dans des corps de la fonction publique de l’État des fonctionnaires des collectivités territoriales mentionnés à l’article 10 de la loi n° 90-587 du 4 juillet 1990 ................

Décret n° 93-385 du 24 mars 1993 fixant le décret n° 86-493 du 14 mars 1986 fixant des conditions exceptionnelles d’intégration de personnels non titulaires du ministère de l’éducation nationale, du ministère de la culture et du ministère de la jeunesse et des sports dans des corps de fonctionnaires de catégorie C. ..............................................

Décret n° 93-386 du 24 mars 1993 instituant une indemnité de sujétions d’exercice attribuée aux personnels enseignants qui accomplissent tout ou partie de leur service en formation continue des adultes........................................

Décret n° 93-387 du 24 mars 1993 instituant une indemnité pour charges particulières attribuée à certains personnels enseignants qui accomplissent tout ou partie de leur service en formation continue des adultes........................................

Décret n° 93-388 du 24 mars 1993 fixant la rémunération des personnes participant aux activités de formation continue des adultes organisées par le ministère chargé de l’éducation nationale ........................................

Décret n° 93-389 du 24 mars 1993 portant attribution d’indemnités à certains personnels relevant du ministère de l’éducation nationale qui participent aux activités de formation continue des adultes dans le cadre des groupements d’établissements constitués en application de l’article 19 de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 modifiée d’orientation sur l’éducation ....................

Décret n° 93-390 du 24 mars 1993 portant attribution d’indemnités à certains personnels relevant du ministère de l’éducation nationale qui participent aux activités de formation continue des adultes dans le cadre des groupements d’intérêts publics définis dans l’article 19 de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 modifiée d’orientation sur l’éducation ....................


Décret n° 93-392 du 24 mars 1993 modifiant le décret n° 86-492 du 14 mars 1986 relatif au statut particulier des professeurs d’enseignement général de collège et sportive........

Décret n° 93-393 du 24 mars 1993 portant attribution d’indemnités à certains personnels relevant du ministère de l’éducation nationale qui participent aux activités de formation continue des adultes dans le cadre des groupements d’établissements constitués en application de l’article 19 de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 modifiée d’orientation sur l’éducation ....................

Décret n° 93-394 du 24 mars 1993 portant attribution d’indemnités à certains personnels relevant du ministère de l’éducation nationale qui participent aux activités de formation continue des adultes dans le cadre des groupements d’intérêts publics définis dans l’article 19 de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 modifiée d’orientation sur l’éducation ....................

Décret n° 93-395 du 24 mars 1993 instituant une indemnité de sujétions d’exercice attribuée aux personnels enseignants qui accomplissent tout ou partie de leur service en formation continue des adultes........................................

Décret n° 93-396 du 24 mars 1993 instituant une indemnité pour charges particulières attribuée à certains personnels enseignants qui accomplissent tout ou partie de leur service en formation continue des adultes........................................
Décret n° 93-443 du 24 mars 1993 relatif à l'intégration des professeurs certifiés et de professeurs d'éducation physique et sportive.................. JO, 25 mars 1993


Décret n° 93-461 du 25 mars 1993 relatif aux obligations de service des personnels enseignants du second degré affectés dans les établissements d'enseignement supérieur.................. JO, 26 mars 1993


Décret n° 93-526 du 26 mars 1993 portant création d'une prime de technicité forfaitaire en faveur de certains personnels des bibliothèques.................. JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-527 du 26 mars 1993 modifiant le décret n° 90-49 du 12 janvier 1990 instituant une prime pédagogique attribuée à certains personnels de l'enseignement supérieur.................. JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-528 du 26 mars 1993 modifiant le décret n° 83-1175 du 23 décembre 1983 modifié relatif aux indemnités pour enseignements complémentaires institués dans les établissements publics à caractère scientifique et culturel et les autres établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale.................. JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-539 du 27 mars 1993 modifiant le décret n° 91-1192 du 21 novembre 1991 portant intégration des adjoints techniques des Bâtiments de France dans le corps des adjoints administratifs des services extérieurs du ministère de la culture et de la communication.................. JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-540 du 27 mars 1993 fixant les modalités de rétribution des personnels des monuments historiques et des domaines appartenant à l'État, participant à l'organisation de manifestations au profit de tiers .................. JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-776 du 29 mars 1993 portant statut particulier du corps des inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs et du corps des inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs.................. JO, 30 mars 1993

Environnement

Décret n° 92-284 du 26 mars 1992 portant suppression et création d'emplois au ministère de l'environnement........... JO, 28 mars 1992


Décret n° 93-276 du 3 mars 1993 portant création du comité interministériel pour l'environnement.................. JO, 4 mars 1993

Équipement, Logement, Transports


Décret n° 92-269 du 18 mars 1992 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services de la direction générale de l'aviation civile et de la direction de la Météorologie nationale .................................................. JO, 26 mars 1992

Décret n° 92-290 du 26 mars 1992 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services de la Météorologie nationale .................................................. JO, 29 mars 1992

Décret n° 92-334 du 27 mars 1992 modifiant le décret n° 85-659 du 2 juillet 1985 modifié fixant l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'urbanisme, du logement et des transports.................................................. JO, 1er avril 1992

Décret n° 92-530 du 15 juin 1992 fixant les modalités temporaire d'accès au corps des secrétaires administratifs et chefs de section principaux des services extérieurs du ministère de l'équipement et du logement .................................................. JO, 17 juin 1992

Décret n° 92-531 du 16 juin 1992 fixant les conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires du ministère de l'équipement, du logement et des transports dans des corps de fonctionnaires de catégorie B.................................................. JO, 17 juin 1992

Décret n° 92-555 du 25 juin 1992 fixant des modalités exceptionnelles de recrutement dans le corps des ingénieurs électroniciens des systèmes de la sécurité aérienne .................................................. JO, 26 juin 1992

Décret n° 92-762 du 31 juillet 1992 fixant les modalités exceptionnelles de recrutement dans le corps des ingénieurs d'études et de travaux de l'aviation civile et de la météorologie.................................................. JO, 5 août 1992


Décret n° 92-802 du 13 août 1992 modifiant le décret n° 75-204 du 19 mars 1975 relatif à l'indemnité de technicité allouée aux agents des travaux publics de l'État .................................................. JO, 20 août 1992
Liste des principaux textes


JO, 29 août 1992

Décret n° 92-878 du 13 août 1992 fixant les modalités d'application de l'article 123 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale pour les fonctionnaires des collectivités territoriales de catégorie A ou B mis à disposition de services relevant du ministère de l'équipement, du logement et des transports.

JO, 1er septembre 1992

Décret n° 92-879 du 13 août 1992 fixant les modalités d'application de l'article 123 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale pour les fonctionnaires des collectivités territoriales de catégorie C ou D mis à disposition de services relevant du ministère de l'équipement, du logement et des transports.

JO, 1er septembre 1992

Décret n° 92-973 du 9 septembre 1992 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du secrétariat d'État à la mer.

JO, 12 septembre 1992


JO, 15 novembre 1992

Décret n° 92-1464 du 31 décembre 1992 relatif à la date et aux conditions de prise en charge par l'État et les départements des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services déconcentrés du ministère de l'équipement, du logement et des transports (directions départementales de l'équipement et services spécialisés maritimes) et des services transférés aux départements par les décrets n° 87-100 du 13 février 1987.

JO, 1er janvier 1993

Décret n° 92-1465 du 31 décembre 1992 relatif aux conditions de mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement, du logement et des transports (directions départementales de l'équipement et services spécialisés maritimes).

JO, 1er janvier 1993


JO, 26 janvier 1993

Décret n° 93-236 du 22 février 1993 portant création de la mission interministérielle d'inspection du logement social.

JO, 24 février 1993


JO, 26 février 1993

Décret n° 93-307 du 9 mars 1993 fixant les conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires du ministère de l'équipement, du logement et des transports (aviation civile) dans des corps de fonctionnaires de catégorie B.

JO, 11 mars 1993


JO, 19 mars 1993


JO, 19 mars 1993


JO, 19 mars 1993
ANNEXE 3

Décret n° 93-368 du 12 mars 1993 relatif aux personnels enseignants associés ou invités dans les écoles d'architecture.............. JO, 19 mars 1993


Décret n° 93-476 du 23 mars 1993 modifiant le décret n° 70-913 du 5 octobre 1970 relatif à certaines conditions de nomination aux emplois de chef de service, directeur adjoint et sous-directeur de l'administration centrale du ministère de l'équipement, du logement et des transports.................. JO, 26 mars 1993

Décret n° 93-478 du 24 mars 1993 modifiant le décret n° 60-652 du 28 juin 1960 portant organisation des services déconcentrés métropolitains de l'aviation civile.............. JO, 26 mars 1993

Décret n° 93-479 du 24 mars 1993 modifiant le décret n° 60-516 du 2 juin 1960 portant harmonisation des circonscriptions administratives........... JO, 26 mars 1993

Décret n° 93-611 du 26 mars 1993 fixant les modalités exceptionnelles de recrutement dans le corps des ingénieurs électroniciens des systèmes de la sécurité aérienne ............. JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-612 du 26 mars 1993 modifiant le décret n° 90-998 du 8 novembre 1990 portant statut du corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne........... JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-616 du 26 mars 1993 relatif au statut particulier du corps des adjoints d'administration de l'aviation civile........... JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-617 du 26 mars 1993 relatif au statut particulier du corps des agents d'administration de l'aviation civile........... JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-622 du 27 mars 1993 relatif au statut particulier du corps des techniciens des études et de l'exploitation de l'aviation civile.......................... JO, 28 mars 1993

Industrie, Commerce extérieur

Décret n° 92-22 du 3 janvier 1992 modifiant le décret n° 72-812 du 23 août 1972 relatif aux personnels administratif, de laboratoire, de surveillance ou spécialisé des écoles nationales des mines relevant du ministère du développement industriel et scientifique........................................... JO, 9 janvier 1992

Décret n° 92-213 du 4 mars 1992 relatif à l'emploi de chef de mission du ministère de l'industrie et du commerce extérieur........... JO, 8 mars 1992

Décret n° 92-312 du 27 mars 1992 fixant les conditions d'intégration dans des corps de la fonction publique de l'État de fonctionnaires des collectivités territoriales mis à disposition de services relevant du ministère de l'industrie et du commerce extérieur.......................... JO, 1er avril 1992

Décret n° 92-539 du 17 juin 1992 relatif à l'utilisation des listes complémentaires d'admission pour le recrutement par voie de concours d'agents administratifs des ministères de l'industrie et du commerce extérieur et de la recherche et de l'espace........... JO, 19 juin 1992

Décret n° 92-626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et aux conditions de désignation des directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement........................................... JO, 9 juillet 1992
LISTE DES PRINCIPAUX TEXTES

Décret n° 92-1301 du 9 décembre 1992 relatif aux conditions de désignation des directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement. .................................................. 

Décret n° 92-1391 du 30 décembre 1992 relatif à l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. ..................................................

Décret n° 93-38 du 11 janvier 1993 relatif à l'École nationale supérieure des techniques industrielles et des mines d'Albi-Carmaux. ..................................................

Décret n° 93-71 du 14 janvier 1993 modifiant le décret n° 70-663 du 10 juillet 1970 relatif au recrutement de personnels associés dans les écoles nationales supérieures des mines de Paris et de Saint-Etienne et portant extension de ses dispositions aux écoles nationales supérieures des techniques industrielles et des mines. ..................................................

Décret n° 93-100 du 20 janvier 1993 relatif à l'utilisation des listes complémentaires d'admission pour le recrutement par voie de concours des ingénieurs de l'industrie et des mines du ministère de l'industrie et du commerce extérieur.  

Décret n° 93-170 du 2 février 1993 relatif à l'utilisation des listes complémentaires d'admission pour le recrutement par voie de concours d'adjoints administratifs des ministères de l'industrie et du commerce extérieur et de la recherche et de l'espace.  


Décret n° 93-627 du 26 mars 1993 fixant les conditions exceptionnelles d'intégration de personnels non titulaires du ministère de l'industrie et du commerce extérieur dans des corps de fonctionnaires de catégorie B.  

Intérieur, Sécurité publique

Décret n° 92-151 du 19 février 1992 portant statut des corps des ingénieurs, des techniciens et aides techniques des laboratoires de la police technique et scientifique de la police nationale.  

Décret n° 92-152 du 20 février 1992 portant création à la direction générale de la police nationale de la direction centrale de la police territoriale et modifiant le décret n° 85-1057 du 2 octobre 1985 modifié relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur.  


Décret n° 92-200 du 3 mars 1992 supprimant les corps des fonctionnaires des services actifs de la police nationale de la liste des corps pour lesquels un recrutement distinct peut être prévu pour les hommes et pour les femmes.  

Décret n° 92-201 du 3 mars 1992 modifiant les statuts particuliers des corps des fonctionnaires des services actifs de la police nationale.  

ANNEXE 3

Décret n° 92-288 du 27 mars 1992 fixant des modalités temporaires d'accès au corps des inspecteurs des transmissions du ministère de l'intérieur. .............................................. JO, 29 mars 1992

Décret n° 92-289 du 27 mars 1992 fixant des modalités temporaires d'accès au corps des contrôleurs du service des transmissions du ministère de l'intérieur ............................................. JO, 29 mars 1992

Décret n° 92-361 du 27 mars 1992 portant déconcentration en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de l'intérieur................................. JO, 3 avril 1992

Décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charge de la déconcentration .................................................. JO, 4 juillet 1992

Décret n° 92-621 du 7 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service JO, 8 juillet 1992


Décret n° 92-713 du 23 juillet 1992 relatif aux emplois de directeur et de chef de service de laboratoire de la police technique et scientifique de la police nationale ...................... JO, 29 juillet 1992


Décret n° 92-733 du 27 juillet 1992 modifiant le décret n° 90-595 du 10 juillet 1990 relatif à l'intégration des fonctionnaires des services techniques du matériel en fonctions au service du déminage du ministère de l'intérieur et de la sécurité publique dans des corps des services actifs de la police nationale...... JO, 31 juillet 1992

Décret n° 92-746 du 3 août 1992 instituant un congé spécial pour les préfets .................................................. JO, 3 et 4 août 1992

Décret n° 92-757 du 3 août 1992 modifiant le code de la route et relatif à la sécurité des courses et épreuves sportives sur les voies ouvertes à la circulation publique................................. JO, 5 août 1992

Décret n° 92-822 du 21 août 1992 modifiant le décret n° 74-215 du 26 février 1974 relatif à l'attribution de certains emplois de direction à l'administration centrale du ministère de l'intérieur à des fonctionnaires n'appartenant pas au corps des administrateurs civils ..................................................... JO, 27 août 1992

Décret n° 92-914 du 7 septembre 1992 fixant des modalités temporaires d'accès au corps des contrôleurs du service des transmissions du ministère de l'intérieur et de la sécurité publique JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-915 du 7 septembre 1992 fixant des modalités temporaires d'accès au corps des inspecteurs des transmissions du ministère de l'intérieur et de la sécurité publique .......... JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-1059 du 1er octobre 1992 modifiant le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale JO, 2 octobre 1992


Décret n° 92-1119 du 2 octobre 1992 relatif aux dispositions statutaires applicables au corps des contremaîtres des services techniques du matériel du ministère de l'intérieur et de la sécurité publique .................................................. JO, 10 octobre 1992

114
LISTE DES PRINCIPaux TEXTES

Décret n° 92-1120 du 2 octobre 1992 fixant les modalités temporaires d'accès au corps des contrôleurs des services techniques du matériel du ministère de l'intérieur et de la sécurité publique .........................................................  
JO, 10 octobre 1992

Décret n° 92-1121 du 2 octobre 1992 relatif à la nomination en qualité d'ouvrier d'État de certains contremaîtres des services techniques du matériel du ministère de l'intérieur et de la sécurité publique .........................................................  
JO, 10 octobre 1992

Décret n° 92-1191 du 6 novembre 1992 relatif au statut particulier des gradés et gardiens de la paix de la police nationale .........................................................  
JO, 7 novembre 1992

Décret n° 92-1205 du 16 novembre 1992 fixant les modalités d'exercice par les titulaires de mandats locaux de leurs droits en matière d'autorisations d'absence et de crédit d'heures  
JO, 17 novembre 1992

Décret n° 92-1208 du 16 novembre 1992 fixant les modalités d'exercice du droit à la formation des élus locaux  
JO, 17 novembre 1992

Décret n° 92-1305 du 15 décembre 1992 modifiant le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale .........................................................  
JO, 17 décembre 1992

Décret n° 92-1343 du 23 décembre 1992 modifiant le décret n° 72-774 du 16 août 1972 relatif au statut particulier du corps des inspecteurs de la police nationale  
JO, 24 décembre 1992

Décret n° 92-1344 du 23 décembre 1992 relatif au statut particulier des enquêteurs de la police nationale  
JO, 24 décembre 1992

Décret n° 92-1352 du 24 décembre 1992 relatif aux modalités de transfert à la collectivité territoriale de Corse et de mise à sa disposition de services déconcentrés de l'État, et de prise en charge des dépenses de personnel des services transférés  
JO, 26 décembre 1992

Décret n° 92-1455 du 31 décembre 1992 modifiant le décret n° 81-241 du 12 mars 1981 portant statut particulier du corps de l'inspection générale de l'administration  
JO, 1er janvier 1993

Décret n° 93-194 du 10 février 1993 relatif à l'utilisation des listes complémentaires d'admission pour le recrutement par voie de concours des adjoints administratifs du corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française  
JO, 12 février 1993

Décret n° 93-195 du 10 février 1993 relatif à l'utilisation de la liste complémentaire d'admission pour le recrutement par voie de concours des agents administratifs du corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française  
JO, 12 février 1993

Décret n° 93-297 du 6 mars 1993 modifiant le décret n° 64-260 du 14 mars 1964 portant statut des sous-préfets  
JO, 10 mars 1993

Décret n° 93-324 du 11 mars 1993 modifiant le décret n° 69-904 du 29 septembre 1969 relatif au statut des agents du service des transmissions du ministère de l'intérieur  
JO, 13 mars 1993

Décret n° 93-377 du 18 mars 1993 relatif aux préfets délégués pour la sécurité et la défense auprès des préfets de zone de défense  
JO, 20 mars 1993

Décret n° 93-569 du 27 mars 1993 relatif au statut particulier des inspecteurs de la police nationale  
JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-572 du 27 mars 1993 modifiant la section IV (Discipline) du décret n° 68-70 du 24 janvier 1968 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires des services actifs de la police nationale  
JO, 28 mars 1993

115
ANNEXE 3

**Décret n° 93-731 du 29 mars 1993 complétant le décret n° 91-1065 du 14 octobre 1991 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'intérieur et de la sécurité publique pour les fonctionnaires n'appartenant pas aux corps de la police nationale J.O., 30 mars 1993**

**Justice**

**Décret n° 92-104 du 30 janvier 1992 modifiant le décret n° 53-935 du 30 septembre 1953 modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation des juridictions administratives J.O., 2 février 1992**

**Décret n° 92-224 du 10 mars 1992 portant attribution d'une indemnité forfaitaire de fonction aux greffiers en chef et aux greffiers des services judiciaires J.O., 12 mars 1992**


**Décret n° 92-293 du 27 mars 1992 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du Conseil d'État J.O., 30 et 31 mars 1992**

**Décret n° 92-344 du 27 mars 1992 portant statut particulier du corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse J.O., 2 avril 1992**

**Décret n° 92-345 du 27 mars 1992 portant statut particulier du corps des chefs de service éducatif de la protection judiciaire de la jeunesse J.O., 2 avril 1992**

**Décret n° 92-413 du 30 avril 1992 portant statut particulier des greffiers en chef des services judiciaires J.O., 1er et 2 mai 1992**

**Décret n° 92-414 du 30 avril 1992 portant statut particulier des greffiers des services judiciaires J.O., 1er et 2 mai 1992**

**Décret n° 92-415 du 30 avril 1992 portant création de corps de fonctionnaires de catégories C et D des services judiciaires J.O., 1er et 2 mai 1992**


**Décret n° 92-840 du 28 août 1992 relatif à l'utilisation des listes complémentaires d'admission pour le recrutement par voie de concours des fonctionnaires du ministère de la justice J.O., 30 août 1992**


LISTE DES PRINCIPAUX TEXTES


**JO, 8 janvier 1993**

Décret n° 93-335 du 12 mars 1993 modifiant le décret n° 83-926 du 20 octobre 1983 relatif à l’organisation de la recherche au ministère de la justice.

**JO, 14 mars 1993**


**JO, 16 mars 1993**


**JO, 28 mars 1993**

Décret n° 93-547 du 26 mars 1993 portant statut particulier des surveillants-chefs des services médicaux des services extérieurs de l’administration pénitentiaire et de la protection judiciaire de la jeunesse et modifiant le décret n° 90-230 du 14 mars 1990 relatif au statut particulier des infirmiers des services extérieurs de l’administration pénitentiaire et de la protection judiciaire de la jeunesse.

**JO, 28 mars 1993**


**JO, 28 mars 1993**


**JO, 28 mars 1993**

Décret n° 93-552 du 27 mars 1993 relatif à l’attribution d’une indemnité forfaitaire mensuelle à certains auditeurs de justice et anciens auditeurs de justice.

**JO, 28 mars 1993**

P. et T.


**JO, 22 mai 1992**


**JO, 22 mai 1992**

Décret n° 92-924 du 7 septembre 1992 relatif au statut particulier des corps du service de dessin de La Poste et des corps du service de dessin de France Télécom.

**JO, 7 et 8 septembre 1992**


**JO, 7 et 8 septembre 1992**

Décret n° 92-926 du 7 septembre 1992 relatif au statut particulier du corps des surveillants et surveillantes en chef de La Poste et du corps des surveillants et surveillantes en chef de France Télécom.

**JO, 7 et 8 septembre 1992**

Décret n° 92-927 du 7 septembre 1992 relatif au statut particulier du corps des contrôleurs divisionnaires de La Poste et du corps des contrôleurs divisionnaires de France Télécom.

**JO, 7 et 8 septembre 1992**

Décret n° 92-928 du 7 septembre 1992 relatif au statut particulier du corps des contrôleurs de La Poste et du corps des contrôleurs de France Télécom.

**JO, 7 et 8 septembre 1992**

Décret n° 92-929 du 7 septembre 1992 portant statut particulier des corps des agents d’exploitation du service général de La Poste et de France Télécom.

**JO, 7 et 8 septembre 1992**

117
ANNEXE 3

Décret n° 92-930 du 7 septembre 1992 relatif au statut particulier des corps des agents d'exploitation de La Poste et de France Télécom ................................................................. JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-931 du 7 septembre 1992 relatif au statut particulier du corps des assistants administratifs de La Poste et du corps des assistants administratifs de France Télécom................................. JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-932 du 7 septembre 1992 relatif au statut particulier des corps des techniciens des installations de La Poste et de France Télécom ............................................................. JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-933 du 7 septembre 1992 modifiant le décret n° 90-1234 du 31 décembre 1990 relatif au statut particulier des corps des agents de service de La Poste et de France Télécom JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-934 du 7 septembre 1992 modifiant le décret n° 90-1236 du 31 décembre 1990 relatif au statut particulier des corps des agents des services techniques de La Poste et de France Télécom .......................................................... JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-935 du 7 septembre 1992 relatif au statut particulier des corps des services de la distribution et de l'acheminement de La Poste ................................................................. JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-936 du 7 septembre 1992 relatif aux statuts particuliers du corps des chefs d'établissement de La Poste et du corps des chefs d'établissement de France Télécom................................. JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-937 du 7 septembre 1992 relatif au statut particulier du corps des personnels administratifs supérieurs de La Poste et du corps des personnels administratifs supérieurs de France Télécom ................................................................. JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-938 du 7 septembre 1992 modifiant le décret n° 91-105 du 25 janvier 1991 relatif au statut particulier des fonctionnaires des corps de réviseurs des travaux de bâtiment de La Poste et de France Télécom ................................................................. JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-939 du 7 septembre 1992 modifiant le décret n° 91-101 du 24 janvier 1991 relatif au statut particulier des corps des assistants de service social de La Poste et de France Télécom ................................................................. JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-940 du 7 septembre 1992 relatif au statut particulier du corps des aides-techniciens des installations de La Poste et du corps des aides-techniciens des installations de France Télécom ................................................................. JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-941 du 7 septembre 1992 relatif au statut particulier des corps du service automobile de La Poste et des corps du service automobile de France Télécom ................................................................. JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-942 du 7 septembre 1992 relatif au statut particulier du corps d'ouvriers d'état et du corps de contremaîtres de La Poste et du corps d'ouvriers d'état et du corps de contremaîtres de France Télécom ................................................................. JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-943 du 7 septembre 1992 relatif au statut particulier des corps de l'imprimerie des timbres-poste ................................................................. JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-944 du 7 septembre 1992 relatif au statut particulier du corps des receveurs ruraux de La Poste ................................................................. JO, 7 et 8 septembre 1992

Décret n° 92-945 du 7 septembre 1992 relatif au statut particulier des corps du service des lignes de France Télécom ................................................................. JO, 7 et 8 septembre 1992

LISTE DES PRINCIPAUX TEXTES


Décret n° 92-1105 du 2 octobre 1992 relatif au statut particulier du corps des inspecteurs de La Poste et du corps des inspecteurs de France Télécom.................................

Décret n° 92-1182 du 30 octobre 1992 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires de La Poste..............................

Décret n° 92-1183 du 30 octobre 1992 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires de France Télécom..................

Décret n° 92-1309 du 16 décembre 1992 ouvrant aux ressortissants des États membres de la Communauté européenne autres que la France l’accès aux corps de fonctionnaires de La Poste et aux corps de fonctionnaires de France Télécom ........

Décret n° 93-511 du 25 mars 1993 portant classement hiérarchique de certains grades des personnels de La Poste et de France Télécom ........................................

Décret n° 93-512 du 25 mars 1993 portant classement hiérarchique des emplois supérieurs de La Poste et des emplois supérieurs de France Télécom...............................

Décret n° 93-514 du 25 mars 1993 relatif aux dispositions statutaires applicables au corps des cadres supérieurs de La Poste et au corps des cadres supérieurs de France Télécom ....

Décret n° 93-515 du 25 mars 1993 relatif aux dispositions statutaires applicables au corps des cadres de La Poste et au corps des cadres de France Télécom.........................

Décret n° 93-516 du 25 mars 1993 relatif aux dispositions statutaires applicables au corps des techniciens supérieurs de La Poste et au corps des cadres d’exploitation de France Télécom

Décret n° 93-517 du 25 mars 1993 relatif aux dispositions statutaires applicables au corps des agents de maîtrise techniques et de gestion de La Poste et au corps des collaborateurs et agents de maîtrise de France Télécom...........

Décret n° 93-518 du 25 mars 1993 relatif aux dispositions statutaires applicables au corps des agents professionnels qualifiés de La Poste et au corps des agents professionnels qualifiés de France Télécom................................

Décret n° 93-519 du 25 mars 1993 relatif aux dispositions statutaires applicables au corps des agents professionnels de La Poste et au corps des agents professionnels de France Télécom

Décret n° 93-706 du 26 mars 1993 relatif aux dispositions applicables aux emplois supérieurs de France Télécom ........

Décret n° 93-707 du 27 mars 1993 relatif aux dispositions applicables aux emplois supérieurs de La Poste..........

Décret n° 93-775 du 26 mars 1993 relatif à la suppression de l’établissement public dénommé « Musée de la poste » et complétant, d’une part, le décret n° 90-1111 du 12 décembre 1990 portant statut de La Poste et, d’autre part, le décret n° 90-1214 du 29 décembre 1990 relatif au cahier des charges de La Poste

Recherche, Espace, Technologie

Décret n°92-51 du 14 janvier 1992 portant création d’une indemnité spécifique pour fonctions d’intérêt collectif à l’Institut national de recherche en informatique et en automatique .......
ANNEXE 3

Décret n° 92-132 du 5 février 1992 instituant une indemnité de départ volontaire des chargés de recherche de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer régis par le décret n° 85-1464 du 30 décembre 1985 ......................... JO, 10 et 11 février 1992

Décret n° 92-338 du 27 mars 1992 modifiant le décret n° 89-168 du 10 mars 1989 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la recherche et de la technologie ................. JO, 1er avril 1992

Décret n° 92-401 du 16 avril 1992 portant suppression et création d'emplois au ministère de la recherche et de l'espace ........... JO, 18 avril 1992


Décret n° 92-721 du 27 juillet 1992 portant création d'une indemnité spécifique pour fonctions d'intérêt collectif à l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité ....... JO, 29 juillet 1992

Décret n° 92-1060 du 1er octobre 1992 relatif au statut particulier des corps de fonctionnaires du Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts ..................... JO, 2 octobre 1992


Décret n° 92-1081 du 2 octobre 1992 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du Centre national de la recherche scientifique . ......................... JO, 6 octobre 1992

Décret n° 92-1082 du 2 octobre 1992 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ................................. JO, 6 octobre 1992

Décret n° 92-1083 du 2 octobre 1992 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'Institut français de la recherche agronomique ................................. JO, 6 octobre 1992

Décret n° 92-1084 du 2 octobre 1992 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération ............ JO, 6 octobre 1992

Décret n° 92-1085 du 2 octobre 1992 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité ....................... JO, 6 octobre 1992

Décret n° 92-1086 du 2 octobre 1992 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique ....................... JO, 6 octobre 1992

Décret n° 92-1128 du 2 octobre 1992 relatif aux conditions de rémunération des collaborateurs du ministre chargé de la recherche ......................... JO, 10 octobre 1992

Décret n° 92-1254 du 27 novembre 1992 relatif à l'utilisation des listes complémentaires d'admission pour le recrutement par voie de concours des personnels techniques de la recherche et d'administration de la recherche de l'Institut national d'études démographiques ..................... JO, 3 décembre 1992
Décret n° 92-1470 du 28 décembre 1992 modifiant le décret n° 83-975 du 10 novembre 1983 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ................................................... JO, 1er janvier 1993

Décret n° 92-1482 du 31 décembre 1992 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la recherche et de l'espace et modifiant le décret n° 89-168 du 10 mars 1989 ... JO, 5 janvier 1993

Décret n° 93-241 du 22 février 1993 fixant les conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de délégué régional du Centre national de la recherche scientifique .................. JO, 24 février 1993

Décret n° 93-337 du 12 mars 1993 complétant le décret n° 91-384 du 18 avril 1991 fixant la liste des services de recherche et établissements publics dont les personnels sont admis au bénéfice des dispositions du 2° de l'article 17 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 modifiée d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France .................................................. JO, 14 mars 1993

Décret n° 93-338 du 12 mars 1993 fixant les dispositions relatives à la titularisation des personnels contractuels des services techniques centraux de la Météorologie nationale régis par le décret n° 59-1405 du 9 décembre 1959 .................. JO, 14 mars 1993

Décret n° 93-769 du 26 mars 1993 modifiant le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques .................. JO, 30 mars 1993

Décret n° 93-770 du 26 mars 1993 relatif à la création d'un comité technique paritaire des personnels de recherche au ministère de la recherche et de l'espace .................................................. JO, 30 mars 1993

Décret n° 93-771 du 26 mars 1993 modifiant le décret n° 88-451 du 21 avril 1988 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'Institut national d'études démographiques ....... JO, 30 mars 1993

Décret n° 93-772 du 27 mars 1993 relatif à la création d'un comité technique paritaire des personnels de recherche au ministère de la recherche et de l'espace .................................................. JO, 30 mars 1993

Santé, Action humanitaire

Décret n° 92-209 du 5 mars 1992 relatif au classement indiciaire de l'emploi de directeur du centre d'accueil et de soins hospitaliers de Nanterre ................................................. JO, 6 mars 1992

Décret n° 92-478 du 29 mai 1992 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif et modifiant le code de la santé publique (deuxième partie : Décrets en Conseil d'État) .................. JO, 30 mai 1992


Décret n° 93-295 du 8 mars 1993 relatif à l'Agence du médicamente créée par l'article L. 567-1 du code de la santé publique .................................................. JO, 9 mars 1993

Décret n° 93-312 du 9 mars 1993 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence française du sang créée par l'article L. 667-4 du code de la santé publique .................. JO, 11 mars 1993

Décret n° 93-697 du 26 mars 1993 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la santé et de l'action humanitaire .................................................. JO, 28 mars 1993

Décret n° 93-703 du 27 mars 1993 relatif à l'École nationale de la santé publique .................................................. JO, 28 mars 1993
Tourisme

Décret n° 92-1272 du 7 décembre 1992 modifiant le décret n° 82-719 du 16 août 1982 fixant les modalités d’application de l’ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création du chèque-vacances ........................................... 

JO, 8 décembre 1992

Décret n° 93-66 du 15 janvier 1993 portant suppression et création d’emplois au ministère du tourisme .............. 

JO, 19 janvier 1993


JO, 26 janvier 1993


JO, 16 mars 1993


JO, 28 mars 1993

Travail, Emploi, Formation professionnelle

Décret n° 92-13 du 6 janvier 1992 modifiant le décret n° 75-273 du 21 avril 1975 portant statut particulier de l’inspection du travail ..................................................... 

JO, 7 janvier 1992


JO, 9 janvier 1992

Décret n° 92-601 du 1er juillet 1992 modifiant le décret n° 90-393 du 2 mai 1990 modifié portant statut particulier du corps de l’inspection générale des affaires sociales ............... 

JO, 3 juillet 1992


JO, 1er octobre 1992


JO, 8 octobre 1992

Décret n° 93-57 du 15 janvier 1993 relatif à l’organisation de l’administration centrale ........................................ 

JO, 8 octobre 1992


JO, 17 janvier 1993


JO, 26 février 1993

Décret n° 93-758 du 29 mars 1993 fixant des conditions exceptionnelles d’intégration de personnels non titulaires du ministère du travail, de l’emploi et de la formation professionnelle, du ministère des affaires sociales et de l’intégration et du ministère de la santé et de l’action humanitaire dans les corps de fonctionnaires de catégorie B. 

JO, 30 mars 1993
Annexe 4

LISTE DE RÉUNIONS DES ORGANISMES CONSULTATIFS

Conseil supérieur de la Fonction publique

Ordre du jour des réunions plénières tenues de janvier 1992 à mars 1993

Session du 19 février 1992
Décret portant charte de la déconcentration

Vœu présenté par la FGAF
La déconcentration doit se traduire par l'unité d'action des administrations de l'État aux différents niveaux de services déconcentrés. Le décret portant charte de la déconcentration affirme que celle-ci est la condition du renouveau du service public dans le cadre d'un dialogue social renforcé.

Les structures du dialogue social doivent s'adapter à ce mouvement et même le précéder, en privilégiant les approches interministérielles.

Pour la mise en œuvre de la politique de déconcentration, les Préfets de région et les Préfets de département sont assistés respectivement d'une conférence administrative régionale et d'un collège des chefs de services. La concertation doit également impliquer les partenaires sociaux.

Actuellement une expérience de déconcentration du CISS se réalise dans cinq départements sous la forme de groupes départementaux interministériel de' d'action sociale, comprenant les responsables administratifs concernés et les représentants des organisations syndicales de fonctionnaires siégeant au CISS.

Il est demandé qu'une démarche analogue soit conduite concernant le renouveau du service public. Ainsi seraient créés dans cinq départements pilotes des groupes départementaux interministériels du renouveau du service public, sur le modèle et sous le contrôle de la commission permanente du renouveau du service public, émanation du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État.

33 présents,
30 pour,
2 contre (2 FO),
1 abstention (1 représentant de l'administration),
Vœu adopté.

Session du 18 mars 1992
I – Approbation du relevé des conclusions de la session du 4 décembre 1991 et de la session du 19 février 1992

II – Dispositions de nature générale ou spéciale
– projet de décret relatif à la déconcentration de la promotion à la hors classe de certains personnels de l'éducation nationale ;
ANNEXE 4

- projet de décret portant déconcentration de la gestion de certains personnels du ministère de l'éducation nationale ;
- projet de décret relatif aux congés spéciaux des préfets ;
- projet de décret portant application de l'article 3-3° du titre II du statut général en ce qui concerne le comité national d'évaluation.

III – Dispositions de nature statutaire et indiciaire

Mer :
- professeurs techniques de l'enseignement maritime ;
  a) texte statutaire ;
  b) texte indiciaire.

IV – Dispositions de nature statutaire

Éducation nationale :
- personnels de direction d'établissements d'enseignement ou de formation.

V – Dispositions de nature indiciaire

Équipement :
- urbanistes de l'État.

Agriculture :
- techniciens des travaux forestiers de l'État.

Session plénière du 8 juillet 1992

I – Approbation du relevé des conclusions de la session du 18 mars 1992

II – Fonction publique de l'État :
Rapport annuel 1992

III – Dispositions de nature statutaire et indiciaire

Éducation nationale :
- professeurs et maîtres de conférence du Muséum d'histoire naturelle ;

Affaires sociales :
- enseignants de l'Institut des jeunes sourds et de l'institut des jeunes aveugles ;
- pharmaciens inspecteurs de santé publique.

IV – Dispositions de nature statutaire

Recherche et technologie :
- délégué régional du CNRS.

Éducation nationale :
- professeurs de l'ENSAM ;
- professeurs de lycée professionnel.

Équipement :
- urbanistes de l'État.

Agriculture :
- techniciens des travaux forestiers de l'État.

V – Dispositions de nature indiciaire

Justice :
- greffiers en chef et greffiers services judiciaires ;
- surveillants chefs infirmiers ;
- directeur de la protection judiciaire de la jeunesse.

Affaires sociales :

124
LISTE DE RÉUNIONS DES ORGANISMES CONSULTATIFS

- techniciens, adjoints et agents de l'hygiène du milieu.
Équipement :
- techniciens géomètres de l'Institut géographique national.
Intérieur :
- directeur de laboratoire de police.
Défense :
- techniciens supérieurs d'études et de fabrications.
Affaires sociales, Éducation nationale, Justice, Défense, Anciens combattants :
- infirmières.
Agriculture :
- adjoints techniques et agents techniques des services extérieurs.

Session du 23 septembre 1992

I – Approbation du relevé des conclusions de la session du 8 juillet 1992

II – Dispositions de nature générale

Projet de décret instituant un congé de restructuration.

Projet de décret modifiant le décret n° 85-607 du 14 juin 1985 relatif à la formation professionnelle des fonctionnaires de l'État.


Projet de décret modifiant le décret n° 75-205 du 26 mars 1975 pris pour l'application de l'article 43 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente aux agents civils non titulaires de l'État et des établissements publics de l'État n'ayant pas le caractère industriel et commercial.

Projet de décret modifiant le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'État et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions.

Projet de décret relatif aux dispositions communes applicables aux stagiaires de la fonction publique de l'État.

III – Dispositions de nature statutaire

Industrie :
- projet de décret complétant le décret n° 84-38 du 18 janvier 1984 fixant la liste des établissements publics de l'État à caractère administratif prévue au 2° de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984.

Équipement :
- projet de décret relatif aux règles de classement des personnels nommés dans les corps d'enseignants des établissements d'enseignement de l'architecture.

Éducation nationale et culture :
- projet de décret relatif aux directeurs d'études des instituts universitaires de formation des maîtres et à certaines dispositions concernant les directeurs de ces instituts.

Finances :
- corps des fonctionnaires techniques des monnaies et médailles.

IV – Dispositions de nature indiciaire

Environnement :
- corps des agents techniques des parcs nationaux.

Éducation nationale et culture :
- emploi de directeur de centre régional de documentation pédagogique.

Vœu présenté par la CFDT

Projet de décret relatif aux dispositions communes applicables aux stagiaires de la fonction publique de l'État.

Présenter au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État une évaluation budgétaire du coût de l'application aux non-titulaires des dispositions de l'article 28.

33 présents,
29 pour (13 représentants de l'administration, 1 FGAF, 3 FO, 6 FEN, 1 CFTC, 1 CGC, 4 CFDT),
1 abstention (1 représentant de l'administration),
3 NPV (3 représentants de l'administration),
Vœu adopté.
Session du 10 février 1993

I – Dispositions de nature générale

4e rapport au Parlement sur les mesures prises dans la fonction publique de l’État pour assurer l’application du principe d’égalité des sexes.


Arrêté portant dissolution des CTP du ministère de l’éducation nationale et de la culture (Éducation nationale).


Décret modifiant le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 relatif à l’exercice des fonctions à temps partiel par les fonctionnaires de l’État.

Décret d’application de l’article 61 de la loi relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.

II – Dispositions de nature statutaire et indiciaire

Éducation nationale et culture :
- professeurs d’enseignement général de collèges et chargés d’enseignement d’éducation physique et sportive.

Équipement :
- architectes et urbanistes de l’État.

Culture :
- statut particulier du corps des inspecteurs de la création et des enseignements artistiques.

III – Dispositions de nature statutaire

Projets de décrets fixant les dispositions statutaires applicables aux corps des :
- cadres de La Poste et de France Télécom ;
- techniciens supérieurs de La Poste et cadres d’exploitation de France Télécom ;
- agents de maîtrise, techniques et de gestion de La Poste et collaborateurs et agents de maîtrise de France Télécom ;
- agents professionnels qualifiés de La Poste et de France Télécom ;
- agents professionnels de La Poste et de France Télécom.

Projet de décret modifiant le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 fixant les dispositions de nature statutaire communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques.

IV – Textes de nature indiciaire

Équipement :
- architectes et urbanistes de l’État ;
- création de corps administratifs communs à l’Administration Centrale et aux services déconcentrés (Aviation Civile).

Légion d’Honneur (Justice) :
- ouvriers professionnels, maîtres ouvriers, ouvriers d’entretien et d’accueil.

Recherche et Espace :
- CEMAGREF : création d’échelons provisoires dans certains corps d’ITA.

Agriculture :
- emploi de directeur départemental de l’Office national des forêts.

Intérieur :
- groupes mobiles de sécurité.

Défense :
- corps des techniciens supérieurs d’études et de fabrications.
Ordre du jour des réunions de la commission des statuts du Conseil supérieur de la Fonction publique de l'État tenues de janvier 1992 à mars 1993

Session du 15 avril 1992

I – Approbation du relevé des conclusions de la session du 4 décembre 1991

II – Projet de décret relatif aux conditions de nomination à un emploi de sous-directeur au ministère de la Défense

III – Projet de décret portant diverses dispositions relatives aux instituts régionaux d'administration (IRA)

IV – Projet de décret modifiant le décret n° 75-888 du 23 septembre 1975 fixant les dispositions applicables aux emplois d'agent principal des services techniques

Session du 9 juillet 1992

I – Approbation du relevé des conclusions de la session du 15 avril 1992

II – Projet de décret portant diverses dispositions relatives aux instituts régionaux d'administration (IRA)

III – Projet de décret fixant les conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires dans le corps des infirmiers et infirmières de l'État

IV – Projet de décret modifiant le décret n° 84-99 du 10 février 1984 modifié relatif au statut des infirmiers et infirmières de l'État

Session du 27 novembre 1992

I – Approbation du relevé des conclusions de la session du 9 juillet 1992

II – Projet de décret modifiant le décret 70-913 du 5 octobre 1970 relatif à certaines conditions de nominations aux emplois de chef de service, directeur adjoint et sous-directeur du ministère de l'équipement, du logement et des transports

III – Décret pris pour l'application de l'article n° 76-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature

Session du 3 décembre 1991

Séance d'installation.

Session du 5 février 1992

Examen du projet de charte de la déconcentration.

Session du 11 mars 1992

Examen du projet de charte des services publics.
Session du 21 mai 1992
Présentation par le ministre d'État de ses orientations sur la modernisation.
Examen des derniers développements de la politique de la ville.
Réflexions sur l'adaptation du service public en zones rurales et de montagne.

Session du 11 juin 1992

Session du 17 février 1993
Examen du premier bilan de la charte des services publics.
Point général sur la politique de la ville.

Ordre du jour de la commission de la formation professionnelle et de la promotion sociale du conseil supérieur de la Fonction publique de l'État

Session du 18 février 1992
I – Mise en œuvre du décret du 14 juin 1985 relatif à la formation professionnelle des fonctionnaires
Les actions de formation à l'initiative de l'administration
– actions de perfectionnement ;
– préparations aux concours ;
– formations statutaires.
Le congé de formation.

II – Généralisation des plans et programmes de formation à la suite de l'accord-cadre du 29 juin 1989
– plans pluriannuels ;
– programmes annuels ;
– concertation.

III – Les développements de la politique interministérielle
Le concours financier apporté par le ministère de la fonction publique à des actions conduites par les ministères et les préfectures.
Le programme des formations interministérielles organisées par la direction générale de l'administration et de la fonction publique.

IV – Les grands domaines du perfectionnement et le développement de champs nouveaux pour la formation
Gestion et management des ressources humaines.
L'adaptation de l'administration aux échéances européennes.
Les nouvelles technologies.
L'accueil des usagers.

V – Les formations syndicales
Le séminaire sur la dimension sociale européenne.
L'aide financière du ministère de la fonction publique apportée depuis 1991 à la formation des membres des organisations syndicales.

Commission de recours

Comité interministériel des services sociaux

Session du 14 avril 1992
Orientations budgétaires pour 1993.
Opérations d'équipement.
Session du 20 mai 1992
Examen des projets des groupes départementaux d’action sociale.

Session du 10 juin 1992
Rapport du groupe de travail « retraités ».

Session du 2 septembre 1992
Présentation du rapport du groupe de travail « fonctionnement du CISS ». 
Présentation des propositions d’action à partir du rapport du groupe de travail « retraités ».
Présentation des conclusions du groupe de travail « logement ».
Intervention du ministre d’État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

Session du 14 octobre 1992
Information sur les modifications de la nomenclature budgétaire relative aux crédits sociaux 1993.
Opération d’équipement.

Session du 11 décembre 1992
Proposition de répartition des crédits sociaux interministériels pour 1993.

Session du 21 janvier 1993
Programme de travail du comité pour 1993.
Élaboration d’un règlement intérieur.
Mise en place de groupes de travail permanents.

Session du 8 mars 1993
Propositions budgétaires pour 1994.

Bilan des cinq premiers groupes départementaux interministériels d’action sociale.
Opérations d’équipements.

Commission de suivi du protocole d’accord sur la rénovation de la grille des classifications et des rémunérations

Session du 2 juillet 1992
I – Mesures liées à l’entrée en vigueur au 1er août 1992 de la troisième tranche d’application du protocole
Catégorie B : C II
– Techniciens supérieurs d’études et de fabrications du ministère de la défense
– Infirmières des trois fonctions publiques : création du 3e grade nouveau
– Géomètres de l’IGN et techniciens de la météorologie.

II – Informations relatives à la mise en œuvre des tranches ultérieures
Catégorie B : carrières types.
Catégorie A : structure future.
Infirmières : schéma général du dispositif statutaire pour les trois fonctions publiques.

III – État d’avancement des mesures liées à l’application de l’accord du 9 février 1990
Titularisations : état de la mise en œuvre des opérations de titularisation en catégorie B.
Nouvelle bonification indiciaire.

I – Relèvement de l’indice terminal des grades d’attachés principaux d’administration centrale et des attachés principaux des services déconcentrés à l’indice brut 966, extension aux corps homologues et aux corps d’ingénieurs

II – Incidences de ces mesures sur les corps, grades ou emplois issus de ces corps

Session du 19 mars 1993

I – Mise en œuvre des dispositions du protocole relatives aux fonctionnaires de la catégorie A

B type administratif : tableaux de reclasement.

B type technique : calendrier et procédure de mise en œuvre.

B atypique : – carrière des corps de contrôle :
– carrière des corps n’ayant actuellement que les deux premiers grades ;
– corps en voie d’extinction ou n’ayant qu’un grade.

II – État d’avancement des mesures liées à l’application de l’accord du 9 février 1990

Nouvelle bonification indiciaire.

Titularisation en catégorie B.

Application aux corps de la police, de la pénitentiaire et des militaires.

Commission de suivi de l’accord cadre sur la formation continue

Session du 26 mai 1992


Session du 4 juin 1992


Document de synthèse.

Réponses des ministères au questionnaire élaboré en concertation avec les organisations syndicales signataires de l’accord-cadre.
Bilan social
I. L’emploi

A) Les effectifs

1) Évolution des emplois budgétaires et des effectifs réels

1 - Évolution des emplois budgétaires et des effectifs réels des agents de l’État

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Emplois budgétaires</th>
<th>Effectifs réels</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1947</td>
<td>1 408 189</td>
<td>1 460 291</td>
</tr>
<tr>
<td>1950</td>
<td>1 508 100</td>
<td>1 481 631</td>
</tr>
<tr>
<td>1952</td>
<td>1 656 800</td>
<td>1 580 830</td>
</tr>
<tr>
<td>1956</td>
<td>1 719 400</td>
<td>1 472 603</td>
</tr>
<tr>
<td>1962</td>
<td>1 887 700</td>
<td>1 709 633</td>
</tr>
<tr>
<td>1966</td>
<td>1 922 215</td>
<td>1 751 248</td>
</tr>
<tr>
<td>1967</td>
<td>1 719 400</td>
<td>1 779 952</td>
</tr>
<tr>
<td>1969</td>
<td>2 205 905</td>
<td>1 944 604</td>
</tr>
<tr>
<td>1976</td>
<td>2 344 119</td>
<td>2 393 195</td>
</tr>
<tr>
<td>1978</td>
<td>2 494 176</td>
<td>2 514 477</td>
</tr>
<tr>
<td>1980</td>
<td>2 522 373</td>
<td>2 548 964</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>2 511 360</td>
<td>2 634 362</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>2 500 920</td>
<td>2 663 471</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>2 514 568</td>
<td>2 659 260</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>2 500 920</td>
<td>2 661 010</td>
</tr>
<tr>
<td>1992</td>
<td>2 079 438</td>
<td>2 663 795</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : INSEE-DGAFP.

2 - Évolution des emplois budgétaires et des effectifs réels des agents de l'État

Source : INSEE-DGAFP.
3 - Évolution des emplois budgétaires par statut

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Titulaires</th>
<th>Contractuels</th>
<th>Ouvriers d'État</th>
<th>Militaires</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1976</td>
<td>1 676 244</td>
<td>54 926</td>
<td>99 099</td>
<td>316 183</td>
</tr>
<tr>
<td>1978</td>
<td>1 806 045</td>
<td>58 013</td>
<td>104 201</td>
<td>314 673</td>
</tr>
<tr>
<td>1980</td>
<td>1 854 427</td>
<td>104 201</td>
<td>104 254</td>
<td>316 820</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>1 936 217</td>
<td>117 408</td>
<td>112 477</td>
<td>319 666</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>1 977 591</td>
<td>107 669</td>
<td>111 561</td>
<td>318 922</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>1 980 836</td>
<td>102 220</td>
<td>107 971</td>
<td>314 076</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>1 995 093</td>
<td>89 160</td>
<td>102 126</td>
<td>309 360</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>2 021 370</td>
<td>81 504</td>
<td>96 474</td>
<td>306 031</td>
</tr>
<tr>
<td>1992</td>
<td>1 616 357</td>
<td>79 602</td>
<td>84 248</td>
<td>299 231</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : lois de finances.

Note : La loi n° 90-568 du 2 Juillet 1990 relative à l'organisation du Service Public des Postes et des Télécommunications a pour conséquence la suppression, parmi les effectifs de la Fonction Publique de l'État, des personnels des exploitants publics "La Poste" et "France Télécom" à compter du 01/01/1991 (restent uniquement au ministère 771 personnes sur les 432 062 comptabilisées en 1990).

4 - Évolution des emplois budgétaires par statut

Source : lois de finances.
5 - Évolution indicée des emplois budgétaires par statut

Source : lois de finances.
### 6 - Évolution des effectifs réels des agents de l'État par statut

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Titulaires civils</th>
<th>Non titulaires</th>
<th>Ouvriers d'État</th>
<th>Total des agents civils</th>
<th>Militaires</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1947</td>
<td>534 044</td>
<td>356 143</td>
<td>169 465</td>
<td>890 187</td>
<td>400 639</td>
<td>1 460 291</td>
</tr>
<tr>
<td>1950</td>
<td>623 847</td>
<td>272 673</td>
<td>155 253</td>
<td>896 520</td>
<td>429 858</td>
<td>1 481 631</td>
</tr>
<tr>
<td>1952</td>
<td>659 939</td>
<td>252 098</td>
<td>178 010</td>
<td>912 037</td>
<td>490 783</td>
<td>1 580 830</td>
</tr>
<tr>
<td>1956</td>
<td>756 880</td>
<td>212 948</td>
<td>142 316</td>
<td>969 828</td>
<td>360 459</td>
<td>1 472 603</td>
</tr>
<tr>
<td>1962</td>
<td>937 509</td>
<td>266 313</td>
<td>126 971</td>
<td>1 203 822</td>
<td>378 840</td>
<td>1 709 633</td>
</tr>
<tr>
<td>1966</td>
<td>1 049 597</td>
<td>304 560</td>
<td>118 341</td>
<td>1 354 157</td>
<td>278 750</td>
<td>1 751 250</td>
</tr>
<tr>
<td>1967</td>
<td>1 077 896</td>
<td>311 230</td>
<td>113 699</td>
<td>1 389 126</td>
<td>277 127</td>
<td>1 779 952</td>
</tr>
<tr>
<td>1969</td>
<td>1 175 366</td>
<td>375 996</td>
<td>112 436</td>
<td>1 551 362</td>
<td>280 806</td>
<td>1 944 160</td>
</tr>
<tr>
<td>1976</td>
<td>1 598 238</td>
<td>386 800</td>
<td>106 300</td>
<td>1 985 038</td>
<td>301 857</td>
<td>2 393 195</td>
</tr>
<tr>
<td>1978</td>
<td>1 729 924</td>
<td>366 591</td>
<td>109 724</td>
<td>2 096 515</td>
<td>308 238</td>
<td>2 514 777</td>
</tr>
<tr>
<td>1980</td>
<td>1 791 421</td>
<td>337 333</td>
<td>111 778</td>
<td>2 128 515</td>
<td>308 432</td>
<td>2 548 964</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>1 869 377</td>
<td>336 534</td>
<td>111 966</td>
<td>2 205 911</td>
<td>316 485</td>
<td>2 634 362</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>1 947 123</td>
<td>293 342</td>
<td>110 176</td>
<td>2 240 465</td>
<td>312 830</td>
<td>2 663 471</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>1 988 658</td>
<td>254 282</td>
<td>106 238</td>
<td>2 242 940</td>
<td>310 082</td>
<td>2 659 620</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>1 981 751</td>
<td>272 070</td>
<td>100 068</td>
<td>2 277 164</td>
<td>307 121</td>
<td>2 661 010</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>2 001 205</td>
<td>275 959</td>
<td>83 204</td>
<td>2 369 364</td>
<td>303 427</td>
<td>2 672 795</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source: INSEE-DGAFP.
Situation au 31 décembre (hors établissements publics).
**BILAN SOCIAL**

7 - Évolution des effectifs réels des titulaires civils par catégorie hiérarchique

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Catégorie A</th>
<th>Catégorie B</th>
<th>Catégories CD</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1956</td>
<td>141 977</td>
<td>277 956</td>
<td>336 947</td>
<td>756 880</td>
</tr>
<tr>
<td>1962</td>
<td>179 857</td>
<td>359 758</td>
<td>397 894</td>
<td>937 509</td>
</tr>
<tr>
<td>1969</td>
<td>217 066</td>
<td>466 146</td>
<td>492 154</td>
<td>1 175 366</td>
</tr>
<tr>
<td>1976</td>
<td>424 064</td>
<td>547 081</td>
<td>627 093</td>
<td>1 598 236</td>
</tr>
<tr>
<td>1978</td>
<td>462 528</td>
<td>568 855</td>
<td>698 541</td>
<td>1 729 924</td>
</tr>
<tr>
<td>1980</td>
<td>481 114</td>
<td>584 139</td>
<td>726 168</td>
<td>1 791 421</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>497 587</td>
<td>607 711</td>
<td>764 079</td>
<td>1 869 377</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>536 351</td>
<td>626 203</td>
<td>784 569</td>
<td>1 947 123</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>564 449</td>
<td>628 768</td>
<td>795 441</td>
<td>1 988 658</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>590 117</td>
<td>631 761</td>
<td>779 387</td>
<td>2 001 205</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source: INSEE-DGAFP.*

Situation au 31 décembre.

8 - Évolution des effectifs réels des titulaires civils par catégorie hiérarchique

[Graph showing the evolution of the real numbers of civil servants by hierarchical category from 1955 to 1990.]

*Source: INSEE-DGAFP.*
9 - Évolution des effectifs des principaux ministères civils en base 100 - 1980

Source : INSEE-DGAFP.
## 2) Emplois budgétaires

10 - Emplois budgétaires par ministère et par statut

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Titulaires</th>
<th>dont employés vacants</th>
<th>occupés par des non titulaires</th>
<th>Contractuels</th>
<th>Ouvriers</th>
<th>Militaires</th>
<th>Total</th>
<th>Non titulaires sur crédits</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>6 167</td>
<td>3</td>
<td>2 947</td>
<td>0</td>
<td>670</td>
<td>9 784</td>
<td></td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et Intégration</td>
<td>11 501</td>
<td>6</td>
<td>51</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>11 552</td>
<td></td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et Travail</td>
<td>2 574</td>
<td>11</td>
<td>733</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>3 307</td>
<td></td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture et Forêt</td>
<td>27 337</td>
<td>867</td>
<td>2 177</td>
<td>43</td>
<td>11</td>
<td>29 568</td>
<td></td>
<td>742</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>2 934</td>
<td>78</td>
<td>145</td>
<td>128</td>
<td>45</td>
<td>3 252</td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération et développement</td>
<td>639</td>
<td>20</td>
<td>461</td>
<td>0</td>
<td>1 419</td>
<td>2 519</td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>10 983</td>
<td>150</td>
<td>1 162</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>12 145</td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>DOM-TOM</td>
<td>1 826</td>
<td>9</td>
<td>38</td>
<td>44</td>
<td>798</td>
<td>2 706</td>
<td></td>
<td>68</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie, Finances et Budget</td>
<td>176 155</td>
<td>231</td>
<td>2 614</td>
<td>169</td>
<td>10</td>
<td>178 948</td>
<td></td>
<td>4 836</td>
</tr>
<tr>
<td>- charges communes</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>8</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>11</td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>- services financiers</td>
<td>176 155</td>
<td>231</td>
<td>2 606</td>
<td>169</td>
<td>7</td>
<td>178 937</td>
<td></td>
<td>4 836</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>1 007 873</td>
<td>24 031</td>
<td>47 636</td>
<td>33</td>
<td>0 1 055 542</td>
<td>15 063</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- enseignement scolaire</td>
<td>895 274</td>
<td>19 151</td>
<td>41 552</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>936 826</td>
<td></td>
<td>14 283</td>
</tr>
<tr>
<td>- enseignement supérieur</td>
<td>105 956</td>
<td>4 360</td>
<td>5 644</td>
<td>33</td>
<td>0</td>
<td>111 633</td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>- jeunesse et sports</td>
<td>6 643</td>
<td>520</td>
<td>440</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>7 083</td>
<td></td>
<td>780</td>
</tr>
<tr>
<td>Environnement</td>
<td>1 487</td>
<td>0</td>
<td>595</td>
<td>28</td>
<td>0</td>
<td>2 110</td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement, Logement, Transports et Espace</td>
<td>93 651</td>
<td>157</td>
<td>9 287</td>
<td>10 524</td>
<td>625</td>
<td>114 087</td>
<td></td>
<td>1 686</td>
</tr>
<tr>
<td>Urbanisme, logement et services communs</td>
<td>87 465</td>
<td>116</td>
<td>8 340</td>
<td>10 283</td>
<td>5</td>
<td>106 093</td>
<td></td>
<td>1 667</td>
</tr>
<tr>
<td>- routes et sécurité routière</td>
<td>457</td>
<td>0</td>
<td>454</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>911</td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>- météorologie</td>
<td>3 296</td>
<td>0</td>
<td>133</td>
<td>238</td>
<td>66</td>
<td>3 733</td>
<td></td>
<td>19</td>
</tr>
<tr>
<td>- tourisme</td>
<td>159</td>
<td>41</td>
<td>192</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>352</td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>- mer</td>
<td>2 274</td>
<td>0</td>
<td>168</td>
<td>2</td>
<td>554</td>
<td>2 998</td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie et Aménagement du territoire</td>
<td>4 667</td>
<td>3</td>
<td>928</td>
<td>2</td>
<td>44</td>
<td>5 641</td>
<td></td>
<td>90</td>
</tr>
<tr>
<td>- industrie</td>
<td>4 559</td>
<td>3</td>
<td>795</td>
<td>2</td>
<td>44</td>
<td>5 400</td>
<td></td>
<td>76</td>
</tr>
<tr>
<td>- aménagement du territoire</td>
<td>63</td>
<td>0</td>
<td>63</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>126</td>
<td></td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>- artisanat et commerce</td>
<td>45</td>
<td>0</td>
<td>70</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>115</td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>158 985</td>
<td>115</td>
<td>927</td>
<td>1 640</td>
<td>384</td>
<td>161 936</td>
<td></td>
<td>200</td>
</tr>
</tbody>
</table>
### L'Emploi

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Titulaires</th>
<th>dont</th>
<th>vacants</th>
<th>bloqués</th>
<th>occupés par des non titulaires</th>
<th>Contractuels</th>
<th>Ouvriers</th>
<th>Militaires</th>
<th>Total</th>
<th>Non titulaires sur crédits n°</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>56 251</td>
<td>79</td>
<td>355</td>
<td>0</td>
<td>17</td>
<td>56 623</td>
<td>35</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Recherche et technologie</td>
<td>183</td>
<td>77</td>
<td>143</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>327</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Services du Premier ministre</td>
<td>1 277</td>
<td>6</td>
<td>745</td>
<td>0</td>
<td>257</td>
<td>2 279</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- services généraux</td>
<td>1 068</td>
<td>0</td>
<td>364</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
<td>1 436</td>
<td>265</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- secrétariat général de la défense nationale</td>
<td>104</td>
<td>0</td>
<td>225</td>
<td>0</td>
<td>253</td>
<td>582</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- plan</td>
<td>105</td>
<td>6</td>
<td>156</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>261</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Travail, emploi et formation professionnelle</td>
<td>8 018</td>
<td>0</td>
<td>447</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>8 465</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Postes et télécommunications (3)</td>
<td>731</td>
<td>0</td>
<td>52</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>783</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

A = Budget ministères civils  
B = Budget Défense  
C = Total Budget Général (A + B)  
D = Total Budgets Annexes  
E = Total du Budget de L'État

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>A = Budget ministères civils</th>
<th>B = Budget Défense</th>
<th>C = Total Budget Général (A + B)</th>
<th>D = Total Budgets Annexes</th>
<th>E = Total du Budget de L'État</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>1 573 239</td>
<td>34 256</td>
<td>1 607 495</td>
<td>8 862</td>
<td>1 616 357</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>25 843</td>
<td>5</td>
<td>25 848</td>
<td>46</td>
<td>25 894</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>71 443</td>
<td>70 438</td>
<td>79 331</td>
<td>271</td>
<td>79 602</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>12 611</td>
<td>940</td>
<td>83 049</td>
<td>1 199</td>
<td>84 248</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>4 281</td>
<td>221</td>
<td>299</td>
<td>1 201</td>
<td>231</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1 661</td>
<td>1</td>
<td>2 069</td>
<td>2 079</td>
<td>574</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>574</td>
<td>0</td>
<td>96</td>
<td>438</td>
<td>221</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>2069</td>
<td>0</td>
<td>121</td>
<td>231</td>
<td>342</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>2211</td>
<td>0</td>
<td>342</td>
<td>231</td>
<td>423</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1 607 495</td>
<td>0</td>
<td>231</td>
<td>5 485</td>
<td>23 713</td>
</tr>
</tbody>
</table>


(1) Personnels civils et militaires (appelés du contingent exclus).
(2) Effectifs identifiés dans les verts en équivalent temps plein (à l'exclusion des crédits de vacations non convertis en effectifs).
(3) La loi n°90-568 du 2 Juillet 1990 relative à l'organisation des Postes et Télécommunications a pour conséquence la suppression parmi les effectifs de la Fonction Publique de l'État, des personnels des exploitants publics "La Poste" et "France Télécom" à compter du 01/01/1991.
11 - Emplois budgétaires par ministère et par statut

12 - Emplois budgétaires des titulaires civils par ministère et catégorie hiérarchique

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>A</th>
<th>CII (1)</th>
<th>B</th>
<th>CD</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>1 360</td>
<td>8</td>
<td>876</td>
<td>3 923</td>
<td>6 167</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et Intégration</td>
<td>2 798</td>
<td>459</td>
<td>2 874</td>
<td>5 370</td>
<td>11 501</td>
</tr>
<tr>
<td>(services communs)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et Travail</td>
<td>804</td>
<td>15</td>
<td>434</td>
<td>1 321</td>
<td>2 574</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture et Forêt</td>
<td>11 728</td>
<td>8</td>
<td>5 701</td>
<td>9 900</td>
<td>27 337</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens Combattants</td>
<td>191</td>
<td>3</td>
<td>432</td>
<td>2 308</td>
<td>2 934</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération et développement</td>
<td>107</td>
<td>0</td>
<td>124</td>
<td>408</td>
<td>639</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>2 967</td>
<td>3</td>
<td>1 893</td>
<td>6 118</td>
<td>10 981</td>
</tr>
<tr>
<td>DOM-TOM</td>
<td>410</td>
<td>2</td>
<td>281</td>
<td>1 133</td>
<td>1 826</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie, Finances et Budget</td>
<td>36 986</td>
<td>51</td>
<td>48 948</td>
<td>90 170</td>
<td>176 155</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>511 404</td>
<td>1 580</td>
<td>342 843</td>
<td>152 046</td>
<td>1 007 873</td>
</tr>
<tr>
<td>Environnement</td>
<td>462</td>
<td>0</td>
<td>395</td>
<td>630</td>
<td>1 487</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement, Logement, Transport et Espace</td>
<td>13 921</td>
<td>99</td>
<td>20 216</td>
<td>67 476</td>
<td>101 712</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie et Aménagement du territoire</td>
<td>1 439</td>
<td>2</td>
<td>647</td>
<td>2 579</td>
<td>4 667</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>7 730</td>
<td>96</td>
<td>26 199</td>
<td>124 960</td>
<td>158 985</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>11 836</td>
<td>3 704</td>
<td>8 168</td>
<td>32 543</td>
<td>56 251</td>
</tr>
<tr>
<td>Recherche et Technologie</td>
<td>44</td>
<td>0</td>
<td>34</td>
<td>105</td>
<td>183</td>
</tr>
<tr>
<td>Services du Premier ministre</td>
<td>271</td>
<td>0</td>
<td>186</td>
<td>820</td>
<td>1 277</td>
</tr>
<tr>
<td>Travail, Emploi</td>
<td>1 233</td>
<td>0</td>
<td>2 428</td>
<td>4 357</td>
<td>8 018</td>
</tr>
<tr>
<td>et Formation Professionnelle</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>4 347</td>
<td>1 916</td>
<td>7 602</td>
<td>20 639</td>
<td>34 504</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>610 038</td>
<td>7 946</td>
<td>470 281</td>
<td>526 806</td>
<td>1 615 071</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : loi de Finances 1992, non compris les Budgets Annexes (sauf Aviation Civile) et Postes et France Télécom.

Note : La différence constatée avec le nombre de titulaires du tableau précédent est due à des écarts entre le contenu des "verts budgétaires" et des tableaux récapitulatifs de ces mêmes verts (écart de 2 au ministère de la culture et de 248 à la Défense).

(1) CII pour Classement Indiciaire Intermédiaire.
### 13 - Répartition en pourcentage par ministère (hors Postes et Télécommunications) des emplois budgétaires entre Administration Centrale et Services déconcentrés

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministère (1)</th>
<th>Administration Centrale</th>
<th>Services déconcentrés</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères (2)</td>
<td>35,60</td>
<td>64,40</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture et Forêt</td>
<td>7,80</td>
<td>92,20</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>23,90</td>
<td>76,10</td>
</tr>
<tr>
<td>Commerce et Artisanat</td>
<td>100</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture et communication</td>
<td>8,20</td>
<td>91,80</td>
</tr>
<tr>
<td>DOM-TOM</td>
<td>5,40</td>
<td>94,60</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>0,50</td>
<td>99,50</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie Finances et budget</td>
<td>4,20</td>
<td>95,80</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>0,50</td>
<td>99,50</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>2,40</td>
<td>97,60</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>37,40</td>
<td>62,60</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>1,90</td>
<td>98,10</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse &amp; Sports</td>
<td>4,10</td>
<td>95,90</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>5,40</td>
<td>94,60</td>
</tr>
<tr>
<td>- Mer</td>
<td>19,10</td>
<td>80,90</td>
</tr>
<tr>
<td>Services du Premier ministre</td>
<td>62,40</td>
<td>37,60</td>
</tr>
<tr>
<td>- Tourisme</td>
<td>41,80</td>
<td>58,20</td>
</tr>
<tr>
<td>Travail, emploi, santé, formation professionnelle</td>
<td>13,50</td>
<td>86,50</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total (3)</strong></td>
<td>1,90</td>
<td>98,10</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : loi de Finances 1991.*

(1) Les ministères comprennent les effectifs des Budgets Annexes.
(2) Y compris la coopération.
(3) Total sans PTE.

La loi n°90-568 du 2 Juillet 1990 relative à l’organisation du service public des Postes et Télécommunications a pour conséquence la suppression, parmi les effectifs de la Fonction Publique de l’État, des personnels des exploitants publics "La Poste" et "France Télécom" à compter du 01/01/1991.
14 - Créations ou suppressions nettes d’emplois budgétaires en milliers d’agents (1)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères et coopération</td>
<td>-0,10</td>
<td>-0,20</td>
<td>-0,2</td>
<td>-0,1</td>
<td>0</td>
<td>-0,1</td>
<td>0</td>
<td>0,1</td>
<td>0,1</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>-0,20</td>
<td>-0,20</td>
<td>-0,3</td>
<td>-0,2</td>
<td>-0,1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0,4</td>
<td>-0,1</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>-0,10</td>
<td>0,20</td>
<td>0,1</td>
<td>0,1</td>
<td>0,1</td>
<td>-0,1</td>
<td>0</td>
<td>-0,1</td>
<td>0,1</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Budget</td>
<td>-1,50</td>
<td>-1,60</td>
<td>-3</td>
<td>-2,6</td>
<td>-1,3</td>
<td>-0,6</td>
<td>-0,1</td>
<td>-0,3</td>
<td>-1</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation</td>
<td>2,30</td>
<td>1</td>
<td>-4,5</td>
<td>4,1</td>
<td>12,4</td>
<td>13,4</td>
<td>13,4</td>
<td>5,7</td>
<td>9,8</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement et transports</td>
<td>-1,20</td>
<td>-1,40</td>
<td>-2,5</td>
<td>-1,9</td>
<td>-1,4</td>
<td>-0,9</td>
<td>-1</td>
<td>-1,1</td>
<td>-1</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (2)</td>
<td>-0,40</td>
<td>0,50</td>
<td>0,2</td>
<td>-0,5</td>
<td>-0,5</td>
<td>-0,2</td>
<td>0,4</td>
<td>-0,2</td>
<td>1,1</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>0,40</td>
<td>0,40</td>
<td>1</td>
<td>0,6</td>
<td>0,5</td>
<td>2</td>
<td>1,6</td>
<td>0,5</td>
<td>0,5</td>
</tr>
<tr>
<td>Ministères sociaux</td>
<td>-0,70</td>
<td>-1,30</td>
<td>-0,6</td>
<td>-0,6</td>
<td>-0,4</td>
<td>-0,2</td>
<td>-0,1</td>
<td>-0,5</td>
<td>-0,6</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres ministères</td>
<td>-0,40</td>
<td>-0,40</td>
<td>-0,5</td>
<td>-0,2</td>
<td>-0,1</td>
<td>-0,2</td>
<td>0</td>
<td>-0,2</td>
<td>-0,3</td>
</tr>
<tr>
<td>I Budgets civils (3)</td>
<td>-2,30</td>
<td>-3,00</td>
<td>-10,3</td>
<td>-1,4</td>
<td>9,3</td>
<td>13,1</td>
<td>14,2</td>
<td>4,1</td>
<td>8,4</td>
</tr>
<tr>
<td>II Budgets militaires</td>
<td>0</td>
<td>-1,60</td>
<td>-4,2</td>
<td>-5</td>
<td>-5,8</td>
<td>-3,3</td>
<td>-1,9</td>
<td>-6,5</td>
<td>-4,7</td>
</tr>
<tr>
<td>Total (I + II)</td>
<td>-2,30</td>
<td>-4,60</td>
<td>-14,5</td>
<td>-6,4</td>
<td>3,5</td>
<td>9,8</td>
<td>12,3</td>
<td>-2,4</td>
<td>3,7</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : Les Notes Bleues du Ministère de l’Économie, des Finances et du Budget.

(1) Ne figurent dans ce tableau que les créations ou suppressions nettes d’emplois votées par le Parlement aux titres du renforcement des services, de leur allègement ou de la redistribution interministérielle. Il ne comprend ni les transferts, ni les régularisations (notamment les titularisations), ni les mesures de transformation d’emplois.

(2) Non appelés.


15 - Emplois budgétaires en milliers d’agents en 1992 et 1993 (1)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Effectifs en 1992</td>
<td>Effectifs créations ou suppressions nettes</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires étrangères et coopération</td>
<td>10,20</td>
<td>0,10</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>29,60</td>
<td>-0,10</td>
</tr>
<tr>
<td>Ministères sociaux</td>
<td>26,60</td>
<td>-0,60</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>12,20</td>
<td>-0,10</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Budget</td>
<td>178,90</td>
<td>-1</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>1 048,40</td>
<td>9.80</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement et transports</td>
<td>113,90</td>
<td>-1,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (hors appelés)</td>
<td>161,60</td>
<td>1,10</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>56,60</td>
<td>0,50</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense (hors appelés)</td>
<td>409,90</td>
<td>-4,70</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres ministères</td>
<td>21,40</td>
<td>-0,30</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>2069,30</td>
<td>3,70</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : Les Notes Bleues du Ministère de l’Économie, des Finances et du Budget.

(1) Effectifs du Budget Général au 31 décembre de chaque année, sur la base des budgets votés.
### 16 - Grades et emplois débutant Hors échelle

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Hors échelle A</th>
<th>Hors échelle B</th>
<th>Hors échelle Bis</th>
<th>Hors échelle C</th>
<th>Hors échelle D</th>
<th>Hors échelle E</th>
<th>Hors échelle F</th>
<th>Hors échelle G</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>63</td>
<td>0</td>
<td>13</td>
<td>59</td>
<td>0</td>
<td>45</td>
<td>3</td>
<td>6</td>
<td>189</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et Intégration</td>
<td>27</td>
<td>9</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>38</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et Travail</td>
<td>6</td>
<td>43</td>
<td>13</td>
<td>22</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>86</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture et Forêt</td>
<td>99</td>
<td>1</td>
<td>8</td>
<td>26</td>
<td>45</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>180</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération et Développement</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>2</td>
<td>7</td>
<td>2</td>
<td>13</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>24</td>
</tr>
<tr>
<td>DOM-TOM</td>
<td>0</td>
<td>10</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie Finances et Budget</td>
<td>34</td>
<td>50</td>
<td>27</td>
<td>40</td>
<td>124</td>
<td>5</td>
<td>7</td>
<td>2</td>
<td>289</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>13</td>
<td>83</td>
<td>16</td>
<td>28</td>
<td>1613</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>1754</td>
</tr>
<tr>
<td>Environnement</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>2</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement, Logement, Transports et Espace</td>
<td>16</td>
<td>58</td>
<td>13</td>
<td>63</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>152</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie et Aménagement du territoire</td>
<td>6</td>
<td>33</td>
<td>7</td>
<td>13</td>
<td>5</td>
<td>6</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>71</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>0</td>
<td>144</td>
<td>11</td>
<td>31</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>26</td>
<td>0</td>
<td>216</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
<td>196</td>
<td>81</td>
<td>123</td>
<td>18</td>
<td>3</td>
<td>426</td>
</tr>
<tr>
<td>Recherche et Technologie</td>
<td>9</td>
<td>13</td>
<td>2</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Services du Premier ministre</td>
<td>20</td>
<td>12</td>
<td>8</td>
<td>14</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>9</td>
<td>0</td>
<td>65</td>
</tr>
<tr>
<td>Travail, Emploi et Formation Prof.</td>
<td>0</td>
<td>9</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>693</td>
<td>441</td>
<td>16</td>
<td>267</td>
<td>6</td>
<td>20</td>
<td>8</td>
<td>1</td>
<td>1452</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Total** | 996 | 919 | 144 | 793 | 1876 | 209 | 74 | 16 5 027

*Source: loi de Finances initiale 1992, non compris les Budgets Annexes.*
17 - Grades et emplois débutant Hors échelle

Source : loi des Finances initiale 1992, non compris les budgets annexes.
BILAN SOCIAL

18 - Grades et emplois se terminant Hors échelle

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Hors échelle A</th>
<th>Hors échelle B</th>
<th>Hors échelle Buis</th>
<th>Hors échelle C</th>
<th>Hors échelle D</th>
<th>Hors échelle E</th>
<th>Hors échelle F</th>
<th>Hors échelle G</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>198</td>
<td>110</td>
<td>13</td>
<td>51</td>
<td>0</td>
<td>151</td>
<td>3</td>
<td>6</td>
<td>532</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et Intégration</td>
<td>58</td>
<td>9</td>
<td>0</td>
<td>49</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>116</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et Travail</td>
<td>73</td>
<td>212</td>
<td>13</td>
<td>7</td>
<td>41</td>
<td>18</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>364</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture et Forêt</td>
<td>338</td>
<td>57</td>
<td>8</td>
<td>214</td>
<td>8</td>
<td>45</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>670</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>33</td>
<td>7</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>46</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération et Développement</td>
<td>25</td>
<td>96</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>125</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>519</td>
<td>53</td>
<td>2</td>
<td>149</td>
<td>3</td>
<td>7</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>733</td>
</tr>
<tr>
<td>DOM-TOM</td>
<td>15</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>11</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>32</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie Finances et Budget</td>
<td>709</td>
<td>177</td>
<td>119</td>
<td>111</td>
<td>147</td>
<td>153</td>
<td>8</td>
<td>2</td>
<td>1 426</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>16 402</td>
<td>126</td>
<td>16 666</td>
<td>14 1673</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>24 898</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Environnement</td>
<td>19</td>
<td>29</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>4</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>57</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement, Logement,Transports et Espace</td>
<td>547</td>
<td>98</td>
<td>13</td>
<td>90</td>
<td>43</td>
<td>24</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>815</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie et Aménagement du territoire</td>
<td>225</td>
<td>20</td>
<td>7</td>
<td>106</td>
<td>30</td>
<td>14</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>403</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>434</td>
<td>147</td>
<td>11</td>
<td>1</td>
<td>19</td>
<td>136</td>
<td>26</td>
<td>0</td>
<td>774</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>1 059</td>
<td>952</td>
<td>125</td>
<td>189</td>
<td>80</td>
<td>131</td>
<td>18</td>
<td>3</td>
<td>2 557</td>
</tr>
<tr>
<td>Recherche et Technologie</td>
<td>15</td>
<td>15</td>
<td>2</td>
<td>3</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>39</td>
</tr>
<tr>
<td>Services du Premier ministre</td>
<td>87</td>
<td>37</td>
<td>8</td>
<td>5</td>
<td>1</td>
<td>12</td>
<td>9</td>
<td>4</td>
<td>163</td>
</tr>
<tr>
<td>Travail, Emploi et Formation</td>
<td>26</td>
<td>10</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>36</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>1 317</td>
<td>444</td>
<td>16</td>
<td>34</td>
<td>49</td>
<td>284</td>
<td>5</td>
<td>4</td>
<td>2 153</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total | 22 099 | 2 602 | 357 | 7 682 | 438 | 2 670 | 72 | 19 | 35 939

Source : loi de Finances initiale 1992, non compris les Budgets Annexes.
19 - Grades et emplois se terminant Hors échelle

Source : loi des Finances initiale 1992, non compris les budgets annexes.
### 3) Effectifs réels

**20 - Effectifs réels des agents de l'État par ministère et par statut**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Titulaires civils</th>
<th>Non titulaires civils et ouvriers d'État</th>
<th>Total civil</th>
<th>Militaires</th>
<th>Total général</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>8 575</td>
<td>6 492</td>
<td>15 067</td>
<td>28</td>
<td>15 095</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>20 167</td>
<td>3 553</td>
<td>23 720</td>
<td>0</td>
<td>23 720</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>24 889</td>
<td>4 905</td>
<td>29 794</td>
<td>0</td>
<td>29 794</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>3 285</td>
<td>362</td>
<td>3 647</td>
<td>37</td>
<td>3 684</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation civile et météorologie</td>
<td>10 330</td>
<td>2 141</td>
<td>12 471</td>
<td>39</td>
<td>12 510</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>4 048</td>
<td>2 281</td>
<td>6 329</td>
<td>283</td>
<td>6 612</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>9 838</td>
<td>1 662</td>
<td>11 500</td>
<td>0</td>
<td>11 500</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>33 292</td>
<td>81 610</td>
<td>114 902</td>
<td>298 770</td>
<td>413 672</td>
</tr>
<tr>
<td>Dom-Tom</td>
<td>1 530</td>
<td>287</td>
<td>1 817</td>
<td>34</td>
<td>1 851</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>184 088</td>
<td>9 929</td>
<td>194 017</td>
<td>0</td>
<td>194 017</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale et jeunesse &amp; sports</td>
<td>957 650</td>
<td>120 748</td>
<td>1 078 398</td>
<td>20</td>
<td>1 078 418</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>85 126</td>
<td>19 275</td>
<td>104 401</td>
<td>0</td>
<td>104 401</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie et Recherche</td>
<td>4 868</td>
<td>1 127</td>
<td>5 995</td>
<td>24</td>
<td>6 019</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>143 862</td>
<td>15 717</td>
<td>159 579</td>
<td>0</td>
<td>159 579</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>53 225</td>
<td>352</td>
<td>53 577</td>
<td>9</td>
<td>53 586</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>2 185</td>
<td>241</td>
<td>2 426</td>
<td>650</td>
<td>3 076</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>1 364</td>
<td>1 665</td>
<td>3 029</td>
<td>252</td>
<td>3 281</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>730</td>
<td>41</td>
<td>771</td>
<td>0</td>
<td>771</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>1 549 052</strong></td>
<td><strong>272 388</strong></td>
<td><strong>1 821 440</strong></td>
<td><strong>300 146</strong></td>
<td><strong>2 121 586</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Source :** DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
**Situation au 31 décembre 1991.**
### Effectifs réels des titulaires civils par ministère et par catégorie hiérarchique en 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Catégorie A</th>
<th>Catégorie B</th>
<th>Catégories CD</th>
<th>Titulaires sur postes de titulaires</th>
<th>Titulaires sur postes de non titulaires</th>
<th>Titulaires civils</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>1 167</td>
<td>807</td>
<td>3 212</td>
<td>5 186</td>
<td>3 389</td>
<td>8 575</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>3 744</td>
<td>5 439</td>
<td>10 984</td>
<td>20 167</td>
<td>0</td>
<td>20 167</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>10 618</td>
<td>4 381</td>
<td>9 890</td>
<td>24 889</td>
<td>0</td>
<td>24 889</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>151</td>
<td>454</td>
<td>2 680</td>
<td>3 285</td>
<td>0</td>
<td>3 285</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation civil &amp; météorologie</td>
<td>5 889</td>
<td>3 107</td>
<td>1 334</td>
<td>10 330</td>
<td>0</td>
<td>10 330</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>88</td>
<td>97</td>
<td>401</td>
<td>586</td>
<td>3 462</td>
<td>4 048</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>2 372</td>
<td>1 589</td>
<td>5 877</td>
<td>9 838</td>
<td>0</td>
<td>9 838</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>3 691</td>
<td>8 722</td>
<td>20 879</td>
<td>33 292</td>
<td>0</td>
<td>33 292</td>
</tr>
<tr>
<td>Dom-Tom</td>
<td>336</td>
<td>279</td>
<td>915</td>
<td>1 530</td>
<td>0</td>
<td>1 530</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>35 186</td>
<td>49 470</td>
<td>99 075</td>
<td>183 731</td>
<td>357</td>
<td>184 088</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (1)</td>
<td>456 981</td>
<td>352 977</td>
<td>147 855</td>
<td>957 248</td>
<td>402</td>
<td>957 650</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>6 014</td>
<td>15 953</td>
<td>63 107</td>
<td>85 074</td>
<td>52</td>
<td>85 126</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie (2)</td>
<td>1 390</td>
<td>741</td>
<td>2 671</td>
<td>4 802</td>
<td>66</td>
<td>4 868</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>5 778</td>
<td>22 386</td>
<td>115 692</td>
<td>143 556</td>
<td>6</td>
<td>143 862</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>9 273</td>
<td>10 476</td>
<td>33 458</td>
<td>53 207</td>
<td>18</td>
<td>53 225</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>175</td>
<td>525</td>
<td>1 485</td>
<td>2 185</td>
<td>0</td>
<td>2 185</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>223</td>
<td>136</td>
<td>791</td>
<td>1 150</td>
<td>214</td>
<td>1 364</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>331</td>
<td>227</td>
<td>159</td>
<td>717</td>
<td>13</td>
<td>730</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>543 407</td>
<td>477 466</td>
<td>458 441</td>
<td>1 541 073</td>
<td>7 979 1</td>
<td>549 052</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP, sur enquêtes auprès des directions de personnel.

(1) y compris Jeunesse & sports.
(2) y compris Recherche et Technologie.
BILAN SOCIAL

22 - Répartition des titulaires civils par catégorie hiérarchique dans certains ministères

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
### 23 - Effectifs réels des agents sur postes de non titulaires par ministère et grandes catégories de postes en 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Non titulaires enseignants sur postes à temps complet</th>
<th>Non titulaires non-enseignants sur postes à temps complet</th>
<th>Non titulaires sur postes à temps incomplet</th>
<th>Autres non titulaires</th>
<th>Total des agents sur postes de non titulaires</th>
<th>Ouvriers</th>
<th>Total des agents non titulaires et ouvriers d'État</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>0</td>
<td>1 654</td>
<td>303</td>
<td>4 535</td>
<td>6 492</td>
<td>0</td>
<td>6 492</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>0</td>
<td>1 126</td>
<td>2 427</td>
<td>0</td>
<td>3 553</td>
<td>0</td>
<td>3 553</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>70</td>
<td>4 782</td>
<td>0</td>
<td>6</td>
<td>4 858</td>
<td>47</td>
<td>4 905</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>0</td>
<td>128</td>
<td>29</td>
<td>84</td>
<td>241</td>
<td>121</td>
<td>362</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation civile</td>
<td>0</td>
<td>632</td>
<td>0</td>
<td>86</td>
<td>718</td>
<td>1 423</td>
<td>2 141</td>
</tr>
<tr>
<td>coopération</td>
<td>495</td>
<td>993</td>
<td>3</td>
<td>790</td>
<td>2 281</td>
<td>0</td>
<td>2 281</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>310</td>
<td>1 352</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1 662</td>
<td>0</td>
<td>1 662</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>0</td>
<td>6 812</td>
<td>0</td>
<td>3 880</td>
<td>10 692</td>
<td>70 918</td>
<td>81 610</td>
</tr>
<tr>
<td>Dom-Tom</td>
<td>0</td>
<td>287</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>287</td>
<td>0</td>
<td>287</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>0</td>
<td>2 184</td>
<td>5 000</td>
<td>191</td>
<td>7 375</td>
<td>2 554</td>
<td>9 929</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (2)</td>
<td>47 913</td>
<td>72 818</td>
<td>9</td>
<td>8</td>
<td>120 748</td>
<td>0</td>
<td>120 748</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>907</td>
<td>8 971</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>9 878</td>
<td>9 397</td>
<td>19 275</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie (3)</td>
<td>25</td>
<td>207</td>
<td>2</td>
<td>891</td>
<td>1 125</td>
<td>2</td>
<td>1 127</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>0</td>
<td>5 382</td>
<td>1 297</td>
<td>7 441</td>
<td>14 120</td>
<td>1 597</td>
<td>16 717</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>14</td>
<td>313</td>
<td>17</td>
<td>6</td>
<td>350</td>
<td>2</td>
<td>352</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>0</td>
<td>160</td>
<td>78</td>
<td>1</td>
<td>239</td>
<td>2</td>
<td>241</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>0</td>
<td>1 400</td>
<td>106</td>
<td>159</td>
<td>1 665</td>
<td>0</td>
<td>1 665</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>0</td>
<td>41</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>41</td>
<td>0</td>
<td>41</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>49 734</td>
<td>109 242</td>
<td>9 271</td>
<td>18 078</td>
<td>186 325</td>
<td>86 063</td>
<td>272 388</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*

(1) y compris MISE.
(2) y compris Jeunesse et sports.
(3) y compris Recherche et technologie.
## BILAN SOCIAL

### 24 - Pyramides des âges des agents titulaires des services civils de l’État en 1986, 1988 et 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1973</td>
<td>4</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>3</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>1972</td>
<td>52</td>
<td>2</td>
<td>4</td>
<td>6</td>
<td>9</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>1971</td>
<td>371</td>
<td>201</td>
<td>31</td>
<td>31</td>
<td>46</td>
<td>46</td>
</tr>
<tr>
<td>1970</td>
<td>1 285</td>
<td>1 063</td>
<td>1 063</td>
<td>1 063</td>
<td>1 063</td>
<td>1 063</td>
</tr>
<tr>
<td>1969</td>
<td>2 943</td>
<td>4 014</td>
<td>2 943</td>
<td>2 943</td>
<td>4 014</td>
<td>2 943</td>
</tr>
<tr>
<td>1968</td>
<td>4 249</td>
<td>5 176</td>
<td>4 249</td>
<td>4 249</td>
<td>5 176</td>
<td>4 249</td>
</tr>
<tr>
<td>1967</td>
<td>6 301</td>
<td>7 053</td>
<td>6 301</td>
<td>6 301</td>
<td>7 053</td>
<td>6 301</td>
</tr>
<tr>
<td>1966</td>
<td>8 348</td>
<td>9 200</td>
<td>8 348</td>
<td>8 348</td>
<td>9 200</td>
<td>8 348</td>
</tr>
<tr>
<td>1965</td>
<td>10 817</td>
<td>11 668</td>
<td>10 817</td>
<td>10 817</td>
<td>11 668</td>
<td>10 817</td>
</tr>
<tr>
<td>1964</td>
<td>12</td>
<td>12</td>
<td>12</td>
<td>12</td>
<td>12</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>1963</td>
<td>17</td>
<td>17</td>
<td>17</td>
<td>17</td>
<td>17</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>1962</td>
<td>19</td>
<td>19</td>
<td>19</td>
<td>19</td>
<td>19</td>
<td>19</td>
</tr>
<tr>
<td>1961</td>
<td>21</td>
<td>21</td>
<td>21</td>
<td>21</td>
<td>21</td>
<td>21</td>
</tr>
<tr>
<td>1960</td>
<td>23</td>
<td>23</td>
<td>23</td>
<td>23</td>
<td>23</td>
<td>23</td>
</tr>
<tr>
<td>1958</td>
<td>29</td>
<td>29</td>
<td>29</td>
<td>29</td>
<td>29</td>
<td>29</td>
</tr>
<tr>
<td>1957</td>
<td>31</td>
<td>31</td>
<td>31</td>
<td>31</td>
<td>31</td>
<td>31</td>
</tr>
<tr>
<td>1956</td>
<td>33</td>
<td>33</td>
<td>33</td>
<td>33</td>
<td>33</td>
<td>33</td>
</tr>
<tr>
<td>1955</td>
<td>34</td>
<td>34</td>
<td>34</td>
<td>34</td>
<td>34</td>
<td>34</td>
</tr>
<tr>
<td>1954</td>
<td>34</td>
<td>34</td>
<td>34</td>
<td>34</td>
<td>34</td>
<td>34</td>
</tr>
<tr>
<td>1953</td>
<td>34</td>
<td>34</td>
<td>34</td>
<td>34</td>
<td>34</td>
<td>34</td>
</tr>
<tr>
<td>1952</td>
<td>35</td>
<td>35</td>
<td>35</td>
<td>35</td>
<td>35</td>
<td>35</td>
</tr>
<tr>
<td>1951</td>
<td>36</td>
<td>36</td>
<td>36</td>
<td>36</td>
<td>36</td>
<td>36</td>
</tr>
<tr>
<td>1950</td>
<td>38</td>
<td>38</td>
<td>38</td>
<td>38</td>
<td>38</td>
<td>38</td>
</tr>
<tr>
<td>1949</td>
<td>41</td>
<td>41</td>
<td>41</td>
<td>41</td>
<td>41</td>
<td>41</td>
</tr>
<tr>
<td>1948</td>
<td>41</td>
<td>41</td>
<td>41</td>
<td>41</td>
<td>41</td>
<td>41</td>
</tr>
<tr>
<td>1947</td>
<td>42</td>
<td>42</td>
<td>42</td>
<td>42</td>
<td>42</td>
<td>42</td>
</tr>
<tr>
<td>1946</td>
<td>39</td>
<td>39</td>
<td>39</td>
<td>39</td>
<td>39</td>
<td>39</td>
</tr>
<tr>
<td>1945</td>
<td>28</td>
<td>28</td>
<td>28</td>
<td>28</td>
<td>28</td>
<td>28</td>
</tr>
<tr>
<td>1944</td>
<td>29</td>
<td>29</td>
<td>29</td>
<td>29</td>
<td>29</td>
<td>29</td>
</tr>
<tr>
<td>1943</td>
<td>29</td>
<td>29</td>
<td>29</td>
<td>29</td>
<td>29</td>
<td>29</td>
</tr>
<tr>
<td>1942</td>
<td>26</td>
<td>26</td>
<td>26</td>
<td>26</td>
<td>26</td>
<td>26</td>
</tr>
<tr>
<td>1941</td>
<td>22</td>
<td>22</td>
<td>22</td>
<td>22</td>
<td>22</td>
<td>22</td>
</tr>
<tr>
<td>1940</td>
<td>22</td>
<td>22</td>
<td>22</td>
<td>22</td>
<td>22</td>
<td>22</td>
</tr>
<tr>
<td>1939</td>
<td>24</td>
<td>24</td>
<td>24</td>
<td>24</td>
<td>24</td>
<td>24</td>
</tr>
<tr>
<td>1938</td>
<td>25</td>
<td>25</td>
<td>25</td>
<td>25</td>
<td>25</td>
<td>25</td>
</tr>
<tr>
<td>1937</td>
<td>21</td>
<td>21</td>
<td>21</td>
<td>21</td>
<td>21</td>
<td>21</td>
</tr>
<tr>
<td>1936</td>
<td>20</td>
<td>20</td>
<td>20</td>
<td>20</td>
<td>20</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>1935</td>
<td>16</td>
<td>16</td>
<td>16</td>
<td>16</td>
<td>16</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>1934</td>
<td>14</td>
<td>14</td>
<td>14</td>
<td>14</td>
<td>14</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>1933</td>
<td>11</td>
<td>11</td>
<td>11</td>
<td>11</td>
<td>11</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>1932</td>
<td>11</td>
<td>11</td>
<td>11</td>
<td>11</td>
<td>11</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>1931</td>
<td>10</td>
<td>10</td>
<td>10</td>
<td>10</td>
<td>10</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>1930</td>
<td>5</td>
<td>5</td>
<td>5</td>
<td>5</td>
<td>5</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>1929</td>
<td>3</td>
<td>3</td>
<td>3</td>
<td>3</td>
<td>3</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>1928</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>1927</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>1926</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>1925</td>
<td>7</td>
<td>7</td>
<td>7</td>
<td>7</td>
<td>7</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>1924</td>
<td>36</td>
<td>36</td>
<td>36</td>
<td>36</td>
<td>36</td>
<td>36</td>
</tr>
<tr>
<td>1923</td>
<td>25</td>
<td>25</td>
<td>25</td>
<td>25</td>
<td>25</td>
<td>25</td>
</tr>
<tr>
<td>1922</td>
<td>15</td>
<td>15</td>
<td>15</td>
<td>15</td>
<td>15</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td>1921</td>
<td>8</td>
<td>8</td>
<td>8</td>
<td>8</td>
<td>8</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>Avant</td>
<td>212</td>
<td>212</td>
<td>212</td>
<td>212</td>
<td>212</td>
<td>212</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total 957 449 954 518 962 146 993 208 992 088 1 012 388

Source : enquête sur les fichiers de paie INSEE-DGAFP.
25 - Pyramides des âges des agents titulaires des services civils de l'État

Source : fichier INSEE-DGAFP.
## Pyramides des âges des agents titulaires des services civils de l'État selon la catégorie statutaire

### BILAN SOCIAL

### 26 - Pyramides des âges des agents titulaires des services civils de l'État selon la catégorie statutaire

<table>
<thead>
<tr>
<th>Age révolu au 31.12.90</th>
<th>Hommes</th>
<th>Femmes</th>
<th>Hommes</th>
<th>Femmes</th>
<th>Hommes</th>
<th>Femmes</th>
<th>Hommes</th>
<th>Femmes</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>3</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>18</td>
<td>5</td>
<td>17</td>
<td>35</td>
<td>49</td>
<td>11</td>
<td>24</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19</td>
<td>53</td>
<td>101</td>
<td>209</td>
<td>244</td>
<td>33</td>
<td>96</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>20</td>
<td>178</td>
<td>636</td>
<td>722</td>
<td>816</td>
<td>73</td>
<td>237</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>21</td>
<td>524</td>
<td>1783</td>
<td>1623</td>
<td>1407</td>
<td>194</td>
<td>430</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>22</td>
<td>815</td>
<td>3184</td>
<td>2340</td>
<td>1869</td>
<td>317</td>
<td>567</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>23</td>
<td>1366</td>
<td>4425</td>
<td>3341</td>
<td>2264</td>
<td>431</td>
<td>772</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>24</td>
<td>2108</td>
<td>5249</td>
<td>4081</td>
<td>2875</td>
<td>621</td>
<td>925</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>25</td>
<td>3079</td>
<td>6277</td>
<td>5051</td>
<td>3994</td>
<td>726</td>
<td>1059</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>26</td>
<td>4524</td>
<td>8030</td>
<td>6525</td>
<td>6048</td>
<td>834</td>
<td>1398</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>27</td>
<td>5643</td>
<td>9683</td>
<td>7663</td>
<td>7778</td>
<td>908</td>
<td>1771</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>28</td>
<td>5953</td>
<td>10068</td>
<td>8463</td>
<td>8152</td>
<td>914</td>
<td>2073</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>29</td>
<td>6409</td>
<td>9991</td>
<td>9282</td>
<td>8715</td>
<td>956</td>
<td>2229</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>30</td>
<td>6468</td>
<td>9879</td>
<td>10895</td>
<td>9078</td>
<td>971</td>
<td>2355</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>31</td>
<td>7761</td>
<td>11154</td>
<td>12491</td>
<td>10395</td>
<td>964</td>
<td>2221</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>32</td>
<td>8570</td>
<td>11728</td>
<td>13574</td>
<td>10659</td>
<td>920</td>
<td>2488</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>33</td>
<td>9176</td>
<td>12017</td>
<td>14707</td>
<td>11346</td>
<td>1003</td>
<td>2465</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>34</td>
<td>9606</td>
<td>11687</td>
<td>15268</td>
<td>11632</td>
<td>929</td>
<td>2103</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>35</td>
<td>9634</td>
<td>11308</td>
<td>15508</td>
<td>11553</td>
<td>849</td>
<td>2056</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>36</td>
<td>9396</td>
<td>1178</td>
<td>15903</td>
<td>11119</td>
<td>857</td>
<td>1971</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>37</td>
<td>8322</td>
<td>11978</td>
<td>15175</td>
<td>10922</td>
<td>819</td>
<td>1908</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>38</td>
<td>9138</td>
<td>13182</td>
<td>14959</td>
<td>10761</td>
<td>821</td>
<td>2113</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>39</td>
<td>8980</td>
<td>14630</td>
<td>14816</td>
<td>10741</td>
<td>748</td>
<td>2106</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>40</td>
<td>9567</td>
<td>16013</td>
<td>15471</td>
<td>11331</td>
<td>783</td>
<td>2271</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>41</td>
<td>9933</td>
<td>16634</td>
<td>15619</td>
<td>11303</td>
<td>735</td>
<td>2301</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>42</td>
<td>9748</td>
<td>16650</td>
<td>15476</td>
<td>11261</td>
<td>741</td>
<td>2357</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>43</td>
<td>9509</td>
<td>16673</td>
<td>15103</td>
<td>11256</td>
<td>743</td>
<td>2387</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>44</td>
<td>8668</td>
<td>15386</td>
<td>14086</td>
<td>10786</td>
<td>689</td>
<td>2477</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>45</td>
<td>6128</td>
<td>10933</td>
<td>10421</td>
<td>7865</td>
<td>548</td>
<td>2017</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>46</td>
<td>6487</td>
<td>11627</td>
<td>10162</td>
<td>8110</td>
<td>513</td>
<td>2037</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>47</td>
<td>6435</td>
<td>12180</td>
<td>9916</td>
<td>7793</td>
<td>502</td>
<td>1968</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>48</td>
<td>6067</td>
<td>11605</td>
<td>8247</td>
<td>6585</td>
<td>517</td>
<td>1912</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>49</td>
<td>5311</td>
<td>9660</td>
<td>7037</td>
<td>5333</td>
<td>488</td>
<td>1770</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>50</td>
<td>5432</td>
<td>9770</td>
<td>7291</td>
<td>5058</td>
<td>527</td>
<td>1952</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>51</td>
<td>6190</td>
<td>10891</td>
<td>7520</td>
<td>4962</td>
<td>661</td>
<td>2140</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>52</td>
<td>5897</td>
<td>10177</td>
<td>7242</td>
<td>4445</td>
<td>616</td>
<td>2089</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>53</td>
<td>5549</td>
<td>8905</td>
<td>6774</td>
<td>4034</td>
<td>658</td>
<td>2074</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>54</td>
<td>5040</td>
<td>8040</td>
<td>6524</td>
<td>3750</td>
<td>639</td>
<td>2099</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>55</td>
<td>5397</td>
<td>5841</td>
<td>4522</td>
<td>3400</td>
<td>684</td>
<td>2006</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>56</td>
<td>2710</td>
<td>4335</td>
<td>3861</td>
<td>2535</td>
<td>644</td>
<td>1975</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>57</td>
<td>2228</td>
<td>3538</td>
<td>3065</td>
<td>2866</td>
<td>580</td>
<td>1867</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>58</td>
<td>1906</td>
<td>2878</td>
<td>2881</td>
<td>2775</td>
<td>592</td>
<td>1885</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>59</td>
<td>1662</td>
<td>2734</td>
<td>2614</td>
<td>2532</td>
<td>579</td>
<td>1635</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>60</td>
<td>1380</td>
<td>1035</td>
<td>1040</td>
<td>1349</td>
<td>228</td>
<td>819</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>61</td>
<td>858</td>
<td>1035</td>
<td>832</td>
<td>557</td>
<td>127</td>
<td>493</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>62</td>
<td>479</td>
<td>573</td>
<td>557</td>
<td>832</td>
<td>127</td>
<td>493</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>63</td>
<td>400</td>
<td>415</td>
<td>331</td>
<td>631</td>
<td>100</td>
<td>380</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>64</td>
<td>252</td>
<td>360</td>
<td>245</td>
<td>516</td>
<td>61</td>
<td>284</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>65</td>
<td>198</td>
<td>232</td>
<td>201</td>
<td>438</td>
<td>61</td>
<td>240</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>66</td>
<td>68</td>
<td>31</td>
<td>54</td>
<td>86</td>
<td>11</td>
<td>35</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>67</td>
<td>58</td>
<td>5</td>
<td>11</td>
<td>1</td>
<td>4</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>68 et plus</td>
<td>42</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>321675</td>
<td>265791</td>
<td>238913</td>
<td>385340</td>
<td>368935</td>
<td>284993</td>
<td>27926</td>
<td>76271</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : enquête sur les fichiers de paie INSEE-DGAFP.*

*Situation au 31.12.1990.*

156
27 - Pyramides des âges des agents de la catégorie A

Source : fichier INSEE-DGAFP
28 - Pyramides des âges des agents de la catégorie B

Source : fichier INSEE-DGAFP.
29 - Pyramides des âges des agents de la catégorie C

Source : fichier INSEE-DGAFP.
30 - Pyramides des âges des agents de la catégorie D

Source : fichier INSEE-DGAFP.
### Répartition entre hommes et femmes

#### 31 - Répartition entre hommes et femmes selon la catégorie socioprofessionnelle et le statut

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie et Statut</th>
<th>Titulaires</th>
<th>Non titulaires</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
</tr>
<tr>
<td>Cadres et professions</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Intellectuelles supérieures</td>
<td>281 065</td>
<td>167 147</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnels de direction</td>
<td>6 839</td>
<td>793</td>
</tr>
<tr>
<td>Magistrats</td>
<td>2 930</td>
<td>2 400</td>
</tr>
<tr>
<td>Cadres administratifs</td>
<td>72 289</td>
<td>32 981</td>
</tr>
<tr>
<td>Cadres techniques</td>
<td>17 891</td>
<td>3 188</td>
</tr>
<tr>
<td>Officiers</td>
<td>40 305</td>
<td>1 402</td>
</tr>
<tr>
<td>Professeurs de l'enseignement sup., chercheurs</td>
<td>30 778</td>
<td>10 615</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnels de direction, d'inspection et d'orientation</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>du second degré</td>
<td>15 413</td>
<td>8 754</td>
</tr>
<tr>
<td>Professeurs agrégés et certifiés</td>
<td>90 284</td>
<td>103 856</td>
</tr>
<tr>
<td>Enseignants en coopération, autres ens. et cherc.</td>
<td>3 016</td>
<td>1 027</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions médicales</td>
<td>481</td>
<td>610</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions culturelles</td>
<td>839</td>
<td>1 521</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions intermédiaires</td>
<td>535 495</td>
<td>506 264</td>
</tr>
<tr>
<td>Professeurs de collège et maîtres auxiliaires</td>
<td>84 455</td>
<td>100 510</td>
</tr>
<tr>
<td>Instituteurs et assimilés</td>
<td>89 306</td>
<td>251 203</td>
</tr>
<tr>
<td>Surveillants d'externat et d'internat</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions intellectuelles diverses</td>
<td>284</td>
<td>1 671</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions interm.de la santé et du travail social</td>
<td>2 463</td>
<td>10 653</td>
</tr>
<tr>
<td>Clergé</td>
<td>1 524</td>
<td>115</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions intermédiaires administratives</td>
<td>78 501</td>
<td>117 194</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions interm., de la police et des prisons</td>
<td>15 402</td>
<td>1 267</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions intermédiaires techniques</td>
<td>48 416</td>
<td>6 319</td>
</tr>
<tr>
<td>Contremaitres et agents de maîtrise</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Agents techniques</td>
<td>8 134</td>
<td>2 028</td>
</tr>
<tr>
<td>- Maîtrise ouvrière</td>
<td>14 825</td>
<td>576</td>
</tr>
<tr>
<td>Sous-officiers</td>
<td>192 185</td>
<td>14 728</td>
</tr>
<tr>
<td>Employés</td>
<td>326 753</td>
<td>364 153</td>
</tr>
<tr>
<td>Employés</td>
<td>169 981</td>
<td>294 951</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnels de service</td>
<td>30 610</td>
<td>60 972</td>
</tr>
<tr>
<td>Vacataires</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnels de la police et des prisons</td>
<td>102 872</td>
<td>5 335</td>
</tr>
<tr>
<td>Militaires</td>
<td>23 290</td>
<td>2 895</td>
</tr>
<tr>
<td>Ouvriers</td>
<td>81 206</td>
<td>15 324</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Ensemble : 1 224 519 1 052 888 2 277 407 206 500 179 888 386 388

Source : enquête sur les fichiers de paie INSEE-DGAFP.

Agents de l’État y compris le ministère de la défense (personnels civils et militaires)
BILAN SOCIAL

32 - Répartition entre hommes et femmes selon la catégorie socioprofessionnelle

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie socioprofessionnelle</th>
<th>Hommes</th>
<th>Femmes</th>
<th>Total</th>
<th>% de femmes dans le total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Hommes Femmes Total % de femmes</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Hommes Femmes Total % de femmes</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cadres et professions intellectuelles supérieures</td>
<td>308 536</td>
<td>182 794</td>
<td>491 330</td>
<td>37,2</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnels de direction</td>
<td>7 093</td>
<td>851</td>
<td>7 944</td>
<td>10,7</td>
</tr>
<tr>
<td>Magistrats</td>
<td>3 192</td>
<td>2 452</td>
<td>5 644</td>
<td>43,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Cadres administratifs</td>
<td>76 745</td>
<td>36 239</td>
<td>112 984</td>
<td>32,1</td>
</tr>
<tr>
<td>Cadres techniques</td>
<td>25 002</td>
<td>5 265</td>
<td>30 267</td>
<td>17,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Officiers</td>
<td>41 545</td>
<td>1 543</td>
<td>43 088</td>
<td>3,6</td>
</tr>
<tr>
<td>Professeurs de l'enseignement supérieur, chercheurs</td>
<td>36 152</td>
<td>13 268</td>
<td>49 420</td>
<td>26,8</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnels de direction, d'inspection et d'orientation du second degré</td>
<td>15 468</td>
<td>9 086</td>
<td>24 554</td>
<td>37,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Professeurs agrégés et certifiés</td>
<td>90 883</td>
<td>104 448</td>
<td>195 331</td>
<td>53,5</td>
</tr>
<tr>
<td>Enseignants en coopération, autres enseignants et chercheurs</td>
<td>8 124</td>
<td>4 923</td>
<td>13 047</td>
<td>37,7</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions médicales : médecins, pharmaciens, vétérinaires</td>
<td>3 349</td>
<td>3 056</td>
<td>6 405</td>
<td>47,7</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions culturelles</td>
<td>983</td>
<td>1 663</td>
<td>2 646</td>
<td>62,8</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions intermédiaires</td>
<td>609 180</td>
<td>567 841</td>
<td>1 177 021</td>
<td>48,2</td>
</tr>
<tr>
<td>Professeurs de collège et maîtres auxiliaires</td>
<td>102 281</td>
<td>123 176</td>
<td>225 457</td>
<td>54,6</td>
</tr>
<tr>
<td>Instituteurs et assimilés</td>
<td>90 638</td>
<td>252 540</td>
<td>343 178</td>
<td>73,6</td>
</tr>
<tr>
<td>Surveillants d'externat et d'internat</td>
<td>20 004</td>
<td>26 956</td>
<td>46 960</td>
<td>57,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions intellectuelles diverses</td>
<td>480</td>
<td>2 018</td>
<td>2 498</td>
<td>80,8</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions intermédiaires de la santé et du travail social</td>
<td>3 438</td>
<td>11 637</td>
<td>15 075</td>
<td>77,2</td>
</tr>
<tr>
<td>Clergé</td>
<td>1 926</td>
<td>123</td>
<td>2 049</td>
<td>6,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions intermédiaires administratives</td>
<td>83 748</td>
<td>122 587</td>
<td>206 335</td>
<td>59,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions intermédiaires de la police et des prisons</td>
<td>15 402</td>
<td>1 267</td>
<td>16 669</td>
<td>7,6</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions intermédiaires techniques</td>
<td>58 405</td>
<td>8 005</td>
<td>66 410</td>
<td>12,1</td>
</tr>
<tr>
<td>Contremaitres et agents de maîtrise</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Agents techniques</td>
<td>9 255</td>
<td>2 272</td>
<td>11 527</td>
<td>19,7</td>
</tr>
<tr>
<td>- Maîtrise ouvrerie</td>
<td>31 418</td>
<td>2 532</td>
<td>33 950</td>
<td>7,5</td>
</tr>
<tr>
<td>Sous-officiers</td>
<td>192 185</td>
<td>14 728</td>
<td>206 913</td>
<td>7,1</td>
</tr>
<tr>
<td>Employés</td>
<td>378 823</td>
<td>451 845</td>
<td>830 668</td>
<td>54,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Employés</td>
<td>190 692</td>
<td>358 255</td>
<td>548 947</td>
<td>65,3</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnels de service</td>
<td>33 724</td>
<td>77 613</td>
<td>111 337</td>
<td>69,7</td>
</tr>
<tr>
<td>Vacataires</td>
<td>3 276</td>
<td>6 794</td>
<td>10 070</td>
<td>67,5</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnels de la police et des prisons</td>
<td>102 891</td>
<td>5 394</td>
<td>108 285</td>
<td>5,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Militaires</td>
<td>48 240</td>
<td>3 789</td>
<td>52 029</td>
<td>7,3</td>
</tr>
<tr>
<td>Ouvriers</td>
<td>134 480</td>
<td>30 296</td>
<td>164 776</td>
<td>18,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Ensemble</td>
<td>1 431 019</td>
<td>1 232 776</td>
<td>2 663 795</td>
<td>46,3</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : enquête sur les fichiers de paie INSEE-DGAFP.
Agents de l'État (y compris le ministère de la défense).
33 - Taux de féminisation des principales catégories socio-professionnelles au 31 décembre 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie</th>
<th>% de femmes</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Instituteurs et assimilés</td>
<td>60</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnels de service</td>
<td>50</td>
</tr>
<tr>
<td>Employés</td>
<td>40</td>
</tr>
<tr>
<td>Professeurs de collège et maître auxiliaries</td>
<td>30</td>
</tr>
<tr>
<td>Professeurs agrégés et certifiés</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>Magistrats</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>Cadres administratifs</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Professeurs de l'enseignement supérieur</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Agents techniques</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Ouvriers</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Cadres techniques</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Personnels de direction</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Maîtrise ouvrière</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Personnels de la police et des prisons</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : fichier INSEE-DGAFP.
34 - La place des femmes dans les ministères

Champ : agents de l'Etat (personnels civils et militaires)

Taux de féminisation au 31.12.1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministère</th>
<th>Taux</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>30</td>
</tr>
<tr>
<td>Education (ens. scolaire)</td>
<td>40</td>
</tr>
<tr>
<td>Economie, finances</td>
<td>50</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>60</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>70</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>80</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie, recherche</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ensemble</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Enseignement supérieur</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>D.O.M.-T.O.M.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Equipement, logement</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : fichier INSEE-DGAFP.
### Répartition entre hommes et femmes des principaux emplois de direction et d'inspection

<table>
<thead>
<tr>
<th>Hommes</th>
<th>%</th>
<th>Femmes</th>
<th>%</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Directeur d'administration centrale</td>
<td>152</td>
<td>94,41</td>
<td>9</td>
<td>5,59</td>
</tr>
<tr>
<td>Recteur</td>
<td>25</td>
<td>89,29</td>
<td>3</td>
<td>10,71</td>
</tr>
<tr>
<td>Chef titulaire de mission ayant rang d'Ambassadeur</td>
<td>149</td>
<td>98,03</td>
<td>3</td>
<td>1,97</td>
</tr>
<tr>
<td>Préfet</td>
<td>112</td>
<td>97,39</td>
<td>3</td>
<td>2,61</td>
</tr>
<tr>
<td>Grands corps de l'État (1)</td>
<td>416</td>
<td>86,49</td>
<td>65</td>
<td>13,51</td>
</tr>
<tr>
<td>Chef de service, directeur adjoint, sous-directeur</td>
<td>402</td>
<td>83,40</td>
<td>80</td>
<td>16,60</td>
</tr>
<tr>
<td>Inspecteurs généraux (2)</td>
<td>411</td>
<td>84,57</td>
<td>75</td>
<td>15,43</td>
</tr>
<tr>
<td>Trésoriers payeurs généraux</td>
<td>111</td>
<td>99,11</td>
<td>1</td>
<td>0,89</td>
</tr>
<tr>
<td>Chef de services déconcentrés (3)</td>
<td>1 754</td>
<td>93,05</td>
<td>131</td>
<td>6,95</td>
</tr>
<tr>
<td>Président de Chambre Régionale des comptes</td>
<td>23</td>
<td>95,83</td>
<td>1</td>
<td>4,17</td>
</tr>
<tr>
<td>Présidents de tribunal administratif et de cour administrative d'appel</td>
<td>97</td>
<td>85,09</td>
<td>17</td>
<td>14,91</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>3 652</strong></td>
<td><strong>90,40</strong></td>
<td><strong>388</strong></td>
<td><strong>9,60</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel. Situation au 1er juin 1992.*

(1) Conseil d'État, Cour des comptes, Inspection générale des finances (en activité).
(2) Hors inspection générale des finances.
(3) Hors recteurs, TPG, ambassadeurs et consuls.

### Répartition entre hommes et femmes des emplois laissés à la décision du gouvernement

<table>
<thead>
<tr>
<th>Hommes</th>
<th>%</th>
<th>Femmes</th>
<th>%</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Directeur d'administration centrale</td>
<td>152</td>
<td>94,41</td>
<td>9</td>
<td>5,59</td>
</tr>
<tr>
<td>Recteur</td>
<td>25</td>
<td>89,29</td>
<td>3</td>
<td>10,71</td>
</tr>
<tr>
<td>Chef titulaire de mission diplomatique ayant rang d'Ambassadeur</td>
<td>149</td>
<td>98,03</td>
<td>3</td>
<td>1,97</td>
</tr>
<tr>
<td>Préfet</td>
<td>112</td>
<td>97,39</td>
<td>3</td>
<td>2,61</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>438</strong></td>
<td><strong>96,05</strong></td>
<td><strong>18</strong></td>
<td><strong>3,95</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel. Situation au 1er juin 1992.*
### BILAN SOCIAL

#### 37 - Répartition hommes-femmes dans quelques grands corps de l'État

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des emplois</th>
<th>Hommes</th>
<th>%</th>
<th>Femmes</th>
<th>%</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Conseil d'État</td>
<td>265</td>
<td>88,63</td>
<td>34</td>
<td>11,37</td>
<td>299</td>
</tr>
<tr>
<td>Cour des comptes</td>
<td>319</td>
<td>88,61</td>
<td>41</td>
<td>11,39</td>
<td>360</td>
</tr>
<tr>
<td>Inspection générale des finances</td>
<td>223</td>
<td>95,71</td>
<td>10</td>
<td>4,29</td>
<td>233</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>807</td>
<td>90,47</td>
<td>85</td>
<td>9,53</td>
<td>892</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*  
*Situation au 1er juin 1992.*

#### 38 - Répartition hommes-femmes dans quelques grands corps de l'État

![Bar chart showing the gender distribution in the Conseil d'État, Cour des comptes, and Inspection générale des finances](chart.png)

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*  
*Situation au 1er juin 1992.*
L'EMPLOI

39 - Répartition hommes-femmes, dans chaque ministère, des emplois de direction d'administration centrale

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Emplois de directeur</th>
<th>Emplois de chef de service, de directeur adjoint et de sous-directeur</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
</tr>
<tr>
<td>Accord</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>9</td>
<td>90</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et travail</td>
<td>11</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>6</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>3</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Caisse des dépôts</td>
<td>5</td>
<td>83,33</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>2</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>6</td>
<td>85,71</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>8</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>DOM-TOM</td>
<td>1</td>
<td>50</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>12</td>
<td>92,31</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>14</td>
<td>88</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>11</td>
<td>92</td>
</tr>
<tr>
<td>Environnement</td>
<td>6</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>10</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>18</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>7</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>3</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>5</td>
<td>83,33</td>
</tr>
<tr>
<td>Recherche</td>
<td>4</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Tourisme</td>
<td>1</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Transports (3)</td>
<td>10</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>152</td>
<td>94,41</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
Situation au 1er juin 1992.

(1) Affaires sociales, solidarité, santé, travail, emploi, formation professionnelle.
(2) Éducation nationale et jeunesse et sports.
(3) Aviation civile et Mer.
## 40 - Répartition hommes-femmes, par ministère, des emplois de chefs des services déconcentrés

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Hommes</th>
<th>%</th>
<th>Femmes</th>
<th>%</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères (1)</td>
<td>254</td>
<td>95,49</td>
<td>12</td>
<td>4,51</td>
<td>266</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et santé (2)</td>
<td>86</td>
<td>71,67</td>
<td>34</td>
<td>28,33</td>
<td>120</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture (3)</td>
<td>311</td>
<td>93,39</td>
<td>22</td>
<td>6,61</td>
<td>333</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants (4)</td>
<td>16</td>
<td>84</td>
<td>3</td>
<td>15,79</td>
<td>19</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération (5)</td>
<td>27</td>
<td>93,10</td>
<td>2</td>
<td>6,90</td>
<td>29</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture (6)</td>
<td>18</td>
<td>95</td>
<td>1</td>
<td>5</td>
<td>19</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et finances (7)</td>
<td>707</td>
<td>94,65</td>
<td>40</td>
<td>5,35</td>
<td>747</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (8)</td>
<td>147</td>
<td>91,88</td>
<td>13</td>
<td>8,13</td>
<td>160</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement, environnement, transports,mer (9)</td>
<td>366</td>
<td>97,86</td>
<td>8</td>
<td>2,14</td>
<td>374</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie, recherche, tourisme (10)</td>
<td>90</td>
<td>90,91</td>
<td>9</td>
<td>9,09</td>
<td>99</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports (11)</td>
<td>122</td>
<td>97,60</td>
<td>3</td>
<td>2,40</td>
<td>125</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice (12)</td>
<td>102</td>
<td>93,58</td>
<td>7</td>
<td>6,42</td>
<td>109</td>
</tr>
<tr>
<td>Travail, emploi, formation (13)</td>
<td>141</td>
<td>94</td>
<td>9</td>
<td>6</td>
<td>150</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>2 144</td>
<td>93,58</td>
<td>147</td>
<td>6,42</td>
<td>2 291</td>
</tr>
</tbody>
</table>


1. Ambassadeurs et consuls.
2. Directeurs régionaux et départementaux du travail et des affaires sanitaires et sociales.
3. chefs de services régionaux et directeurs départementaux des services de l'agriculture, contrôleurs généraux et chefs des services départementaux vétérinaires.
4. chefs de service et directeurs interdépartementaux.
5. chef de mission.
7. Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers des finances, directeurs et chefs de services régionaux et départementaux des impôts, des douanes, de la concurrence, de l'INSEE.
8. Recteurs, secrétaires généraux d'académie, inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux.
9. Directeurs régionaux et départementaux de l'équipement, de l'architecture, chefs des services extérieurs maritimes.
10. Directeurs des DRIRE, délégués régionaux à la recherche et à la technologie, délégués régionaux au tourisme.
11. Directeurs régionaux et départementaux de la jeunesse.
12. Directeurs régionaux et départementaux des services pénitentiaires.
### Répartition entre hommes et femmes des emplois en inspection générale

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères - Inspections générales</th>
<th>Hommes</th>
<th>%</th>
<th>Femmes</th>
<th>%</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires sociales et travail IGAS</td>
<td>67</td>
<td>76,14</td>
<td>21</td>
<td>23,86</td>
<td>88</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>18</td>
<td>100</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>4</td>
<td>100</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture (IGA)</td>
<td>8</td>
<td>80</td>
<td>2</td>
<td>20</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération (IG Archives)</td>
<td>2</td>
<td>100</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et finances (IG Finances)</td>
<td>57</td>
<td>93,44</td>
<td>4</td>
<td>6,56</td>
<td>61</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et finances (IGRF, IG INSEE)</td>
<td>26</td>
<td>100</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>26</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation IGAEN</td>
<td>49</td>
<td>76,56</td>
<td>15</td>
<td>23,44</td>
<td>64</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation IGEN</td>
<td>129</td>
<td>83,23</td>
<td>26</td>
<td>16,77</td>
<td>155</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation IG Bibliothèques</td>
<td>4</td>
<td>80</td>
<td>1</td>
<td>20</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement, transports (3)</td>
<td>38</td>
<td>100</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>38</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie, commerce, tourisme (3)</td>
<td>15</td>
<td>78,95</td>
<td>4</td>
<td>21,05</td>
<td>19</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur IGAAdministration</td>
<td>26</td>
<td>89,66</td>
<td>3</td>
<td>10,34</td>
<td>29</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>9</td>
<td>81,82</td>
<td>2</td>
<td>18,18</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>Postes et télécommunications</td>
<td>16</td>
<td>94,12</td>
<td>1</td>
<td>5,88</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>468</td>
<td>85,56</td>
<td>79</td>
<td>14,44</td>
<td>547</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*  
*Situation au 1er juin 1992.*

(1) IG Répression des fraudes, IG de l'INSEE.  
(2) IG Équipement, IG Construction, IG Aviation civile, IG des Transports et Travaux publics.  
(3) IG Commerces et Industrie, IG Tourisme.
### 5) Répartition géographique

#### 42 - Effectifs des agents de l’État par région et par ministère

<table>
<thead>
<tr>
<th>Régions</th>
<th>Éducation nationale universités</th>
<th>PTE</th>
<th>Économie et finances</th>
<th>Intérieur</th>
<th>Équipement Logement</th>
<th>Transports</th>
<th>Justice</th>
<th>Agriculture</th>
<th>Autres ministères civils et Défense</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Ile-de-France</td>
<td>212 478</td>
<td>127 614</td>
<td>51 774</td>
<td>56 386</td>
<td>18 906</td>
<td>15 207</td>
<td>4 025</td>
<td>95 565</td>
<td>581 955</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Champagne-Ardenne</td>
<td>27 481</td>
<td>10 086</td>
<td>4 731</td>
<td>3 182</td>
<td>3 612</td>
<td>1 128</td>
<td>1 067</td>
<td>12 277</td>
<td>63 564</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Picardie</td>
<td>34 179</td>
<td>11 497</td>
<td>4 837</td>
<td>2 176</td>
<td>3 419</td>
<td>1 336</td>
<td>762</td>
<td>8 884</td>
<td>67 090</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Haute-Normandie</td>
<td>33 275</td>
<td>12 360</td>
<td>5 318</td>
<td>3 177</td>
<td>3 126</td>
<td>1 450</td>
<td>615</td>
<td>5 945</td>
<td>65 266</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Centre</td>
<td>41 816</td>
<td>20 502</td>
<td>7 030</td>
<td>3 945</td>
<td>4 710</td>
<td>1 729</td>
<td>691</td>
<td>22 067</td>
<td>103 490</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Basse-Normandie</td>
<td>25 675</td>
<td>9 725</td>
<td>4 161</td>
<td>1 846</td>
<td>3 006</td>
<td>996</td>
<td>1 022</td>
<td>11 286</td>
<td>57 717</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Bourgogne</td>
<td>30 670</td>
<td>13 885</td>
<td>5 341</td>
<td>3 266</td>
<td>4 777</td>
<td>1 572</td>
<td>1 588</td>
<td>9 051</td>
<td>70 150</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Nord-Pas-de-Calais</td>
<td>75 285</td>
<td>25 096</td>
<td>11 928</td>
<td>9 497</td>
<td>5 669</td>
<td>3 118</td>
<td>629</td>
<td>10 491</td>
<td>141 713</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Lorraine</td>
<td>48 878</td>
<td>15 696</td>
<td>6 765</td>
<td>5 688</td>
<td>5 074</td>
<td>2 491</td>
<td>1 152</td>
<td>22 971</td>
<td>108 715</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Alsace</td>
<td>31 484</td>
<td>10 884</td>
<td>5 804</td>
<td>4 713</td>
<td>2 552</td>
<td>1 807</td>
<td>814</td>
<td>10 593</td>
<td>68 651</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Franche-Comté</td>
<td>23 767</td>
<td>7 415</td>
<td>3 828</td>
<td>1 723</td>
<td>2 704</td>
<td>771</td>
<td>821</td>
<td>6 821</td>
<td>47 850</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pays de la Loire</td>
<td>44 727</td>
<td>22 096</td>
<td>9 706</td>
<td>4 108</td>
<td>5 923</td>
<td>2 242</td>
<td>1 840</td>
<td>14 145</td>
<td>104 787</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Bretagne</td>
<td>42 173</td>
<td>22 548</td>
<td>8 116</td>
<td>4 883</td>
<td>6 642</td>
<td>1 979</td>
<td>2 553</td>
<td>46 351</td>
<td>135 236</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Poitou-Charentes</td>
<td>28 582</td>
<td>11 874</td>
<td>5 743</td>
<td>2 392</td>
<td>3 637</td>
<td>1 258</td>
<td>1 434</td>
<td>15 330</td>
<td>70 250</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Aquitaine</td>
<td>47 303</td>
<td>25 159</td>
<td>9 436</td>
<td>6 352</td>
<td>6 344</td>
<td>2 209</td>
<td>1 725</td>
<td>25 665</td>
<td>124 793</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Midi-Pyrénées</td>
<td>46 295</td>
<td>21 787</td>
<td>8 619</td>
<td>5 665</td>
<td>7 940</td>
<td>2 033</td>
<td>2 706</td>
<td>17 539</td>
<td>132 554</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Limousin</td>
<td>14 303</td>
<td>8 677</td>
<td>2 523</td>
<td>1 539</td>
<td>2 025</td>
<td>575</td>
<td>1 290</td>
<td>4 535</td>
<td>35 467</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Rhône-Alpes</td>
<td>98 170</td>
<td>42 470</td>
<td>15 961</td>
<td>11 568</td>
<td>9 992</td>
<td>3 592</td>
<td>2 813</td>
<td>21 840</td>
<td>206 406</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Auvergne</td>
<td>24 541</td>
<td>11 521</td>
<td>5 831</td>
<td>2 707</td>
<td>3 826</td>
<td>1 207</td>
<td>1 491</td>
<td>9 873</td>
<td>60 997</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Languedoc-Roussillon</td>
<td>35 916</td>
<td>16 949</td>
<td>7 419</td>
<td>4 521</td>
<td>5 298</td>
<td>1 982</td>
<td>1 670</td>
<td>15 058</td>
<td>88 813</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Provence-Côte-d’Azur</td>
<td>72 016</td>
<td>36 769</td>
<td>13 193</td>
<td>14 068</td>
<td>7 952</td>
<td>4 353</td>
<td>1 477</td>
<td>54 320</td>
<td>204 148</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Corse</td>
<td>4 450</td>
<td>2 902</td>
<td>1 093</td>
<td>1 140</td>
<td>1 137</td>
<td>288</td>
<td>248</td>
<td>3 203</td>
<td>14 462</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>DOM</td>
<td>33 147</td>
<td>7 331</td>
<td>3 869</td>
<td>1 971</td>
<td>2 868</td>
<td>1 248</td>
<td>676</td>
<td>6 797</td>
<td>57 907</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOM</td>
<td>5 903</td>
<td>29</td>
<td>551</td>
<td>713</td>
<td>1 245</td>
<td>225</td>
<td>97</td>
<td>7 225</td>
<td>15 988</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Étranger</td>
<td>1 437</td>
<td>2 022</td>
<td>135</td>
<td>16</td>
<td>0</td>
<td>2 52</td>
<td>814</td>
<td>56 426</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total 1 083 951 494 873 205 599 157 361 122 370 54 787 34 208 510 646 2 663 795

Source : enquête sur les fichiers de paie INSEE-DGAFP.
Situation au 31 décembre 1990.

Agents de l’État y compris le ministère de la Défense (personnels civils et militaires).
### Effectifs des agents de l'État par région et département

<table>
<thead>
<tr>
<th>Département et région</th>
<th>Nombre</th>
<th>Département et région</th>
<th>Nombre</th>
<th>Département et région</th>
<th>Nombre</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Ile-de-France*</td>
<td>581 955</td>
<td>Franche-Comté*</td>
<td>47 850</td>
<td>Isère</td>
<td>38 780</td>
</tr>
<tr>
<td>Paris</td>
<td>227 622</td>
<td>Doubs</td>
<td>20 376</td>
<td>Loire</td>
<td>22 979</td>
</tr>
<tr>
<td>Seine-et-Marne</td>
<td>35 764</td>
<td>Jura</td>
<td>9 244</td>
<td>Rhône</td>
<td>65 845</td>
</tr>
<tr>
<td>Yvelines</td>
<td>48 955</td>
<td>Haute-Saône</td>
<td>8 180</td>
<td>Savoie</td>
<td>12 905</td>
</tr>
<tr>
<td>Essonne</td>
<td>42 628</td>
<td>Terr. de Belfort</td>
<td>5 155</td>
<td>Haute-Savoie</td>
<td>16 942</td>
</tr>
<tr>
<td>Hauts-de-Seine</td>
<td>55 686</td>
<td>Pays de la Loire*</td>
<td>104 787</td>
<td>Auvergne*</td>
<td>60 997</td>
</tr>
<tr>
<td>Seine-Saint-Denis</td>
<td>45 966</td>
<td>Loire-Atlantique</td>
<td>41 649</td>
<td>Allier</td>
<td>12 602</td>
</tr>
<tr>
<td>Val-de-Marne</td>
<td>50 212</td>
<td>Maine-et-Loire</td>
<td>19 920</td>
<td>Cantal</td>
<td>6 148</td>
</tr>
<tr>
<td>Val-d'Oise</td>
<td>33 726</td>
<td>Mayenne</td>
<td>7 662</td>
<td>Haute-Loire</td>
<td>6 473</td>
</tr>
<tr>
<td>Champagne-Ardennes*</td>
<td>63 564</td>
<td>Sarthe</td>
<td>16 566</td>
<td>Puy-de-Dôme</td>
<td>30 141</td>
</tr>
<tr>
<td>Aube</td>
<td>10 895</td>
<td>Vendée</td>
<td>11 491</td>
<td>Languedoc-Roussillon*</td>
<td>88 813</td>
</tr>
<tr>
<td>Aube</td>
<td>10 505</td>
<td>Bretagne*</td>
<td>135 236</td>
<td>Aude</td>
<td>10 640</td>
</tr>
<tr>
<td>Meuse</td>
<td>15 881</td>
<td>Charente</td>
<td>12 766</td>
<td>Dordogne</td>
<td>13 479</td>
</tr>
<tr>
<td>Seine-et-Marne</td>
<td>21 529</td>
<td>Charente-Maritime</td>
<td>18 835</td>
<td>Gironde</td>
<td>54 026</td>
</tr>
<tr>
<td>Somme</td>
<td>21 341</td>
<td>Deux-Sèvres</td>
<td>10 286</td>
<td>Landes</td>
<td>10 845</td>
</tr>
<tr>
<td>Seine-Maritime</td>
<td>45 453</td>
<td>Vienne</td>
<td>17 834</td>
<td>Lot-et-Garonne</td>
<td>10 179</td>
</tr>
<tr>
<td>Centre*</td>
<td>103 490</td>
<td>Bourgogne*</td>
<td>70 150</td>
<td>Pyrénées-Atlantiques</td>
<td>19 347</td>
</tr>
<tr>
<td>Cher</td>
<td>12 307</td>
<td>Côte d'Or</td>
<td>25 187</td>
<td>Alpes de Hte-Provence</td>
<td>5 396</td>
</tr>
<tr>
<td>Eure</td>
<td>12 409</td>
<td>Nièvre</td>
<td>9 092</td>
<td>Hautes-Alpes</td>
<td>5 169</td>
</tr>
<tr>
<td>Indre</td>
<td>9 252</td>
<td>Saône-et-Loire</td>
<td>18 701</td>
<td>Alpes-Maritimes</td>
<td>32 612</td>
</tr>
<tr>
<td>Indre-et-Loire</td>
<td>19 183</td>
<td>Yonne</td>
<td>11 541</td>
<td>Alpes-Maritimes</td>
<td>32 612</td>
</tr>
<tr>
<td>Loir-et-Cher</td>
<td>10 035</td>
<td>Midi-Pyrénées*</td>
<td>112 554</td>
<td>Bouches-du-Rhône</td>
<td>75 193</td>
</tr>
<tr>
<td>Loiret</td>
<td>25 750</td>
<td>Ariège</td>
<td>5 442</td>
<td>Var</td>
<td>35 844</td>
</tr>
<tr>
<td>Basse-Normandie*</td>
<td>57 717</td>
<td>Aveyron</td>
<td>8 757</td>
<td>Vaucuse</td>
<td>14 647</td>
</tr>
<tr>
<td>Calvados</td>
<td>23 856</td>
<td>Haute-Garonne</td>
<td>58 417</td>
<td>Corse*</td>
<td>14 462</td>
</tr>
<tr>
<td>Manche</td>
<td>19 626</td>
<td>Gers</td>
<td>6 253</td>
<td>Corse-Sud</td>
<td>6 159</td>
</tr>
<tr>
<td>Orne</td>
<td>9 375</td>
<td>Lot</td>
<td>6 171</td>
<td>Haute-Corse</td>
<td>5 513</td>
</tr>
<tr>
<td>Nord/Pas-de-Calais*</td>
<td>141 713</td>
<td>Hautes-Pyrénées</td>
<td>9 201</td>
<td>DOM</td>
<td>57 907</td>
</tr>
<tr>
<td>Nord</td>
<td>91 826</td>
<td>Tarn</td>
<td>10 613</td>
<td>TOM</td>
<td>15 988</td>
</tr>
<tr>
<td>Pas-de-Calais*</td>
<td>43 935</td>
<td>Tarn-et-Garonne</td>
<td>6 988</td>
<td>Étranger</td>
<td>56 426</td>
</tr>
<tr>
<td>Lorraine*</td>
<td>108 715</td>
<td>Limousin*</td>
<td>35 467</td>
<td>Total général</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Meurthe-et-Moselle</td>
<td>33 108</td>
<td>Corrèze</td>
<td>9 320</td>
<td>Services de l'État</td>
<td>2 663 795</td>
</tr>
<tr>
<td>Meuse</td>
<td>8 087</td>
<td>Creuse</td>
<td>5 915</td>
<td>dont : - Métropole</td>
<td>2 533 474</td>
</tr>
<tr>
<td>Moselle</td>
<td>36 997</td>
<td>Haute-Vienne</td>
<td>17 619</td>
<td>- DOM-TOM</td>
<td>73 895</td>
</tr>
<tr>
<td>Vosges</td>
<td>13 157</td>
<td>Rhône-Alpes*</td>
<td>206 406</td>
<td>- Étranger</td>
<td>56 426</td>
</tr>
<tr>
<td>Alsace*</td>
<td>68 651</td>
<td>Ain</td>
<td>13 735</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Bas-Rhin</td>
<td>38 762</td>
<td>Ardèche</td>
<td>8 164</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Haut-Rhin</td>
<td>22 098</td>
<td>Drôme</td>
<td>13 741</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

* Source : enquête sur les fichiers de paie INSEE-DGAFP.
* Situation au 31 décembre 1990.
* (*) Les militaires de la Défense sont comptabilisés dans les régions mais pas dans les départements. Agents de l’État y compris le ministère de la Défense (personnels civils et militaires).
### B) Le temps de travail

44 -Évolution des effectifs des agents de l’État travaillant à temps partiel (hors cessation progressive d’activité)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Catégorie A</th>
<th>Catégorie B</th>
<th>Catégorie C</th>
<th>Catégorie D</th>
<th>Total titulaires</th>
<th>Non titulaires</th>
<th>Total général</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1981</td>
<td>17 917</td>
<td>14 516</td>
<td>16 104</td>
<td>2 710</td>
<td>51 247</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>23 399</td>
<td>20 804</td>
<td>29 882</td>
<td>4 228</td>
<td>78 313</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>26 236</td>
<td>26 922</td>
<td>38 146</td>
<td>6 043</td>
<td>97 347</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>29 645</td>
<td>30 988</td>
<td>44 329</td>
<td>7 462</td>
<td>112 424</td>
<td>3 759</td>
<td>116 183</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>31 644</td>
<td>34 312</td>
<td>51 618</td>
<td>8 487</td>
<td>126 061</td>
<td>32 107</td>
<td>158 168</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>33 227</td>
<td>37 020</td>
<td>56 349</td>
<td>9 378</td>
<td>135 974</td>
<td>33 021</td>
<td>168 995</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>32 917</td>
<td>36 643</td>
<td>57 336</td>
<td>9 577</td>
<td>136 473</td>
<td>32 959</td>
<td>169 432</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>32 561</td>
<td>37 979</td>
<td>59 329</td>
<td>9 984</td>
<td>139 853</td>
<td>34 001</td>
<td>173 854</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>31 829</td>
<td>39 459</td>
<td>62 398</td>
<td>9 407</td>
<td>143 093</td>
<td>36 191</td>
<td>179 284</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>31 313</td>
<td>41 136</td>
<td>67 749</td>
<td>7 513</td>
<td>147 711</td>
<td>33 660</td>
<td>181 371</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>30 644</td>
<td>31 638</td>
<td>58 139</td>
<td>4 617</td>
<td>125 038</td>
<td>34 304</td>
<td>159 342</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
Situation au 31 décembre 1991.
### Répartition des agents de l’État travaillant à temps partiel (hors cessation progressive d’activité) par ministère et catégorie

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Catégorie A</th>
<th>Catégorie B</th>
<th>Catégorie CD</th>
<th>Total titulaires</th>
<th>Total non titulaires</th>
<th>Total général</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>5</td>
<td>32</td>
<td>183</td>
<td>220</td>
<td>28</td>
<td>248</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>406</td>
<td>1232</td>
<td>3105</td>
<td>4743</td>
<td>161</td>
<td>4904</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>461</td>
<td>338</td>
<td>1351</td>
<td>2150</td>
<td>1269</td>
<td>3419</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>5</td>
<td>63</td>
<td>466</td>
<td>534</td>
<td>27</td>
<td>561</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation civile et météorologie</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>443</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>13</td>
<td>11</td>
<td>29</td>
<td>53</td>
<td>11</td>
<td>64</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>227</td>
<td>269</td>
<td>328</td>
<td>824</td>
<td>54</td>
<td>878</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>44</td>
<td>472</td>
<td>3353</td>
<td>3869</td>
<td>2241</td>
<td>6110</td>
</tr>
<tr>
<td>Don-Tom</td>
<td>5</td>
<td>10</td>
<td>15</td>
<td>30</td>
<td>3</td>
<td>33</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>1702</td>
<td>7431</td>
<td>25404</td>
<td>34537</td>
<td>297</td>
<td>34834</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (1)</td>
<td>27112</td>
<td>18492</td>
<td>13917</td>
<td>59521</td>
<td>29065</td>
<td>88586</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>81</td>
<td>678</td>
<td>5377</td>
<td>6136</td>
<td>734</td>
<td>6870</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie (2)</td>
<td>21</td>
<td>54</td>
<td>4404</td>
<td>479</td>
<td>136</td>
<td>615</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>291</td>
<td>1059</td>
<td>4621</td>
<td>5971</td>
<td>36</td>
<td>6007</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>140</td>
<td>1303</td>
<td>3641</td>
<td>5084</td>
<td>108</td>
<td>5192</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>2</td>
<td>42</td>
<td>322</td>
<td>366</td>
<td>14</td>
<td>380</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>13</td>
<td>17</td>
<td>52</td>
<td>82</td>
<td>83</td>
<td>165</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>8</td>
<td>18</td>
<td>7</td>
<td>33</td>
<td>0</td>
<td>33</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>30644</td>
<td>31638</td>
<td>62756</td>
<td>125038</td>
<td>34304</td>
<td>159342</td>
</tr>
<tr>
<td>dont femmes</td>
<td>27755</td>
<td>30321</td>
<td>61453</td>
<td>119529</td>
<td>23219</td>
<td>142748</td>
</tr>
<tr>
<td>% femmes</td>
<td>90,57</td>
<td>95,84</td>
<td>97,92</td>
<td>95,59</td>
<td>67,69</td>
<td>89,59</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel. 

(1) y compris jeunesse et sports.
(2) y compris Recherche et technologie.
**46 - Répartition des agents de l'État travaillant à temps partiel**

(hors Cessation Progressive d'Activité) par ministère et par quotité en 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>50%</th>
<th>60%</th>
<th>70%</th>
<th>80%</th>
<th>90%</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>19</td>
<td>13</td>
<td>8</td>
<td>184</td>
<td>24</td>
<td>248</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>660</td>
<td>254</td>
<td>192</td>
<td>3 315</td>
<td>483</td>
<td>4 994</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>917</td>
<td>112</td>
<td>101</td>
<td>1 612</td>
<td>677</td>
<td>3 419</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>68</td>
<td>26</td>
<td>19</td>
<td>399</td>
<td>49</td>
<td>561</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation civile</td>
<td>45</td>
<td>22</td>
<td>16</td>
<td>317</td>
<td>43</td>
<td>443</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>2</td>
<td>3</td>
<td>1</td>
<td>51</td>
<td>7</td>
<td>64</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>134</td>
<td>47</td>
<td>50</td>
<td>558</td>
<td>89</td>
<td>878</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>424</td>
<td>220</td>
<td>234</td>
<td>4 536</td>
<td>696</td>
<td>6 110</td>
</tr>
<tr>
<td>Dom-Tom</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>3</td>
<td>16</td>
<td>10</td>
<td>33</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>2 881</td>
<td>1 977</td>
<td>880</td>
<td>25 874</td>
<td>3 222</td>
<td>34 834</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (1)</td>
<td>51 232</td>
<td>7 063</td>
<td>6 357</td>
<td>18 442</td>
<td>5 492</td>
<td>88 586</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>612</td>
<td>311</td>
<td>246</td>
<td>4 903</td>
<td>798</td>
<td>6 870</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie (2)</td>
<td>77</td>
<td>27</td>
<td>15</td>
<td>448</td>
<td>48</td>
<td>615</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>437</td>
<td>219</td>
<td>216</td>
<td>4 310</td>
<td>825</td>
<td>6 007</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>588</td>
<td>285</td>
<td>256</td>
<td>3 513</td>
<td>550</td>
<td>5 192</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>25</td>
<td>6</td>
<td>11</td>
<td>284</td>
<td>54</td>
<td>380</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>9</td>
<td>9</td>
<td>4</td>
<td>124</td>
<td>19</td>
<td>165</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>30</td>
<td>0</td>
<td>33</td>
</tr>
</tbody>
</table>

| Total                       | 58 133 | 10 596 | 8 611 | 68 916 | 13 086 | 159 342 |
| Nombre d'emplois à temps plein libérés par le temps partiel | 29 067 | 4 238 | 2 583 | 13 783 | 1 309 | 50 980 |

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*

(1) y compris Jeunesse et sports.

(2) y compris Recherche et technologie.
47 - Le temps partiel en 1991 : une préférence pour le 50 % ou le 80 %

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
48 - Répartition des différentes options de temps partiel

49 - Répartition des agents de l'État travaillant à temps partiel par ministère, sexe et quotité

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>CPA</th>
<th>50%</th>
<th>60%</th>
<th>70%</th>
<th>80%</th>
<th>90%</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
</table>
50 - Répartition hommes-femmes selon le temps partiel en 1991

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
51 - Répartition par catégorie statutaire et par sexe des bénéficiaires de la Cessation Progressive d'Activité en 1992

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégories statutaires</th>
<th>Hommes</th>
<th>%</th>
<th>Femmes</th>
<th>%</th>
<th>Total</th>
<th>%</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Catégorie A</td>
<td>4 294</td>
<td>62,48</td>
<td>4 600</td>
<td>38,82</td>
<td>8 894</td>
<td>47,50</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie B</td>
<td>384</td>
<td>5,59</td>
<td>1 618</td>
<td>13,65</td>
<td>2 002</td>
<td>10,69</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie C</td>
<td>1 636</td>
<td>23,80</td>
<td>3 519</td>
<td>29,79</td>
<td>5 155</td>
<td>27,53</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie D</td>
<td>453</td>
<td>6,59</td>
<td>2 097</td>
<td>17,70</td>
<td>2 550</td>
<td>13,62</td>
</tr>
<tr>
<td>Contractuels et ouvriers d’État</td>
<td>106</td>
<td>1,54</td>
<td>16</td>
<td>0,14</td>
<td>122</td>
<td>0,65</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>6 873</td>
<td>100</td>
<td>11 850</td>
<td>100</td>
<td>18 723</td>
<td>100</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : Système de paie de la Comptabilité Publique.

Note : Les personnels du ministère des PTT ne sont pas pris en compte.
### BILAN SOCIAL

#### 52 - Évolution du nombre de bénéficiaires du régime de la cessation progressive d'activité

<table>
<thead>
<tr>
<th>Date de recensement</th>
<th>Total</th>
<th>Effectif</th>
<th>Répartition en %</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
</tr>
<tr>
<td>30/09/82</td>
<td>116</td>
<td>32</td>
<td>78</td>
</tr>
<tr>
<td>31/12/82</td>
<td>1 366</td>
<td>363</td>
<td>1 003</td>
</tr>
<tr>
<td>31/03/83</td>
<td>2 561</td>
<td>697</td>
<td>1 864</td>
</tr>
<tr>
<td>30/06/83</td>
<td>2 774</td>
<td>723</td>
<td>2 051</td>
</tr>
<tr>
<td>30/09/83</td>
<td>3 766</td>
<td>1 066</td>
<td>2 700</td>
</tr>
<tr>
<td>31/12/83</td>
<td>4 734</td>
<td>1 351</td>
<td>3 383</td>
</tr>
<tr>
<td>31/03/84</td>
<td>5 478</td>
<td>1 629</td>
<td>3 849</td>
</tr>
<tr>
<td>30/06/84</td>
<td>5 524</td>
<td>1 609</td>
<td>3 915</td>
</tr>
<tr>
<td>30/09/84</td>
<td>6 427</td>
<td>1 873</td>
<td>4 554</td>
</tr>
<tr>
<td>31/12/84</td>
<td>6 769</td>
<td>1 956</td>
<td>4 813</td>
</tr>
<tr>
<td>31/03/85</td>
<td>5 757</td>
<td>1 652</td>
<td>4 105</td>
</tr>
<tr>
<td>30/06/85</td>
<td>7 255</td>
<td>2 081</td>
<td>5 174</td>
</tr>
<tr>
<td>30/09/85</td>
<td>7 700</td>
<td>2 247</td>
<td>5 453</td>
</tr>
<tr>
<td>31/12/85</td>
<td>8 461</td>
<td>2 470</td>
<td>5 991</td>
</tr>
<tr>
<td>31/03/86</td>
<td>8 890</td>
<td>2 601</td>
<td>6 289</td>
</tr>
<tr>
<td>30/06/86</td>
<td>8 801</td>
<td>2 548</td>
<td>6 253</td>
</tr>
<tr>
<td>30/09/86</td>
<td>9 438</td>
<td>2 810</td>
<td>6 628</td>
</tr>
<tr>
<td>31/12/86</td>
<td>10 200</td>
<td>3 043</td>
<td>7 157</td>
</tr>
<tr>
<td>31/03/87</td>
<td>10 431</td>
<td>3 161</td>
<td>7 270</td>
</tr>
<tr>
<td>30/06/87</td>
<td>10 099</td>
<td>3 049</td>
<td>7 050</td>
</tr>
<tr>
<td>30/09/87</td>
<td>10 487</td>
<td>3 300</td>
<td>7 187</td>
</tr>
<tr>
<td>31/12/87</td>
<td>10 985</td>
<td>3 494</td>
<td>7 491</td>
</tr>
<tr>
<td>31/03/88</td>
<td>11 194</td>
<td>3 655</td>
<td>7 539</td>
</tr>
<tr>
<td>30/06/88</td>
<td>10 796</td>
<td>3 527</td>
<td>7 269</td>
</tr>
<tr>
<td>30/09/88</td>
<td>11 297</td>
<td>3 785</td>
<td>7 512</td>
</tr>
<tr>
<td>31/12/88</td>
<td>11 778</td>
<td>3 923</td>
<td>7 855</td>
</tr>
<tr>
<td>30/06/89</td>
<td>11 714</td>
<td>3 901</td>
<td>7 813</td>
</tr>
<tr>
<td>30/09/89</td>
<td>12 108</td>
<td>4 131</td>
<td>7 977</td>
</tr>
<tr>
<td>31/12/89</td>
<td>12 525</td>
<td>4 305</td>
<td>8 220</td>
</tr>
<tr>
<td>30/09/90</td>
<td>13 455</td>
<td>4 728</td>
<td>8 727</td>
</tr>
<tr>
<td>31/12/90</td>
<td>14 396</td>
<td>5 124</td>
<td>9 272</td>
</tr>
<tr>
<td>31/03/91</td>
<td>14 984</td>
<td>5 327</td>
<td>9 657</td>
</tr>
<tr>
<td>30/06/91</td>
<td>14 681</td>
<td>5 189</td>
<td>9 492</td>
</tr>
<tr>
<td>30/09/91</td>
<td>15 702</td>
<td>5 655</td>
<td>10 047</td>
</tr>
<tr>
<td>31/12/91</td>
<td>16 439</td>
<td>5 963</td>
<td>10 476</td>
</tr>
<tr>
<td>31/03/92</td>
<td>16 915</td>
<td>6 166</td>
<td>10 749</td>
</tr>
<tr>
<td>30/06/92</td>
<td>16 548</td>
<td>5 970</td>
<td>10 578</td>
</tr>
<tr>
<td>30/09/92</td>
<td>18 409</td>
<td>6 761</td>
<td>11 648</td>
</tr>
<tr>
<td>31/12/92</td>
<td>18 723</td>
<td>6 873</td>
<td>11 850</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : Système de paie de la Compabilité Publique.*

*Note : Les chiffres ci-dessus n’incluent pas les personnels des PTT.*
**C) Les flux de personnels**

1) *Concours de la fonction publique*

   a) Évolution

53 - Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale à l'ensemble des concours de la fonction publique d'État

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Postes offerts</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis</th>
<th>Sélectivité (présents/admis)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1969</td>
<td>67 671</td>
<td>289 770</td>
<td>58 385</td>
<td>4,96</td>
</tr>
<tr>
<td>1970</td>
<td>63 509</td>
<td>278 393</td>
<td>55 624</td>
<td>5,00</td>
</tr>
<tr>
<td>1971</td>
<td>69 867</td>
<td>340 424</td>
<td>66 308</td>
<td>5,13</td>
</tr>
<tr>
<td>1972</td>
<td>62 033</td>
<td>358 357</td>
<td>55 388</td>
<td>6,36</td>
</tr>
<tr>
<td>1973</td>
<td>82 450</td>
<td>425 876</td>
<td>74 302</td>
<td>5,73</td>
</tr>
<tr>
<td>1974</td>
<td>95 418</td>
<td>476 907</td>
<td>81 743</td>
<td>5,83</td>
</tr>
<tr>
<td>1975</td>
<td>109 678</td>
<td>538 140</td>
<td>99 146</td>
<td>5,43</td>
</tr>
<tr>
<td>1976</td>
<td>144 897</td>
<td>640 643</td>
<td>137 191</td>
<td>4,67</td>
</tr>
<tr>
<td>1977</td>
<td>132 350</td>
<td>636 661</td>
<td>112 796</td>
<td>5,64</td>
</tr>
<tr>
<td>1978</td>
<td>121 469</td>
<td>641 251</td>
<td>105 723</td>
<td>6,07</td>
</tr>
<tr>
<td>1979</td>
<td>56 599</td>
<td>524 230</td>
<td>53 039</td>
<td>9,88</td>
</tr>
<tr>
<td>1980</td>
<td>46 377</td>
<td>477 935</td>
<td>48 414</td>
<td>9,87</td>
</tr>
<tr>
<td>1981</td>
<td>80 411</td>
<td>818 385</td>
<td>87 092</td>
<td>9,40</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>96 803</td>
<td>997 869</td>
<td>98 852</td>
<td>10,09</td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>83 626</td>
<td>886 276</td>
<td>81 998</td>
<td>10,81</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>46 932</td>
<td>722 225</td>
<td>49 275</td>
<td>14,66</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>41 509</td>
<td>632 781</td>
<td>41 843</td>
<td>15,12</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>40 546</td>
<td>534 859</td>
<td>39 494</td>
<td>13,54</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>49 081</td>
<td>513 350</td>
<td>46 767</td>
<td>10,98</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>56 604</td>
<td>441 701</td>
<td>53 593</td>
<td>8,24</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>87 652</td>
<td>560 591</td>
<td>80 434</td>
<td>6,97</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>78 712</td>
<td>462 555</td>
<td>72 645</td>
<td>6,37</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>58 715</td>
<td>351 226</td>
<td>49 575</td>
<td>7,08</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
54 - Évolution du nombre de postes, de candidatures et d’admis sur liste principale à l’ensemble des concours de la fonction publique d’État

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Postes offerts</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1969</td>
<td>100 000</td>
<td>200 000</td>
<td>300 000</td>
</tr>
<tr>
<td>1970</td>
<td>200 000</td>
<td>300 000</td>
<td>400 000</td>
</tr>
<tr>
<td>1971</td>
<td>300 000</td>
<td>400 000</td>
<td>500 000</td>
</tr>
<tr>
<td>1972</td>
<td>400 000</td>
<td>500 000</td>
<td>600 000</td>
</tr>
<tr>
<td>1973</td>
<td>500 000</td>
<td>600 000</td>
<td>700 000</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
### Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours d'accès à la catégorie A

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Postes offerts</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis</th>
<th>Sélectivité (Présents/Admis)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1969</td>
<td>14 676</td>
<td>54 361</td>
<td>10 648</td>
<td>5,11</td>
</tr>
<tr>
<td>1970</td>
<td>16 552</td>
<td>66 866</td>
<td>14 265</td>
<td>4,69</td>
</tr>
<tr>
<td>1971</td>
<td>22 372</td>
<td>93 765</td>
<td>19 203</td>
<td>4,88</td>
</tr>
<tr>
<td>1972</td>
<td>21 972</td>
<td>124 294</td>
<td>19 370</td>
<td>6,42</td>
</tr>
<tr>
<td>1973</td>
<td>23 092</td>
<td>119 001</td>
<td>20 727</td>
<td>5,74</td>
</tr>
<tr>
<td>1974</td>
<td>27 198</td>
<td>143 874</td>
<td>24 852</td>
<td>5,79</td>
</tr>
<tr>
<td>1975</td>
<td>23 754</td>
<td>154 152</td>
<td>20 800</td>
<td>7,41</td>
</tr>
<tr>
<td>1976</td>
<td>24 982</td>
<td>160 704</td>
<td>21 272</td>
<td>7,55</td>
</tr>
<tr>
<td>1977</td>
<td>27 033</td>
<td>141 577</td>
<td>20 998</td>
<td>6,74</td>
</tr>
<tr>
<td>1978</td>
<td>23 803</td>
<td>130 336</td>
<td>18 734</td>
<td>6,96</td>
</tr>
<tr>
<td>1979</td>
<td>20 224</td>
<td>130 923</td>
<td>15 712</td>
<td>8,33</td>
</tr>
<tr>
<td>1980</td>
<td>16 634</td>
<td>119 137</td>
<td>13 351</td>
<td>8,92</td>
</tr>
<tr>
<td>1981</td>
<td>19 256</td>
<td>110 531</td>
<td>16 841</td>
<td>6,56</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>22 890</td>
<td>125 926</td>
<td>18 940</td>
<td>6,65</td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>22 454</td>
<td>115 825</td>
<td>18 147</td>
<td>6,38</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>14 315</td>
<td>93 448</td>
<td>12 611</td>
<td>7,41</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>17 227</td>
<td>100 435</td>
<td>14 344</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>15 239</td>
<td>106 437</td>
<td>12 942</td>
<td>8,22</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>18 075</td>
<td>94 107</td>
<td>13 712</td>
<td>6,86</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>21 782</td>
<td>120 774</td>
<td>17 627</td>
<td>6,85</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>29 779</td>
<td>162 161</td>
<td>23 780</td>
<td>6,82</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>36 375</td>
<td>132 932</td>
<td>28 596</td>
<td>4,65</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>40 738</td>
<td>138 276</td>
<td>29 551</td>
<td>4,68</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
56 - Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours d'accès à la catégorie A

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
57 - Évolution de la sélectivité aux concours d’accès à la catégorie A

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
### BILAN SOCIAL

58 - Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours d'accès à la catégorie B

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Postes offerts</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis</th>
<th>Sélectivité (Présents/Admis)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1969</td>
<td>28 802</td>
<td>116 507</td>
<td>23 006</td>
<td>5,06</td>
</tr>
<tr>
<td>1970</td>
<td>22 391</td>
<td>106 667</td>
<td>20 069</td>
<td>5,32</td>
</tr>
<tr>
<td>1971</td>
<td>21 348</td>
<td>122 051</td>
<td>19 524</td>
<td>6,25</td>
</tr>
<tr>
<td>1972</td>
<td>22 641</td>
<td>136 568</td>
<td>19 714</td>
<td>6,93</td>
</tr>
<tr>
<td>1973</td>
<td>24 346</td>
<td>150 463</td>
<td>21 446</td>
<td>7,02</td>
</tr>
<tr>
<td>1974</td>
<td>28 340</td>
<td>161 095</td>
<td>22 580</td>
<td>7,13</td>
</tr>
<tr>
<td>1975</td>
<td>30 012</td>
<td>166 850</td>
<td>26 688</td>
<td>6,25</td>
</tr>
<tr>
<td>1976</td>
<td>31 418</td>
<td>174 288</td>
<td>28 666</td>
<td>6,08</td>
</tr>
<tr>
<td>1977</td>
<td>33 622</td>
<td>176 836</td>
<td>29 174</td>
<td>6,06</td>
</tr>
<tr>
<td>1978</td>
<td>29 291</td>
<td>176 622</td>
<td>27 218</td>
<td>6,49</td>
</tr>
<tr>
<td>1979</td>
<td>17 754</td>
<td>140 380</td>
<td>17 507</td>
<td>8,02</td>
</tr>
<tr>
<td>1980</td>
<td>16 373</td>
<td>177 528</td>
<td>16 780</td>
<td>10,58</td>
</tr>
<tr>
<td>1981</td>
<td>27 881</td>
<td>250 753</td>
<td>28 084</td>
<td>8,93</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>29 114</td>
<td>258 112</td>
<td>29 322</td>
<td>8,80</td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>33 106</td>
<td>275 297</td>
<td>33 403</td>
<td>8,24</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>20 550</td>
<td>218 024</td>
<td>19 802</td>
<td>11,01</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>15 686</td>
<td>177 653</td>
<td>14 622</td>
<td>12,15</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>14 728</td>
<td>180 108</td>
<td>14 594</td>
<td>12,34</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>18 179</td>
<td>167 422</td>
<td>18 292</td>
<td>9,15</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>18 152</td>
<td>120 323</td>
<td>17 940</td>
<td>6,71</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>24 953</td>
<td>162 612</td>
<td>25 156</td>
<td>6,46</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>19 899</td>
<td>143 573</td>
<td>19 639</td>
<td>7,31</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>7 660</td>
<td>96 199</td>
<td>8 048</td>
<td>11,95</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFF sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
59 - Évolution du nombre de postes, de candidatures et d’admis sur liste principale aux concours d’accès à la catégorie B

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
60 - Évolution de la sélectivité aux concours d'accès à la catégorie B

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
| Années | Postes offerts | Présents  | Admis  | Sélectivité \\
<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1969</td>
<td>24 193</td>
<td>118 902</td>
<td>24 731</td>
<td>4,81</td>
</tr>
<tr>
<td>1970</td>
<td>24 566</td>
<td>104 860</td>
<td>21 290</td>
<td>4,93</td>
</tr>
<tr>
<td>1971</td>
<td>26 147</td>
<td>124 608</td>
<td>27 581</td>
<td>4,52</td>
</tr>
<tr>
<td>1972</td>
<td>17 420</td>
<td>97 495</td>
<td>17 304</td>
<td>5,63</td>
</tr>
<tr>
<td>1973</td>
<td>35 012</td>
<td>156 412</td>
<td>32 129</td>
<td>4,87</td>
</tr>
<tr>
<td>1974</td>
<td>39 880</td>
<td>171 938</td>
<td>34 311</td>
<td>5,01</td>
</tr>
<tr>
<td>1975</td>
<td>55 912</td>
<td>217 138</td>
<td>51 658</td>
<td>4,20</td>
</tr>
<tr>
<td>1976</td>
<td>88 497</td>
<td>305 651</td>
<td>87 253</td>
<td>3,50</td>
</tr>
<tr>
<td>1977</td>
<td>71 695</td>
<td>318 248</td>
<td>62 624</td>
<td>5,08</td>
</tr>
<tr>
<td>1978</td>
<td>68 375</td>
<td>334 293</td>
<td>59 771</td>
<td>5,59</td>
</tr>
<tr>
<td>1979</td>
<td>18 621</td>
<td>252 927</td>
<td>19 826</td>
<td>12,76</td>
</tr>
<tr>
<td>1980</td>
<td>13 370</td>
<td>181 270</td>
<td>18 283</td>
<td>9,91</td>
</tr>
<tr>
<td>1981</td>
<td>33 274</td>
<td>457 101</td>
<td>42 167</td>
<td>10,84</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>44 799</td>
<td>613 831</td>
<td>50 590</td>
<td>12,13</td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>28 066</td>
<td>495 154</td>
<td>30 448</td>
<td>16,26</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>12 067</td>
<td>410 753</td>
<td>16 862</td>
<td>24,36</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>8 596</td>
<td>354 693</td>
<td>12 877</td>
<td>27,54</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>10 579</td>
<td>248 314</td>
<td>11 958</td>
<td>20,77</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>12 827</td>
<td>253 821</td>
<td>14 763</td>
<td>17,19</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>16 670</td>
<td>200 604</td>
<td>18 026</td>
<td>11,13</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>32 920</td>
<td>235 818</td>
<td>31 498</td>
<td>7,49</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>22 438</td>
<td>186 050</td>
<td>24 410</td>
<td>7,62</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>10 317</td>
<td>116 751</td>
<td>11 976</td>
<td>9,75</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
BILAN SOCIAL

62 - Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours d'accès à la catégorie C et D

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
63 - Évolution de la sélectivité aux concours d'accès à la catégorie C et D

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
BILAN SOCIAL

64 - Évolution du nombre de postes, de candidatures et d’admis sur liste principale aux concours externes

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Postes offerts</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis</th>
<th>Sélectivité (présents/admis)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1969</td>
<td>50 558</td>
<td>245 491</td>
<td>45 690</td>
<td>5,37</td>
</tr>
<tr>
<td>1970</td>
<td>51 920</td>
<td>238 272</td>
<td>45 459</td>
<td>5,24</td>
</tr>
<tr>
<td>1971</td>
<td>53 360</td>
<td>273 117</td>
<td>51 942</td>
<td>5,26</td>
</tr>
<tr>
<td>1972</td>
<td>46 223</td>
<td>303 203</td>
<td>43 730</td>
<td>6,93</td>
</tr>
<tr>
<td>1973</td>
<td>57 794</td>
<td>336 869</td>
<td>54 456</td>
<td>6,19</td>
</tr>
<tr>
<td>1974</td>
<td>60 418</td>
<td>367 681</td>
<td>56 434</td>
<td>6,52</td>
</tr>
<tr>
<td>1975</td>
<td>61 747</td>
<td>399 733</td>
<td>67 996</td>
<td>5,88</td>
</tr>
<tr>
<td>1976</td>
<td>58 070</td>
<td>430 078</td>
<td>63 204</td>
<td>6,80</td>
</tr>
<tr>
<td>1977</td>
<td>67 061</td>
<td>448 887</td>
<td>71 048</td>
<td>6,32</td>
</tr>
<tr>
<td>1978</td>
<td>55 572</td>
<td>456 725</td>
<td>59 135</td>
<td>7,72</td>
</tr>
<tr>
<td>1979</td>
<td>26 392</td>
<td>375 403</td>
<td>28 601</td>
<td>13,13</td>
</tr>
<tr>
<td>1980</td>
<td>23 177</td>
<td>335 261</td>
<td>26 799</td>
<td>12,51</td>
</tr>
<tr>
<td>1981</td>
<td>42 383</td>
<td>567 872</td>
<td>52 671</td>
<td>10,78</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>57 371</td>
<td>757 223</td>
<td>64 742</td>
<td>11,70</td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>46 301</td>
<td>651 980</td>
<td>48 531</td>
<td>13,43</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>29 025</td>
<td>554 486</td>
<td>29 707</td>
<td>18,67</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>27 860</td>
<td>492 567</td>
<td>27 764</td>
<td>17,74</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>26 712</td>
<td>393 187</td>
<td>26 363</td>
<td>14,91</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>28 772</td>
<td>346 989</td>
<td>27 212</td>
<td>12,75</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>32 120</td>
<td>294 489</td>
<td>31 676</td>
<td>9,30</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>50 056</td>
<td>367 705</td>
<td>50 962</td>
<td>7,22</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>44 849</td>
<td>284 511</td>
<td>41 368</td>
<td>6,88</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>30 995</td>
<td>255 507</td>
<td>30 432</td>
<td>8,40</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAEP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
65 - Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours externes

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
### BILAN SOCIAL

#### Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours internes

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Postes offerts</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis</th>
<th>Sélectivité (présents/admis)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1969</td>
<td>17 113</td>
<td>44 279</td>
<td>12 695</td>
<td>3,49</td>
</tr>
<tr>
<td>1970</td>
<td>11 589</td>
<td>40 121</td>
<td>10 165</td>
<td>3,95</td>
</tr>
<tr>
<td>1971</td>
<td>16 507</td>
<td>67 307</td>
<td>14 366</td>
<td>4,69</td>
</tr>
<tr>
<td>1972</td>
<td>15 810</td>
<td>55 154</td>
<td>12 658</td>
<td>4,36</td>
</tr>
<tr>
<td>1973</td>
<td>23 931</td>
<td>81 352</td>
<td>17 275</td>
<td>4,71</td>
</tr>
<tr>
<td>1974</td>
<td>28 022</td>
<td>80 694</td>
<td>18 458</td>
<td>4,37</td>
</tr>
<tr>
<td>1975</td>
<td>38 259</td>
<td>88 089</td>
<td>23 461</td>
<td>3,75</td>
</tr>
<tr>
<td>1976</td>
<td>79 431</td>
<td>163 387</td>
<td>66 645</td>
<td>2,45</td>
</tr>
<tr>
<td>1977</td>
<td>58 624</td>
<td>130 759</td>
<td>35 021</td>
<td>4,30</td>
</tr>
<tr>
<td>1978</td>
<td>60 763</td>
<td>145 136</td>
<td>40 755</td>
<td>3,56</td>
</tr>
<tr>
<td>1979</td>
<td>26 192</td>
<td>99 170</td>
<td>19 960</td>
<td>4,97</td>
</tr>
<tr>
<td>1980</td>
<td>18 181</td>
<td>103 289</td>
<td>15 589</td>
<td>6,63</td>
</tr>
<tr>
<td>1981</td>
<td>32 561</td>
<td>161 407</td>
<td>28 191</td>
<td>5,73</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>34 785</td>
<td>173 319</td>
<td>28 262</td>
<td>6,13</td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>32 913</td>
<td>174 185</td>
<td>28 774</td>
<td>6,05</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>15 099</td>
<td>98 199</td>
<td>15 199</td>
<td>6,64</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>11 032</td>
<td>102 721</td>
<td>11 045</td>
<td>9,30</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>11 643</td>
<td>118 946</td>
<td>11 159</td>
<td>10,66</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>17 720</td>
<td>135 376</td>
<td>17 108</td>
<td>7,91</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>21 178</td>
<td>126 613</td>
<td>19 647</td>
<td>6,44</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>34 271</td>
<td>163 845</td>
<td>26 132</td>
<td>6,27</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>29 426</td>
<td>136 427</td>
<td>26 165</td>
<td>5,21</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>25 573</td>
<td>84 118</td>
<td>17 226</td>
<td>4,88</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
67 - Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours internes

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
BILAN SOCIAL

68 - Comparaison de l’évolution de la sélectivité aux concours externes et internes

![Graph showing the comparison of internal and external selectivity over the years.]

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
69 - Comparaison de l'évolution du nombre de postes offerts aux concours externes et internes


Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
70 - Évolution du nombre de postes, de candidatures et d’admis sur liste principale aux concours de sélection professionnelle

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Postes offerts</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis</th>
<th>Sélectivité (présents/admis)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1980</td>
<td>1 469</td>
<td>8 651</td>
<td>1 376</td>
<td>6,29</td>
</tr>
<tr>
<td>1981</td>
<td>1 343</td>
<td>8 292</td>
<td>1 182</td>
<td>7,02</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>892</td>
<td>6 945</td>
<td>768</td>
<td>9,04</td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>1 033</td>
<td>7 530</td>
<td>932</td>
<td>8,08</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>1 032</td>
<td>7 405</td>
<td>861</td>
<td>8,60</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>996</td>
<td>8 006</td>
<td>876</td>
<td>9,14</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>967</td>
<td>6 079</td>
<td>911</td>
<td>6,67</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>808</td>
<td>3 735</td>
<td>789</td>
<td>4,73</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>2 330</td>
<td>8 750</td>
<td>1 268</td>
<td>6,90</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>1 294</td>
<td>7 441</td>
<td>1 295</td>
<td>5,75</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>1 945</td>
<td>13 152</td>
<td>1 886</td>
<td>6,97</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>1 276</td>
<td>6 629</td>
<td>1 139</td>
<td>5,82</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
71 - Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours de sélection professionnelle

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
BILAN SOCIAL

72 - Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours uniques

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Postes offerts</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis</th>
<th>Sélectivité (présents/admis)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1973</td>
<td>725</td>
<td>7 655</td>
<td>571</td>
<td>13,41</td>
</tr>
<tr>
<td>1974</td>
<td>6 978</td>
<td>28 532</td>
<td>6 851</td>
<td>4,16</td>
</tr>
<tr>
<td>1975</td>
<td>9 672</td>
<td>50 318</td>
<td>7 689</td>
<td>6,54</td>
</tr>
<tr>
<td>1976</td>
<td>7 396</td>
<td>47 178</td>
<td>7 342</td>
<td>6,43</td>
</tr>
<tr>
<td>1977</td>
<td>6 665</td>
<td>37 015</td>
<td>6 727</td>
<td>5,50</td>
</tr>
<tr>
<td>1978</td>
<td>5 134</td>
<td>39 390</td>
<td>5 833</td>
<td>6,75</td>
</tr>
<tr>
<td>1979</td>
<td>4 015</td>
<td>49 657</td>
<td>4 478</td>
<td>11,09</td>
</tr>
<tr>
<td>1980</td>
<td>3 550</td>
<td>30 734</td>
<td>4 656</td>
<td>6,61</td>
</tr>
<tr>
<td>1981</td>
<td>4 124</td>
<td>80 814</td>
<td>5 048</td>
<td>16,01</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>3 755</td>
<td>60 382</td>
<td>5 080</td>
<td>11,89</td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>3 379</td>
<td>52 581</td>
<td>3 761</td>
<td>13,98</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>1 776</td>
<td>62 135</td>
<td>3 508</td>
<td>17,71</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>1 621</td>
<td>29 487</td>
<td>2 158</td>
<td>13,66</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>1 224</td>
<td>16 647</td>
<td>1 061</td>
<td>15,69</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>1 781</td>
<td>29 250</td>
<td>1 658</td>
<td>17,64</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>976</td>
<td>11 849</td>
<td>1 002</td>
<td>11,83</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>2 031</td>
<td>21 600</td>
<td>2 045</td>
<td>10,36</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>2 492</td>
<td>28 465</td>
<td>3 226</td>
<td>8,82</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>871</td>
<td>4 972</td>
<td>778</td>
<td>6,39</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
**L'EMPLOI**

b) Concours 1990

73 - Ensemble des concours 1990 :
répartition par ministère et par sexe du nombre d’inscrits, de présents et d’admis sur liste principale

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis sur liste principale</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
</tr>
<tr>
<td>Affairs étrangères</td>
<td>80</td>
<td>895</td>
<td>1 283</td>
</tr>
<tr>
<td>Affairs sociales</td>
<td>1 496</td>
<td>3 859</td>
<td>16 371</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>1 343</td>
<td>6 995</td>
<td>5 833</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>26</td>
<td>162</td>
<td>195</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation civile</td>
<td>168</td>
<td>2 303</td>
<td>1 789</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>2</td>
<td>9</td>
<td>27</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>317</td>
<td>2 035</td>
<td>2 972</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>919</td>
<td>2 627</td>
<td>10 250</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>5 738</td>
<td>40 768</td>
<td>76 910</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>35 116</td>
<td>66 972</td>
<td>110 117</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>1 750</td>
<td>15 819</td>
<td>14 259</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie et recherche</td>
<td>159</td>
<td>834</td>
<td>414</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>3 688</td>
<td>52 793</td>
<td>36 094</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>3 127</td>
<td>21 138</td>
<td>27 250</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>75</td>
<td>763</td>
<td>853</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier Ministre</td>
<td>904</td>
<td>2 480</td>
<td>2 168</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>23 804</td>
<td>112 745</td>
<td>95 268</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>78 712</td>
<td>327 197</td>
<td>402 053</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFA sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
BILAN SOCIAL

74 - Concours 1990 :
nombre de postes et de candidats admis par ministère et type de concours

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Concours externes</th>
<th>Concours internes</th>
<th>Concours de sélection professionnelle</th>
<th>Concours uniques</th>
<th>Total concours</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Postes</td>
<td>Admis</td>
<td>Postes</td>
<td>Admis</td>
<td>Postes</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>25</td>
<td>26</td>
<td>26</td>
<td>24</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>649</td>
<td>577</td>
<td>605</td>
<td>547</td>
<td>130</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>618</td>
<td>552</td>
<td>613</td>
<td>563</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>14</td>
<td>14</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation civile</td>
<td>103</td>
<td>113</td>
<td>45</td>
<td>33</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>152</td>
<td>139</td>
<td>131</td>
<td>102</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>281</td>
<td>230</td>
<td>315</td>
<td>255</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>3 655</td>
<td>4 745</td>
<td>1 914</td>
<td>2 004</td>
<td>112</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>22 638</td>
<td>17 470</td>
<td>11 943</td>
<td>10 273</td>
<td>51</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement Industrie et Recherche</td>
<td>612</td>
<td>686</td>
<td>616</td>
<td>476</td>
<td>342</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>3 015</td>
<td>4 068</td>
<td>186</td>
<td>183</td>
<td>225</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>1 654</td>
<td>1 654</td>
<td>578</td>
<td>508</td>
<td>763</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>22</td>
<td>21</td>
<td>32</td>
<td>32</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>527</td>
<td>515</td>
<td>377</td>
<td>377</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>10 832</td>
<td>10 507</td>
<td>11 980</td>
<td>10 737</td>
<td>249</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total                      | 44 849 | 41 368| 29 426 | 26 165| 1 945  | 1 886 | 2 492  | 3 226 | 78 712 | 72 645 |

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
75 - Concours externes 1990 :
répartition par ministère et par sexe, du nombre d’inscrits, de présents et d’admis
sur liste principale

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>25</td>
<td>594</td>
<td>805</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>649</td>
<td>2 464</td>
<td>7 921</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>618</td>
<td>5 237</td>
<td>4 267</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation civil</td>
<td>103</td>
<td>2 175</td>
<td>1 314</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>152</td>
<td>1 478</td>
<td>1 966</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>281</td>
<td>1 383</td>
<td>4 908</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>3 655</td>
<td>33 986</td>
<td>66 660</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>22 638</td>
<td>36 773</td>
<td>77 734</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>612</td>
<td>11 798</td>
<td>9 736</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>715</td>
<td>13 973</td>
<td>11 050</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie et Recherche</td>
<td>65</td>
<td>282</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>3 015</td>
<td>40 502</td>
<td>18 464</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>1 654</td>
<td>19 357</td>
<td>14 719</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>22</td>
<td>482</td>
<td>563</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>527</td>
<td>1 540</td>
<td>1 465</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>10 832</td>
<td>58 953</td>
<td>57 638</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>44 849</td>
<td>217 005</td>
<td>268 176</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
### Bilan Social

76 - Concours internes 1990 :
répartition par ministère et par sexe, du nombre d'inscrits, de présents et d'admis sur liste principale

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Affaires étrangères</strong></td>
<td>26</td>
<td>193</td>
<td>251</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Affaires sociales</strong></td>
<td>605</td>
<td>1 050</td>
<td>5 570</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1 689</td>
<td>1 434</td>
<td>3 123</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Agriculture</strong></td>
<td>613</td>
<td>1 493</td>
<td>1 231</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Anciens combattants</strong></td>
<td>14</td>
<td>139</td>
<td>154</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Aviation civile</strong></td>
<td>45</td>
<td>62</td>
<td>327</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Coopération</strong></td>
<td>2</td>
<td>9</td>
<td>27</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Culture</strong></td>
<td>131</td>
<td>434</td>
<td>605</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Défense</strong></td>
<td>315</td>
<td>1 135</td>
<td>3 087</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Économie et Finances</strong></td>
<td>1 914</td>
<td>6 461</td>
<td>8 566</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>15 027</td>
<td>5 031</td>
<td>20 058</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>19 672</td>
<td>5 825</td>
<td>25 503</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>25 704</td>
<td>8 253</td>
<td>34 088</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>45 376</td>
<td>9 933</td>
<td>55 343</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>102 893</td>
<td>17 956</td>
<td>120 849</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>136 427</td>
<td>22 946</td>
<td>159 373</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>183 610</td>
<td>30 695</td>
<td>214 305</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>29 426</td>
<td>90 669</td>
<td>120 115</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>29 426</td>
<td>90 669</td>
<td>120 115</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
77 - Concours de sélection professionnelle 1990 : répartition par ministère et par sexe, du nombre d'inscrits, de présents et d'admis sur liste principale

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>7</td>
<td>66</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>130</td>
<td>111</td>
<td>210</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>16</td>
<td>16</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>11</td>
<td>22</td>
<td>41</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation civile</td>
<td>7</td>
<td>60</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>112</td>
<td>299</td>
<td>1243</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>51</td>
<td>48</td>
<td>806</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>342</td>
<td>765</td>
<td>1313</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>349</td>
<td>825</td>
<td>1313</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie et Recherche</td>
<td>32</td>
<td>450</td>
<td>117</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>225</td>
<td>113</td>
<td>1879</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>763</td>
<td>610</td>
<td>7345</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>249</td>
<td>783</td>
<td>216</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>1945</td>
<td>4343</td>
<td>12174</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
BILAN SOCIAL

78 - Concours uniques 1990 :
répartition par ministère et par sexe du nombre d'inscrits, de présents et d'admis
sur liste principale

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis sur liste principale</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>22</td>
<td>42</td>
<td>226</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>112</td>
<td>234</td>
<td>2671</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>96</td>
<td>53</td>
<td>183</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation Civile</td>
<td>13</td>
<td>6</td>
<td>154</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>34</td>
<td>123</td>
<td>524</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>323</td>
<td>108</td>
<td>3251</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>57</td>
<td>22</td>
<td>621</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>484</td>
<td>1366</td>
<td>1230</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>180</td>
<td>242</td>
<td>331</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie et recherche</td>
<td>13</td>
<td>0</td>
<td>212</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>262</td>
<td>1230</td>
<td>1496</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>132</td>
<td>48</td>
<td>434</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>21</td>
<td>152</td>
<td>178</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>743</td>
<td>2341</td>
<td>3084</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total                      | 2492     | 15180    | 17066         | 28792  | 43972  | 7292          |

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.

79 - Répartition par catégorie de l'ensemble des candidats aux concours 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
</tr>
<tr>
<td>------------------------------</td>
<td>----------</td>
<td>----------</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>90864</td>
<td>95519</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>51947</td>
<td>66637</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>96663</td>
<td>137429</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>7767</td>
<td>36409</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>139670</td>
<td>169144</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>327197</td>
<td>402083</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>59714</td>
<td>103046</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
**80 - Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux concours en 1990**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Postes</th>
<th>Admis sur liste principale</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>36 375</td>
<td>13 176</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>29 527</td>
<td>9 591</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>19 899</td>
<td>8 705</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>5 463</td>
<td>1 051</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>22 438</td>
<td>12 933</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>78 712</td>
<td>34 814</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>34 990</td>
<td>10 642</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*

**81 - Répartition par catégorie des candidats aux concours externes 1990**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>50 366</td>
<td>59 201</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>29 253</td>
<td>41 472</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>57 001</td>
<td>90 763</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>7 515</td>
<td>35 263</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>109 638</td>
<td>118 212</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>217 005</td>
<td>268 176</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>36 768</td>
<td>76 735</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
## BILAN SOCIAL

### 82 - Taux de présence aux différentes catégories de concours externes

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
<th>Taux de présence en %</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>109 567</td>
<td>71 163</td>
<td>64,95</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>146 933</td>
<td>82 419</td>
<td>56,09</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>221 667</td>
<td>130 929</td>
<td>59,07</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>478 167</td>
<td>284 511</td>
<td>59,50</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.

### 83 - Taux de présence aux différentes catégories de concours externes

![Diagramme de barres représentant les inscrits et présents pour les concours niveau A, B et CD]

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
# Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux concours externes 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Postes</th>
<th>Admis sur liste principale</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Hommes</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>21 826</td>
<td>6 870</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>18 583</td>
<td>5 379</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>9 214</td>
<td>4 097</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>4 108</td>
<td>862</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>13 809</td>
<td>9 348</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>44 849</td>
<td>20 315</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>22 691</td>
<td>6 241</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
BILAN SOCIAL

85 - Répartition hommes-femmes parmi les candidats admis sur liste principale aux différentes catégories de concours externes en 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Admis</th>
<th>Hommes</th>
<th>Femmes</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>6 870</td>
<td>9 143</td>
<td>16 013</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>4 097</td>
<td>5 376</td>
<td>9 473</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>9 348</td>
<td>6 534</td>
<td>15 882</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>20 315</td>
<td>21 053</td>
<td>41 368</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*

86 - Répartition hommes-femmes parmi les candidats admis sur liste principale aux différentes catégories de concours externes en 1990

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
# Répartition par catégorie des candidats aux concours internes 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Concours niveau A</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>38 146</td>
<td>35 301</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>21 011</td>
<td>24 645</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Concours niveau B</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>34 740</td>
<td>39 420</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>252</td>
<td>1 146</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Concours niveau CD</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>17 783</td>
<td>18 220</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>90 669</td>
<td>92 941</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>21 263</td>
<td>25 791</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
BILAN SOCIAL

88 - Taux de présence aux diverses catégories de concours internes 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
<th>Taux de présence en %</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>73 447</td>
<td>58 557</td>
<td>79,73</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>74 160</td>
<td>51 968</td>
<td>70,08</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>36 003</td>
<td>25 90</td>
<td>71,94</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>183 610</td>
<td>136 427</td>
<td>74,30</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.

89 - Participation aux concours internes selon la catégorie en 1990

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
### Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux concours internes 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Postes</th>
<th>Admis</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>13 799</td>
<td>5 840</td>
<td>6 075</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>10 402</td>
<td>3 848</td>
<td>5 033</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>8 826</td>
<td>3 795</td>
<td>4 518</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1 355</td>
<td>189</td>
<td>979</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>6 801</td>
<td>3 185</td>
<td>2 752</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>29 426</td>
<td>12 820</td>
<td>13 345</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>11 757</td>
<td>4 037</td>
<td>6 012</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
91 - Répartition hommes-femmes parmi les candidats admis sur liste principale aux différentes catégories de concours internes en 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Admis</th>
<th>Hommes</th>
<th>Femmes</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>5 840</td>
<td>6 075</td>
<td>11 915</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>3 795</td>
<td>4 518</td>
<td>8 313</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>3 185</td>
<td>2 752</td>
<td>5 937</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>12 820</td>
<td>13 345</td>
<td>26 165</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.

92 - Répartition hommes-femmes parmi les candidats admis sur liste principale aux différentes catégories de concours internes en 1990

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
## 93 - Répartition par catégorie des candidats aux concours de sélection professionnelle

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Inscrits</th>
<th></th>
<th>Présents</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
<td>Hommes</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>392</td>
<td>341</td>
<td>733</td>
<td>360</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>8</td>
<td>1</td>
<td>9</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>2 590</td>
<td>5 073</td>
<td>7 663</td>
<td>2 214</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>1 361</td>
<td>6 760</td>
<td>8 121</td>
<td>1 141</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>4 243</td>
<td>12 174</td>
<td>16 517</td>
<td>3 715</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>8</td>
<td>1</td>
<td>9</td>
<td>8</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*

## 94 - Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux concours de sélection professionnelle 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Postes</th>
<th>Admis</th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>152</td>
<td>80</td>
<td>76</td>
<td>156</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>1 240</td>
<td>413</td>
<td>786</td>
<td>1 199</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>553</td>
<td>262</td>
<td>329</td>
<td>531</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>1 945</td>
<td>695</td>
<td>1 191</td>
<td>1 886</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
**BILAN SOCIAL**

95 - **Répartition par catégorie des candidats aux concours uniques**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>1 960</td>
<td>667</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>1 675</td>
<td>519</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>2 332</td>
<td>2 173</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>10 888</td>
<td>25 952</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>15 180</td>
<td>28 792</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>1 675</td>
<td>519</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*

96 - **Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux concours uniques**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Postes</th>
<th>Admis sur liste principale</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Hommes</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>598</td>
<td>386</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>541</td>
<td>363</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>619</td>
<td>400</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>1 275</td>
<td>198</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>2 492</td>
<td>984</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>541</td>
<td>363</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
c) Concours 1991

97 - Ensemble des concours 1991 :
répartition par ministère et par sexe du nombre d'inscrits, de présents et d'admis sur liste principale

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis sur liste principale</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Postes</td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>109</td>
<td>1 114</td>
<td>1 904</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>873</td>
<td>3 098</td>
<td>11 396</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>1 340</td>
<td>7 306</td>
<td>9 604</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>45</td>
<td>464</td>
<td>421</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation civile</td>
<td>466</td>
<td>5 713</td>
<td>1 629</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>2</td>
<td>3</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>391</td>
<td>1 766</td>
<td>3 933</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>888</td>
<td>2 560</td>
<td>8 827</td>
</tr>
<tr>
<td>DOM-TOM</td>
<td>4</td>
<td>2</td>
<td>55</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>5 986</td>
<td>40 183</td>
<td>74 285</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>37 894</td>
<td>69 559</td>
<td>100 867</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>2 665</td>
<td>27 192</td>
<td>27 994</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie et recherche</td>
<td>231</td>
<td>666</td>
<td>628</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>4 239</td>
<td>43 074</td>
<td>22 764</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>2 621</td>
<td>19 352</td>
<td>15 767</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>80</td>
<td>765</td>
<td>360</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier Ministre</td>
<td>843</td>
<td>3 633</td>
<td>2 957</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>38</td>
<td>232</td>
<td>91</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total 58 715 226 682 283 496 510 178 158 859 192 367 351 226 24 768 24 807 49 575

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
BILAN SOCIAL

98 - Concours 1991 :
nombre de postes et de candidats admis sur liste principale
par ministère et type de concours

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Concours externes</th>
<th>Concours internes</th>
<th>Concours de sélection professionnelle</th>
<th>Concours uniques</th>
<th>Total concours</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Postes</td>
<td>Admis</td>
<td>Postes</td>
<td>Admis</td>
<td>Postes</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>50</td>
<td>50</td>
<td>50</td>
<td>50</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>256</td>
<td>225</td>
<td>560</td>
<td>561</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>689</td>
<td>541</td>
<td>516</td>
<td>478</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>14</td>
<td>13</td>
<td>24</td>
<td>21</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation civile</td>
<td>279</td>
<td>362</td>
<td>107</td>
<td>43</td>
<td>66</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>153</td>
<td>184</td>
<td>233</td>
<td>206</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>257</td>
<td>361</td>
<td>510</td>
<td>420</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Dom-Tom</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>3 595</td>
<td>4 854</td>
<td>2 263</td>
<td>2 002</td>
<td>118</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>18 638</td>
<td>15 147</td>
<td>19 166</td>
<td>11 837</td>
<td>29</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>912</td>
<td>879</td>
<td>1 051</td>
<td>660</td>
<td>507</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie et Recherche</td>
<td>103</td>
<td>108</td>
<td>60</td>
<td>42</td>
<td>68</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>3 748</td>
<td>5 365</td>
<td>328</td>
<td>310</td>
<td>129</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>1 803</td>
<td>1 855</td>
<td>277</td>
<td>193</td>
<td>297</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>23</td>
<td>19</td>
<td>22</td>
<td>23</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>459</td>
<td>453</td>
<td>384</td>
<td>359</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>14</td>
<td>14</td>
<td>18</td>
<td>18</td>
<td>6</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total                  | 30 995 | 30 432| 25 573 |17 226 | 1 276  | 1 139 | 871    | 778   | 58 715| 49 575|

Source: DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
### Concours externes 1991 :
répartition par ministère et par sexe, du nombre d’inscrits, de présents et d’admis sur liste principale

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Postes</td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>50</td>
<td>806</td>
<td>1 498</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>256</td>
<td>575</td>
<td>1 160</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>689</td>
<td>6 217</td>
<td>7 352</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>14</td>
<td>172</td>
<td>123</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation civile</td>
<td>279</td>
<td>5 258</td>
<td>1 552</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>153</td>
<td>1 314</td>
<td>2 906</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>257</td>
<td>1 377</td>
<td>6 127</td>
</tr>
<tr>
<td>Dom-Tom</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>50</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>3 595</td>
<td>34 056</td>
<td>65 720</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>18 638</td>
<td>41 106</td>
<td>70 028</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>912</td>
<td>18 964</td>
<td>20 247</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie et Recherche</td>
<td>103</td>
<td>487</td>
<td>472</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>3 748</td>
<td>40 854</td>
<td>21 266</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>1 803</td>
<td>18 185</td>
<td>11 563</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>23</td>
<td>477</td>
<td>239</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier Ministre</td>
<td>459</td>
<td>2 702</td>
<td>2 289</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>14</td>
<td>119</td>
<td>67</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>30 995</td>
<td>173 671</td>
<td>216 659</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
100 - Concours internes 1991 :
répartition par ministère et par sexe, du nombre d'inscrits, de présents et d'admis sur liste principale

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>50</td>
<td>252</td>
<td>378</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>560</td>
<td>1 286</td>
<td>5 650</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>516</td>
<td>911</td>
<td>2 102</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>24</td>
<td>285</td>
<td>285</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation civile</td>
<td>107</td>
<td>106</td>
<td>58</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>2</td>
<td>3</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>233</td>
<td>450</td>
<td>1 022</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>510</td>
<td>961</td>
<td>2 562</td>
</tr>
<tr>
<td>Dom-Tom</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>2 263</td>
<td>5 745</td>
<td>6 989</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>19 166</td>
<td>28 092</td>
<td>30 573</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>1 051</td>
<td>4 097</td>
<td>4 547</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie et Recherche</td>
<td>60</td>
<td>98</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>328</td>
<td>1 205</td>
<td>801</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>277</td>
<td>457</td>
<td>889</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>22</td>
<td>110</td>
<td>55</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier Ministre</td>
<td>384</td>
<td>931</td>
<td>668</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>18</td>
<td>69</td>
<td>21</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>25 573</td>
<td>45 058</td>
<td>56 719</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
101 - Concours de sélection professionnelle 1991 : répartition par ministère et par sexe, du nombre d'inscrits, de présents et d'admis sur liste principale

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Inscrits</th>
<th></th>
<th></th>
<th>Présents</th>
<th></th>
<th></th>
<th>Admis</th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Postes</td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>66</td>
<td>139</td>
<td>9</td>
<td>148</td>
<td>131</td>
<td>8</td>
<td>139</td>
<td>35</td>
<td>4</td>
<td>39</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>17</td>
<td>10</td>
<td>2</td>
<td>12</td>
<td>10</td>
<td>2</td>
<td>12</td>
<td>3</td>
<td>1</td>
<td>4</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>7</td>
<td>7</td>
<td>13</td>
<td>20</td>
<td>6</td>
<td>12</td>
<td>18</td>
<td>1</td>
<td>8</td>
<td>9</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>17</td>
<td>10</td>
<td>2</td>
<td>12</td>
<td>10</td>
<td>2</td>
<td>12</td>
<td>3</td>
<td>1</td>
<td>4</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation civile</td>
<td>17</td>
<td>10</td>
<td>2</td>
<td>12</td>
<td>10</td>
<td>2</td>
<td>12</td>
<td>3</td>
<td>1</td>
<td>4</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>118</td>
<td>308</td>
<td>1 453</td>
<td>1 761</td>
<td>233</td>
<td>1 137</td>
<td>1 370</td>
<td>13</td>
<td>117</td>
<td>130</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>29</td>
<td>27</td>
<td>132</td>
<td>159</td>
<td>25</td>
<td>114</td>
<td>139</td>
<td>5</td>
<td>24</td>
<td>29</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>507</td>
<td>1 394</td>
<td>700</td>
<td>2 094</td>
<td>1 207</td>
<td>549</td>
<td>1 756</td>
<td>322</td>
<td>95</td>
<td>417</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie et Recherche</td>
<td>68</td>
<td>81</td>
<td>56</td>
<td>137</td>
<td>68</td>
<td>54</td>
<td>122</td>
<td>26</td>
<td>18</td>
<td>44</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>129</td>
<td>700</td>
<td>578</td>
<td>1 278</td>
<td>628</td>
<td>513</td>
<td>1 141</td>
<td>52</td>
<td>77</td>
<td>129</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>297</td>
<td>224</td>
<td>1 895</td>
<td>2 119</td>
<td>195</td>
<td>1 473</td>
<td>1 668</td>
<td>30</td>
<td>267</td>
<td>297</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>14</td>
<td>45</td>
<td>16</td>
<td>61</td>
<td>43</td>
<td>13</td>
<td>56</td>
<td>15</td>
<td>2</td>
<td>17</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>6</td>
<td>44</td>
<td>3</td>
<td>47</td>
<td>43</td>
<td>3</td>
<td>46</td>
<td>5</td>
<td>1</td>
<td>6</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Total**                   | 1 276    | 3 076    | 4 930    | 8 006    | 2 684    | 3 945    | 6 629 | 516      | 623      | 1 139    |          |          |          |

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
BILAN SOCIAL.

102 - Concours uniques 1991 : répartition par ministère et par sexe du nombre d’inscrits, de présents et d’admis sur liste principale

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>Hommes</th>
<th>Femmes</th>
<th>Total</th>
<th>Hommes</th>
<th>Femmes</th>
<th>Total</th>
<th>Hommes</th>
<th>Femmes</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>48</td>
<td>196</td>
<td>737</td>
<td>117</td>
<td>306</td>
<td>423</td>
<td>9</td>
<td>20</td>
<td>29</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>118</td>
<td>168</td>
<td>316</td>
<td>132</td>
<td>138</td>
<td>290</td>
<td>41</td>
<td>26</td>
<td>67</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation Civile</td>
<td>14</td>
<td>210</td>
<td>220</td>
<td>210</td>
<td>10</td>
<td>220</td>
<td>14</td>
<td>0</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>5</td>
<td>2</td>
<td>7</td>
<td>2</td>
<td>4</td>
<td>6</td>
<td>1</td>
<td>4</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>121</td>
<td>222</td>
<td>348</td>
<td>222</td>
<td>138</td>
<td>360</td>
<td>80</td>
<td>41</td>
<td>121</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>10</td>
<td>74</td>
<td>123</td>
<td>197</td>
<td>46</td>
<td>114</td>
<td>5</td>
<td>5</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>61</td>
<td>334</td>
<td>468</td>
<td>137</td>
<td>227</td>
<td>324</td>
<td>50</td>
<td>13</td>
<td>63</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>195</td>
<td>2 737</td>
<td>2 737</td>
<td>807</td>
<td>800</td>
<td>1 607</td>
<td>100</td>
<td>95</td>
<td>195</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>34</td>
<td>315</td>
<td>449</td>
<td>201</td>
<td>73</td>
<td>274</td>
<td>16</td>
<td>5</td>
<td>21</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>244</td>
<td>486</td>
<td>1 420</td>
<td>1 906</td>
<td>193</td>
<td>1 071</td>
<td>13</td>
<td>226</td>
<td>239</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>21</td>
<td>133</td>
<td>154</td>
<td>183</td>
<td>86</td>
<td>262</td>
<td>12</td>
<td>0</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>871</td>
<td>4 877</td>
<td>5 188</td>
<td>10 065</td>
<td>2 265</td>
<td>2 707</td>
<td>4 972</td>
<td>342</td>
<td>436</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.

103 - Répartition par catégorie de l’ensemble des candidats aux concours 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Hommes</th>
<th>Femmes</th>
<th>Total</th>
<th>Hommes</th>
<th>Femmes</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>82 015</td>
<td>92 672</td>
<td>174 687</td>
<td>64 792</td>
<td>73 484</td>
<td>138 276</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>59 381</td>
<td>67 723</td>
<td>127 104</td>
<td>50 104</td>
<td>58 484</td>
<td>108 588</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>57 968</td>
<td>97 959</td>
<td>155 927</td>
<td>35 810</td>
<td>60 389</td>
<td>96 199</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>4 919</td>
<td>20 128</td>
<td>25 047</td>
<td>2 719</td>
<td>11 422</td>
<td>14 141</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>86 699</td>
<td>92 865</td>
<td>179 564</td>
<td>58 257</td>
<td>58 494</td>
<td>116 751</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>226 682</td>
<td>283 496</td>
<td>510 178</td>
<td>158 859</td>
<td>192 367</td>
<td>351 226</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>64 300</td>
<td>87 851</td>
<td>152 151</td>
<td>52 823</td>
<td>69 906</td>
<td>122 729</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
104 - Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux concours en 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Postes</th>
<th>Admis sur liste principale</th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>40 738</td>
<td>14 250</td>
<td>15 301</td>
<td>29 551</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>36 131</td>
<td>12 052</td>
<td>13 063</td>
<td>25 115</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>7 660</td>
<td>3 579</td>
<td>4 469</td>
<td>8 048</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1 091</td>
<td>309</td>
<td>737</td>
<td>1 046</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>10 317</td>
<td>6 939</td>
<td>5 037</td>
<td>11 976</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>58 715</td>
<td>24 768</td>
<td>24 807</td>
<td>49 575</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>37 222</td>
<td>12 361</td>
<td>13 800</td>
<td>26 161</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.

105 - Répartition par catégorie des candidats aux concours externes 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>46 913</td>
<td>59 056</td>
<td>105 969</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>34 187</td>
<td>44 086</td>
<td>78 273</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>43 467</td>
<td>73 839</td>
<td>117 306</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>4 825</td>
<td>19 974</td>
<td>24 799</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>83 291</td>
<td>83 764</td>
<td>167 055</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>173 671</td>
<td>216 659</td>
<td>390 330</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>39 012</td>
<td>64 060</td>
<td>103 072</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
BILAN SOCIAL

106 - Taux de présence aux diverses catégories de concours externes 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
<th>Taux de présence en %</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>105 969</td>
<td>83 179</td>
<td>78,49</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>117 306</td>
<td>64 964</td>
<td>55,38</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>167 055</td>
<td>107 304</td>
<td>64,23</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>390 330</strong></td>
<td><strong>255 447</strong></td>
<td><strong>65,44</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*

107 - Participation aux concours externes selon la catégorie en 1991

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
108 - Répartition par catégorie des candidats admis aux concours externes 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Postes</th>
<th>Admis</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>19 576</td>
<td>7 186</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>17 334</td>
<td>6 094</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>3 524</td>
<td>1 909</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>999</td>
<td>270</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>7 895</td>
<td>6 446</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>30 995</td>
<td>15 541</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>18 333</td>
<td>6 364</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.

109 - Répartition par catégorie des candidats aux concours internes 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>30 758</td>
<td>29 919</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>24 787</td>
<td>23 454</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>11 967</td>
<td>19 826</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>94</td>
<td>154</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>2 333</td>
<td>6 974</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>45 058</td>
<td>56 719</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>24 881</td>
<td>23 608</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
BILAN SOCIAL

110 - Taux de présence aux diverses catégories de concours internes 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
<th>Taux de présence en %</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>60 677</td>
<td>51 289</td>
<td>84,53</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>31 793</td>
<td>25 549</td>
<td>80,36</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>9 307</td>
<td>7 280</td>
<td>78,22</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>101 777</td>
<td>84 118</td>
<td>82,65</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.

111 - Participation aux concours internes selon la catégorie en 1991

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
112 - Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux concours internes 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Postes</th>
<th>Admis</th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>20 498</td>
<td>6 717</td>
<td>6 319</td>
<td>13 036</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>18 639</td>
<td>5 884</td>
<td>5 440</td>
<td></td>
<td>11 324</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>3 198</td>
<td>1 277</td>
<td>1 724</td>
<td>3 001</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>92</td>
<td>39</td>
<td>42</td>
<td>81</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>1 877</td>
<td>375</td>
<td>814</td>
<td>1 189</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>25 573</td>
<td>8 369</td>
<td>8 857</td>
<td>17 226</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>18 731</td>
<td>5 923</td>
<td>5 482</td>
<td>11 405</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
113 - Répartition hommes-femmes parmi les candidats admis sur liste principale aux différentes catégories de concours internes en 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Admis</th>
<th>Hommes</th>
<th>Femmes</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>6 717</td>
<td>6 319</td>
<td>13 036</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>1 277</td>
<td>1 724</td>
<td>3 001</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>375</td>
<td>814</td>
<td>1 189</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>8 369</td>
<td>8 857</td>
<td>17 226</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.

114 - Répartition hommes-femmes parmi les candidats admis sur liste principale aux différentes catégories de concours internes en 1991

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
### 115 - Répartition par catégorie des candidats aux concours de sélection professionnelle en 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Inscrits</th>
<th></th>
<th></th>
<th>Présents</th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>753</td>
<td>640</td>
<td>1 393</td>
<td>676</td>
<td>540</td>
<td>1 216</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>2 189</td>
<td>4 211</td>
<td>6 400</td>
<td>1 918</td>
<td>3 357</td>
<td>5 275</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>134</td>
<td>79</td>
<td>213</td>
<td>90</td>
<td>48</td>
<td>138</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>3 076</td>
<td>4 930</td>
<td>8 006</td>
<td>2 684</td>
<td>3 945</td>
<td>6 629</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*

### 116 - Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux concours de sélection professionnelle 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Postes</th>
<th>Admis</th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
<td>Total</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>225</td>
<td>127</td>
<td>79</td>
<td>206</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>866</td>
<td>343</td>
<td>527</td>
<td>870</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>185</td>
<td>46</td>
<td>17</td>
<td>63</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>1 276</td>
<td>516</td>
<td>623</td>
<td>1 13</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
## Bilan Social

### 117 - Répartition par catégorie des candidats aux concours uniques en 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Inscrits</th>
<th>Présents</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hommes</td>
<td>Femmes</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td>3 591</td>
<td>3 057</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>407</td>
<td>183</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td>345</td>
<td>83</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td>941</td>
<td>2 048</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>4 877</td>
<td>5 188</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>407</td>
<td>183</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*

### 118 - Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux concours uniques en 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie de concours</th>
<th>Postes</th>
<th>Admis sur liste principale</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Hommes</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau A</td>
<td></td>
<td>439</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>158</td>
<td>74</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau B</td>
<td></td>
<td>72</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Concours niveau CD</td>
<td></td>
<td>360</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td></td>
<td>871</td>
</tr>
<tr>
<td>dont enseignement</td>
<td>158</td>
<td>74</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*

230
d) Promotions dues au concours de 1990

### 119 - Flux des promotions sur l'ensemble des concours 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Origine des candidats admis</th>
<th>Concours niveau A</th>
<th>Concours niveau B</th>
<th>Concours niveau CD</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Catégorie A</td>
<td>9 496</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>9 496</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie B</td>
<td>2 465</td>
<td>2 946</td>
<td>0</td>
<td>5 411</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie C</td>
<td>3 8</td>
<td>6 499</td>
<td>5 599</td>
<td>12 184</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie D</td>
<td>3 24</td>
<td>828</td>
<td>855</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Catégories CD</td>
<td>89</td>
<td>6 523</td>
<td>6 427</td>
<td>13 039</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total titulaires de l'État</strong></td>
<td>12 050</td>
<td>9 469</td>
<td>6 427</td>
<td>27 946</td>
</tr>
<tr>
<td>Agents contractuels</td>
<td>353</td>
<td>1 790</td>
<td>775</td>
<td>2 918</td>
</tr>
<tr>
<td>Collectivités locales</td>
<td>160</td>
<td>145</td>
<td>43</td>
<td>348</td>
</tr>
<tr>
<td>Candidats extérieurs</td>
<td>16 033</td>
<td>8 235</td>
<td>17 165</td>
<td>41 433</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total non titulaires</strong></td>
<td>16 546</td>
<td>10 170</td>
<td>17 983</td>
<td>44 699</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total général</strong></td>
<td>28 596</td>
<td>19 639</td>
<td>24 410</td>
<td>72 645</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*

### 120 - Flux des promotions dues aux concours externes 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Origine des candidats admis</th>
<th>Concours niveau A</th>
<th>Concours niveau B</th>
<th>Concours niveau CD</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Catégorie A</td>
<td>135</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>135</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie B</td>
<td>166</td>
<td>373</td>
<td>0</td>
<td>539</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie C</td>
<td>8</td>
<td>284</td>
<td>74</td>
<td>366</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie D</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>16</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégories CD</td>
<td>10</td>
<td>286</td>
<td>90</td>
<td>386</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total des titulaires de l'État</strong></td>
<td>311</td>
<td>659</td>
<td>90</td>
<td>1 060</td>
</tr>
<tr>
<td>Agents contractuels</td>
<td>124</td>
<td>494</td>
<td>61</td>
<td>679</td>
</tr>
<tr>
<td>Collectivités locales</td>
<td>21</td>
<td>117</td>
<td>14</td>
<td>152</td>
</tr>
<tr>
<td>Candidats extérieurs</td>
<td>15 557</td>
<td>8 203</td>
<td>15 717</td>
<td>39 477</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total des non titulaires</strong></td>
<td>15 702</td>
<td>8 814</td>
<td>15 792</td>
<td>40 308</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total général</strong></td>
<td>16 013</td>
<td>9 473</td>
<td>15 882</td>
<td>41 368</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
### BILAN SOCIAL

#### 121 - Flux des promotions dues aux concours internes 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Origine des candidats admis</th>
<th>Concours niveau A</th>
<th>Concours niveau B</th>
<th>Concours niveau CD</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Catégorie A</td>
<td>9 188</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>9 188</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie B</td>
<td>2 281</td>
<td>1 330</td>
<td>0</td>
<td>3 611</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie C</td>
<td>78</td>
<td>5 645</td>
<td>5 158</td>
<td>16 881</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie D</td>
<td>1</td>
<td>22</td>
<td>508</td>
<td>531</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégories CD</td>
<td>79</td>
<td>5 667</td>
<td>5 666</td>
<td>11 412</td>
</tr>
<tr>
<td>Total des agents titulaires de l’État</td>
<td>11 548</td>
<td>6 997</td>
<td>5 666</td>
<td>24 211</td>
</tr>
<tr>
<td>Agents contractuels</td>
<td>229</td>
<td>1 296</td>
<td>256</td>
<td>1 781</td>
</tr>
<tr>
<td>Collectivités locales</td>
<td>138</td>
<td>20</td>
<td>15</td>
<td>173</td>
</tr>
<tr>
<td>Candidats extérieurs</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total non titulaires</td>
<td>367</td>
<td>1 316</td>
<td>271</td>
<td>1 954</td>
</tr>
<tr>
<td>Total général</td>
<td>11 915</td>
<td>8 313</td>
<td>5 927</td>
<td>26 165</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*

#### 122 - Flux des promotions dues aux concours de sélection professionnelle 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Origine des candidats admis</th>
<th>Concours niveau A</th>
<th>Concours niveau B</th>
<th>Concours niveau CD</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Catégorie A</td>
<td>143</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>143</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie B</td>
<td>13</td>
<td>630</td>
<td>0</td>
<td>643</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie C</td>
<td>0</td>
<td>569</td>
<td>276</td>
<td>845</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie D</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>155</td>
<td>155</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégories CD</td>
<td>0</td>
<td>569</td>
<td>431</td>
<td>1 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Total titulaires de l’État</td>
<td>156</td>
<td>1 199</td>
<td>431</td>
<td>1 786</td>
</tr>
<tr>
<td>Agents contractuels</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Collectivités locales</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Candidats extérieurs</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total non titulaires</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Total général</td>
<td>156</td>
<td>1 199</td>
<td>531</td>
<td>1 886</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
## 123 - Flux des promotions dues aux concours uniques 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Origine des candidats admis</th>
<th>Concours niveau A</th>
<th>Concours niveau B</th>
<th>Concours niveau CD</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Catégorie A</td>
<td>30</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>30</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie B</td>
<td>5</td>
<td>613</td>
<td>0</td>
<td>618</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie C</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>91</td>
<td>92</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie D</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>149</td>
<td>149</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégories CD</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>240</td>
<td>241</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total titulaires de l'État</strong></td>
<td><strong>35</strong></td>
<td><strong>614</strong></td>
<td><strong>240</strong></td>
<td><strong>889</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Agents contractuels</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>358</td>
<td>358</td>
</tr>
<tr>
<td>Collectivités locales</td>
<td>1</td>
<td>8</td>
<td>14</td>
<td>23</td>
</tr>
<tr>
<td>Candidats extérieurs</td>
<td>476</td>
<td>32</td>
<td>1 448</td>
<td>1 956</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total non titulaires</strong></td>
<td><strong>477</strong></td>
<td><strong>40</strong></td>
<td><strong>1 820</strong></td>
<td><strong>2 337</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total général</strong></td>
<td><strong>512</strong></td>
<td><strong>654</strong></td>
<td><strong>2 060</strong></td>
<td><strong>3 226</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
e) Promotions dues au concours de 1991

### 124 - Flux des promotions sur l’ensemble des concours 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Origine des candidats admis</th>
<th>Concours niveau A</th>
<th>Concours niveau B</th>
<th>Concours niveau CD</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Catégorie A</td>
<td>8 291</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>8 291</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie B</td>
<td>2 007</td>
<td>1 000</td>
<td>0</td>
<td>3 007</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie C</td>
<td>47</td>
<td>3 398</td>
<td>1 092</td>
<td>4 537</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie D</td>
<td>8</td>
<td>33</td>
<td>219</td>
<td>260</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégories CD</td>
<td>55</td>
<td>3 431</td>
<td>1 311</td>
<td>4 797</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total titulaires de l’État</strong></td>
<td><strong>10 353</strong></td>
<td><strong>4 431</strong></td>
<td><strong>1 311</strong></td>
<td><strong>16 095</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Agents contractuels</td>
<td>8 049</td>
<td>282</td>
<td>152</td>
<td>8 483</td>
</tr>
<tr>
<td>Collectivités locales</td>
<td>103</td>
<td>52</td>
<td>23</td>
<td>178</td>
</tr>
<tr>
<td>Candidats extérieurs</td>
<td>11 046</td>
<td>3 283</td>
<td>10 490</td>
<td>24 819</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total non titulaires</strong></td>
<td>19 198</td>
<td>3 617</td>
<td>10 665</td>
<td>33 480</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total général</strong></td>
<td>29 551</td>
<td>8 048</td>
<td>11 976</td>
<td>49 575</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*

### 125 - Flux des promotions dues aux concours externes

<table>
<thead>
<tr>
<th>Origine des candidats admis</th>
<th>Concours niveau A</th>
<th>Concours niveau B</th>
<th>Concours niveau CD</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Catégorie A</td>
<td>1 100</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1 100</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie B</td>
<td>324</td>
<td>291</td>
<td>0</td>
<td>615</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie C</td>
<td>20</td>
<td>351</td>
<td>45</td>
<td>416</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie D</td>
<td>5</td>
<td>12</td>
<td>16</td>
<td>33</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégories CD</td>
<td>25</td>
<td>365</td>
<td>61</td>
<td>449</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total titulaires de l’État</strong></td>
<td><strong>1 449</strong></td>
<td><strong>654</strong></td>
<td><strong>61</strong></td>
<td><strong>2 164</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Agents contractuels</td>
<td>3 656</td>
<td>167</td>
<td>65</td>
<td>3 888</td>
</tr>
<tr>
<td>Collectivités locales</td>
<td>60</td>
<td>32</td>
<td>3</td>
<td>95</td>
</tr>
<tr>
<td>Candidats extérieurs</td>
<td>10 773</td>
<td>3 261</td>
<td>10 251</td>
<td>24 285</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total non titulaires</strong></td>
<td>14 489</td>
<td>3 460</td>
<td>10 319</td>
<td>30 432</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total général</strong></td>
<td>15 938</td>
<td>4 114</td>
<td>10 380</td>
<td>30 432</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
### 126 - Flux des promotions dues aux concours internes 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Origine des candidats admis</th>
<th>Concours niveau A</th>
<th>Concours niveau B</th>
<th>Concours niveau CD</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Catégorie A</td>
<td>7 020</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>7 020</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie B</td>
<td>1 583</td>
<td>392</td>
<td>0</td>
<td>1 975</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie C</td>
<td>27</td>
<td>2 453</td>
<td>902</td>
<td>3 382</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie D</td>
<td>3</td>
<td>21</td>
<td>199</td>
<td>223</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégories CD</td>
<td>30</td>
<td>2 474</td>
<td>1 101</td>
<td>3 605</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total titulaires de l'État</strong></td>
<td><strong>8 633</strong></td>
<td><strong>2 866</strong></td>
<td><strong>1 101</strong></td>
<td><strong>12 600</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Agents contractuels</td>
<td>4 369</td>
<td>115</td>
<td>68</td>
<td>4 552</td>
</tr>
<tr>
<td>Collectivités locales</td>
<td>34</td>
<td>20</td>
<td>20</td>
<td>74</td>
</tr>
<tr>
<td>Candidats extérieurs</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total non titulaires</strong></td>
<td><strong>4 403</strong></td>
<td><strong>135</strong></td>
<td><strong>88</strong></td>
<td><strong>4 626</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total général</strong></td>
<td><strong>13 036</strong></td>
<td><strong>3 001</strong></td>
<td><strong>1 189</strong></td>
<td><strong>17 226</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*

### 127 - Flux des promotions dues aux concours de sélection professionnelle 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Origine des candidats admis</th>
<th>Concours niveau A</th>
<th>Concours niveau B</th>
<th>Concours niveau CD</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Catégorie A</td>
<td>123</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>123</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie B</td>
<td>83</td>
<td>308</td>
<td>0</td>
<td>391</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie C</td>
<td>0</td>
<td>562</td>
<td>46</td>
<td>608</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie D</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégories CD</td>
<td>0</td>
<td>562</td>
<td>63</td>
<td>625</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total titulaires de l'État</strong></td>
<td><strong>206</strong></td>
<td><strong>870</strong></td>
<td><strong>63</strong></td>
<td><strong>1 139</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Agents contractuels</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Collectivités locales</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Candidats extérieurs</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total non titulaires</strong></td>
<td><strong>0</strong></td>
<td><strong>0</strong></td>
<td><strong>0</strong></td>
<td><strong>0</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total général</strong></td>
<td><strong>206</strong></td>
<td><strong>870</strong></td>
<td><strong>63</strong></td>
<td><strong>1 139</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
### BILAN SOCIAL

**128 - Flux des promotions dues aux concours uniques 1991**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Origine des candidats admis</th>
<th>Concours niveau A</th>
<th>Concours niveau B</th>
<th>Concours niveau CD</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Catégorie A</td>
<td>48</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>48</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie B</td>
<td>17</td>
<td>9</td>
<td>0</td>
<td>26</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie C</td>
<td>0</td>
<td>32</td>
<td>82</td>
<td>114</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie D</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégories CD</td>
<td>0</td>
<td>32</td>
<td>86</td>
<td>118</td>
</tr>
<tr>
<td>Total titulaires de l'État</td>
<td>65</td>
<td>41</td>
<td>86</td>
<td>192</td>
</tr>
<tr>
<td>Agents contractuels</td>
<td>24</td>
<td>0</td>
<td>19</td>
<td>43</td>
</tr>
<tr>
<td>Collectivités locales</td>
<td>9</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>Candidats extérieurs</td>
<td>273</td>
<td>22</td>
<td>239</td>
<td>534</td>
</tr>
<tr>
<td>Total non titulaires</td>
<td>306</td>
<td>22</td>
<td>258</td>
<td>586</td>
</tr>
<tr>
<td>Total général</td>
<td>371</td>
<td>63</td>
<td>344</td>
<td>778</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.*
f) Concours de l'ENA

129 - Évolution du nombre de titulaires de diplômes de haut niveau parmi les candidats reçus au concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Nombre de places offertes aux concours internes</th>
<th>Agrégés non normaliens</th>
<th>Agrégés normaliens</th>
<th>Normaliens non agrégés</th>
<th>Titulaires d'un doctorat</th>
<th>Total</th>
<th>Pourcentage de ces diplômés parmi les reçus</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1972</td>
<td>42</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>4,76</td>
</tr>
<tr>
<td>1976</td>
<td>60</td>
<td>9</td>
<td>7</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>18</td>
<td>30</td>
</tr>
<tr>
<td>1977</td>
<td>60</td>
<td>9</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>15</td>
<td>25</td>
</tr>
<tr>
<td>1978</td>
<td>60</td>
<td>8</td>
<td>8</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>19</td>
<td>31,67</td>
</tr>
<tr>
<td>1979</td>
<td>57</td>
<td>5</td>
<td>14</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>19</td>
<td>33,33</td>
</tr>
<tr>
<td>1980</td>
<td>59</td>
<td>11</td>
<td>12</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>26</td>
<td>44,07</td>
</tr>
<tr>
<td>1981</td>
<td>58</td>
<td>10</td>
<td>4</td>
<td>5</td>
<td>2</td>
<td>21</td>
<td>36,21</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>64</td>
<td>9</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>15</td>
<td>24,44</td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>72</td>
<td>14</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>15</td>
<td>20,83</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>75</td>
<td>14</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
<td>25</td>
<td>33,33</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>73</td>
<td>11</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>13</td>
<td>17,81</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>62</td>
<td>9</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>12</td>
<td>19,35</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>40</td>
<td>6</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>7</td>
<td>17,50</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>42</td>
<td>7</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>12</td>
<td>28,57</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>48</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>5</td>
<td>10,42</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>49</td>
<td>8</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>9</td>
<td>18,37</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>45</td>
<td>7</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>10</td>
<td>22,22</td>
</tr>
<tr>
<td>1992</td>
<td>48</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>4</td>
<td>8,33</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Sources : ENA et DGAFP.

130 - Représentation des femmes admises aux concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Concours externe</th>
<th>Concours interne</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Candidates admis</td>
<td>% de femmes</td>
<td>Candidates admis</td>
</tr>
<tr>
<td>1979</td>
<td>77</td>
<td>15,58</td>
<td>57</td>
</tr>
<tr>
<td>1980</td>
<td>81</td>
<td>23,46</td>
<td>59</td>
</tr>
<tr>
<td>1981</td>
<td>82</td>
<td>14,63</td>
<td>58</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>86</td>
<td>16,28</td>
<td>64</td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>80</td>
<td>23,75</td>
<td>72</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>75</td>
<td>24</td>
<td>75</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>75</td>
<td>14,67</td>
<td>73</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>62</td>
<td>17,74</td>
<td>62</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>40</td>
<td>20</td>
<td>40</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>42</td>
<td>14,29</td>
<td>42</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>48</td>
<td>20,83</td>
<td>48</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>49</td>
<td>24,49</td>
<td>49</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>45</td>
<td>15,56</td>
<td>45</td>
</tr>
<tr>
<td>1992</td>
<td>48</td>
<td>18,75</td>
<td>48</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP.
BILAN SOCIAL

131 - Origines socioprofessionnelles des élèves de l’Ecole nationale d’administration

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégories socioprofessionnelles</th>
<th>Concours externe</th>
<th>Concours interne</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Nombre</td>
<td>%</td>
<td>Nombre</td>
</tr>
<tr>
<td>Ouvriers</td>
<td>22</td>
<td>2.64</td>
<td>59</td>
</tr>
<tr>
<td>Employés</td>
<td>25</td>
<td>3</td>
<td>46</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculteurs exploitants</td>
<td>23</td>
<td>2.76</td>
<td>26</td>
</tr>
<tr>
<td>Chef de PME</td>
<td>51</td>
<td>6.12</td>
<td>77</td>
</tr>
<tr>
<td>Cadres moyens</td>
<td>73</td>
<td>8.75</td>
<td>130</td>
</tr>
<tr>
<td>- dont fonctionnaires</td>
<td>27</td>
<td>3.24</td>
<td>63</td>
</tr>
<tr>
<td>Cadres supérieures et assimilés</td>
<td>632</td>
<td>75.78</td>
<td>332</td>
</tr>
<tr>
<td>- dont chefs de grandes entreprises</td>
<td>10</td>
<td>1.20</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>- dont professions libérales</td>
<td>129</td>
<td>15.47</td>
<td>64</td>
</tr>
<tr>
<td>- dont fonctionnaires</td>
<td>216</td>
<td>25.90</td>
<td>145</td>
</tr>
<tr>
<td>- dont cadres entreprises privées et publiques</td>
<td>277</td>
<td>33.21</td>
<td>116</td>
</tr>
<tr>
<td>Divers</td>
<td>8</td>
<td>0.96</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>834</td>
<td>100</td>
<td>684</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP.
### Origine géographique des élèves reçus aux concours d’entrée à l’École nationale d’administration

#### (en pourcentage)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Régions</th>
<th>Concours Externe</th>
<th></th>
<th></th>
<th>Concours Interne</th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Région de naissance</td>
<td>Région de résidence</td>
<td></td>
<td>Région de naissance</td>
<td>Région de résidence</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Alsace</td>
<td>4,8</td>
<td>4,2</td>
<td>2,2</td>
<td>2,2</td>
<td>2,2</td>
<td>2,2</td>
</tr>
<tr>
<td>Aquitaine</td>
<td>4,8</td>
<td>2,1</td>
<td>6,1</td>
<td>2,2</td>
<td>2,4</td>
<td>2,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Auvergne</td>
<td>0</td>
<td>4,2</td>
<td>4,1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2,1</td>
</tr>
<tr>
<td>Bourgogne</td>
<td>2,4</td>
<td>0</td>
<td>4,1</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Bretagne</td>
<td>2,4</td>
<td>2,1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Centre</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Champagne-Ardennes</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Corse</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Franche-Comté</td>
<td>0</td>
<td>2,1</td>
<td>0</td>
<td>2,2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Ile-de-France</td>
<td>54,6</td>
<td>31,3</td>
<td>28,8</td>
<td>48,8</td>
<td>39,5</td>
<td>90,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Languedoc-Roussillon</td>
<td>2,4</td>
<td>6,2</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Limousin</td>
<td>2,4</td>
<td>6,2</td>
<td>4,1</td>
<td>2,2</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Lorraine</td>
<td>2,4</td>
<td>4,1</td>
<td>6,1</td>
<td>2,2</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Midi-Pyrénées</td>
<td>2,4</td>
<td>6,2</td>
<td>2</td>
<td>4,4</td>
<td>5</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Nord-Pas de Calais</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2,2</td>
<td>6,2</td>
</tr>
<tr>
<td>Basse Normandie</td>
<td>2,4</td>
<td>0</td>
<td>4,1</td>
<td>2,2</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Haute Normandie</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2,2</td>
</tr>
<tr>
<td>Pays de la Loire</td>
<td>4,8</td>
<td>2,1</td>
<td>6,1</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Picardie</td>
<td>0</td>
<td>2,1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Poitou-Charentes</td>
<td>0</td>
<td>6,2</td>
<td>2</td>
<td>5</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Provence-Alpes-Côte d'Azur</td>
<td>2,4</td>
<td>8,4</td>
<td>10,2</td>
<td>8,8</td>
<td>10,4</td>
<td>2,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Rhône-Alpes</td>
<td>4,8</td>
<td>0</td>
<td>8,2</td>
<td>6,6</td>
<td>4,1</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>DOM-TOM</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Étranger</td>
<td>7</td>
<td>12,5</td>
<td>8,1</td>
<td>8,8</td>
<td>6,2</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Total** | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  |

*Source : ENA et DGAFP.*
g) Concours des IRA

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Droit</td>
<td>137</td>
<td>100</td>
<td>56</td>
<td>122</td>
<td>105</td>
<td>162</td>
<td>113</td>
<td>145</td>
</tr>
<tr>
<td>dont : Doctorat</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>DES</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>10</td>
<td>5</td>
<td>0</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>Maîtrise</td>
<td>68</td>
<td>52</td>
<td>30</td>
<td>77</td>
<td>65</td>
<td>98</td>
<td>60</td>
<td>91</td>
</tr>
<tr>
<td>Licence</td>
<td>68</td>
<td>46</td>
<td>25</td>
<td>42</td>
<td>30</td>
<td>59</td>
<td>53</td>
<td>34</td>
</tr>
<tr>
<td>Sciences Économiques</td>
<td>32</td>
<td>41</td>
<td>13</td>
<td>30</td>
<td>47</td>
<td>63</td>
<td>75</td>
<td>37</td>
</tr>
<tr>
<td>dont : DES</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Maîtrise</td>
<td>21</td>
<td>20</td>
<td>10</td>
<td>16</td>
<td>28</td>
<td>39</td>
<td>44</td>
<td>19</td>
</tr>
<tr>
<td>Licence</td>
<td>11</td>
<td>21</td>
<td>3</td>
<td>11</td>
<td>18</td>
<td>23</td>
<td>29</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td>Lettres</td>
<td>46</td>
<td>30</td>
<td>31</td>
<td>27</td>
<td>38</td>
<td>41</td>
<td>41</td>
<td>37</td>
</tr>
<tr>
<td>dont : Doctorat et DES</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Maîtrise</td>
<td>16</td>
<td>11</td>
<td>19</td>
<td>15</td>
<td>13</td>
<td>15</td>
<td>13</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>Licence</td>
<td>30</td>
<td>19</td>
<td>12</td>
<td>11</td>
<td>24</td>
<td>26</td>
<td>28</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>Sciences</td>
<td>6</td>
<td>4</td>
<td>5</td>
<td>5</td>
<td>2</td>
<td>10</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>dont : Doctorat</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Maîtrise</td>
<td>5</td>
<td>3</td>
<td>3</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Licence</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>2</td>
<td>4</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Institut d'études politiques</td>
<td>50</td>
<td>30</td>
<td>41</td>
<td>63</td>
<td>69</td>
<td>45</td>
<td>25</td>
<td>47</td>
</tr>
<tr>
<td>Licence d'administration publique</td>
<td>0</td>
<td>17</td>
<td>13</td>
<td>34</td>
<td>35</td>
<td>76</td>
<td>32</td>
<td>29</td>
</tr>
<tr>
<td>HEC</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres écoles supérieures de commerce</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Divers (1)</td>
<td>12</td>
<td>2</td>
<td>9</td>
<td>4</td>
<td>3</td>
<td>8</td>
<td>11</td>
<td>16</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total                        | 285  | 224  | 168  | 285  | 300  | 405  | 298  | 311  |

*Source : DGAFP.*

(1) Ce chiffre comprend également les personnes ne possédant pas l’un des diplômes requis mais qui ont été autorisées à concourir, en fonction de leur formation, par la commission statuant à cet effet.
### 134 - Taux de réussite par diplôme des candidats admis aux concours externes des IRA en 1992

<table>
<thead>
<tr>
<th>Diplômes</th>
<th>Présents</th>
<th>Admis</th>
<th>Taux de réussite en %</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Droit</td>
<td>813</td>
<td>145</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>Sciences Économiques</td>
<td>563</td>
<td>37</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>Lettres</td>
<td>300</td>
<td>37</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>Sciences</td>
<td>81</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Institut d'Études Politiques</td>
<td>138</td>
<td>47</td>
<td>34</td>
</tr>
<tr>
<td>Licence d'administration publique</td>
<td>170</td>
<td>29</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>HEC</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres Ecoles supérieures de commerce</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Divers</td>
<td>34</td>
<td>16</td>
<td>47</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>2103</strong></td>
<td><strong>311</strong></td>
<td><strong>15</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP.*
135 - Taux de réussite par formation des candidats admis aux concours externes des IRA en 1992

Source : DGAFP.
### 136 - Niveau des candidats admis aux concours internes d'accès aux IRA en 1992

(EN pourcentage)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Lauréats titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire</th>
<th>Lauréats titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1978</td>
<td>32,50</td>
<td>67,50</td>
</tr>
<tr>
<td>1979</td>
<td>32,40</td>
<td>67,60</td>
</tr>
<tr>
<td>1980</td>
<td>29,10</td>
<td>70,90</td>
</tr>
<tr>
<td>1981</td>
<td>32,90</td>
<td>67,10</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>29,20</td>
<td>70,80</td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>21</td>
<td>79</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>22,80</td>
<td>77,20</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>20</td>
<td>80</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>29,40</td>
<td>70,60</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>39,80</td>
<td>60,20</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>31</td>
<td>69</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>31</td>
<td>69</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>28</td>
<td>72</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>37</td>
<td>63</td>
</tr>
<tr>
<td>1992</td>
<td>33,76</td>
<td>66,24</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP.*
Évolution de la répartition des niveaux de formation des candidats admis aux concours internes d’accès aux IRA

Source : DGAFP.
### 138 - Origine géographique des candidats admis aux concours d'accès aux IRA en 1992

<table>
<thead>
<tr>
<th>Régions</th>
<th>Admis</th>
<th>En pourcentage du total des admis</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Alsace</td>
<td>15</td>
<td>2.41</td>
</tr>
<tr>
<td>Aquitaine</td>
<td>27</td>
<td>4.34</td>
</tr>
<tr>
<td>Auvergne</td>
<td>10</td>
<td>1.61</td>
</tr>
<tr>
<td>Bourgogne</td>
<td>20</td>
<td>3.22</td>
</tr>
<tr>
<td>Bretagne</td>
<td>11</td>
<td>1.77</td>
</tr>
<tr>
<td>Centre</td>
<td>15</td>
<td>2.41</td>
</tr>
<tr>
<td>Champagne-Ardenness</td>
<td>11</td>
<td>1.77</td>
</tr>
<tr>
<td>Corse</td>
<td>7</td>
<td>1.13</td>
</tr>
<tr>
<td>Franche-Comté</td>
<td>14</td>
<td>2.25</td>
</tr>
<tr>
<td>Ile-de-France</td>
<td>153</td>
<td>24.60</td>
</tr>
<tr>
<td>Languedoc-Roussillon</td>
<td>21</td>
<td>3.38</td>
</tr>
<tr>
<td>Limousin</td>
<td>13</td>
<td>2.09</td>
</tr>
<tr>
<td>Lorraine</td>
<td>41</td>
<td>6.59</td>
</tr>
<tr>
<td>Midi-Pyrénées</td>
<td>15</td>
<td>2.41</td>
</tr>
<tr>
<td>Nord-Pas de Calais</td>
<td>50</td>
<td>8.04</td>
</tr>
<tr>
<td>Basse Normandie</td>
<td>9</td>
<td>1.45</td>
</tr>
<tr>
<td>Haute Normandie</td>
<td>9</td>
<td>1.45</td>
</tr>
<tr>
<td>Pays de la Loire</td>
<td>35</td>
<td>5.63</td>
</tr>
<tr>
<td>Picardie</td>
<td>5</td>
<td>0.80</td>
</tr>
<tr>
<td>Poitou-Charentes</td>
<td>19</td>
<td>3.05</td>
</tr>
<tr>
<td>Provence-Alpes-Côte d'Azur</td>
<td>41</td>
<td>6.59</td>
</tr>
<tr>
<td>Rhône-Alpes</td>
<td>76</td>
<td>12.22</td>
</tr>
<tr>
<td>Guadeloupe</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Guyane</td>
<td>1</td>
<td>0.16</td>
</tr>
<tr>
<td>Martinique</td>
<td>3</td>
<td>0.48</td>
</tr>
<tr>
<td>Réunion</td>
<td>1</td>
<td>0.16</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total 622 100

*Source : DGAFP.*
Source : DGAPP.

**Bilan Social**

### Origine géographique des candidats admis au concours externes des IRA en 1992

<table>
<thead>
<tr>
<th>Régions</th>
<th>Admis</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Alsace</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Aquitaine</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>Auvergne</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Bourgogne</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>Bretagne</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Centre</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td>Champagne-Ardennes</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>Corse</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Franche-Comté</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>Ile-de-France</td>
<td>57</td>
</tr>
<tr>
<td>Languedoc-Roussillon</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>Limousin</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>Lorraine</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>Midi-Pyrénées</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>Nord-Pas de Calais</td>
<td>27</td>
</tr>
<tr>
<td>Basse Normandie</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Haute Normandie</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Pays de la Loire</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>Picardie</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Poitou-Charentes</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>Provence-Alpes-Côte d'Azur</td>
<td>27</td>
</tr>
<tr>
<td>Rhône-Alpes</td>
<td>40</td>
</tr>
<tr>
<td>Guadeloupe</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Guyane</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Martinique</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Réunion</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>311</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP.*
Bilan Social
### Représentation des femmes admises aux concours d’accès aux IRA en 1992

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Concours externe</th>
<th>Concours interne</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Candidats admis</td>
<td>% de femmes</td>
<td>Candidats admis</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>308</td>
<td>54,22</td>
<td>154</td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>230</td>
<td>50</td>
<td>169</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>327</td>
<td>49,54</td>
<td>163</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>285</td>
<td>48,07</td>
<td>145</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>224</td>
<td>42,41</td>
<td>112</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>168</td>
<td>51,79</td>
<td>83</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>285</td>
<td>49,47</td>
<td>190</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>300</td>
<td>60</td>
<td>200</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>405</td>
<td>51,36</td>
<td>267</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>298</td>
<td>60,40</td>
<td>273</td>
</tr>
<tr>
<td>1992</td>
<td>311</td>
<td>50,80</td>
<td>311</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Source : DGAFP.**
BILAN SOCIAL

2) Cessation de fonctions

143 - Évolution du nombre de pensions en paiement

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Pensions militaires</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- droits directs</td>
<td>405 106</td>
<td>393 017</td>
<td>399 183</td>
<td>400 423</td>
<td>392 556</td>
<td>391 918</td>
<td>391 617</td>
<td>390 034</td>
</tr>
<tr>
<td>- droits dérivés</td>
<td>183 713</td>
<td>180 347</td>
<td>181 182</td>
<td>185 020</td>
<td>184 157</td>
<td>186 040</td>
<td>187 953</td>
<td>189 025</td>
</tr>
<tr>
<td>Total I</td>
<td>588 819</td>
<td>573 364</td>
<td>580 365</td>
<td>585 443</td>
<td>576 713</td>
<td>577 958</td>
<td>579 570</td>
<td>579 059</td>
</tr>
<tr>
<td>Pensions civiles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- droits directs</td>
<td>635 650</td>
<td>658 286</td>
<td>650 141</td>
<td>676 135</td>
<td>688 871</td>
<td>706 411</td>
<td>728 660</td>
<td>752 303</td>
</tr>
<tr>
<td>- droits dérivés</td>
<td>232 699</td>
<td>237 491</td>
<td>230 614</td>
<td>236 812</td>
<td>235 933</td>
<td>238 249</td>
<td>242 767</td>
<td>246 239</td>
</tr>
<tr>
<td>Total II</td>
<td>868 349</td>
<td>895 777</td>
<td>880 755</td>
<td>912 947</td>
<td>924 804</td>
<td>944 660</td>
<td>971 427</td>
<td>998 542</td>
</tr>
<tr>
<td>Total (I+II)</td>
<td>1 457 168</td>
<td>1 469 141</td>
<td>1 461 201</td>
<td>1 498 390</td>
<td>1 501 517</td>
<td>1 522 618</td>
<td>1 550 997</td>
<td>1 577 601</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : service des pensions.  
Situation au 31 décembre de chacune des années.

(1) Ancienne série.  
(2) Nouvelle série : en 1987, après épuration d’un fichier, de nouvelles statistiques ont été constituées.

144 - Évolution du nombre de mises à la retraite

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Fonctionnaires civils</th>
<th>Militaires</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1982</td>
<td>33 942</td>
<td>8 053</td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>36 786</td>
<td>8 576</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>36 626</td>
<td>9 625</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>37 491</td>
<td>8 560</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>37 913</td>
<td>8 926</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>39 286</td>
<td>9 667</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>39 947</td>
<td>10 427</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>40 922</td>
<td>11 901</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>39 561</td>
<td>12 219</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>43 607</td>
<td>11 697</td>
</tr>
<tr>
<td>1992</td>
<td>44 881</td>
<td>10 141</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : service des pensions.
### Évolution des effectifs gérés par l'IRCANTEC

<table>
<thead>
<tr>
<th>Année</th>
<th>Actifs</th>
<th>Retraités</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Agents de l'État</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>792</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>739,2</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>764,4</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>691,3</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>706,3</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>708,3</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>732,1</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>758,2</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1992</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

|       | Agents des collectivités territoriales |       | droits directs |
| 1984  | 845    |          | 541 |
| 1985  | 880    |          | 608 |
| 1986  | 910    |          | 682,9 |
| 1987  | 920,9  |          | 742 |
| 1988  | 941,3  |          | 792,1 |
| 1989  | 996,1  |          | 854,6 |
| 1990  | 997,5  |          | 901,9 |
| 1991  | 1045,4 |          | 940,7 |
| 1992  |        |          | 974,5 |

|       | - dont médecins hospitaliers |       | droits indirects |
| 1984  | 108     |          | 111 |
| 1985  | 123,2   |          | 122 |
| 1986  | 127,4   |          | 134,1 |
| 1987  | 127,1   |          | 144 |
| 1988  | 126,6   |          | 153,9 |
| 1989  | 128,5   |          | 164,1 |
| 1990  | 127,3   |          | 173,9 |
| 1991  | 125,9   |          | 184,2 |
| 1992  |        |          | 192,3 |

|       | Élus et autres |       | droits directs |
| 1984  | 162     |          | 83 |
| 1985  | 140,8   |          | 96,8 |
| 1986  | 145,6   |          | 107,6 |
| 1987  | 148,9   |          | 90,4 |
| 1988  | 153,9   |          | 80,2 |
| 1989  | 164,9   |          | 97,3 |
| 1990  | 163,6   |          | 82,9 |
| 1991  | 170,4   |          | 76,5 |
| 1992  |        |          | 78,8 |

|       | - droits indirects |       | droits indirects |
| 1984  | 6,5     |          | 6,5 |
| 1985  | 7,4     |          | 7,4 |
| 1986  | 7,3     |          | 7,3 |
| 1987  | 6       |          | 6 |
| 1988  | 5       |          | 5 |
| 1989  | 5,3     |          | 5,3 |
| 1990  | 4       |          | 4 |
| 1991  | 4,1     |          | 4,1 |
| 1992  | 4,3     |          | 4,3 |

Source: IRCANTEC.

NB : les données concernant les actifs ont été réajustées à compter de l'année 1987.
### D) Les travailleurs handicapés

146 - Effectifs des travailleurs handicapés par ministère (1) en 1991

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>cf (4)</th>
<th>cf (5)</th>
<th>cf (6)</th>
<th>cf (7)</th>
<th>cf (8)</th>
<th>cf (9)</th>
<th>Total (1)</th>
<th>Effectifs civils</th>
<th>%</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>15</td>
<td>0</td>
<td>72</td>
<td>66</td>
<td>199</td>
<td>0</td>
<td>352</td>
<td>15 067</td>
<td>2,34</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales</td>
<td>446</td>
<td>23</td>
<td>27</td>
<td>4</td>
<td>559</td>
<td>38</td>
<td>1 074</td>
<td>23 720</td>
<td>4,53</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>116</td>
<td>12</td>
<td>84</td>
<td>895</td>
<td>829</td>
<td>1</td>
<td>1 925</td>
<td>37 091</td>
<td>5,19</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>24</td>
<td>0</td>
<td>16</td>
<td>42</td>
<td>135</td>
<td>4</td>
<td>221</td>
<td>3 647</td>
<td>6,06</td>
</tr>
<tr>
<td>Aviation civile</td>
<td>84</td>
<td>0</td>
<td>20</td>
<td>69</td>
<td>798</td>
<td>0</td>
<td>971</td>
<td>12 471</td>
<td>7,79</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
<td>3</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>13</td>
<td>6 329</td>
<td>0,21</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>99</td>
<td>10</td>
<td>0</td>
<td>80</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>181</td>
<td>11 500</td>
<td>1,57</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>675</td>
<td>0</td>
<td>1 097</td>
<td>149</td>
<td>979</td>
<td>44</td>
<td>2 944</td>
<td>114 902</td>
<td>2,56</td>
</tr>
<tr>
<td>DOM-TOM</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>1 817</td>
<td>0,06</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>1 232</td>
<td>0</td>
<td>248</td>
<td>1 457</td>
<td>3 434</td>
<td>166</td>
<td>6 537</td>
<td>189 017</td>
<td>3,46</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (3)</td>
<td>2 603</td>
<td>7</td>
<td>8 120</td>
<td>5 817</td>
<td>4 605</td>
<td>5 295</td>
<td>26 440</td>
<td>1 073 747</td>
<td>2,46</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>602</td>
<td>26</td>
<td>444</td>
<td>1 493</td>
<td>641</td>
<td>185</td>
<td>3 365</td>
<td>104 401</td>
<td>3,22</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>49</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>44</td>
<td>0</td>
<td>93</td>
<td>5 696</td>
<td>1,63</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>775</td>
<td>45</td>
<td>1 790</td>
<td>6 892</td>
<td>1 782</td>
<td>36</td>
<td>11 275</td>
<td>159 579</td>
<td>7,07</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>37</td>
<td>0</td>
<td>18</td>
<td>357</td>
<td>379</td>
<td>22</td>
<td>813</td>
<td>54 820</td>
<td>1,48</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>11</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
<td>79</td>
<td>76</td>
<td>1</td>
<td>171</td>
<td>2 426</td>
<td>0,75</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>9</td>
<td>15</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>25</td>
<td>3 029</td>
<td>0,83</td>
</tr>
<tr>
<td>PTE</td>
<td>2 472</td>
<td>73</td>
<td>553</td>
<td>5 841</td>
<td>1 903</td>
<td>3 708</td>
<td>14 477</td>
<td>426 824</td>
<td>3,39</td>
</tr>
<tr>
<td>Recherche et technologie (3)</td>
<td>123</td>
<td>9</td>
<td>410</td>
<td>145</td>
<td>158</td>
<td>311</td>
<td>1 147</td>
<td>39 976</td>
<td>2,87</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Total** 9 368 205 12 916 23 404 16 525 9 812 72 025 2 286 059 3,15

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.

(1) Y compris quelques établissements publics.
(2) Y compris EPST.
(3) Y compris CNED et grands établissements.
(4) COTOREP.
(5) Dont recrutement contractuel article 3 de la loi du 10/07/87.
(6) Accidentés du travail ; victimes de maladies professionnelles.
(7) Agents titulaires de l’allocation temporaire d’invalidité.
(8) Anciens militaires.
(9) Fonctionnaires de l’article 63 de la loi du 11/01/84.
LES RÉMUNÉRATIONS ET CHARGES ACCESSOIRES

II. Les rémunérations et charges accessoires

A) Le budget de l'État

147 - Les grandes masses du Budget de l'État

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Opérations à caractère définitif :</td>
<td>1090,92</td>
<td>1143,57</td>
<td>1164,03</td>
<td>1233,88</td>
<td>1294,15</td>
<td>1337,08</td>
</tr>
<tr>
<td>dont Budget général</td>
<td>1049,98</td>
<td>1082,25</td>
<td>1152,32</td>
<td>1220,44</td>
<td>1280,19</td>
<td>1321,86</td>
</tr>
<tr>
<td>dont Comptes Spéciaux du Trésor</td>
<td>40,94</td>
<td>61,32</td>
<td>11,70</td>
<td>13,44</td>
<td>13,96</td>
<td>15,22</td>
</tr>
<tr>
<td>Budgets Annexes</td>
<td>253,65</td>
<td>247,58</td>
<td>260,49</td>
<td>274,34</td>
<td>89,21</td>
<td>93,17</td>
</tr>
<tr>
<td>Budget de l'État, après consolidation des doubles comptes entre le Budget général et les Budgets annexes</td>
<td>1319,27</td>
<td>1369,71</td>
<td>1399,94</td>
<td>1481,78</td>
<td>1369,12</td>
<td>1419,17</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : lois de Finances initiales.


NB : les sommes sont exprimées en milliards de francs.

148 - Évolution des grandes catégories de dépenses du Budget Général de l'État

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dette publique</td>
<td>117,3</td>
<td>138</td>
<td>152,7</td>
<td>166,7</td>
<td>17,65</td>
<td>10,65</td>
<td>9,2</td>
</tr>
<tr>
<td>Fonctionnement des services civils</td>
<td>383</td>
<td>412,3</td>
<td>436,5</td>
<td>453,1</td>
<td>7,65</td>
<td>5,87</td>
<td>3,8</td>
</tr>
<tr>
<td>Interventions publiques</td>
<td>350,6</td>
<td>357,4</td>
<td>359,8</td>
<td>372,1</td>
<td>1,94</td>
<td>0,67</td>
<td>3,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement civil (crédits de paiement)</td>
<td>79,6</td>
<td>82</td>
<td>92,7</td>
<td>89,6</td>
<td>3,02</td>
<td>13,05</td>
<td>-3.3</td>
</tr>
<tr>
<td>Dépenses militaires ordinaires</td>
<td>123,8</td>
<td>128,6</td>
<td>135,4</td>
<td>137,5</td>
<td>3,88</td>
<td>5,29</td>
<td>1,6</td>
</tr>
<tr>
<td>Dépenses militaires en capital</td>
<td>98</td>
<td>102,1</td>
<td>103,1</td>
<td>102,9</td>
<td>4,18</td>
<td>0,98</td>
<td>-0,2</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>1152,3</td>
<td>1220,4</td>
<td>1280,2</td>
<td>1321,9</td>
<td>5,91</td>
<td>4,90</td>
<td>3,3</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : lois de Finances initiales.
B) Dépenses induites par la fonction publique de l’État

149 - Évolution des dépenses induites par la fonction publique d'État (1)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>1990</th>
<th>1991</th>
<th>1992</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>A</strong> Rémunérations principales (2)</td>
<td>277,09</td>
<td>247,76</td>
<td>254,89</td>
</tr>
<tr>
<td>Indemnités résidentielles</td>
<td>6,59</td>
<td>5,80</td>
<td>5,79</td>
</tr>
<tr>
<td>Primes et indemnités</td>
<td>38,95</td>
<td>36,65</td>
<td>40,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Supplément familial de traitement</td>
<td>5,20</td>
<td>4,39</td>
<td>4,40</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres charges connexes</td>
<td>2,04</td>
<td>1,27</td>
<td>1,65</td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions</td>
<td>6,73</td>
<td>3,30</td>
<td>3,31</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total A</strong> : rémunérations d’activité dont masse salariale (3)</td>
<td>336,60</td>
<td>299,17</td>
<td>310,05</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>B</strong> Cotisations sociales (4)</td>
<td>52,78</td>
<td>50,26</td>
<td>51,20</td>
</tr>
<tr>
<td>Prestations sociales</td>
<td>12,43</td>
<td>10,22</td>
<td>10,44</td>
</tr>
<tr>
<td>Pensions</td>
<td>116,90</td>
<td>105,55</td>
<td>110,21</td>
</tr>
<tr>
<td>Divers (5)</td>
<td>3,01</td>
<td>2,23</td>
<td>2,21</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total (A+B)</strong> : Frais de personnel</td>
<td>521,72</td>
<td>467,43</td>
<td>484,11</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>C</strong> Taxes sur les transports et salaires</td>
<td>3,12</td>
<td>1,56</td>
<td>1,69</td>
</tr>
<tr>
<td>Frais de déplacement</td>
<td>9,10</td>
<td>7,68</td>
<td>7,58</td>
</tr>
<tr>
<td>Enseignement privé</td>
<td>25,11</td>
<td>27,10</td>
<td>28,62</td>
</tr>
<tr>
<td>Pensions Anciens Combattants</td>
<td>24,98</td>
<td>24,79</td>
<td>24,67</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres (6)</td>
<td>8,00</td>
<td>7,29</td>
<td>7,68</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total (A+B+C)</strong> : Dépenses induites dont dépenses indexées (7)</td>
<td>592,02</td>
<td>535,86</td>
<td>554,33</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : lois de Finances initiales.

(1) En milliards de francs.
(2) Rémunérations brutes, c'est-à-dire y compris la part ouvrière des cotisations sociales.
(3) Rémunérations d’activité versées aux personnels occupant à temps complet un emploi permanent et qui sont rétribués sur la base de la grille indiciaire.
(4) Part employeur.
(5) Dépenses de personnel non ventilées et vacations.
(6) Indemnités représentatives de frais, primes d’alimentation (militaires), aides sociales, secours et prêts.
(7) Dépenses directement liées à la valeur du point.
LES RÉMUNÉRATIONS ET CHARGES ACCESSOIRES

150 - La part des dépenses de fonction publique dans le budget de l’État

- Rémunérations d’activité : 310,051MF soit 21,8%
- Cotisations et prestations sociales : 61,638MF soit 4,34%
- Autres dépenses induites : 72,430MF soit 5,10%
- Pensions : 110,209MF soit 7,77%
- Autres dépenses de l’État : 864,839MF soit 60,94%

151 - Évolution des principales composantes des dépenses induites par la fonction publique de l'État

(en milliards de francs)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Budget civil</th>
<th>Budget militaire</th>
<th>Budgets annexes</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>I Rémunérations principales (1)</td>
<td>212,271</td>
<td>40,763</td>
<td>1,859</td>
<td>254,893</td>
</tr>
<tr>
<td>Indemnités résidentielles</td>
<td>4,678</td>
<td>1,074</td>
<td>0,039</td>
<td>5,791</td>
</tr>
<tr>
<td>Primes et indemnités</td>
<td>24,172</td>
<td>15,049</td>
<td>0,793</td>
<td>40,014</td>
</tr>
<tr>
<td>Supplément familial de traitement</td>
<td>3,450</td>
<td>0,920</td>
<td>0,025</td>
<td>4,395</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres charges connexes</td>
<td>1,336</td>
<td>0,308</td>
<td>0,009</td>
<td>1,653</td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions</td>
<td>2,593</td>
<td>0,712</td>
<td>0,000</td>
<td>3,305</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total (I)</strong> : rémunérations d'activité</td>
<td><strong>248,500</strong></td>
<td><strong>58,826</strong></td>
<td><strong>2,725</strong></td>
<td><strong>310,051</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>II Cotisations sociales (2)</td>
<td>41,840</td>
<td>9,001</td>
<td>0,360</td>
<td>51,201</td>
</tr>
<tr>
<td>Prestations sociales</td>
<td>7,391</td>
<td>2,960</td>
<td>0,086</td>
<td>10,437</td>
</tr>
<tr>
<td>Pensions</td>
<td>69,562</td>
<td>40,235</td>
<td>0,412</td>
<td>110,209</td>
</tr>
<tr>
<td>Frais de personnel non ventilés et vacations</td>
<td>1,806</td>
<td>0,132</td>
<td>0,270</td>
<td>2,208</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total (I+II)</strong> : frais de personnel</td>
<td><strong>369,099</strong></td>
<td><strong>111,154</strong></td>
<td><strong>3,853</strong></td>
<td><strong>484,106</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>III Taxes sur les transports et salaires</td>
<td>1,546</td>
<td>0,118</td>
<td>0,022</td>
<td>1,686</td>
</tr>
<tr>
<td>Frais de déplacement</td>
<td>3,761</td>
<td>3,755</td>
<td>0,060</td>
<td>7,576</td>
</tr>
<tr>
<td>Enseignement privé</td>
<td>28,619</td>
<td>28,619</td>
<td></td>
<td>57,238</td>
</tr>
<tr>
<td>Pensions anciens combattants</td>
<td>24,665</td>
<td>24,665</td>
<td></td>
<td>49,330</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres (3)</td>
<td>3,913</td>
<td>3,749</td>
<td>0,014</td>
<td>7,676</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total (I+II+III)</strong> : dépenses induites</td>
<td><strong>431,603</strong></td>
<td><strong>118,776</strong></td>
<td><strong>3,949</strong></td>
<td><strong>554,328</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>


(1) Rémunérations brutes c'est-à-dire y compris la part ouvrière des cotisations sociales.
(2) Part employeur.
(3) Autres biens et services de consommation, autres allocations et subventions.
### Répartition des crédits votés et des fonds de concours par éléments de rémunération d'activité (1)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Crédits votés (a)</th>
<th>Fonds concours (b)</th>
<th>Total</th>
<th>% Fonds de concours b/(a + b)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Rémunérations principales :</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- titulaires</td>
<td>254,893</td>
<td>6,421</td>
<td>261,314</td>
<td>2,5</td>
</tr>
<tr>
<td>- contractuels</td>
<td>201,393</td>
<td>2,557</td>
<td>203,950</td>
<td>1,3</td>
</tr>
<tr>
<td>- auxiliaires</td>
<td>8,223</td>
<td>0,020</td>
<td>8,243</td>
<td>0,2</td>
</tr>
<tr>
<td>- administratifs</td>
<td>1,011</td>
<td>0,209</td>
<td>1,220</td>
<td>17,1</td>
</tr>
<tr>
<td>- auxiliaires</td>
<td>2,450</td>
<td>0,000</td>
<td>2,450</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td>- d'enseignement</td>
<td>0,651</td>
<td>0,012</td>
<td>0,663</td>
<td>1,8</td>
</tr>
<tr>
<td>- vacataires</td>
<td>5,887</td>
<td>3,075</td>
<td>8,962</td>
<td>34,3</td>
</tr>
<tr>
<td>- base privée</td>
<td>2,070</td>
<td>0,017</td>
<td>2,087</td>
<td>0,8</td>
</tr>
<tr>
<td>- autres et non</td>
<td>33,208</td>
<td>0,531</td>
<td>33,739</td>
<td>1,6</td>
</tr>
<tr>
<td>ventilé</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Charges connexes :</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- supplément familial</td>
<td>11,839</td>
<td>0,184</td>
<td>12,023</td>
<td>1,5</td>
</tr>
<tr>
<td>de traitement</td>
<td>4,395</td>
<td>0,059</td>
<td>4,454</td>
<td>1,3</td>
</tr>
<tr>
<td>- indemnités</td>
<td>5,791</td>
<td>0,060</td>
<td>5,851</td>
<td>1,0</td>
</tr>
<tr>
<td>résidentielles</td>
<td>1,653</td>
<td>0,065</td>
<td>1,718</td>
<td>3,8</td>
</tr>
<tr>
<td>- autres charges</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>connexes</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Primes et indemnités :</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- civiles</td>
<td>40,014</td>
<td>3,722</td>
<td>43,736</td>
<td>8,5</td>
</tr>
<tr>
<td>- militaires</td>
<td>26,286</td>
<td>3,597</td>
<td>29,883</td>
<td>12,0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>13,728</td>
<td>0,125</td>
<td>13,853</td>
<td>0,9</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>306,746</td>
<td>10,327</td>
<td>317,073</td>
<td>3,3</td>
</tr>
</tbody>
</table>


(1) Hors provisions.
### BILAN SOCIAL

**153 - Répartition des rémunérations d’activité par ministère (1)**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministère</th>
<th>Crédits votés (a)</th>
<th>Fonds de concours (b)</th>
<th>Total (a + b)</th>
<th>% Fonds de concours b/(a + b)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères et coopération</td>
<td>3,860</td>
<td>0,012</td>
<td>3,872</td>
<td>0,3</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales, santé, travail</td>
<td>3,331</td>
<td>0,007</td>
<td>3,338</td>
<td>0,2</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture et forêt</td>
<td>4,931</td>
<td>0,002</td>
<td>4,933</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>0,369</td>
<td>0,019</td>
<td>0,388</td>
<td>4,9</td>
</tr>
<tr>
<td>Commerce et artisanat</td>
<td>0,017</td>
<td>0,000</td>
<td>0,017</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>58,113</td>
<td>6,138</td>
<td>64,251</td>
<td>9,6</td>
</tr>
<tr>
<td>DOM-TOM</td>
<td>0,534</td>
<td>0,000</td>
<td>0,534</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et finances</td>
<td>22,460</td>
<td>2,903</td>
<td>25,363</td>
<td>11,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale et culture</td>
<td>163,850</td>
<td>0,095</td>
<td>163,945</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Environnement</td>
<td>0,285</td>
<td>0,002</td>
<td>0,287</td>
<td>0,7</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement et logement</td>
<td>11,854</td>
<td>0,890</td>
<td>12,744</td>
<td>7,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>0,720</td>
<td>0,252</td>
<td>0,972</td>
<td>25,9</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>23,110</td>
<td>0,007</td>
<td>23,117</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>1,219</td>
<td>0,000</td>
<td>1,219</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>8,520</td>
<td>0,000</td>
<td>8,520</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Postes et Télécommunications</td>
<td>0,172</td>
<td>0,000</td>
<td>0,172</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>0,532</td>
<td>0,000</td>
<td>0,532</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Recherche et espace</td>
<td>0,059</td>
<td>0,000</td>
<td>0,059</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Tourisme</td>
<td>0,087</td>
<td>0,000</td>
<td>0,087</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Budgets annexes</td>
<td>2,723</td>
<td>0,000</td>
<td>2,723</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>306,746</strong></td>
<td><strong>10,327</strong></td>
<td><strong>317,073</strong></td>
<td><strong>3,3</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : loi de finances initiale 1992.*

(1) hors provisions.
### Répartition par nature des primes et indemnités (1)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Primes et indemnités</th>
<th>Crédits votés (a)</th>
<th>Fonds concours (b)</th>
<th>Total</th>
<th>% Fonds de concours b/(a + b)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Des personnes civils :</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- tenant à certaines fonctions</td>
<td>0,117</td>
<td>0,003</td>
<td>0,120</td>
<td>2,5</td>
</tr>
<tr>
<td>- travaux supplémentaires</td>
<td>2,583</td>
<td>0,373</td>
<td>2,956</td>
<td>1,26</td>
</tr>
<tr>
<td>- sujétions spéciales</td>
<td>7,730</td>
<td>0,051</td>
<td>7,781</td>
<td>0,7</td>
</tr>
<tr>
<td>- rendement et productivités</td>
<td>2,319</td>
<td>2,766</td>
<td>5,085</td>
<td>54,4</td>
</tr>
<tr>
<td>- qualification et technicité</td>
<td>1,541</td>
<td>0,026</td>
<td>1,567</td>
<td>1,7</td>
</tr>
<tr>
<td>- enseignement et jury</td>
<td>10,351</td>
<td>0,011</td>
<td>10,362</td>
<td>0,1</td>
</tr>
<tr>
<td>- divers</td>
<td>1,645</td>
<td>0,367</td>
<td>2,012</td>
<td>18,2</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Des personnels militaires :</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- tenant à certaines fonctions</td>
<td>0,019</td>
<td>0,000</td>
<td>0,019</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td>- charges militaires</td>
<td>3,550</td>
<td>0,059</td>
<td>3,609</td>
<td>1,6</td>
</tr>
<tr>
<td>- sujétions spéciales</td>
<td>4,465</td>
<td>0,001</td>
<td>4,466</td>
<td>0,0</td>
</tr>
<tr>
<td>- qualification et technicité</td>
<td>2,221</td>
<td>0,049</td>
<td>2,270</td>
<td>2,2</td>
</tr>
<tr>
<td>- conditions de séjour</td>
<td>3,103</td>
<td>0,004</td>
<td>3,107</td>
<td>0,1</td>
</tr>
<tr>
<td>- enseignement et jury</td>
<td>0,019</td>
<td>0,002</td>
<td>0,021</td>
<td>9,5</td>
</tr>
<tr>
<td>- divers</td>
<td>0,351</td>
<td>0,010</td>
<td>0,361</td>
<td>2,8</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>40,014</td>
<td>3,722</td>
<td>43,736</td>
<td>8,5</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Source : loi de finances initiales 1992.**

(1) hors provisions
C) Les rémunérations

155 - Évolution comparée des prix et rémunérations publiques depuis 1985

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Prix</td>
<td>4,70</td>
<td>5,00</td>
<td>2,10</td>
<td>0</td>
<td>3,10</td>
<td>2,10</td>
</tr>
<tr>
<td>Rémunérations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

En masse

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>cf (1)</td>
<td>5,80</td>
<td>7,10</td>
<td>2,70</td>
<td>4,20</td>
<td>3,10</td>
<td>3,70</td>
</tr>
<tr>
<td>cf (2)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : Budget et DGAFF.
(1) Compte tenu d’un GVT positif chiffré à 1,8% jusqu’en 1988 et à 2% depuis 1989.
(2) Compte tenu d’un GVT solde chiffré à 0,5%.

156 - Bilan salarial pour 1991 et 1992

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>1991</th>
<th>1992</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Niveau</td>
<td>1,49</td>
<td>1,42</td>
</tr>
<tr>
<td>Masse</td>
<td>0,58</td>
<td>1,52</td>
</tr>
<tr>
<td>Niveau (1)</td>
<td>2,7</td>
<td>1,10</td>
</tr>
<tr>
<td>Masse</td>
<td>0,60</td>
<td>0,60</td>
</tr>
<tr>
<td>Niveau (1)</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Évolution de la RMPP = (1) + (2) + (3) + (4) + (5)</td>
<td>5,90</td>
<td>6,60</td>
</tr>
<tr>
<td>Indice des prix</td>
<td>3,10</td>
<td>3,20</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>2</td>
<td>2,40</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFF et Budget.
(1) Pourcentage de revalorisation en niveau calculé par à la valeur du point au 31 décembre 1990.
Une augmentation de 1,8% a été attribuée au 01/02/1993 au titre de la période 1991-1993.
### 157 - Valeur du traitement annuel brut afférent à l’indice 100

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Janvier</td>
<td>26 428</td>
<td>26 983</td>
<td>27 523</td>
<td>28 270</td>
<td>28 973</td>
<td>29 408</td>
<td>30 190</td>
</tr>
<tr>
<td>Février</td>
<td>26 428</td>
<td>26 983</td>
<td>27 523</td>
<td>28 270</td>
<td>28 973</td>
<td>29 784</td>
<td>30 711</td>
</tr>
<tr>
<td>Mars</td>
<td>26 587</td>
<td>27 253</td>
<td>27 798</td>
<td>28 270</td>
<td>28 973</td>
<td>29 784</td>
<td>30 711</td>
</tr>
<tr>
<td>Avril</td>
<td>26 587</td>
<td>27 253</td>
<td>27 798</td>
<td>28 607</td>
<td>28 973</td>
<td>29 784</td>
<td>30 711</td>
</tr>
<tr>
<td>Mai</td>
<td>26 851</td>
<td>27 253</td>
<td>27 798</td>
<td>28 607</td>
<td>28 973</td>
<td>29 784</td>
<td>30 711</td>
</tr>
<tr>
<td>Juin</td>
<td>26 851</td>
<td>27 253</td>
<td>27 798</td>
<td>28 607</td>
<td>28 973</td>
<td>29 784</td>
<td>30 711</td>
</tr>
<tr>
<td>Juillet</td>
<td>26 851</td>
<td>27 253</td>
<td>27 798</td>
<td>28 607</td>
<td>28 973</td>
<td>29 784</td>
<td>30 711</td>
</tr>
<tr>
<td>Août</td>
<td>26 983</td>
<td>27 523</td>
<td>27 798</td>
<td>28 607</td>
<td>29 118</td>
<td>29 784</td>
<td>30 711</td>
</tr>
<tr>
<td>Septembre</td>
<td>26 983</td>
<td>27 523</td>
<td>28 129</td>
<td>28 607</td>
<td>29 118</td>
<td>29 784</td>
<td>30 711</td>
</tr>
<tr>
<td>Octobre</td>
<td>26 983</td>
<td>27 523</td>
<td>28 129</td>
<td>28 607</td>
<td>29 118</td>
<td>30 190</td>
<td>30 190</td>
</tr>
<tr>
<td>Novembre</td>
<td>26 983</td>
<td>27 523</td>
<td>28 129</td>
<td>28 607</td>
<td>29 408</td>
<td>30 190</td>
<td>30 190</td>
</tr>
<tr>
<td>Décembre</td>
<td>26 983</td>
<td>27 523</td>
<td>28 129</td>
<td>28 973</td>
<td>29 408</td>
<td>30 190</td>
<td>30 190</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Moyenne 26 791,50 27 298 27 862,50 28 553,25 29 081,75 29 854,17

*Source : DGAFP.*

### 158 - Valeur du point mesures nouvelles retenue pour la préparation de la loi de finances

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Francs</td>
<td>265</td>
<td>269</td>
<td>274</td>
<td>282,50</td>
<td>292</td>
<td>295,50</td>
<td>306,70</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : lois de finances initiales.*
159 - Traitements caractéristiques de la fonction publique

<table>
<thead>
<tr>
<th>Niveaux de rémunération</th>
<th>Indice majoré</th>
<th>Traitement mensuel brut +IR à Paris</th>
<th>Traitement mensuel net (hors CSG) +IR à Paris</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Niveaux indiciaires caractéristiques</strong></td>
<td>--------------</td>
<td>-------------------------------------</td>
<td>---------------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Minimum de pension</td>
<td>202</td>
<td>5 170</td>
<td>5 075</td>
</tr>
<tr>
<td>Minimum de traitement</td>
<td>226</td>
<td>6 006</td>
<td>5 244</td>
</tr>
<tr>
<td>Sommet de grille</td>
<td>818</td>
<td>21 563</td>
<td>18 695</td>
</tr>
<tr>
<td>Début hors échelle (HE A1)</td>
<td>878</td>
<td>23 144</td>
<td>20 063</td>
</tr>
<tr>
<td>Milieu hors échelle (HE D2)</td>
<td>1 214</td>
<td>32 001</td>
<td>27 725</td>
</tr>
<tr>
<td>Sommet hors échelle (HE G)</td>
<td>1 498</td>
<td>39 488</td>
<td>34 201</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Niveaux de début et de fin de carrière pour des corps ou emplois caractéristiques</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Agents de bureau : (E1)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>début de carrière</td>
<td>226</td>
<td>6 006</td>
<td>5 244</td>
</tr>
<tr>
<td>fin de carrière</td>
<td>294</td>
<td>7 750</td>
<td>6 746</td>
</tr>
<tr>
<td>Agents administratifs, agents de service technique :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>début de carrière (E2)</td>
<td>230</td>
<td>6 108</td>
<td>5 332</td>
</tr>
<tr>
<td>fin de carrière (E3)</td>
<td>324</td>
<td>8 541</td>
<td>7 430</td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoints administratifs :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>début de carrière (E4) 243</td>
<td>243</td>
<td>6 441</td>
<td>5 618</td>
</tr>
<tr>
<td>fin de carrière (NEI)</td>
<td>390</td>
<td>10 281</td>
<td>8 935</td>
</tr>
<tr>
<td>Secrétaires administratifs, contrôleurs :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>début de carrière</td>
<td>275</td>
<td>7 260</td>
<td>6 324</td>
</tr>
<tr>
<td>fin de carrière</td>
<td>486</td>
<td>12 811</td>
<td>11 124</td>
</tr>
<tr>
<td>Instituteurs :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>début de carrière</td>
<td>320</td>
<td>8 435</td>
<td>7 339</td>
</tr>
<tr>
<td>fin de carrière</td>
<td>512</td>
<td>13 496</td>
<td>11 717</td>
</tr>
<tr>
<td>Attachés d’administration, inspecteurs :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>début de carrière</td>
<td>343</td>
<td>9 042</td>
<td>7 863</td>
</tr>
<tr>
<td>fin de carrière (principal 1ère cl.)</td>
<td>731</td>
<td>19 269</td>
<td>16 711</td>
</tr>
<tr>
<td>Professeurs agrégés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>début de carrière</td>
<td>374</td>
<td>9 859</td>
<td>8 570</td>
</tr>
<tr>
<td>fin de carrière (hors classe, HE A3)</td>
<td>960</td>
<td>25 306</td>
<td>21 933</td>
</tr>
<tr>
<td>Administrateurs civils :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>début de carrière</td>
<td>449</td>
<td>11 836</td>
<td>10 281</td>
</tr>
<tr>
<td>fin de carrière (hors classe, HE A3)</td>
<td>960</td>
<td>25 306</td>
<td>21 933</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Niveaux moyens par catégories (1)</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Moyenne ensemble</td>
<td>397</td>
<td>10 465</td>
<td>9 065</td>
</tr>
<tr>
<td>Moyenne catégorie A</td>
<td>536</td>
<td>14 129</td>
<td>12 264</td>
</tr>
<tr>
<td>Moyenne catégorie B</td>
<td>388</td>
<td>10 228</td>
<td>8 890</td>
</tr>
<tr>
<td>Moyenne catégorie C</td>
<td>305</td>
<td>8 040</td>
<td>6 997</td>
</tr>
<tr>
<td>Moyenne catégorie D</td>
<td>245</td>
<td>6 492</td>
<td>5 662</td>
</tr>
<tr>
<td>Niveau médian d'ensemble (2)</td>
<td>395</td>
<td>10 412</td>
<td>9 049</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : INSEE.
Situation au 1er février 1993


(2) Indice médian estimé par l’INSEE à partir des fichiers de paie des agents civils titulaires et non titulaires de l’Etat au 31 décembre 1991 (hors Poste et Télécommunications).

Le traitement mensuel brut est soumis à la cotisation de la sécurité sociale (6,05 %), et à la retenue pour pension (7,85 %). Une remise forfaitaire mensuelle sur la retenue pour pension (42 francs pour un agent à temps complet) est accordée aux agents assujettis à la contribution sociale généralisée.
LES RÉMUNÉRATIONS ET CHARGES ACCESSOIRES

160 - Évolution des indices INSEE du traitement de base des prix

<table>
<thead>
<tr>
<th>Année</th>
<th>Indice sur l'ensemble des traitements bruts (catégorie A)</th>
<th>Indice sur l'ensemble des traitements bruts (catégorie B)</th>
<th>Indice sur l'ensemble des traitements bruts (catégorie CD)</th>
<th>Indice des prix (2)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1987</td>
<td>519</td>
<td>482,8</td>
<td>524,8</td>
<td>548,6</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>533</td>
<td>493,1</td>
<td>532,1</td>
<td>562,3</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>558,7</td>
<td>511,6</td>
<td>533,9</td>
<td>598,4</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>57</td>
<td>522,1</td>
<td>567,2</td>
<td>608,3</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>584,7</td>
<td>533,4</td>
<td>582,2</td>
<td>625,6</td>
</tr>
<tr>
<td>1992 (1)</td>
<td>101,6</td>
<td>101,5</td>
<td>101,6</td>
<td>101,9</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Glissement en 1992

<table>
<thead>
<tr>
<th>Mois</th>
<th>Janvier</th>
<th>Février</th>
<th>Mars</th>
<th>Avril</th>
<th>Mai</th>
<th>Juin</th>
<th>Juillet</th>
<th>Août</th>
<th>Septembre</th>
<th>Octobre</th>
<th>Novembre</th>
<th>Décembre</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>100,0</td>
<td>101,3</td>
<td>101,3</td>
<td>102,8</td>
<td>102,8</td>
<td>102,8</td>
<td>102,8</td>
<td>102,8</td>
<td>102,8</td>
<td>102,7</td>
<td>102,8</td>
<td>102,8</td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Glissement en 1993

<table>
<thead>
<tr>
<th>Mois</th>
<th>Janvier</th>
<th>Février</th>
<th>Mars</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>102,8</td>
<td>104,6</td>
<td>104,6</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : INSEE, Bulletin mensuel de Statistiques.

(1) Passage de la base 100 = 1969 à la base 100 = 1991
(2) Indice des prix hors-tabac, base 100 = 1990

263
161 - Niveaux moyens de rémunération dans la fonction publique et le secteur privé

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Secteur privé</th>
<th>Fonction publique</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Salaire minimum brut</td>
<td>5 756,14</td>
<td>5 783,91</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre de bénéficiaires</td>
<td>1 780 000</td>
<td>23 150</td>
</tr>
<tr>
<td>Salaire moyen net</td>
<td>9 492 (4)</td>
<td>10 135 (4)</td>
</tr>
<tr>
<td>Salaire médian net</td>
<td>7 750 (4)</td>
<td>9 875 (4)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : INSEE, actualisation des fichiers de paie.

(1) Au 1er février 1993.
(2) Au 1er juillet 1990 (source : Ministère du travail-INSEE).
(3) Au 31 décembre 1986 (fonction publique État).
(4) Rémunérations nettes en 1991 ("INSEE première" n°211 et 232).

L'évolution du salaire net moyen reflète à la fois l'augmentation de l'indice à structure constante et les modifications de structure qui affectent les effectifs (GVT solde).
### 162 - Revalorisations du traitement de base des agents de l'État intervenues au titre des mesures générales

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Date</th>
<th>Ampleur (en %)</th>
<th>Observations</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1981</td>
<td>14,0</td>
<td>Année couverte par accord salarial</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>10,1</td>
<td>Année couverte par accord salarial</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>8,1</td>
<td>Pour les agents dont l'indice de traitement était inférieur ou égal à l'indice majoré 246</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>10,0</td>
<td>Pour les agents dont l'indice de traitement était supérieur à 246</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>8,0</td>
<td>Année couverte par accord salarial</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>10,0</td>
<td>Pour les agents dont l'indice de traitement était inférieur ou égal à l'indice majoré 246</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Pour les agents dont l'indice de traitement était supérieur à 246</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>3,0</td>
<td>Attribution d'une prime unique et exceptionnelle de 500 F au 1er mars 1984, au titre de l'année 1983</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td></td>
<td>2 points d'indice majoré 4,5</td>
<td>Année couverte par accord salarial</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Attribution rétroactive au 1er janvier 1985, décidée en janvier 1986</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td></td>
<td>0</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>1er mars</td>
<td>0,6</td>
<td>Relèvement rétroactif décidé en novembre 1987</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1er mai</td>
<td>1,0</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1er août</td>
<td>0,5</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>1er mars</td>
<td>1,0</td>
<td>Année couverte par accord salarial 1988-1989</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1er septembre</td>
<td>1,0</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>1er octobre</td>
<td>2 points d'indice majoré</td>
<td>Attribution d'une prime exceptionnelle de croissance de 1200 F au 1er novembre 1989</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1er février</td>
<td>1 point d'indice majoré</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1er mars</td>
<td>1,0</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1er septembre</td>
<td>1,2</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1er janvier 1990</td>
<td>(1) 0,5</td>
<td>Relèvement rétroactif décidé en avril 1990 (1) 1 point d'indice majoré</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>1er avril</td>
<td>1,2</td>
<td>Attribution de trois points d'IM</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1er décembre</td>
<td>1,3</td>
<td>Pour les agents rémunérés au minimum de traitement au 01/12/90</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>1er août</td>
<td>0,5</td>
<td>Année couverte par accord salarial 1991-1992</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1er novembre</td>
<td>1,0</td>
<td>Relèvement rétroactif décidé en novembre 1991</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1er février</td>
<td>1,3</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1er octobre</td>
<td>1,4</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1er février 1993</td>
<td>1,8</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Source : DGAEP.**

(1) Les mesures salariales sont appréciées en exercice : l'effet des mesures d'apurement est imputé à l'année au titre de laquelle ces mesures ont été prises et non à l'année au cours de laquelle elles sont entrées en application.

### Bilan Social

163 - Incidence sur la masse salariale de l'évolution de la rémunération des agents en place

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1 - Effet report des mesures de l'année précédente</td>
<td>5,6</td>
<td>1,9</td>
<td>2,1</td>
<td>0</td>
<td>0,7</td>
<td>1,2</td>
<td>0,7</td>
<td>1,5</td>
<td>1,4</td>
</tr>
<tr>
<td>2 - Effet courant des mesures générales de l'année considérée</td>
<td>1,1</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>1,3</td>
<td>1,3</td>
<td>2,5</td>
<td>1</td>
<td>0,6</td>
<td>1,5</td>
</tr>
<tr>
<td>3 - Effet des mesures catégorielles</td>
<td>0,4</td>
<td>0,4</td>
<td>0,3</td>
<td>0,6</td>
<td>0,3</td>
<td>1,4</td>
<td>2,4</td>
<td>1,8</td>
<td>1,7</td>
</tr>
<tr>
<td>4 - Effet des mesures individuelles (1)</td>
<td>1,8</td>
<td>1,8</td>
<td>1,8</td>
<td>1,8</td>
<td>1,8</td>
<td>2,0</td>
<td>2,0</td>
<td>2,0</td>
<td>2,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Progression de la rémunération moyenne des agents en place (1+2+3+4)</td>
<td>8,9</td>
<td>7,1</td>
<td>4,2</td>
<td>3,7</td>
<td>4,1</td>
<td>7,1</td>
<td>6,1</td>
<td>5,9</td>
<td>6,6</td>
</tr>
<tr>
<td>Hausse de l’indice des prix à la consommation en moyenne annuelle</td>
<td>7,4</td>
<td>5,8</td>
<td>2,7</td>
<td>3,1</td>
<td>2,7</td>
<td>3,6</td>
<td>3,4</td>
<td>3,2</td>
<td>2,4</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP-Budget.

(1) Il s'agit des effets d'ancienneté et de promotion des agents continûment présents du 1er janvier au 31 décembre d'une année.

Cette grandeur représente la progression moyenne des traitements due aux mesures individuelles pour les personnels de l'État en service pendant la période considérée.

N.B. Les mesures salariales sont appréciées en exercice : l’effet des mesures d’apurement intervenues durant la période est imputé à l’année au titre de laquelle ces mesures ont été prises et non à l'année au cours de laquelle elles sont entrées en application.
## Les Rémunérations et Charges Accessoires

### 164 - Salaire moyen, primes imposables annuelles moyennes et taux de primes moyen par catégorie socioprofessionnelle

(Agents titulaires et militaires à solde mensuelle employés à temps complet en métropole en 1990)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégories socioprofessionnelles</th>
<th>Salaires</th>
<th>Primes</th>
<th>Taux(1)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Cadres et professions intellectuelles supérieures</td>
<td>180 287</td>
<td>33 863</td>
<td>23</td>
</tr>
<tr>
<td>Cadres</td>
<td>186 354</td>
<td>48 355</td>
<td>34</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnels de direction</td>
<td>344 608</td>
<td>98 804</td>
<td>39</td>
</tr>
<tr>
<td>dont : directeurs hors échelle</td>
<td>380 576</td>
<td>111 782</td>
<td>41</td>
</tr>
<tr>
<td>Magistrats</td>
<td>230 657</td>
<td>62 286</td>
<td>37</td>
</tr>
<tr>
<td>Administrateurs et assimilés</td>
<td>254 714</td>
<td>74 461</td>
<td>43</td>
</tr>
<tr>
<td>dont : administrateurs hors classe</td>
<td>284 187</td>
<td>75 821</td>
<td>37</td>
</tr>
<tr>
<td>Attachés et inspecteurs principaux</td>
<td>206 599</td>
<td>52 979</td>
<td>34</td>
</tr>
<tr>
<td>Attachés et inspecteurs</td>
<td>147 514</td>
<td>31 591</td>
<td>27</td>
</tr>
<tr>
<td>Ingénieurs des grands corps techniques</td>
<td>250 905</td>
<td>84 003</td>
<td>49</td>
</tr>
<tr>
<td>dont : ingénieurs en chefs</td>
<td>316 510</td>
<td>107 790</td>
<td>52</td>
</tr>
<tr>
<td>Ingénieurs des travaux</td>
<td>178 485</td>
<td>49 094</td>
<td>37</td>
</tr>
<tr>
<td>Officiers (sauf généraux)</td>
<td>197 531</td>
<td>58 078</td>
<td>40</td>
</tr>
<tr>
<td>Professeurs, professions scientifiques et culturelles</td>
<td>176 008</td>
<td>23 642</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td>Professeurs d'université et assimilés</td>
<td>259 111</td>
<td>17 499</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>Maîtres de conférences et maîtres assistants</td>
<td>191 788</td>
<td>23 025</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Assistants des enseignements supérieurs</td>
<td>147 003</td>
<td>24 705</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>Professeurs agrégés</td>
<td>209 195</td>
<td>43 467</td>
<td>25</td>
</tr>
<tr>
<td>Professeurs certifiés</td>
<td>158 069</td>
<td>21 586</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions intermédiaires</td>
<td>118 096</td>
<td>17 288</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>Professeurs de collège titulaires</td>
<td>129 797</td>
<td>15 647</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Instituteurs directeurs d'école à plusieurs classes</td>
<td>130 259</td>
<td>8 655</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>Instituteurs spécialisés</td>
<td>127 661</td>
<td>9 272</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres instituteurs</td>
<td>109 536</td>
<td>7 054</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>P.I. de la police et des prisons</td>
<td>141 782</td>
<td>30 005</td>
<td>27</td>
</tr>
<tr>
<td>Agents techniques</td>
<td>96 177</td>
<td>13 500</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>Contremaîtres et agents de maîtrise</td>
<td>106 563</td>
<td>20 194</td>
<td>24</td>
</tr>
<tr>
<td>Sous-officiers</td>
<td>118 570</td>
<td>28 832</td>
<td>30</td>
</tr>
<tr>
<td>Employés et ouvriers</td>
<td>89 886</td>
<td>15 960</td>
<td>21</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnels de la police et des prisons</td>
<td>115 546</td>
<td>29 953</td>
<td>36</td>
</tr>
<tr>
<td>Employés à partir du groupe 5 de la catégorie C</td>
<td>94 387</td>
<td>17 273</td>
<td>22</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres employés de la catégorie C</td>
<td>83 998</td>
<td>14 961</td>
<td>22</td>
</tr>
<tr>
<td>Employés de catégorie D</td>
<td>71 556</td>
<td>9 292</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Agents de service de catégorie C</td>
<td>82 193</td>
<td>9 973</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Agents de service de catégorie D</td>
<td>66 297</td>
<td>3 410</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Caporaux-chefs A.D.L.</td>
<td>85 008</td>
<td>19 968</td>
<td>24</td>
</tr>
<tr>
<td>Ouvriers</td>
<td>80 557</td>
<td>8 635</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>Ouvriers qualifiés</td>
<td>84 953</td>
<td>10 177</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Ouvriers non qualifiés de catégorie C</td>
<td>72 941</td>
<td>5 968</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>Ouvriers non qualifiés de catégorie D</td>
<td>66 621</td>
<td>3 481</td>
<td>5</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Ensemble**

|                | 120 895 | 20 134 | 20 |

**Source : Enquête sur les fichiers de paie INSEE-DGAFP.**

(1) Le taux de primes est égal au quotient des rémunérations annexes par le traitement net majoré de l'indemnité de résidence. Ces taux sont calculés comme des rapports de montants moyens et non comme des moyennes simples des taux individuels.
BILAN SOCIAL

165 • Répartition indiciaire des titulaires et militaires à solde mensuelle
Indices
majorés

Effectifs
H

221-224
225-229
230-234
235-239
240-244
245-249
250-254
255-259
260-264
265-269
270-274
275-279
280-284
285-289
290-294
295-299
300-304
305-309
310-319
320-329
330-339
340-349
350-359
360-369
370-379
380-389
390-399
400-419
420-439
440-459
460-479
480-499
500-519
520-549
550-599
600-649
650-699
700-749
750-813
814

HE
indéterminé
Total

F

%simples
Total

H

F

Total

H

F

Total

1 833
5 288
2 407
500
9 832
9 507
15 106
14 549
22 680
18 136
25 097
31 884
18 954
18 152
42 195
21 429
19 399
32 393
51 681
15 675
54 276
24 517
71 616
24 644
33 447
54 839
15 931
74 476
60 289
37 181
39 828
40 520
26 539
62 958
34 716
30 829
34 902
17 094
9 496
13 486
17 078
792

3 091
7 194
5 429
1 084
16 934
22 330
17 703
15 468
18 734
29 378
29 304
22 425
29 275
19 468
34 348
9 044
31 927
11 221
37 861
19 903
47 479
29 867
57 146
21 801
17 491
21 481
26 175
59 407
70 777
37 387
58 736
36 127
47 435
54 903
23 612
18 104
24 147
7 078
3 691
5 454
2 091
378

4 924
12 482
7 836
1 584
26 766
31 837
32 809
30 017
41 414
47 514
54 401
54 309
48 229
37 620
76 543
30 473
51 326
43 614
89 542
35 578
101 755
54 384
128 762
46 445
50 938
76 320
42 106
133 883
131 066
74 568
98 564
76 647
73 974
117 861
58 328
48 933
59 049
24 172
13 187
18 940
19 169
1 170

0,2
0,5
0,2
0,0
0,9
0,8
1,3
1,3
2,0
1,6
2,2
2,8
1,6
1,6
3,6
1,9
1,7
2,8
4,5
1,4
4,7
2,1
6,2
2,1
2,9
4,7
1,4
6,4
5,2
3,2
3,4
3,5
2,3
5,4
3,0
2,7
3,0
1,5
0,8
1,2
1,5
0,0

0,3
0,7
0,5
0,1
1,6
2,1
1,7
1,5
1,8
2,8
2,8
2,1
2,8
1,8
3,3
0,9
3,0
1,1
3,6
1,9
4,5
2,8
5,4
2,1
1,7
2,0
2,5
5,6
6,7
3,6
5,6
3,4
4,5
5,2
2,2
1,7
2,3
0,7
0,4
0,5
0,2
0,0

0,2
0,6
0,4
0,0
1,2
1,4
1,5
1,4
1,9
2,2
2,5
2,5
2,2
1,7
3,5
1,4
2,3
2,0
4,1
1,6
4,6
2,5
5,8
2,1
2,3
3,5
1,9
6,1
5,9
3,4
4,5
3,5
3,3
5,3
2,6
2,2
2,7
1,1
0,6
0,9
0,9
0,0

0,2
0,6
0,8
0,9
1,7
2,5
3,8
5,1
7,1
8,6
10,8
13,6
15,2
16,8
20,4
22,3
24,0
26,8
31,2
32,6
37,3
39,4
45,6
47,7
50,6
55,4
56,7
63,2
68,4
71,6
75,1
78,6
80,9
86,3
89,3
92,0
95,0
96,5
97,3
98,5
99,9
100,0

0,3
1,0
1,5
1,6
3,2
5,3
7,0
8,5
10,3
13,0
15,8
18,0
20,7
22,6
25,8
26,7
29,7
30,8
34,4
36,3
40,8
43,6
49,1
51,1
52,8
54,8
57,3
63,0
69,7
73,2
78,8
82,2
86,8
92,0
94,2
95,9
98,2
98,9
99,2
99,8
99,9
100,0

0,2
0,8
1,1
1,2
2,4
3,9
5,4
6,7
8,6
10,7
13,2
15,7
17,8
19,5
23,0
24,4
26,7
28,7
32,7
34,4
39,0
41,4
47,2
49,4
51,7
55,1
57,0
63,1
69,0
72,4
76,8
80,3
83,7
89,0
91,6
93,9
96,5
97,6
98,2
99,1
99,9
100,0

1 156 151

1 052 888

2 209 039

100,0

100,0

100,0

100,0

100,0

100,0

Source : Enquête sur les fichiers de paie INSEE - DGAFP.
Situation au 31 décembre 1990.

268

%cumulés


### III. La formation

166 - Évolution des effectifs formés selon l’action de formation

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Adaptation à l'emploi</th>
<th>Perfectionnement</th>
<th>Préparation aux concours</th>
<th>Formation statutaire</th>
<th>Formation continue (1)</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1984</td>
<td>80 275</td>
<td>749 282</td>
<td>185 141</td>
<td>934 423</td>
<td>1 014 698</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>93 634</td>
<td>860 668</td>
<td>175 345</td>
<td>1 036 013</td>
<td>1 129 647</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>100 777</td>
<td>1 082 124</td>
<td>208 724</td>
<td>714</td>
<td>1 291 562</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>100 044</td>
<td>1 247 659</td>
<td>188 748</td>
<td>796</td>
<td>1 437 203</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>115 765</td>
<td>1 455 754</td>
<td>164 582</td>
<td>2 500</td>
<td>1 622 836</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>138 169</td>
<td>1 535 819</td>
<td>171 541</td>
<td>2 219</td>
<td>1 709 579</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>169 679</td>
<td>1 770 894</td>
<td>162 778</td>
<td>1 484</td>
<td>1 935 156</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.  
Situation au 31 décembre 1990.

(1) La formation continue est le total du perfectionnement, de la préparation aux concours et de la formation statutaire.
167 - Évolution des effectifs formés selon l'action de formation

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.

(1) La formation continue est le total du perfectionnement, de la préparation aux concours et de la formation statutaire.
<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>A</th>
<th>B</th>
<th>CDO (2)</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Effectif formé (1)</td>
<td>Durée Agent</td>
<td>Effectif formé</td>
<td>Durée Agent</td>
</tr>
<tr>
<td>Adaptation à l'emploi</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>23,75</td>
<td>811,77</td>
<td>54,53</td>
<td>677,68</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>28,16</td>
<td>840,42</td>
<td>66,15</td>
<td>893,32</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>34,84</td>
<td>886,20</td>
<td>77,39</td>
<td>1057,45</td>
</tr>
<tr>
<td>Formation statutaire</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>0,42</td>
<td>1,04</td>
<td>2,04</td>
<td>6,12</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>0,30</td>
<td>1,02</td>
<td>1,69</td>
<td>5,25</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>0,55</td>
<td>4,37</td>
<td>0,79</td>
<td>3,71</td>
</tr>
<tr>
<td>Perfectionnement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>516,84</td>
<td>466,01</td>
<td>449,83</td>
<td>384,81</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>568,30</td>
<td>577,61</td>
<td>499,68</td>
<td>417,59</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>677,72</td>
<td>598,50</td>
<td>572,70</td>
<td>497,88</td>
</tr>
<tr>
<td>Préparation aux concours</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>9,42</td>
<td>19,57</td>
<td>49,13</td>
<td>31,67</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>9,70</td>
<td>19,03</td>
<td>48,48</td>
<td>31,88</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>9,15</td>
<td>16,86</td>
<td>49,92</td>
<td>37,35</td>
</tr>
<tr>
<td>Toutes les formations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>550,43</td>
<td>1298,39</td>
<td>555,52</td>
<td>1100,27</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>606,46</td>
<td>1438,07</td>
<td>616,01</td>
<td>1348,03</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>722,26</td>
<td>1505,93</td>
<td>700,81</td>
<td>1596,39</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.

(1) En milliers d'agents.

(2) Les catégories C et D et les ouvriers d'État sont regroupés dans la rubrique CDO.

La durée-agent d'une action de formation est le produit de la durée de l'action pendant l'année civile et le temps de service par le nombre d'agents en formation.

La durée-agent est en milliers de semaines-agents.
BILAN SOCIAL

169 - Évolution de la part des dépenses de formation dans la masse salariale (en pourcentage)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Adaptation à l'emploi</th>
<th>Perfectionnement aux concours</th>
<th>Préparation statutaire</th>
<th>Formation continue (1)</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1984</td>
<td>3,87</td>
<td>1,85</td>
<td>0,28</td>
<td>2,13</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>3,66</td>
<td>1,87</td>
<td>0,24</td>
<td>2,11</td>
<td>5,77</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>3,05</td>
<td>2,29</td>
<td>0,24</td>
<td>0,01</td>
<td>2,54</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>2,86</td>
<td>2,36</td>
<td>0,24</td>
<td>0,01</td>
<td>2,61</td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>2,78</td>
<td>2,67</td>
<td>0,23</td>
<td>0,02</td>
<td>2,92</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>3,06</td>
<td>2,91</td>
<td>0,27</td>
<td>0,02</td>
<td>3,20</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>3,45</td>
<td>3,23</td>
<td>0,29</td>
<td>0,02</td>
<td>3,54</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.

(1) La formation continue est le total du perfectionnement, de la préparation aux concours et de la formation statutaire.
170 - Évolution de la part des dépenses de formation dans la masse salariale

Source : DGAFP sur enquêtes auprès des directions de personnel.
(1) La formation continue est le total du perfectionnement, de la préparation aux concours et de la formation statutaire
### BILAN SOCIAL

#### 171 - Les dépenses de formation professionnelle

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Dépenses de rémunérations des stagiaires</th>
<th>Autres dépenses</th>
<th>Dépenses totales</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Montant</td>
<td>Ratio</td>
<td>Montant</td>
</tr>
<tr>
<td>Adaptation à l’emploi</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>5 010</td>
<td>1,93</td>
<td>2 208</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>5 746</td>
<td>2,14</td>
<td>2 472</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>6 968</td>
<td>2,43</td>
<td>2 918</td>
</tr>
<tr>
<td>Formation statutaire</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>29</td>
<td>0,01</td>
<td>13</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>31</td>
<td>0,01</td>
<td>25</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>44</td>
<td>0,01</td>
<td>25</td>
</tr>
<tr>
<td>Perfectionnement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>5 000</td>
<td>1,92</td>
<td>1 952</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>5 745</td>
<td>2,14</td>
<td>2 072</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>7 010</td>
<td>2,45</td>
<td>2 234</td>
</tr>
<tr>
<td>Préparation aux concours</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>409</td>
<td>0,16</td>
<td>184</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>459</td>
<td>0,17</td>
<td>253</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>535</td>
<td>0,19</td>
<td>274</td>
</tr>
<tr>
<td>Toutes les formations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1988</td>
<td>10 448</td>
<td>4,02</td>
<td>4 357</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>11 981</td>
<td>4,46</td>
<td>4 822</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>14 557</td>
<td>5,08</td>
<td>5 451</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP sur enquête auprès des directions de personnel.*

Montants : en millions de francs.
Ratios : pourcentage de la masse salariale.
172 - La formation dans les grands ministères en 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministère</th>
<th>Effectif formé (1)</th>
<th>Durée agent (2)</th>
<th>Dépenses totales (3)</th>
<th>% ÉfE/Réf (4)</th>
<th>% Daf/dar (5)</th>
<th>% DT/MS (6)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Adaptation à l'emploi</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>1,11</td>
<td>6,45</td>
<td>0,03</td>
<td>1,02</td>
<td>0,13</td>
<td>0,29</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie, finances et budget</td>
<td>10,33</td>
<td>155,40</td>
<td>0,68</td>
<td>5,09</td>
<td>1,70</td>
<td>2,92</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>34,05</td>
<td>1 435,82</td>
<td>5,81</td>
<td>3,19</td>
<td>2,99</td>
<td>4,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>1,87</td>
<td>30,72</td>
<td>0,20</td>
<td>1,73</td>
<td>0,63</td>
<td>1,68</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>4,88</td>
<td>170,51</td>
<td>0,63</td>
<td>3,12</td>
<td>2,42</td>
<td>3,85</td>
</tr>
<tr>
<td>Postes et télécommunications</td>
<td>109,10</td>
<td>278,58</td>
<td>1,91</td>
<td>21,94</td>
<td>1,25</td>
<td>3,51</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres ministères</td>
<td>8,34</td>
<td>112,41</td>
<td>0,62</td>
<td>4,33</td>
<td>1,30</td>
<td>2,62</td>
</tr>
<tr>
<td>Tous ministères</td>
<td>169,68</td>
<td>2 189,88</td>
<td>9,89</td>
<td>7,28</td>
<td>2,09</td>
<td>3,45</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Formation statutaire</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>0,10</td>
<td>0,37</td>
<td>0,01</td>
<td>0,10</td>
<td>0,00</td>
<td>0,09</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie, finances et budget</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>0,41</td>
<td>0,83</td>
<td>0,01</td>
<td>0,04</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Postes et télécommunications</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres ministères</td>
<td>0,97</td>
<td>7,20</td>
<td>0,05</td>
<td>0,50</td>
<td>0,08</td>
<td>0,20</td>
</tr>
<tr>
<td>Tous ministères</td>
<td>1,48</td>
<td>8,40</td>
<td>0,07</td>
<td>0,06</td>
<td>0,00</td>
<td>0,02</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Preparation aux concours</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>8,35</td>
<td>20,56</td>
<td>0,11</td>
<td>7,69</td>
<td>0,42</td>
<td>0,97</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie, finances et budget</td>
<td>26,76</td>
<td>18,93</td>
<td>0,12</td>
<td>13,19</td>
<td>0,21</td>
<td>0,51</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>22,26</td>
<td>24,04</td>
<td>0,10</td>
<td>2,09</td>
<td>0,05</td>
<td>0,07</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>3,99</td>
<td>9,96</td>
<td>0,06</td>
<td>3,70</td>
<td>0,21</td>
<td>0,52</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>5,68</td>
<td>6,77</td>
<td>0,04</td>
<td>3,63</td>
<td>0,10</td>
<td>0,22</td>
</tr>
<tr>
<td>Postes et télécommunications</td>
<td>76,29</td>
<td>22,94</td>
<td>0,18</td>
<td>15,34</td>
<td>0,10</td>
<td>0,33</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres ministères</td>
<td>19,46</td>
<td>37,98</td>
<td>0,20</td>
<td>10,11</td>
<td>0,44</td>
<td>0,84</td>
</tr>
<tr>
<td>Tous ministères</td>
<td>162,78</td>
<td>141,16</td>
<td>0,81</td>
<td>6,98</td>
<td>0,13</td>
<td>0,28</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Perfectionnement</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>38,08</td>
<td>42,12</td>
<td>0,29</td>
<td>35,05</td>
<td>0,86</td>
<td>2,48</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie, finances et budget</td>
<td>235,67</td>
<td>125,99</td>
<td>0,78</td>
<td>115,87</td>
<td>1,38</td>
<td>3,33</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>716,21</td>
<td>759,18</td>
<td>4,58</td>
<td>67,20</td>
<td>1,58</td>
<td>3,16</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>129,91</td>
<td>64,96</td>
<td>0,44</td>
<td>120,57</td>
<td>1,34</td>
<td>3,79</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>123,18</td>
<td>132,56</td>
<td>0,62</td>
<td>78,72</td>
<td>1,88</td>
<td>3,78</td>
</tr>
<tr>
<td>Postes et télécommunications</td>
<td>438,79</td>
<td>255,28</td>
<td>1,92</td>
<td>88,26</td>
<td>1,14</td>
<td>3,52</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres ministères</td>
<td>89,65</td>
<td>80,08</td>
<td>0,61</td>
<td>46,56</td>
<td>0,92</td>
<td>2,58</td>
</tr>
<tr>
<td>Tous ministères</td>
<td>1 770,89</td>
<td>1 460,17</td>
<td>9,24</td>
<td>75,97</td>
<td>1,39</td>
<td>3,23</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Toutes actions</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>47,64</td>
<td>69,50</td>
<td>0,45</td>
<td>43,86</td>
<td>1,42</td>
<td>3,82</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie, finances et budget</td>
<td>272,16</td>
<td>300,32</td>
<td>1,58</td>
<td>134,15</td>
<td>3,29</td>
<td>6,77</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>772,92</td>
<td>2 219,86</td>
<td>10,51</td>
<td>72,53</td>
<td>4,63</td>
<td>7,25</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>135,77</td>
<td>105,64</td>
<td>0,70</td>
<td>126</td>
<td>2,18</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td>133,74</td>
<td>309,83</td>
<td>1,29</td>
<td>85,47</td>
<td>4,40</td>
<td>7,85</td>
</tr>
<tr>
<td>Postes et télécommunications</td>
<td>624,18</td>
<td>556,80</td>
<td>4</td>
<td>125,54</td>
<td>2,49</td>
<td>7,35</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres ministères</td>
<td>118,42</td>
<td>237,66</td>
<td>1,48</td>
<td>61,50</td>
<td>2,74</td>
<td>6,25</td>
</tr>
<tr>
<td>Tous ministères</td>
<td>2 104,84</td>
<td>3 799,62</td>
<td>20,01</td>
<td>90,29</td>
<td>3,62</td>
<td>6,99</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : DGAFP sur enquête auprès des directions de personnel.

(1) En milliers d'agents.
(2) En milliers de semaines-agents.
(3) En milliards de francs.
(4) Effectif formé/effectif en fonction (en pourcentage).
(5) Durée Agent de Formation/Durée Agent Rémunéré (en pourcentage).
(6) Dépenses totales/Masse salariale (en pourcentage).
### IV. Les relations professionnelles

173 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires : nombre d'électeurs, toutes catégories

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAFT</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>454</td>
<td>108</td>
<td>0</td>
<td>220</td>
<td>0</td>
<td>138</td>
<td>572</td>
<td>1 567</td>
<td>3 057</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>5 228</td>
<td>1 212</td>
<td>23</td>
<td>2 896</td>
<td>405</td>
<td>774</td>
<td>2 980</td>
<td>621</td>
<td>14 137</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>3 300</td>
<td>38</td>
<td>0</td>
<td>1 880</td>
<td>4 484</td>
<td>2 152</td>
<td>4 849</td>
<td>2 148</td>
<td>18 850</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>528</td>
<td>586</td>
<td>0</td>
<td>364</td>
<td>0</td>
<td>1 216</td>
<td>39</td>
<td>2 733</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>181</td>
<td>41</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>165</td>
<td>12</td>
<td>399</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>721</td>
<td>194</td>
<td>183</td>
<td>1 149</td>
<td>79</td>
<td>868</td>
<td>142</td>
<td>4 655</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>4 984</td>
<td>2 991</td>
<td>1 350</td>
<td>2 383</td>
<td>0</td>
<td>1 675</td>
<td>8 760</td>
<td>1 500</td>
<td>23 644</td>
</tr>
<tr>
<td>DTOM</td>
<td>68</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>52</td>
<td>24</td>
<td>144</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et finances</td>
<td>29 818</td>
<td>6 816</td>
<td>5 375</td>
<td>29 699</td>
<td>0</td>
<td>6 431</td>
<td>37 495</td>
<td>31 869</td>
<td>147 501</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (administratifs)</td>
<td>14 059</td>
<td>2 240</td>
<td>0</td>
<td>21 737</td>
<td>73 344</td>
<td>521</td>
<td>17 413</td>
<td>8 272</td>
<td>137 585</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (enseignants)</td>
<td>67 234</td>
<td>4 255</td>
<td>11 627</td>
<td>15 120</td>
<td>280 733</td>
<td>23 105</td>
<td>38 352</td>
<td>32 962</td>
<td>473 387</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>9 728</td>
<td>718</td>
<td>0</td>
<td>28 828</td>
<td>107</td>
<td>896</td>
<td>20 477</td>
<td>4 313</td>
<td>65 066</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>646</td>
<td>0</td>
<td>230</td>
<td>0</td>
<td>218</td>
<td>327</td>
<td>1 292</td>
<td>2 711</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (police)</td>
<td>721</td>
<td>1 508</td>
<td>16 064</td>
<td>841</td>
<td>29 211</td>
<td>5 340</td>
<td>17 210</td>
<td>70 895</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (autres)</td>
<td>5 670</td>
<td>782</td>
<td>587</td>
<td>1 751</td>
<td>0</td>
<td>1 085</td>
<td>7 125</td>
<td>2 516</td>
<td>19 516</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>98</td>
<td>0</td>
<td>1 301</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td>1 499</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>5 487</td>
<td>229</td>
<td>0</td>
<td>2 845</td>
<td>2 495</td>
<td>10 745</td>
<td>5 996</td>
<td>1 801</td>
<td>29 600</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>267</td>
<td>44</td>
<td>48</td>
<td>472</td>
<td>2</td>
<td>373</td>
<td>509</td>
<td>2 171</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>65</td>
<td>0</td>
<td>81</td>
<td>0</td>
<td>134</td>
<td>150</td>
<td>209</td>
<td>639</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>2 507</td>
<td>694</td>
<td>0</td>
<td>1 079</td>
<td>0</td>
<td>1 508</td>
<td>2 358</td>
<td>8 146</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Total administration**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie</th>
<th>P et T</th>
<th>CDC</th>
<th>CNCA</th>
<th>CNSS</th>
<th>CNRS</th>
<th>IGN</th>
<th>INJA et INJS</th>
<th>INRA</th>
<th>IFREMER</th>
<th>ONAC</th>
<th>ONF</th>
<th>ONIC</th>
<th>Autres (1)</th>
<th>Total général</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>151 763</td>
<td>21 828</td>
<td>35 257</td>
<td>112 009</td>
<td>364 019</td>
<td>77 900</td>
<td>154 151</td>
<td>108 955</td>
<td>1 025 881</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>249 120 45 951</td>
</tr>
</tbody>
</table>


(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française.
### Résultats des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires:

#### Pourcentage d'électeurs, toutes catégories

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>14,80</td>
<td>3,50</td>
<td>0</td>
<td>7,30</td>
<td>0</td>
<td>4,50</td>
<td>18,70</td>
<td>51,20</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>37</td>
<td>8,60</td>
<td>0,20</td>
<td>20,50</td>
<td>2,70</td>
<td>5,70</td>
<td>21,10</td>
<td>4,20</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>17,50</td>
<td>0,20</td>
<td>0</td>
<td>10</td>
<td>23,80</td>
<td>11,40</td>
<td>25,70</td>
<td>11,40</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>19,30</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>21,50</td>
<td>0</td>
<td>13,30</td>
<td>44,50</td>
<td>1,40</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>45,40</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>10,30</td>
<td>0</td>
<td>41,30</td>
<td>3</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>15,50</td>
<td>4,20</td>
<td>3,90</td>
<td>28,40</td>
<td>24,60</td>
<td>1,70</td>
<td>18,60</td>
<td>3,10</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>21,10</td>
<td>12,70</td>
<td>5,70</td>
<td>10,10</td>
<td>0</td>
<td>7,10</td>
<td>37</td>
<td>6,30</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>DTOM</td>
<td>47,20</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>36,10</td>
<td>16,70</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et finances</td>
<td>20,20</td>
<td>4,60</td>
<td>3,60</td>
<td>20,20</td>
<td>0</td>
<td>3,30</td>
<td>25,40</td>
<td>22,70</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (administratifs)</td>
<td>10,20</td>
<td>1,60</td>
<td>0</td>
<td>15,80</td>
<td>53,30</td>
<td>0,40</td>
<td>4,40</td>
<td>12,70</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (enseignants)</td>
<td>14,20</td>
<td>0,90</td>
<td>2,50</td>
<td>3,10</td>
<td>59,30</td>
<td>4,90</td>
<td>8,10</td>
<td>7</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>15</td>
<td>1,10</td>
<td>0</td>
<td>44,30</td>
<td>0,10</td>
<td>1,40</td>
<td>31,50</td>
<td>6,60</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>23,80</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>8,60</td>
<td>0</td>
<td>8</td>
<td>12</td>
<td>47,60</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (police)</td>
<td>1</td>
<td>2,10</td>
<td>22,70</td>
<td>1,20</td>
<td>0</td>
<td>41,20</td>
<td>7,50</td>
<td>24,30</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (autres)</td>
<td>29,10</td>
<td>4</td>
<td>2,90</td>
<td>9</td>
<td>0</td>
<td>5,60</td>
<td>56,50</td>
<td>12,90</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>6,50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>86,80</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>6,70</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>18,50</td>
<td>0,80</td>
<td>0</td>
<td>9,60</td>
<td>8,40</td>
<td>36,30</td>
<td>20,30</td>
<td>6,10</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>13,60</td>
<td>2,50</td>
<td>290</td>
<td>27,50</td>
<td>0,10</td>
<td>21,70</td>
<td>29,66</td>
<td>0,10</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>19,20</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>12,60</td>
<td>0</td>
<td>21</td>
<td>23,50</td>
<td>32,70</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>30,80</td>
<td>8,50</td>
<td>0</td>
<td>13,30</td>
<td>0</td>
<td>18,50</td>
<td>28,90</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

#### Total administration

| P et T                              | 24,50| 6,30 | 0,80| 35,10| 0   | 1,90 | 20,20| 11,10  | 100   |
| CDC                                 | 28,90| 7,80 | 1,30| 23,90| 0   | 23,30| 13,90| 0,90   | 100   |
| CNCA                                | 45,30| 2    | 0,30| 47,20| 0   | 0,30 | 4,90 | 100    |       |
| CNMSS                               | 33,20| 0    | 0   | 2,30 | 0   | 0    | 28,20| 36,40  | 100   |
| CNRS                                | 31   | 0    | 18,60| 17,20| 23,50| 0    | 9,80 | 0      | 100   |
| IGN                                 | 55,80| 12,80| 0   | 18,50| 0   | 0    | 12,80| 0      | 100   |
| INIA et INJS                        | 0    | 0    | 0   | 100  | 0   | 0    | 0    | 100    |       |
| INRA                                | 48   | 25,60| 0   | 26,40| 0   | 0    | 0    | 100    |       |
| IFREMER                              | 54,50| 0    | 0   | 29,40| 0   | 0    | 16,10| 0      | 100   |
| ONAC                                | 18,50| 0    | 0   | 24,30| 3,30| 24,50| 29,40| 0      | 100   |
| ONF                                 | 45,10| 0    | 0   | 18,10| 0   | 8,50 | 16,40| 11,80  | 100   |
| ONIC                                | 6    | 17   | 0   | 50   | 0   | 0    | 17   | 0      | 100   |
| Autres (1)                          | 11,30| 0    | 0   | 7,40 | 0   | 0    | 81,30| 100    |       |

#### Total général

|                  | 17,70| 3,30 | 2,90| 17,20| 26  | 6    | 16,20| 10,70  | 100   |

**Source:** DGAFP, années 1989-1990-1991.

(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française.
# BILAN SOCIAL

## 175 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires centrales:

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>51</td>
<td>108</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
<td>109</td>
<td>269</td>
<td>540</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>1 327</td>
<td>138</td>
<td>23</td>
<td>334</td>
<td>0</td>
<td>144</td>
<td>522</td>
<td>493</td>
<td>2 980</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>1 033</td>
<td>38</td>
<td>0</td>
<td>111</td>
<td>2 738</td>
<td>55</td>
<td>1 719</td>
<td>2 148</td>
<td>7 841</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>21</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>17</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>79</td>
<td>39</td>
<td>156</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>37</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>27</td>
<td>12</td>
<td>76</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>384</td>
<td>65</td>
<td>173</td>
<td>78</td>
<td>244</td>
<td>0</td>
<td>24</td>
<td>117</td>
<td>1 085</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>466</td>
<td>307</td>
<td>680</td>
<td>131</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>374</td>
<td>506</td>
<td>2 464</td>
</tr>
<tr>
<td>DTOM</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>24</td>
<td>24</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>5 560</td>
<td>935</td>
<td>4 331</td>
<td>3 149</td>
<td>0</td>
<td>228</td>
<td>6 399</td>
<td>6 869</td>
<td>27 470</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (administratifs)</td>
<td>1 731</td>
<td>332</td>
<td>0</td>
<td>724</td>
<td>0</td>
<td>6 949</td>
<td>0</td>
<td>1 055</td>
<td>11 234</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (enseignants)</td>
<td>34 716</td>
<td>1 619</td>
<td>87 10 298</td>
<td>147 680</td>
<td>19 215</td>
<td>18 113</td>
<td>26 180</td>
<td>257 907</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>689</td>
<td>17</td>
<td>0</td>
<td>295</td>
<td>107</td>
<td>0</td>
<td>2 569</td>
<td>1 041</td>
<td>4 718</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>92</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>16</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>596</td>
<td>719</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (police)</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>217</td>
<td>44</td>
<td>1 284</td>
<td>1 545</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (autres)</td>
<td>1 278</td>
<td>169</td>
<td>54</td>
<td>79</td>
<td>0</td>
<td>86</td>
<td>1 428</td>
<td>491</td>
<td>3 585</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>98</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1 301</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td>1 499</td>
<td>3 585</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>374</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>52</td>
<td>65</td>
<td>834</td>
<td>482</td>
<td>29</td>
<td>1 835</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>44</td>
<td>0</td>
<td>48</td>
<td>17</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>54</td>
<td>2</td>
<td>167</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>27</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>16</td>
<td>0</td>
<td>21</td>
<td>9</td>
<td>56</td>
<td>128</td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>1 106</td>
<td>239</td>
<td>0</td>
<td>645</td>
<td>0</td>
<td>466</td>
<td>1 832</td>
<td>4 287</td>
<td>4 287</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Total Administration</th>
<th>49 033</th>
<th>3 966</th>
<th>5 396</th>
<th>15 960</th>
<th>159 086</th>
<th>20 804</th>
<th>33 488</th>
<th>42 530</th>
<th>330 260</th>
</tr>
</thead>
</table>

| P et T | 9 654| 2 552| 2 770| 4 908| 0     | 321  | 7 801| 3 552| 33 558 |
| CDC | 103  | 0    | 0    | 33   | 0     | 30   | 0    | 33    | 198   |
| CNCA | 43   | 6    | 1    | 23   | 0     | 0    | 1    | 15    | 89    |
| CNMSS | 0    | 0    | 0    | 0    | 0     | 0    | 0    | 0     | 0     |
| CNRS | 3 008| 0    | 1 978| 1 116| 2 658 | 0    | 788  | 0     | 9 548 |
| IGN | 74   | 60   | 0    | 51   | 0     | 60   | 0    | 245   |       |
| INJA et INJS | 0    | 0    | 0    | 0    | 112   | 0    | 0    | 0     | 112   |
| INRA | 945  | 631  | 0    | 345  | 0     | 0    | 0    | 0     | 1 921 |
| IFREMER | 42   | 0    | 0    | 11   | 0     | 12   | 0    | 65    |       |
| ONAC | 58   | 0    | 0    | 34   | 39    | 31   | 47   | 0     | 209   |
| ONF | 40   | 4    | 0    | 20   | 0     | 22   | 0    | 86    |       |
| ONIC | 0    | 29   | 0    | 91   | 0     | 29   | 0    | 148   |       |
| Autres (1) | 19  | 0    | 0    | 19   | 0     | 0    | 0    | 0     | 37    |

| Total général | 63 018| 7 247| 10 145| 22 609| 161 895| 21 186| 42 247| 46 130| 374 476|


(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française.
<table>
<thead>
<tr>
<th>Service</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>9,44</td>
<td>19,91</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0,74</td>
<td>20,09</td>
<td>49,81</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>44,53</td>
<td>4,63</td>
<td>0,77</td>
<td>11,21</td>
<td>0</td>
<td>4,82</td>
<td>17,52</td>
<td>16,53</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>13,17</td>
<td>0,48</td>
<td>0</td>
<td>3,41</td>
<td>34,91</td>
<td>0,70</td>
<td>21,92</td>
<td>27,39</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>13,46</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>10,90</td>
<td>0</td>
<td>50,64</td>
<td>25</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>48,68</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>35,53</td>
<td>15,79</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>35,39</td>
<td>5,99</td>
<td>15,94</td>
<td>7,19</td>
<td>22,49</td>
<td>0</td>
<td>2,21</td>
<td>10,78</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>18,91</td>
<td>12,46</td>
<td>27,60</td>
<td>5,32</td>
<td>0</td>
<td>15,18</td>
<td>20,54</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>DTOM</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et finances</td>
<td>20,24</td>
<td>3,40</td>
<td>15,77</td>
<td>11,46</td>
<td>0,83</td>
<td>23,29</td>
<td>25,01</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (administratifs)</td>
<td>15,41</td>
<td>2,96</td>
<td>0</td>
<td>6,44</td>
<td>61,86</td>
<td>0</td>
<td>9,39</td>
<td>3,94</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (enseignants)</td>
<td>13,46</td>
<td>0,63</td>
<td>0,03</td>
<td>3,99</td>
<td>57,26</td>
<td>7,45</td>
<td>7,02</td>
<td>10,15</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>14,60</td>
<td>0,36</td>
<td>0</td>
<td>6,25</td>
<td>2,27</td>
<td>0</td>
<td>54,45</td>
<td>22,06</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>12,80</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2,16</td>
<td>0</td>
<td>2,16</td>
<td>82,89</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (police)</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>14,05</td>
<td>2,85</td>
<td>83,11</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (autres)</td>
<td>35,65</td>
<td>4,71</td>
<td>1,51</td>
<td>2,20</td>
<td>0</td>
<td>2,40</td>
<td>39,83</td>
<td>13,70</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>6,54</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>86,79</td>
<td>0</td>
<td>6,67</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>20,35</td>
<td>0</td>
<td>2,81</td>
<td>3,54</td>
<td>45,45</td>
<td>26,27</td>
<td>1,58</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>26,35</td>
<td>0</td>
<td>28,74</td>
<td>10,18</td>
<td>1,20</td>
<td>0,00</td>
<td>32,34</td>
<td>1,20</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>20,70</td>
<td>0</td>
<td>12,11</td>
<td>0</td>
<td>16,41</td>
<td>7,03</td>
<td>43,75</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>25,79</td>
<td>5,57</td>
<td>0</td>
<td>15,05</td>
<td>0</td>
<td>10,86</td>
<td>42,73</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total Administration</td>
<td>14,55</td>
<td>1,20</td>
<td>1,63</td>
<td>4,83</td>
<td>48,17</td>
<td>6,30</td>
<td>10,14</td>
<td>12,88</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>P et T</td>
<td>30,59</td>
<td>8,09</td>
<td>8,78</td>
<td>15,55</td>
<td>0</td>
<td>1,02</td>
<td>24,72</td>
<td>11,26</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>CDC</td>
<td>52,02</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>16,41</td>
<td>0</td>
<td>15,15</td>
<td>16,41</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CNCA</td>
<td>48,31</td>
<td>6,74</td>
<td>1,12</td>
<td>25,84</td>
<td>0</td>
<td>1,12</td>
<td>16,85</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CNMSS</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CNRS</td>
<td>31,50</td>
<td>0</td>
<td>20,72</td>
<td>11,69</td>
<td>27,84</td>
<td>0</td>
<td>8,25</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>IGN</td>
<td>30,10</td>
<td>24,59</td>
<td>0</td>
<td>20,71</td>
<td>0</td>
<td>24,59</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>INJA et INJS</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>INRA</td>
<td>49,19</td>
<td>32,85</td>
<td>0</td>
<td>17,96</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>FREMER</td>
<td>64,62</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>16,92</td>
<td>0</td>
<td>18,46</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ONAC</td>
<td>27,75</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>16,27</td>
<td>18,66</td>
<td>14,83</td>
<td>22,49</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>ONF</td>
<td>46,51</td>
<td>4,65</td>
<td>0</td>
<td>23,26</td>
<td>0</td>
<td>25,58</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ONIC</td>
<td>0</td>
<td>19,26</td>
<td>0</td>
<td>61,49</td>
<td>0</td>
<td>19,26</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres (1)</td>
<td>50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total général</td>
<td>16,83</td>
<td>1,94</td>
<td>2,71</td>
<td>6,04</td>
<td>43,23</td>
<td>5,66</td>
<td>11,28</td>
<td>12,32</td>
<td>100</td>
</tr>
</tbody>
</table>


(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française.
### BILAN SOCIAL

177 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires centrales :

nombre d’électeurs, catégorie B

<table>
<thead>
<tr>
<th>CFDT</th>
<th>CFTP</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>112</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>32</td>
<td>0</td>
<td>49</td>
<td>90</td>
<td>258</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>1 571</td>
<td>309</td>
<td>0</td>
<td>660</td>
<td>0</td>
<td>147</td>
<td>241</td>
<td>737</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>778</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>229</td>
<td>0</td>
<td>52</td>
<td>85</td>
<td>71</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>137</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>82</td>
<td>0</td>
<td>52</td>
<td>85</td>
<td>71</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>37</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>109</td>
<td>25</td>
<td>0</td>
<td>138</td>
<td>0</td>
<td>71</td>
<td>25</td>
<td>555</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>1 742</td>
<td>861</td>
<td>0</td>
<td>706</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1 664</td>
<td>967</td>
</tr>
<tr>
<td>DTOM</td>
<td>5</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>16</td>
<td>21</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>8 522</td>
<td>1 839</td>
<td>1 044</td>
<td>8 117</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1 504</td>
<td>10 312</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (administratifs)</td>
<td>2 773</td>
<td>385</td>
<td>0</td>
<td>1 491</td>
<td>0</td>
<td>12 055</td>
<td>50</td>
<td>2 092</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (enseignants)</td>
<td>32 518</td>
<td>2 636</td>
<td>11 540</td>
<td>4 822</td>
<td>133 053</td>
<td>3 890</td>
<td>20 239</td>
<td>6 782</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>1 370</td>
<td>143</td>
<td>0</td>
<td>1 697</td>
<td>0</td>
<td>59</td>
<td>3 038</td>
<td>3 272</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>121</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>37</td>
<td>0</td>
<td>33</td>
<td>85</td>
<td>423</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (police)</td>
<td>155</td>
<td>498</td>
<td>1 328</td>
<td>60</td>
<td>0</td>
<td>1 735</td>
<td>1 530</td>
<td>6 856</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (autres)</td>
<td>1 119</td>
<td>132</td>
<td>32</td>
<td>271</td>
<td>0</td>
<td>272</td>
<td>1 730</td>
<td>431</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>1 905</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>329</td>
<td>1 798</td>
<td>2 202</td>
<td>668</td>
<td>38</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>128</td>
<td>8</td>
<td>0</td>
<td>118</td>
<td>0</td>
<td>83</td>
<td>216</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>10</td>
<td>10</td>
<td>36</td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>1 029</td>
<td>393</td>
<td>0</td>
<td>270</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>604</td>
<td>307</td>
</tr>
</tbody>
</table>

| Total Administration | 54 136 | 7 228 | 14 614 | 14 063 | 147 493 | 10 830 | 44 925 | 28 895 | 327183 |

| P et T | 29 526 | 7 540 | 0     | 28 259 | 0    | 2 397 | 22 982 | 11 941 | 102 645 |
| CDC   | 265   | 94   | 46    | 188   | 0    | 192  | 166    | 0     | 951    |
| CNCA  | 36    | 0    | 0     | 30    | 0    | 0   | 0      | 0     | 66     |
| CNMSS | 42    | 0    | 0     | 12    | 0    | 0   | 36     | 54    | 144    |
| CNRS  | 791   | 0    | 312   | 772   | 356  | 0    | 312    | 0     | 2 543  |
| IGN   | 143   | 0    | 0     | 24    | 0    | 0   | 0      | 0     | 167    |
| INJA et INJS | 0 | 0    | 0     | 0    | 0    | 0   | 0      | 0     | 0      |
| INRA  | 626   | 319  | 0     | 339   | 0    | 0   | 0      | 0     | 1 284  |
| IFREMER | 28  | 0    | 0     | 21    | 0    | 0   | 0      | 0     | 49     |
| ONAC  | 27    | 0    | 0     | 14    | 0    | 20  | 57     | 0     | 118    |
| ONF   | 245   | 0    | 0     | 116   | 0    | 76  | 174    | 534   | 1 145  |
| ONIC  | 38    | 27   | 0     | 103   | 0    | 0   | 27     | 0     | 195    |
| Autres (1) | 9    | 0    | 0     | 9     | 0    | 0   | 78     | 96    |        |

Total général | 85 912 | 15 208 | 14 972 | 48 950 | 147 849 | 13 515 | 68 679 | 41 502 | 436 586 |


(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française.
### 178 - Résultats des élections des représentants du personnel de catégorie B aux Commissions administratives paritaires :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>20,69</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>5,84</td>
<td>0</td>
<td>9,09</td>
<td>16,60</td>
<td>47,77</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>42,03</td>
<td>8,27</td>
<td>0</td>
<td>17,66</td>
<td>3,93</td>
<td>6,45</td>
<td>19,72</td>
<td>1,95</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>22,22</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>6,54</td>
<td>7,20</td>
<td>18,59</td>
<td>45,46</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>28,90</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>17,30</td>
<td>0</td>
<td>10,97</td>
<td>42,83</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>55,22</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>44,78</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>19,64</td>
<td>4,50</td>
<td>0</td>
<td>24,86</td>
<td>33,78</td>
<td>0</td>
<td>12,70</td>
<td>4,50</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>26,35</td>
<td>13,03</td>
<td>10,14</td>
<td>10,68</td>
<td>0</td>
<td>25,17</td>
<td>14,63</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>DTOM</td>
<td>23,81</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>76,19</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et finances</td>
<td>21,51</td>
<td>4,64</td>
<td>2,63</td>
<td>20,48</td>
<td>0</td>
<td>3,79</td>
<td>26,02</td>
<td>20,92</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (administratifs)</td>
<td>13,88</td>
<td>1,92</td>
<td>0</td>
<td>7,46</td>
<td>60,32</td>
<td>0,25</td>
<td>10,47</td>
<td>5,70</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (enseignants)</td>
<td>15,09</td>
<td>1,22</td>
<td>5,36</td>
<td>2,24</td>
<td>61,75</td>
<td>1,81</td>
<td>9,39</td>
<td>3,15</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>14,30</td>
<td>1,49</td>
<td>0</td>
<td>17,72</td>
<td>6</td>
<td>0,62</td>
<td>31,72</td>
<td>34,16</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>17,34</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>5,30</td>
<td>0</td>
<td>4,66</td>
<td>12,18</td>
<td>60,53</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (police)</td>
<td>1,27</td>
<td>4,09</td>
<td>10,92</td>
<td>0,49</td>
<td>0</td>
<td>14,27</td>
<td>12,58</td>
<td>56,37</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (autres)</td>
<td>28,07</td>
<td>3,31</td>
<td>0,80</td>
<td>6,80</td>
<td>0</td>
<td>6,82</td>
<td>43,39</td>
<td>10,81</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>27,45</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4,74</td>
<td>25,91</td>
<td>31,73</td>
<td>9,63</td>
<td>0,55</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>23,14</td>
<td>1,40</td>
<td>0</td>
<td>21,33</td>
<td>0</td>
<td>15,04</td>
<td>39,09</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>8,21</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>8,21</td>
<td>0</td>
<td>14,93</td>
<td>14,93</td>
<td>53,73</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>39,53</td>
<td>15,10</td>
<td>0</td>
<td>10,37</td>
<td>0</td>
<td>23,20</td>
<td>11,79</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Total administration

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>P et T</td>
<td>28,77</td>
<td>7,35</td>
<td>0</td>
<td>27,53</td>
<td>0</td>
<td>2,34</td>
<td>22,39</td>
<td>11,63</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>CDC</td>
<td>27,87</td>
<td>9,88</td>
<td>4,84</td>
<td>19,77</td>
<td>0</td>
<td>26,19</td>
<td>17,46</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>CNCA</td>
<td>54,55</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>45,45</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>CNMSS</td>
<td>29,17</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>8,33</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>25</td>
<td>37,50</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>CNRS</td>
<td>31,10</td>
<td>0</td>
<td>12,27</td>
<td>30,36</td>
<td>14</td>
<td>0</td>
<td>12,27</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>IGN</td>
<td>85,63</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>14,37</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>INJA et INJS</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>INRA</td>
<td>48,75</td>
<td>24,84</td>
<td>0</td>
<td>26,40</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>IFREMER</td>
<td>57,14</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>42,86</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>ONAC</td>
<td>22,88</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>11,86</td>
<td>0</td>
<td>16,95</td>
<td>48,31</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>ONF</td>
<td>21,40</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>10,13</td>
<td>0</td>
<td>6,64</td>
<td>15,20</td>
<td>46,64</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>ONIC</td>
<td>19,49</td>
<td>13,85</td>
<td>0</td>
<td>52,82</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>13,85</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres (1)</td>
<td>9,38</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>9,38</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>81,25</td>
<td>100</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Total général

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>P et T</td>
<td>19,68</td>
<td>3,48</td>
<td>3,43</td>
<td>11,21</td>
<td>33,86</td>
<td>3,10</td>
<td>15,73</td>
<td>9,51</td>
<td>100</td>
</tr>
</tbody>
</table>


(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française.
179 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires centrales :
nombre d'électeurs, catégorie CD

<table>
<thead>
<tr>
<th>Affaires étrangères</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>2 330</td>
<td>765</td>
<td>0</td>
<td>1 902</td>
<td>258</td>
<td>419</td>
<td>1 721</td>
<td>25</td>
<td>7 419</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>1 489</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1 540</td>
<td>494</td>
<td>1 446</td>
<td>1 538</td>
<td>0</td>
<td>7 507</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>370</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>487</td>
<td>0</td>
<td>312</td>
<td>934</td>
<td>0</td>
<td>2 103</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>107</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>41</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>108</td>
<td>0</td>
<td>256</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>228</td>
<td>104</td>
<td>10</td>
<td>1 104</td>
<td>717</td>
<td>79</td>
<td>773</td>
<td>0</td>
<td>3 015</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>2 776</td>
<td>1 823</td>
<td>0</td>
<td>1 546</td>
<td>783</td>
<td>775</td>
<td>6 722</td>
<td>27</td>
<td>14 570</td>
</tr>
<tr>
<td>DTOM</td>
<td>63</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>36</td>
<td>0</td>
<td>99</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (administratifs)</td>
<td>15 736</td>
<td>4 043</td>
<td>0</td>
<td>18 434</td>
<td>0</td>
<td>3 157</td>
<td>20 784</td>
<td>18 254</td>
<td>80 407</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (enseignants)</td>
<td>9 555</td>
<td>1 523</td>
<td>0</td>
<td>19 522</td>
<td>54 340</td>
<td>471</td>
<td>14 266</td>
<td>6 689</td>
<td>106 366</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>7 669</td>
<td>558</td>
<td>0</td>
<td>26 836</td>
<td>0</td>
<td>837</td>
<td>14 870</td>
<td>0</td>
<td>50 769</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>433</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>177</td>
<td>0</td>
<td>185</td>
<td>226</td>
<td>273</td>
<td>1 294</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (police)</td>
<td>566</td>
<td>1 010</td>
<td>14 736</td>
<td>781</td>
<td>0</td>
<td>27 259</td>
<td>3 766</td>
<td>9 070</td>
<td>57 188</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (autres)</td>
<td>3 273</td>
<td>481</td>
<td>501</td>
<td>1 401</td>
<td>0</td>
<td>727</td>
<td>3 967</td>
<td>1 594</td>
<td>11 944</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>3 208</td>
<td>229</td>
<td>0</td>
<td>2 467</td>
<td>632</td>
<td>7 709</td>
<td>4 846</td>
<td>1 734</td>
<td>20 825</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>96</td>
<td>36</td>
<td>0</td>
<td>338</td>
<td>0</td>
<td>290</td>
<td>239</td>
<td>0</td>
<td>998</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>33</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>60</td>
<td>0</td>
<td>103</td>
<td>131</td>
<td>117</td>
<td>444</td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>373</td>
<td>62</td>
<td>0</td>
<td>164</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>439</td>
<td>219</td>
<td>1 256</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total Administration

<table>
<thead>
<tr>
<th>Administration</th>
<th>48 594</th>
<th>10 634</th>
<th>15 247</th>
<th>76 987</th>
<th>57 441</th>
<th>44 754</th>
<th>75 739</th>
<th>39 042</th>
<th>368 438</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>P et T</td>
<td>47 638</td>
<td>12 315</td>
<td>91 271</td>
<td>0</td>
<td>4 179</td>
<td>40 860</td>
<td>23 717</td>
<td>219 980</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CDC</td>
<td>692</td>
<td>191</td>
<td>0</td>
<td>656</td>
<td>0</td>
<td>631</td>
<td>343</td>
<td>0</td>
<td>2 513</td>
</tr>
<tr>
<td>CNCA</td>
<td>60</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>92</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>152</td>
</tr>
<tr>
<td>CNMSS</td>
<td>206</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>175</td>
<td>218</td>
<td>604</td>
</tr>
<tr>
<td>CNRS</td>
<td>237</td>
<td>0</td>
<td>134</td>
<td>346</td>
<td>40</td>
<td>0</td>
<td>173</td>
<td>0</td>
<td>930</td>
</tr>
<tr>
<td>IGN</td>
<td>45</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>12</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>57</td>
</tr>
<tr>
<td>INJA et INJS</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>INRA</td>
<td>784</td>
<td>303</td>
<td>0</td>
<td>611</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1 698</td>
</tr>
<tr>
<td>IFREMER</td>
<td>15</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>14</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>13</td>
<td>0</td>
<td>41</td>
</tr>
<tr>
<td>ONAC</td>
<td>130</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>235</td>
<td>0</td>
<td>235</td>
<td>238</td>
<td>0</td>
<td>838</td>
</tr>
<tr>
<td>ONF</td>
<td>1 765</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>686</td>
<td>0</td>
<td>311</td>
<td>550</td>
<td>0</td>
<td>3 312</td>
</tr>
<tr>
<td>ONIC</td>
<td>0</td>
<td>53</td>
<td>0</td>
<td>189</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>53</td>
<td>0</td>
<td>295</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres (1)</td>
<td>25</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>7</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>285</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total général 100 190 | 23 496 | 15 381 | 171 110 | 57 481 | 50 110 | 118 144 | 63 272 | 599 184


(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française.
### Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires

#### pourcentage du nombre d'électeurs, catégorie CD

<table>
<thead>
<tr>
<th>Secteur</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>14,71</td>
<td>0</td>
<td>9,50</td>
<td>0</td>
<td>4,30</td>
<td>18,91</td>
<td>52,58</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>31,40</td>
<td>10,31</td>
<td>25,64</td>
<td>3,48</td>
<td>5,65</td>
<td>23,19</td>
<td>0,34</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>19,83</td>
<td>0</td>
<td>20,51</td>
<td>19,90</td>
<td>19,26</td>
<td>20,49</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>17,59</td>
<td>0</td>
<td>23,16</td>
<td>0</td>
<td>14,84</td>
<td>44,41</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>41,80</td>
<td>0</td>
<td>16,02</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>42,19</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>7,56</td>
<td>3,45</td>
<td>0,33</td>
<td>36,62</td>
<td>23,78</td>
<td>2,62</td>
<td>25,64</td>
<td>0</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>19,06</td>
<td>12,51</td>
<td>10,61</td>
<td>0</td>
<td>11,50</td>
<td>46,14</td>
<td>0,19</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>DTOM</td>
<td>63,64</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>36,36</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et finances</td>
<td>19,57</td>
<td>17,37</td>
<td>20,90</td>
<td>22,70</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>8,98</td>
<td>1,43</td>
<td>0</td>
<td>18,35</td>
<td>0</td>
<td>13,41</td>
<td>6,29</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(administratifs)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(enseignants)</td>
<td>12,11</td>
<td>1,10</td>
<td>52,86</td>
<td>1,65</td>
<td>29,29</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>33,46</td>
<td>0</td>
<td>13,68</td>
<td>14,30</td>
<td>17,47</td>
<td>21,10</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (police)</td>
<td>0,99</td>
<td>1,77</td>
<td>25,77</td>
<td>1,37</td>
<td>47,67</td>
<td>6,59</td>
<td>15,86</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (autres)</td>
<td>27,40</td>
<td>4,03</td>
<td>11,73</td>
<td>6,09</td>
<td>33,21</td>
<td>13,35</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>15,40</td>
<td>1,10</td>
<td>11,85</td>
<td>3,03</td>
<td>37,02</td>
<td>23,27</td>
<td>8,33</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>9,57</td>
<td>3,61</td>
<td>33,82</td>
<td>29,06</td>
<td>23,95</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>7,43</td>
<td>0,00</td>
<td>13,51</td>
<td>23,20</td>
<td>29,50</td>
<td>26,35</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>29,66</td>
<td>4,94</td>
<td>13,06</td>
<td>0</td>
<td>34,91</td>
<td>17,44</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total Administration</td>
<td>13,19</td>
<td>2,89</td>
<td>4,14</td>
<td>20,90</td>
<td>15,59</td>
<td>12,15</td>
<td>20,56</td>
<td>10,60</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>P et T</td>
<td>21,66</td>
<td>5,60</td>
<td>41,49</td>
<td>1,90</td>
<td>18,57</td>
<td>10,78</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CDC</td>
<td>27,54</td>
<td>7,60</td>
<td>26,10</td>
<td>25,11</td>
<td>13,65</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CNCA</td>
<td>39,47</td>
<td>0</td>
<td>60,53</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CNMSS</td>
<td>34,11</td>
<td>0</td>
<td>0,83</td>
<td>0</td>
<td>28,97</td>
<td>36,09</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CNRS</td>
<td>25,48</td>
<td>0</td>
<td>14,41</td>
<td>37,20</td>
<td>4,30</td>
<td>18,60</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>IGN</td>
<td>78,95</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>21,05</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>INIA et INJS</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>INRA</td>
<td>46,17</td>
<td>17,84</td>
<td>35,98</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>IFREMER</td>
<td>35,37</td>
<td>0</td>
<td>32,93</td>
<td>0</td>
<td>31,71</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ONAC</td>
<td>15,51</td>
<td>0</td>
<td>28,04</td>
<td>0</td>
<td>28,40</td>
<td>28,40</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ONF</td>
<td>53,29</td>
<td>0</td>
<td>20,71</td>
<td>9,39</td>
<td>16,61</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ONIC</td>
<td>0</td>
<td>17,97</td>
<td>64,07</td>
<td>0</td>
<td>17,97</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres (1)</td>
<td>7,52</td>
<td>0</td>
<td>1,99</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>90,49</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total général</td>
<td>16,72</td>
<td>3,92</td>
<td>2,57</td>
<td>28,56</td>
<td>9,59</td>
<td>8,36</td>
<td>19,72</td>
<td>10,56</td>
<td>100</td>
</tr>
</tbody>
</table>


(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française
### Résultats des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires centrales :
nombre de sièges, toutes catégories

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministères</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>8</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
<td>0</td>
<td>15</td>
<td>12,34</td>
<td>36,66</td>
<td>79</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>51,50</td>
<td>14,50</td>
<td>33</td>
<td>6</td>
<td>9</td>
<td>27</td>
<td>63</td>
<td>43</td>
<td>184</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>62,50</td>
<td>2,50</td>
<td>0</td>
<td>23,50</td>
<td>57</td>
<td>27,50</td>
<td>63</td>
<td>43</td>
<td>279</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>11</td>
<td>0</td>
<td>14</td>
<td>0</td>
<td>7</td>
<td>14</td>
<td>36</td>
<td>82</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>14</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>11</td>
<td>2</td>
<td>27</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>22</td>
<td>3</td>
<td>4</td>
<td>46</td>
<td>45,50</td>
<td>1</td>
<td>29,50</td>
<td>21</td>
<td>172</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>14</td>
<td>20</td>
<td>7</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>2,50</td>
<td>45</td>
<td>28,50</td>
<td>123</td>
</tr>
<tr>
<td>DTOM</td>
<td>11</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
<td>7</td>
<td>22</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et finances</td>
<td>93</td>
<td>3,84</td>
<td>27</td>
<td>62</td>
<td>0</td>
<td>14,83</td>
<td>136</td>
<td>61,33</td>
<td>398</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (administratifs)</td>
<td>23,50</td>
<td>4</td>
<td>0</td>
<td>35,50</td>
<td>125</td>
<td>0</td>
<td>38</td>
<td>20</td>
<td>246</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (enseignants)</td>
<td>9</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>71</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>10</td>
<td>98</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>29</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>37</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>50</td>
<td>34</td>
<td>152</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>19</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1,50</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>3,50</td>
<td>46</td>
<td>73</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (police)</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>10</td>
<td>7</td>
<td>31</td>
<td>54</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (autres)</td>
<td>37</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>7</td>
<td>0</td>
<td>8</td>
<td>52</td>
<td>31</td>
<td>138</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>13</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>59,50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4,50</td>
<td>40</td>
<td>58</td>
<td>42</td>
<td>11</td>
<td>215</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>10,17</td>
<td>5</td>
<td>4</td>
<td>24,17</td>
<td>1</td>
<td>10</td>
<td>21,66</td>
<td>2</td>
<td>78</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>6,50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>6,50</td>
<td>0</td>
<td>8</td>
<td>9</td>
<td>14</td>
<td>44</td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>32</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>10</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>34</td>
<td>45</td>
<td>127</td>
</tr>
</tbody>
</table>

| Total Administration              | 514,67| 61,84| 51| 318,67| 360,50| 174,83| 624| 502,49| 2 608 |

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>P et T</td>
<td>39</td>
</tr>
<tr>
<td>CDC</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td>CNCA</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>CNMSS</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>CNRS</td>
<td>19</td>
</tr>
<tr>
<td>IGN</td>
<td>14,50</td>
</tr>
<tr>
<td>INJA et INJS</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>INRA</td>
<td>21</td>
</tr>
<tr>
<td>IFREMER</td>
<td>7,50</td>
</tr>
<tr>
<td>ONAC</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>ONF</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>ONIC</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres (1)</td>
<td>6</td>
</tr>
</tbody>
</table>

| Total général                     | 674,67| 80,17| 59,33| 445,17| 386,50| 191,83| 702,34| 606,99| 3 147 |


(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française.
### Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Affaires étrangères</strong></td>
<td>10,13</td>
<td>2,53</td>
<td>0</td>
<td>6,33</td>
<td>0</td>
<td>18,99</td>
<td>15,62</td>
<td>46,41</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Affaires sociales et emploi</strong></td>
<td>27,99</td>
<td>7,88</td>
<td>0</td>
<td>17,93</td>
<td>3,26</td>
<td>4,89</td>
<td>14,67</td>
<td>23,37</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Agriculture</strong></td>
<td>22,40</td>
<td>0,90</td>
<td>0</td>
<td>8,42</td>
<td>20,43</td>
<td>9,86</td>
<td>22,58</td>
<td>15,41</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Anciens combattants</strong></td>
<td>13,41</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>17,07</td>
<td>0</td>
<td>8,54</td>
<td>43,90</td>
<td>17,97</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Coopération</strong></td>
<td>51,85</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>40,74</td>
<td>7,41</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Culture</strong></td>
<td>12,79</td>
<td>1,74</td>
<td>2,33</td>
<td>26,74</td>
<td>26,45</td>
<td>0,58</td>
<td>17,15</td>
<td>12,21</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Défense</strong></td>
<td>11,38</td>
<td>16,26</td>
<td>5,69</td>
<td>4,88</td>
<td>0</td>
<td>2,03</td>
<td>36,59</td>
<td>23,17</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>DTOM</strong></td>
<td>50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>18,18</td>
<td>31,82</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Économie et finances</strong></td>
<td>23,37</td>
<td>0,96</td>
<td>6,78</td>
<td>15,58</td>
<td>0</td>
<td>3,73</td>
<td>34,17</td>
<td>15,41</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Éducation nationale</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(administratifs)</td>
<td>9,55</td>
<td>1,63</td>
<td>0</td>
<td>14,43</td>
<td>50,81</td>
<td>0</td>
<td>15,45</td>
<td>8,13</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>(enseignante)</td>
<td>9,18</td>
<td>0</td>
<td>1,02</td>
<td>3,06</td>
<td>72,45</td>
<td>1,02</td>
<td>3,06</td>
<td>10,20</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Équipement</strong></td>
<td>19,08</td>
<td>0</td>
<td>24,34</td>
<td>1,32</td>
<td>0</td>
<td>32,89</td>
<td>22,37</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Industrie</strong></td>
<td>26,03</td>
<td>0</td>
<td>2,05</td>
<td>4,11</td>
<td>63,01</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Intérieur (police)</strong></td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>11,11</td>
<td>0</td>
<td>18,52</td>
<td>12,96</td>
<td>57,41</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Intérieur (autres)</strong></td>
<td>26,81</td>
<td>0,72</td>
<td>1,45</td>
<td>5,07</td>
<td>0</td>
<td>37,68</td>
<td>22,46</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Jeunesse et sports</strong></td>
<td>11,76</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>76,47</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>11,76</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Justice</strong></td>
<td>27,67</td>
<td>0</td>
<td>2,09</td>
<td>18,60</td>
<td>26,98</td>
<td>19,53</td>
<td>5,12</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Mer</strong></td>
<td>13,04</td>
<td>6,41</td>
<td>5,13</td>
<td>30,99</td>
<td>1,28</td>
<td>12,82</td>
<td>27,77</td>
<td>2,56</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Premier ministre</strong></td>
<td>14,77</td>
<td>0</td>
<td>14,77</td>
<td>0</td>
<td>18,18</td>
<td>20,45</td>
<td>31,82</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Transports</strong></td>
<td>25,20</td>
<td>4,72</td>
<td>0</td>
<td>7,87</td>
<td>0</td>
<td>26,77</td>
<td>35,43</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total Administration</strong></td>
<td>19,73</td>
<td>2,37</td>
<td>1,96</td>
<td>12,22</td>
<td>13,82</td>
<td>6,70</td>
<td>23,93</td>
<td>19,27</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>P et T</strong></td>
<td>27,46</td>
<td>0</td>
<td>1,41</td>
<td>31,69</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>23,24</td>
<td>16,20</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CDC</strong></td>
<td>37,50</td>
<td>7,50</td>
<td>0</td>
<td>18,75</td>
<td>0</td>
<td>17,50</td>
<td>5</td>
<td>13,75</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CNCA</strong></td>
<td>39,13</td>
<td>1,43</td>
<td>1,43</td>
<td>34,78</td>
<td>0</td>
<td>1,48</td>
<td>21,74</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CNMSS</strong></td>
<td>36,84</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>21,05</td>
<td>42,11</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CNRS</strong></td>
<td>25,68</td>
<td>0</td>
<td>8,11</td>
<td>17,57</td>
<td>25,68</td>
<td>0</td>
<td>5,41</td>
<td>17,57</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IGN</strong></td>
<td>60,42</td>
<td>12,50</td>
<td>0</td>
<td>14,58</td>
<td>0</td>
<td>12,50</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>INJA et INJS</strong></td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>INRA</strong></td>
<td>42,86</td>
<td>16,33</td>
<td>0</td>
<td>16,33</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>24,49</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IFREMER</strong></td>
<td>44,12</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>26,47</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>17,65</td>
<td>11,76</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>ONAC</strong></td>
<td>11,36</td>
<td>0</td>
<td>25</td>
<td>2,27</td>
<td>20,45</td>
<td>5</td>
<td>31,82</td>
<td>9,09</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>ONF</strong></td>
<td>44,44</td>
<td>0</td>
<td>8,33</td>
<td>0</td>
<td>2,78</td>
<td>30,56</td>
<td>13,89</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>ONIC</strong></td>
<td>3,57</td>
<td>14,29</td>
<td>0</td>
<td>64,29</td>
<td>0</td>
<td>14,29</td>
<td>3,57</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Autres (1)</strong></td>
<td>16,22</td>
<td>0</td>
<td>13,51</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>70,27</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total général</strong></td>
<td>21,44</td>
<td>2,55</td>
<td>1,89</td>
<td>14,15</td>
<td>12,28</td>
<td>6,10</td>
<td>22,32</td>
<td>19,29</td>
<td>100</td>
</tr>
</tbody>
</table>


(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française.
## Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires centrales : nombre de sièges, catégorie A

<table>
<thead>
<tr>
<th>Département</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>PO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>4,84</td>
<td>13,16</td>
<td>23</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>19</td>
<td>1,50</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>4,50</td>
<td>34</td>
<td>66</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>18,50</td>
<td>2,50</td>
<td>0</td>
<td>1,50</td>
<td>30</td>
<td>2</td>
<td>16,50</td>
<td>40</td>
<td>111</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>7</td>
<td>8</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>4</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>13</td>
<td>2</td>
<td>3</td>
<td>1</td>
<td>5</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>14</td>
<td>41</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>3</td>
<td>2,50</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>7</td>
<td>17,50</td>
<td>33</td>
</tr>
<tr>
<td>DTOM</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>29</td>
<td>1</td>
<td>27</td>
<td>9,50</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>38,50</td>
<td>40</td>
<td>167</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (administratifs)</td>
<td>13,50</td>
<td>4</td>
<td>0</td>
<td>4,50</td>
<td>28</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>6</td>
<td>57</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (enseignants)</td>
<td>8</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>63</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>8</td>
<td>86</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>7</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>11</td>
<td>27</td>
<td>50</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>30</td>
<td>32</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (police)</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (autres)</td>
<td>12</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>21</td>
<td>10</td>
<td>44</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>13</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>12,50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0,50</td>
<td>0</td>
<td>17</td>
<td>14</td>
<td>5</td>
<td>49</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>3,67</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
<td>3,67</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>4,66</td>
<td>2</td>
<td>19</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>6</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>12,50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>6,50</td>
<td>28</td>
<td>50</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

| Total Administration | 165,67 | 15,50 | 38 | 37,67 | 142 | 29 | 164,50 | 300,66 | 893 |

| P et T               | 11 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 10 | 21 | 46 |
| CDC                 | 7 | 0 | 0 | 1,50 | 0 | 1 | 0 | 2,50 | 12 |
| CNCA                | 4 | 0,33 | 0,33 | 2 | 0 | 0 | 0,34 | 5 | 12 |
| CNMSS               | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CNRS                | 11 | 0 | 4 | 5 | 13 | 0 | 1 | 4 | 38 |
| IGN                 | 3,50 | 3 | 0 | 1,50 | 0 | 0 | 3 | 0 | 11 |
| INJA et INJS        | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 6 |
| INRA                | 11 | 6 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 6 | 25 |
| IFREMER             | 4 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 7 |
| ONAC                | 1 | 0 | 0 | 2 | 1 | 0 | 2 | 2 | 8 |
| ONF                 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 4 |
| ONIC                | 0 | 2,50 | 0 | 7 | 0 | 0 | 2,50 | 1 | 13 |
| Autres (1)          | 3,50 | 0 | 6 | 3,50 | 0 | 0 | 0 | 1 | 8 |

| Total général       | 223,67 | 27,33 | 44,33 | 66,17 | 162 | 30 | 185,34 | 344,16 | 1083 |


(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française.
### Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires

**pourcentage du nombre de sièges, catégorie A**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministère</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>8,70</td>
<td>8,70</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4,35</td>
<td>21,04</td>
<td>57,22</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>28,79</td>
<td>2,27</td>
<td>6,06</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4,55</td>
<td>6,82</td>
<td>51,52</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>16,67</td>
<td>2,25</td>
<td>1,35</td>
<td>27,03</td>
<td>1,80</td>
<td>14,86</td>
<td>36,04</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>5,88</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>41,18</td>
<td>47,06</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>25</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>31,71</td>
<td>4,88</td>
<td>7,32</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>7,32</td>
<td>34,15</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>9,09</td>
<td>7,58</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>21,21</td>
<td>53,03</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>DTOM</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>17,37</td>
<td>0,60</td>
<td>16,17</td>
<td>5,69</td>
<td>0</td>
<td>1,20</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (administratifs)</td>
<td>23,68</td>
<td>7,02</td>
<td>7,89</td>
<td>49,12</td>
<td>0</td>
<td>1,75</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (enseignants)</td>
<td>9,30</td>
<td>0</td>
<td>1,16</td>
<td>3,49</td>
<td>73,26</td>
<td>1,16</td>
<td>2,33</td>
<td>9,30</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>14</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>22</td>
<td>54</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>6,25</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>93,75</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (police)</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>16,67</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>83,33</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (autres)</td>
<td>27,27</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2,27</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>47,73</td>
<td>22,73</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>11,76</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>76,47</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>11,76</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>25,51</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1,02</td>
<td>0</td>
<td>34,69</td>
<td>28,57</td>
<td>10,20</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>19,32</td>
<td>0</td>
<td>21,05</td>
<td>19,32</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>24,53</td>
<td>10,53</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>21,43</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>14,29</td>
<td>0</td>
<td>14,29</td>
<td>0</td>
<td>7,14</td>
<td>42,86</td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>25</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>13</td>
<td>56</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total Administration</strong></td>
<td>18,55</td>
<td>1,74</td>
<td>4,26</td>
<td>4,22</td>
<td>15,90</td>
<td>3,25</td>
<td>18,42</td>
<td>33,67</td>
<td>100</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministère</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>P et T</td>
<td>23,91</td>
<td>0</td>
<td>4,35</td>
<td>4,35</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>21,74</td>
<td>45,65</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>CDC</td>
<td>58,33</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>12,50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>20,83</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>CNCA</td>
<td>33,33</td>
<td>2,75</td>
<td>0</td>
<td>2,75</td>
<td>16,67</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>41,67</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>CNMSS</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CNRS</td>
<td>28,95</td>
<td>0</td>
<td>10,53</td>
<td>13,16</td>
<td>34,21</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>10,53</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>IGN</td>
<td>31,82</td>
<td>27,27</td>
<td>0</td>
<td>13,64</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>INJA et INJS</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>INRA</td>
<td>8</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>24</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>IFREMER</td>
<td>57,14</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>14,29</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>14,29</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>ONAC</td>
<td>12,50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>25</td>
<td>12,50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>ONF</td>
<td>50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>25</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>ONIC</td>
<td>0</td>
<td>19,23</td>
<td>0</td>
<td>53,85</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>19,23</td>
<td>7,69</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres (1)</td>
<td>43,75</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>43,75</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>12,50</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total général</strong></td>
<td>20,65</td>
<td>2,52</td>
<td>4,09</td>
<td>6,11</td>
<td>14,96</td>
<td>2,77</td>
<td>17,11</td>
<td>31,78</td>
<td>100</td>
</tr>
</tbody>
</table>


(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française.
185 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires centrales :
nombre de sièges, catégorie B

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>CPDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>2,50</td>
<td>10,50</td>
<td>19</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>11</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
<td>5</td>
<td>2</td>
<td>6</td>
<td>4</td>
<td>36</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>19</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>8</td>
<td>10,50</td>
<td>29,50</td>
<td>0</td>
<td>68</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>8</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>10</td>
<td>2</td>
<td>25</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>5</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>9</td>
<td>17,50</td>
<td>0</td>
<td>5,50</td>
<td>4</td>
<td>42</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>9</td>
<td>9</td>
<td>4</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>14</td>
<td>0</td>
<td>41</td>
</tr>
<tr>
<td>DTOM</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>26</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>23,50</td>
<td>0</td>
<td>2,83</td>
<td>33,50</td>
<td>10,33</td>
<td>97</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (administratifs)</td>
<td>8</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
<td>33</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
<td>5</td>
<td>56</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (enseignants)</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>8</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>9</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>9</td>
<td>7</td>
<td>28</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>5</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0,50</td>
<td>0</td>
<td>1,50</td>
<td>1,50</td>
<td>10,50</td>
<td>19</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (police)</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>3</td>
<td>9</td>
<td>18</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (autres)</td>
<td>7</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
<td>11</td>
<td>6</td>
<td>31</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>17</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>16</td>
<td>12</td>
<td>7</td>
<td>4</td>
<td>57</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>8</td>
<td>0</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>0,50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0,50</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>4</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>12</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>13</td>
<td>8</td>
<td>40</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Total Administration</th>
<th>145,50</th>
<th>21,84</th>
<th>8</th>
<th>61,50</th>
<th>87,50</th>
<th>43,83</th>
<th>163,50</th>
<th>91,33</th>
<th>623</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>P et T</td>
<td>13</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>9</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>9</td>
<td>1</td>
<td>32</td>
</tr>
<tr>
<td>CDC</td>
<td>4</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>CNCA</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>CNMSS</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>CNRS</td>
<td>5</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>4</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>IGN</td>
<td>7</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>INJ et INJS</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>INRA</td>
<td>6</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>IFREMER</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>ONAC</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>4</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>ONF</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>4</td>
<td>5</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>ONIC</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0,50</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres (1)</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
<td>7</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total général 193,50 25,34 10 86,50 93,50 48,83 186 108,33 752


(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française.
186 - Résultat des élections des représentants du personnel de catégorie B aux Commissions administratives paritaires :
pourcentage du nombre de sièges

<table>
<thead>
<tr>
<th>Affaires étrangères</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>15,79</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td>5,26</td>
<td>0</td>
<td>10,53</td>
<td>13,16</td>
<td>55,26</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>30,56</td>
<td>11,11</td>
<td>0</td>
<td>11,11</td>
<td>13,89</td>
<td>5,56</td>
<td>16,67</td>
<td>11,11</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>27,94</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td>1,47</td>
<td>11,76</td>
<td>15,44</td>
<td>43,38</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>32</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td>12</td>
<td>0</td>
<td>8</td>
<td>40</td>
<td>8</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>60</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>40</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>11,96</td>
<td>2,38</td>
<td>0</td>
<td>21,43</td>
<td>41,67</td>
<td>0</td>
<td>13,10</td>
<td>9,52</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>21,95</td>
<td>21,95</td>
<td>9,76</td>
<td>2,44</td>
<td>0</td>
<td>34,15</td>
<td>9,76</td>
<td>9,26</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>DTOM</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>50</td>
<td>50</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et finances</td>
<td>26,80</td>
<td>0,87</td>
<td>0</td>
<td>24,23</td>
<td>2,92</td>
<td>34,54</td>
<td>10,65</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (administratifs)</td>
<td>14,29</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td>8,93</td>
<td>58,93</td>
<td>0</td>
<td>8,93</td>
<td>8,93</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (enseignants)</td>
<td>8,33</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td>66,67</td>
<td>0</td>
<td>8,33</td>
<td>16,67</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>32,14</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>10,71</td>
<td>0</td>
<td>32,14</td>
<td>25</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>26,32</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2,63</td>
<td>0</td>
<td>7,89</td>
<td>7,89</td>
<td>55,26</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (police)</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>22,22</td>
<td>0</td>
<td>11,11</td>
<td>16,67</td>
<td>50</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (autres)</td>
<td>22,58</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>6,45</td>
<td>0</td>
<td>16,13</td>
<td>35,48</td>
<td>19,35</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>29,82</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1,75</td>
<td>28,07</td>
<td>21,05</td>
<td>12,28</td>
<td>7,02</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>10</td>
<td>5</td>
<td>0</td>
<td>39</td>
<td>0</td>
<td>15</td>
<td>40</td>
<td>0</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>7,14</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>7,14</td>
<td>0</td>
<td>14,29</td>
<td>14</td>
<td>57,14</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>30</td>
<td>15</td>
<td>0</td>
<td>2,50</td>
<td>0</td>
<td>32,50</td>
<td>20</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

| Total Administration | 23,35| 3,51| 1,28| 9,87| 14,04| 7,04| 26,24| 14,66| 100   |

| P et T              | 40,63| 0    | 0  | 28,13| 0    | 0    | 28,13| 3,13  | 100   |
| CDC                | 33,33| 8,33 | 0  | 16,67| 0    | 25   | 16,67| 0     | 100   |
| CNCA               | 60   | 0    | 0  | 40   | 0    | 0    | 0    | 0     | 100   |
| CNMSS              | 33,33| 0    | 0  | 0    | 0    | 0    | 0    | 16,67 | 50    |
| CNRS               | 25   | 0    | 10 | 20   | 30   | 0    | 10   | 5     | 100   |
| IGN                | 87,50| 0    | 0  | 12,50| 0    | 0    | 0    | 0     | 100   |
| INJA et INJS       | 0    | 0    | 0  | 0    | 0    | 0    | 0    | 0     | 100   |
| INRA               | 50   | 16,67| 0  | 16,67| 0    | 0    | 0    | 16,67 | 100   |
| IFREMER            | 50   | 0    | 0  | 50   | 0    | 0    | 0    | 0     | 100   |
| ONAC               | 28,57| 0    | 0  | 0    | 0    | 14,29| 57,14| 0     | 100   |
| ONF                | 16,67| 0    | 0  | 0    | 0    | 8,33 | 33,33| 41,67 | 100   |
| ONIC               | 25   | 12,50| 0  | 50   | 0    | 0    | 12,50| 0     | 100   |
| Autres (1)         | 14,29| 0    | 0  | 14,29| 0    | 0    | 0    | 71,43 | 100   |

| Total général      | 25,73| 3,37| 1,33| 11,50| 12,43| 6,49| 24,73| 14,41| 100   |


(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française.
<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
<td>0</td>
<td>12</td>
<td>5</td>
<td>13</td>
<td>37</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>21,50</td>
<td>9</td>
<td>0</td>
<td>25</td>
<td>1</td>
<td>4</td>
<td>16,50</td>
<td>5</td>
<td>82</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>25</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>21</td>
<td>19</td>
<td>15</td>
<td>17</td>
<td>3</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>10</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
<td>19</td>
<td>4</td>
<td>40</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>7</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>7</td>
<td>0</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>4</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>36</td>
<td>23</td>
<td>1</td>
<td>21</td>
<td>3</td>
<td>89</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>2</td>
<td>8,50</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
<td>0</td>
<td>2,50</td>
<td>24</td>
<td>7</td>
<td>49</td>
</tr>
<tr>
<td>DTOM</td>
<td>11</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>3</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>38</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>29</td>
<td>0</td>
<td>10</td>
<td>44</td>
<td>11</td>
<td>134</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (administratifs)</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>26</td>
<td>64</td>
<td>0</td>
<td>32</td>
<td>9</td>
<td>133</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale (enseignants)</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>13</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>31</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>30</td>
<td>0</td>
<td>74</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>12</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>1,50</td>
<td>2</td>
<td>5,50</td>
<td>22</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (police)</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>7</td>
<td>4</td>
<td>17</td>
<td>30</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (autres)</td>
<td>18</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>4</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>20</td>
<td>15</td>
<td>63</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>30</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>3</td>
<td>24</td>
<td>29</td>
<td>21</td>
<td>2</td>
<td>109</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td>4,50</td>
<td>4</td>
<td>0</td>
<td>14,50</td>
<td>0</td>
<td>7</td>
<td>9</td>
<td>0</td>
<td>39</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
<td>7</td>
<td>4</td>
<td>23</td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>7,50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>14,50</td>
<td>9</td>
<td>37</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total Administration</strong></td>
<td>203,5</td>
<td>24,5</td>
<td>5</td>
<td>219,5</td>
<td>131</td>
<td>102</td>
<td>296</td>
<td>110,5</td>
<td>1 092</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Source : DGAFP, années 1989-1990-1991.**

(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française.
Résultat des élections des représentants du personnel de catégorie CD aux Commissions administratives paritaires :
pourcentage du nombre de sièges

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ministère</th>
<th>CFDT</th>
<th>CFTC</th>
<th>CGC</th>
<th>CGT</th>
<th>FEN</th>
<th>FGAF</th>
<th>FO</th>
<th>Divers</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>8,11</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>10,81</td>
<td>0</td>
<td>32,43</td>
<td>13,51</td>
<td>35,14</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>26,22</td>
<td>10,98</td>
<td>0</td>
<td>30,49</td>
<td>1,22</td>
<td>4,88</td>
<td>20,12</td>
<td>6,10</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>25</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>21</td>
<td>19</td>
<td>15</td>
<td>17</td>
<td>3</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>5</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>25</td>
<td>0</td>
<td>12,50</td>
<td>47,50</td>
<td>10</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>50</td>
<td></td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>4,49</td>
<td>0</td>
<td>1,12</td>
<td>40,45</td>
<td>25,84</td>
<td>1,12</td>
<td>23,60</td>
<td>3,37</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>4,08</td>
<td>17,35</td>
<td>0</td>
<td>10,20</td>
<td>0</td>
<td>5,10</td>
<td>48,98</td>
<td>14,29</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>DTOM</td>
<td>64,71</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>17,65</td>
<td>17,65</td>
<td>10</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et Finances</td>
<td>28,36</td>
<td>1,49</td>
<td>0</td>
<td>21,64</td>
<td>0</td>
<td>7,46</td>
<td>32,84</td>
<td>8,21</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Education nationale (administratifs)</td>
<td>1,50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>19,55</td>
<td>48,12</td>
<td>0</td>
<td>24,06</td>
<td>6,77</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>2,52</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2,75</td>
<td>22,02</td>
<td>0</td>
<td>26,61</td>
<td>19,27</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>11,54</td>
<td>10,26</td>
<td>0</td>
<td>37,18</td>
<td>0</td>
<td>17,95</td>
<td>23,08</td>
<td>10</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>13,04</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>17,39</td>
<td>0</td>
<td>21,74</td>
<td>30,43</td>
<td>17,39</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>20,27</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>16,22</td>
<td>0</td>
<td>39,19</td>
<td>24,32</td>
<td>10</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Total Administration</td>
<td>18,64</td>
<td>2,24</td>
<td>0,46</td>
<td>20,10</td>
<td>12</td>
<td>9,34</td>
<td>27,11</td>
<td>10,12</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>P et T</td>
<td>23,44</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>53,13</td>
<td>0</td>
<td>21,88</td>
<td>1,56</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>CDC</td>
<td>25</td>
<td>12,50</td>
<td>0</td>
<td>25</td>
<td>0</td>
<td>18,75</td>
<td>0</td>
<td>18,75</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>CNCA</td>
<td>33,33</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>66,67</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>CNMSS</td>
<td>38,46</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>23,08</td>
<td>38,46</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>CNRS</td>
<td>18,75</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>25</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>6,25</td>
<td>50</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>IGN</td>
<td>80</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>20</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>INIA et INIS</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>INRA</td>
<td>33,33</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>33,33</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>33,33</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>IFREMER</td>
<td>25</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>25</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>33,33</td>
<td>16,67</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>ONAC</td>
<td>6,90</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>31,03</td>
<td>0</td>
<td>27,59</td>
<td>27,59</td>
<td>6,90</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>ONF</td>
<td>60</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>10</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>30</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>ONIC</td>
<td>0</td>
<td>9,09</td>
<td>0</td>
<td>81,82</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>9,09</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres (1)</td>
<td>6,82</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2,27</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>90,91</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Total général</td>
<td>19,63</td>
<td>2,10</td>
<td>0,38</td>
<td>22,29</td>
<td>9,98</td>
<td>8,61</td>
<td>25,23</td>
<td>11,78</td>
<td>100</td>
</tr>
</tbody>
</table>


(1) CNAM-ENA-ENM-INED-Office des P et T en Polynésie française.
<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie</th>
<th>Catégorie A</th>
<th>Catégorie B</th>
<th>Catégories CD</th>
<th>Toutes catégories</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Inscrits</td>
<td>Votants</td>
<td>%</td>
<td>Inscrits</td>
<td>Votants</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>1 017</td>
<td>552</td>
<td>54,28</td>
<td>799</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales et emploi</td>
<td>4 587</td>
<td>1 743</td>
<td>67,43</td>
<td>5 175</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>10 806</td>
<td>8 144</td>
<td>75,37</td>
<td>4 343</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>204</td>
<td>165</td>
<td>80,88</td>
<td>661</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>90</td>
<td>78</td>
<td>86,67</td>
<td>105</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture</td>
<td>1 653</td>
<td>1 409</td>
<td>61,81</td>
<td>848</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>3 469</td>
<td>2 535</td>
<td>73,08</td>
<td>9 402</td>
</tr>
<tr>
<td>DTM</td>
<td>39</td>
<td>28</td>
<td>71,79</td>
<td>24</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et finances</td>
<td>34 634</td>
<td>28 359</td>
<td>81,88</td>
<td>47 598</td>
</tr>
<tr>
<td>Education nationale (administratifs)</td>
<td>1 153</td>
<td>1 765</td>
<td>60,66</td>
<td>39 464</td>
</tr>
<tr>
<td>Education nationale (enseignants)</td>
<td>390 949</td>
<td>275 170</td>
<td>70,70</td>
<td>329 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td>7 252</td>
<td>4 824</td>
<td>66,52</td>
<td>11 907</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td>1 237</td>
<td>736</td>
<td>59,50</td>
<td>1 034</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (police)</td>
<td>2 006</td>
<td>1 593</td>
<td>79,41</td>
<td>17 646</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur (autres)</td>
<td>5 236</td>
<td>3 733</td>
<td>71,29</td>
<td>5 271</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td>2 756</td>
<td>1 558</td>
<td>56,53</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td>2 452</td>
<td>1 145</td>
<td>47,28</td>
<td>9 499</td>
</tr>
<tr>
<td>MEF</td>
<td>230</td>
<td>175</td>
<td>75,98</td>
<td>643</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td>213</td>
<td>134</td>
<td>62,91</td>
<td>112</td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
<td>5 604</td>
<td>4 539</td>
<td>81</td>
<td>3 292</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Total Administration**

| P et T | 491 570 | 350 379 | 71,28 | 477 844 | 349 317 | 73,10 | 521 731 | 390 700 | 74,89 | 1 491 145 | 1 090 396 | 73,12 |
| CDC | 38 609 | 32 693 | 84,68 | 123 714 | 105 058 | 86,09 | 274 060 | 230 049 | 83,94 | 436 383 | 369 247 | 84,62 |
| CNA | 435 | 216 | 49,66 | 1 414 | 699 | 49,63 | 4 221 | 2 573 | 60,96 | 6 070 | 3 758 | 61,91 |
| CNRSS | 197 | 90 | 45,69 | 156 | 88 | 56,39 | 396 | 154 | 38,89 | 749 | 312 | 41,66 |
| CNRS | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 00 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 00 |
| IGN | 347 | 253 | 72,91 | 269 | 173 | 64,31 | 105 | 60 | 57,14 | 72 | 486 | 67,41 |
| INIA et INJS | 196 | 124 | 63,27 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 196 | 124 | 63,27 |
| INRA | 2 888 | 2 047 | 70,88 | 1 842 | 1 385 | 75,19 | 2 886 | 2 013 | 69,75 | 7 016 | 5 445 | 71,49 |
| IFREMER | 85 | 69 | 78,82 | 58 | 50 | 86,21 | 54 | 43 | 79,63 | 197 | 160 | 81,22 |
| ONAC | 246 | 224 | 91,06 | 142 | 131 | 92,92 | 1 013 | 926 | 91,41 | 1 401 | 1 281 | 91,43 |
| ONF | 107 | 95 | 88,59 | 1 499 | 1 371 | 78,12 | 5 069 | 3 386 | 66,80 | 6 575 | 4 690 | 69,65 |
| ONIC | 208 | 158 | 75,96 | 259 | 203 | 78,38 | 460 | 317 | 68,91 | 927 | 678 | 73,14 |
| Autres | 69 | 50 | 72,46 | 121 | 103 | 85,12 | 399 | 359 | 89,97 | 589 | 512 | 86,93 |


(1) CNAM-ENA-EMN-INED-Office des P et T en Polynésie Française.
190 - Activité de la commission de recours du Conseil Supérieur de la Fonction publique d'État en 1992

<table>
<thead>
<tr>
<th>Recours déposés</th>
<th>Recours recevables</th>
<th>Affaires traitées</th>
<th>Avis de rejet</th>
<th>Recommandations</th>
<th>Recommandations suivies</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>52</td>
<td>36</td>
<td>80</td>
<td>35</td>
<td>45</td>
<td>4</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP.*

(2) Pour douze recours ayant fait l'objet d'une recommandation, les suites ne sont pas connues.
### BILAN SOCIAL

#### 191 - Cessation concertée du travail de 1982 à 1992

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Durée de la grève</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>1 journée</td>
</tr>
<tr>
<td>1982</td>
<td>121 107</td>
</tr>
<tr>
<td>1983</td>
<td>244 525</td>
</tr>
<tr>
<td>1984</td>
<td>916 243</td>
</tr>
<tr>
<td>1985</td>
<td>291 412</td>
</tr>
<tr>
<td>1986</td>
<td>778 605</td>
</tr>
<tr>
<td>1987</td>
<td>743 916</td>
</tr>
<tr>
<td>1988 <em>(1)</em></td>
<td>685 773</td>
</tr>
<tr>
<td>1989</td>
<td>2 322 401</td>
</tr>
<tr>
<td>1990</td>
<td>573 942</td>
</tr>
<tr>
<td>1991</td>
<td>239 002</td>
</tr>
<tr>
<td>1992</td>
<td>218 016</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP.*

*(1)* La règle du trentième indivisible ayant été rétablie par l'article 69 de la loi n°87-588 du 30 juillet 1987 portant diverses mesures d'ordre sociales, arrêts de travail d'une durée inférieure à la journée ne font plus l'objet à compter du 01/01/1988 d'une comptabilité distincte.
### V. L'action sociale

#### 192 - Taux des prestations sociales interministérielles

(En francs)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des prestations</th>
<th>Taux 1993</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Restaurants administratifs</td>
<td>5,50 par repas</td>
</tr>
<tr>
<td>Allocation de garde d’enfants</td>
<td>15,40 par jour</td>
</tr>
<tr>
<td>Aide aux mères séjournant en maison de repos accompagnées de leurs enfants de moins de 5 ans</td>
<td>115,60 par jour et par enfant</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Subventions pour séjours d’enfants**

- en colonies de vacances
  - enfants de moins de 13 ans: 37 par jour
  - enfants de 13 à 18 ans: 56,20 par jour
  - en centres aérés: 26,90 par jour
- en maisons familiales de vacances et gîtes
  - séjours en pension complète: 39 par jour
  - autre formule: 37 par jour
- dans le cadre éducatif
  - forfait pour 21 jours et plus: 115,60
  - pour un séjour inférieur à 21 jours: 18,35 par jour
- séjours linguistiques
  - enfants de moins de 13 ans: 37 par jour
  - enfants de 13 à 18 ans: 56,20 par jour

**Prestations en faveur des handicapés**

- allocation aux parents d’enfants handicapés de moins de 20 ans: 809 par mois
- séjours en centre de vacances spécialisés: 105,95 par jour
- allocation aux enfants infirmes poursuivant des études ou un apprentissage entre 20 et 27 ans \(^{(1)}\): 604,21 par mois

**Allocation d’adoption \(^{(1)}\)**: 5 236,5 par an

*Source: DGAFP.*

*Situation en 1993*

\(^{(1)}\) A partir du 1er janvier 1993
**BILAN SOCIAL**

193 - Répartition des crédits destinés à l'amélioration de l'action sociale (1)

(en millions de francs)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>I - Fonctionnement</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A- Prestations ministérielles revalorisables</td>
<td>38</td>
<td>32,5</td>
<td>32,5</td>
</tr>
<tr>
<td>- aides aux familles (allocation de garde d'enfants en repos, prestations pour enfants handicapés)</td>
<td>11,667</td>
<td>9,475</td>
<td>8,094</td>
</tr>
<tr>
<td>- aides aux familles (allocation de garde d'enfants en repos, prestations pour enfants handicapés)</td>
<td>1,704</td>
<td>2,799</td>
<td>6,2</td>
</tr>
<tr>
<td>- subventions pour séjours d'enfants (2)</td>
<td>15,176</td>
<td>8,484</td>
<td>5,957</td>
</tr>
<tr>
<td>- subventions aux mutuelles</td>
<td>5,62</td>
<td>6,06</td>
<td>6,182</td>
</tr>
<tr>
<td>- secours et prêts</td>
<td>3,8333</td>
<td>5,682</td>
<td>6,066</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>B- Prestation de service &quot;crèches&quot;</strong></td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>46</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>C- Prestations à gestion interministérielle</strong></td>
<td>80</td>
<td>56,5</td>
<td>17,5</td>
</tr>
<tr>
<td>- aide à l'amélioration de l'habitat des retraités</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>- aide ménagère à domicile pour les retraités</td>
<td>15</td>
<td>15</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>- chèque-vacances</td>
<td>15</td>
<td>40</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>- CRISS (cf. infrastructures, installations, classes de vacances)</td>
<td>50</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>- CRISS (cf. infrastructures, installations, classes de vacances)</td>
<td>0</td>
<td>1,5</td>
<td>1,5</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total I</strong></td>
<td>118</td>
<td>89</td>
<td>96</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>II - Équipement et logement</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(restaurants et crèche interadministratifs, logement)</td>
<td>18</td>
<td>40</td>
<td>40</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total II</strong></td>
<td>18</td>
<td>40</td>
<td>40</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total (I + II)</strong></td>
<td>136</td>
<td>129</td>
<td>136</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP.*

(1) Mesures nouvelles inscrites au budget des services généraux du Premier ministre.
(2) Colonies de vacances ; centres de loisirs ; centres familiaux de vacances ; classe de mer, de neige ; classe verte.
**194 - Répartition des crédits sociaux par type d’action**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des prestations</th>
<th>1993</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>I - Crédits gérés par les administrations (1)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A - Prestations revalorisables à titre interministériel</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- subventions-repas</td>
<td>323,76</td>
</tr>
<tr>
<td>- aide aux familles (2)</td>
<td>138,33</td>
</tr>
<tr>
<td>- colonies et centres de vacances</td>
<td>238,29</td>
</tr>
<tr>
<td>- subventions aux mutuelles</td>
<td>247,29</td>
</tr>
<tr>
<td>- secours</td>
<td>242,64</td>
</tr>
<tr>
<td>- crédits interministériels de revalorisation</td>
<td>32,50</td>
</tr>
<tr>
<td>B - Crédits non concernés par la revalorisation interministérielle (3)</td>
<td>667,75</td>
</tr>
<tr>
<td>Total I</td>
<td>1 890,56</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>II - Crédits gérés par la Direction Générale de l’Administration et de la Fonction Publique</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A - Prestations interministérielles</td>
<td>642,64</td>
</tr>
<tr>
<td>- aides au logement</td>
<td>54,00</td>
</tr>
<tr>
<td>- aide ménagère à domicile en faveur des retraités</td>
<td>179,24</td>
</tr>
<tr>
<td>- chèques-vacances</td>
<td>123,50</td>
</tr>
<tr>
<td>- prestation de service “crèches”</td>
<td>244,40</td>
</tr>
<tr>
<td>- équipement, logement, CISS déconcentrés</td>
<td>41,50</td>
</tr>
<tr>
<td>Total II</td>
<td>642,64</td>
</tr>
<tr>
<td>Total (I + II)</td>
<td>2 533,20</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAEP.*

(1) Chapitres 33-92 et assimilés des budgets annexes.
(2) Y compris les prestations pour enfants handicapés et la prestation “assistantes maternelles”.
(3) Chapitre 33-94 du budget des services généraux du Premier ministre.
## BILAN SOCIAL

195 - Évolution par ministère des crédits budgétaires consacrés à l’action sociale

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires étrangères</td>
<td>17,78</td>
<td>14,45</td>
<td>14,38</td>
<td>14,47</td>
<td>14,47</td>
<td>19,13</td>
<td>19,65</td>
<td>21,11</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales (services communs)</td>
<td>20,92</td>
<td>24,61</td>
<td>27,34</td>
<td>28,28</td>
<td>32,50</td>
<td>16,40</td>
<td>14,08</td>
<td>18,30</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales (santé)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>13,11</td>
<td>18,36</td>
<td>22,16</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires sociales (travail et emploi)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>8,24</td>
<td>21,59</td>
<td>19,40</td>
</tr>
<tr>
<td>Agriculture</td>
<td>19,59</td>
<td>20,75</td>
<td>21,68</td>
<td>23,49</td>
<td>26,08</td>
<td>35,73</td>
<td>38,92</td>
<td>42,42</td>
</tr>
<tr>
<td>Aménagement du territoire et plan</td>
<td>0,31</td>
<td>0,27</td>
<td>0,27</td>
<td>0,28</td>
<td>0,28</td>
<td>0,28</td>
<td>0,28</td>
<td>0,28</td>
</tr>
<tr>
<td>Anciens combattants</td>
<td>6,51</td>
<td>6,44</td>
<td>6,47</td>
<td>6,55</td>
<td>6,65</td>
<td>7,12</td>
<td>7,23</td>
<td>7,61</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération</td>
<td>2,64</td>
<td>2,69</td>
<td>2,73</td>
<td>2,74</td>
<td>2,77</td>
<td>3,18</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Culture et communication</td>
<td>8,30</td>
<td>8,53</td>
<td>9,82</td>
<td>10,99</td>
<td>12,39</td>
<td>14,14</td>
<td>14,64</td>
<td>14,89</td>
</tr>
<tr>
<td>Défense</td>
<td>454,49</td>
<td>465,87</td>
<td>485,86</td>
<td>492,86</td>
<td>510,98</td>
<td>563,49</td>
<td>598,71</td>
<td>656,47</td>
</tr>
<tr>
<td>DOM-TOM</td>
<td>1,78</td>
<td>1,83</td>
<td>1,90</td>
<td>1,93</td>
<td>1,81</td>
<td>1,85</td>
<td>1,79</td>
<td>1,89</td>
</tr>
<tr>
<td>Économie et finances</td>
<td>269,40</td>
<td>284,34</td>
<td>307,35</td>
<td>325,06</td>
<td>341,89</td>
<td>564,64</td>
<td>594,99</td>
<td>614,63</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation nationale</td>
<td>270,19</td>
<td>279,30</td>
<td>292,17</td>
<td>299,26</td>
<td>308,41</td>
<td>320,06</td>
<td>328,02</td>
<td>350,12</td>
</tr>
<tr>
<td>Environnement</td>
<td>65,01</td>
<td>69,21</td>
<td>81</td>
<td>81,81</td>
<td>92,98</td>
<td>104,39</td>
<td>114,53</td>
<td>122,65</td>
</tr>
<tr>
<td>Équipement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>7,96</td>
<td>7,51</td>
<td>9,24</td>
</tr>
<tr>
<td>Industrie</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>97,95</td>
<td>101,97</td>
<td>108,94</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérieur</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>2,44</td>
<td>2,64</td>
<td>2,84</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunesse et sports</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>30,29</td>
<td>33,44</td>
<td>36,68</td>
</tr>
<tr>
<td>Justice</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>1,27</td>
<td>1,29</td>
<td>1,34</td>
</tr>
<tr>
<td>Mer</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>2,42</td>
<td>2,82</td>
<td>2,91</td>
</tr>
<tr>
<td>Premier ministre</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>0,04</td>
<td>0,04</td>
<td>0,04</td>
</tr>
<tr>
<td>- services généraux</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>0,22</td>
<td>0,23</td>
<td>0,23</td>
</tr>
<tr>
<td>- SGDN</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>0,66</td>
<td>0,68</td>
<td>0,70</td>
</tr>
<tr>
<td>- plan</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>3,16</td>
<td>0,72</td>
<td>0,73</td>
</tr>
<tr>
<td>- Recherche</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>10,93</td>
<td>11,28</td>
<td>11,54</td>
</tr>
<tr>
<td>- PTE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>439,41</td>
<td>469,65</td>
<td>496,35</td>
</tr>
<tr>
<td>- Tourisme, jeunesse et sports</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>2,65</td>
<td>2,90</td>
<td>3,27</td>
</tr>
<tr>
<td>- Action sociale interministérielle</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>130,96</td>
<td>170,96</td>
<td>182,58</td>
</tr>
<tr>
<td>- Crédits de revalorisation</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>109,6</td>
<td>100,00</td>
<td>100,00</td>
</tr>
<tr>
<td>- Prestation de service &quot;crèches&quot;</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>98,40</td>
<td>98,40</td>
<td>98,40</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total: 2 070,52 2 182,55 2 305,47 2 425,54 2 626,99 2 436,99 2 648,75 2 816,20

(1) chapitre 64-08 y compris revalorisation
(2) chapitre 33-94 du budget des services généraux du Premier ministre
196 - Nombre de bénéficiaires par type de prestations en 1992

<table>
<thead>
<tr>
<th>Prestations</th>
<th>Effectif</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Aide à la restauration</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- repas subventionnés</td>
<td>139 399 261</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Aide aux handicapés</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- allocation aux parents d'handicapés ou d'infirmes de moins de 20 ans</td>
<td>11 692</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Aide aux parents pour jeunes enfants</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- allocation de garde d'enfants de moins de 3 ans</td>
<td>17 981</td>
</tr>
<tr>
<td>- aide aux mères en repos</td>
<td>48</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Séjours d'enfants</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- allocation pour séjours en centre de vacances pour enfants et adolescents</td>
<td>372 413</td>
</tr>
<tr>
<td>- allocation pour séjours en centres aérés</td>
<td>241 116</td>
</tr>
<tr>
<td>- allocation pour séjours en maisons familiales de vacances</td>
<td>209 965</td>
</tr>
<tr>
<td>- allocation pour séjours en classe se neige, classe de mer ou classe verte</td>
<td>81 896</td>
</tr>
<tr>
<td>- séjours linguistiques</td>
<td>10 080</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Prestations gérées sur le plan interministériel</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- aide et prêt à l'installation des personnels</td>
<td>2 281</td>
</tr>
<tr>
<td>- aide à l'amélioration de l'habitat</td>
<td>779</td>
</tr>
<tr>
<td>- aide ménagère à domicile</td>
<td>33 580</td>
</tr>
<tr>
<td>- chèque-vacances</td>
<td>124 635</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP.*

197 - Financement des opérations d'équipement en 1992 (1)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des opérations</th>
<th>Montant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Restaurants-études préalables</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Clermont-Ferrand préfecture</td>
<td>0,3</td>
</tr>
<tr>
<td>Strasbourg préfecture</td>
<td>0,09</td>
</tr>
<tr>
<td>Blois Auvergne</td>
<td>0,1</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Restaurants-rénovation</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Saint-Lo cité</td>
<td>1,2</td>
</tr>
<tr>
<td>Cergy-Pontoise le cellier</td>
<td>1,42</td>
</tr>
<tr>
<td>Paris Barbet de Jouy</td>
<td>0,6</td>
</tr>
<tr>
<td>Rouen St Sever</td>
<td>1,5</td>
</tr>
<tr>
<td>Toulouse cité</td>
<td>3,14</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Restaurants-extension</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>La Roche sur Yon travot</td>
<td>0,421</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Restaurants-construction</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Laon cité</td>
<td>0,413</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Crèches-réservations</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Vaivre et Montoille</td>
<td>0,306</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Logements</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Clamart ZAC Pierre Corby</td>
<td>2,675</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : DGAFP.*

(1) Participation financière en millions de francs sur crédits interministériels.
Table des matières

Sommaire ....................................................................................................................................... 3


Première partie
MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION........................................... 7

Chapitre 1
Bilan de la politique de renouveau du service public............................... 9

Orientations essentielles ......................................................................................... 9
Quatrième séminaire gouvernemental (16 juin 1992)........................................ 11
• Faire passer l'administration à l'ère de la déconcentration.............................. 12
• Poursuivre, au service des usagers, la voie tracée par la Charte des services
  publics .................................................................................................................. 12
• Améliorer le fonctionnement des services .......................................................... 12
• Développer une politique de l'encadrement...................................................... 13
Communication ........................................................................................................ 14
• Journal « Service public » .................................................................................. 14
• Télématique : 3616 fonctionnaire ...................................................................... 14
• Forum innovations du service public ................................................................ 15

Chapitre 2
Amélioration du service rendu aux usagers ................................................... 17

La charte des services publics et sa mise en œuvre ....................................... 17
Bilan 1992 .............................................................................................................. 17
• Mesure de l'amélioration de la qualité du service rendu ................................ 17
• Avancement des 89 mesures nouvelles présentées par la charte .................... 20

Chapitre 3
La déconcentration, fer de lance de la modernisation interne de
l'administration ......................................................................................................... 21

Mise en œuvre de la charte de la déconcentration ........................................... 21
Démarches de responsabilisation et de changement ....................................... 23
• Projets de service et centres de responsabilité .................................................. 23
• Le travail interministériel .................................................................................... 24
• L'adaptation des services publics en milieu rural .......................................... 25
• Service public et politique de la ville ................................................................. 25
• Consultants internes .......................................................................................... 25

301
TABLE DES MATIÈRES

Transferts des services publics en province .............................................................. 26
• Cadre d’application de la politique de délocalisation ........................................... 26
• Mise en œuvre des décisions .................................................................................. 27
• Questions sociales ..................................................................................................... 29

Chapitre 4
Ouverture européenne de l’administration française ............................................... 31
Ouverture statutaire et reconnaissance des diplômes ................................................ 31
Stages, échanges, colloques ....................................................................................... 33
• « Programme 2000 » ................................................................................................. 33
• Stages et échanges internationaux ............................................................................ 33

Chapitre 5
L’évaluation des politiques publiques ....................................................................... 35
État d’avancement du dispositif .................................................................................. 35
• Évaluations décidées par le CIME du 26 juillet 1990 .......................................... 35
• Évaluations décidées par le CIME du 21 mars 1991 ............................................. 36
• Évaluations décidées par le CIME du 17 mars 1993 ............................................. 37
Intérêt des premiers résultats et perspectives de développement............................ 37

Deuxième partie
UNE GESTION PLUS EFFICACE DES PERSONNELS ............................................. 39

Chapitre 1
Le poids de la fonction publique dans l’économie ................................................... 41
Poids des dépenses ....................................................................................................... 41
Politique des effectifs .................................................................................................. 41
• Recrutements par concours .................................................................................... 42

Chapitre 2
Maîtrise des contraintes ............................................................................................... 45
Poursuite de la rénovation du cadre statutaire ........................................................... 45
• Rénovation du cadre statutaire enseignant ............................................................ 45
• Réforme de La Poste et de France Télécom : protocole Quilès du 29 juin 1990 .... 46
• Mise en œuvre du protocole Aviation civile du 10 juillet 1991 ............................ 47
• Autres évolutions statutaires .................................................................................. 47
• Déontologie relative aux départs vers le secteur privé ......................................... 48
Réforme de la grille indiciaire ..................................................................................... 49
• Catégorie D ............................................................................................................... 49
• Catégorie C ............................................................................................................... 49
• Catégorie B .............................................................................................................. 50
• Catégorie A .............................................................................................................. 51
• Nouvelle bonification indiciaire ............................................................................. 51
Politique salariale ......................................................................................................... 52
• Dispositif salarial .................................................................................................... 52
• Mesures d’accompagnement ............................................................................... 52
<table>
<thead>
<tr>
<th>Chapitre 3</th>
<th>L'action Sociale</th>
<th>53</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Chapitre 4</td>
<td>La formation, levier du changement</td>
<td>57</td>
</tr>
<tr>
<td>Accord-cadre du 10 juillet 1992</td>
<td>57</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>• Égalité des chances dans l'accès à la formation</td>
<td>57</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>• L'amélioration de la qualité</td>
<td>58</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>• Modalités d'un suivi concerté des plans, programmes et actions de formation</td>
<td>59</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Rôle de l'encadrement</td>
<td>60</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Troisième partie</td>
<td>UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE PLUS ACTIVE</td>
<td>63</td>
</tr>
<tr>
<td>Chapitre 1</td>
<td>Une offre de coopération, riche et diverse, qui doit être mieux coordonnée notamment vis-à-vis des organisations internationales</td>
<td>65</td>
</tr>
<tr>
<td>Richesse et diversité de l'offre de coopération administrative</td>
<td>65</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>La nécessité d'une meilleure coordination</td>
<td>66</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Chapitre 2</td>
<td>Des sollicitations plus pressantes, notamment de la part de l'Europe centrale et orientale</td>
<td>69</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération bilatérale</td>
<td>70</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>• Ukraine</td>
<td>70</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>• Russie</td>
<td>70</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>• Autres pays d'Europe de l'Est</td>
<td>70</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>• Amérique du Sud</td>
<td>70</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>• Amérique du Nord</td>
<td>71</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>• Afrique sub-saharienne</td>
<td>71</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>• Asie du Sud-Est</td>
<td>71</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Coopération multilatérale</td>
<td>72</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Conclusion</td>
<td>« État, administration et services publics de l'an 2000 » le constat et les propositions de la commission du XIe Plan</td>
<td>73</td>
</tr>
</tbody>
</table>
TABLE DES MATIÈRES

ANNEXES

ANNEXE 1
Communiqués du conseil des ministres .......................................................... 79
Conseil des ministres du 22 juillet 1992
• La formation continue dans la fonction publique de l'État ........................ 79
Conseil des ministres du 5 août 1992
• Le travail à temps partiel dans la fonction publique ............................. 79
Conseil des ministres du 16 septembre 1992
• Majoration de la rémunération des fonctionnaires .............................. 80
Conseil des ministres du 21 octobre 1992
• La modernisation du service public .................................................... 80
Conseil des ministres du 20 janvier 1993
• Revalorisation de la rémunération des fonctionnaires ........................ 81
Conseil des ministres du 17 février 1993
• La politique contractuelle dans la fonction publique .......................... 82
Conseil des ministres du 10 mars 1993
• Projet de centre des hautes études européennes ................................ 83

ANNEXE 2
Texte de l'accord sur le dispositif salarial 1991-1992 ...................................... 85

ANNEXE 3
Liste des principaux textes relatifs à la fonction publique publiés de janvier 1992 à mars 1993 ................................................................. 87
Lois .................................................................................................................... 87
Décrets .............................................................................................................. 88
• Premier ministre
  Fonction publique .................................................................................... 88
• Affaires étrangères .................................................................................... 90
• Affaires sociales et intégration ................................................................. 91
• Agriculture ................................................................................................ 93
• Anciens combattants et victimes de guerre .......................................... 94
• Artisanat, Commerce, Consommation .................................................... 96
• Coopération et développement .............................................................. 96
• Défense ..................................................................................................... 96
• DOM-TOM ................................................................................................ 99
• Économie, Finances, Budget ................................................................. 99
• Éducation nationale, culture, Jeunesse et sports .................................. 100
• Environnement ........................................................................................ 109
• Équipement, Logement, Transports ..................................................... 110
• Industrie, Commerce extérieur ............................................................. 112
• Intérieur, Sécurité publique ................................................................. 113
• Justice ..................................................................................................... 116
• P. et T. .................................................................................................... 117
• Recherche, Espace, Technologie ......................................................... 119
• Santé, Action humanitaire ..................................................................... 121
• Tourisme .................................................................................................. 122
• Travail, Emploi, Formation professionnelle ......................................... 122

304
LISTE DES MATIÈRES

ANNEXE 4
Liste de réunions des organismes consultatifs

Conseil supérieur de la Fonction publique

Ordre du jour des réunions plénières tenues de janvier 1992 à mars 1993
• Session du 19 février 1992 - Décret portant charte de la déconcentration
• Session du 18 mars 1992
• Session plénière du 8 juillet 1992
• Session du 23 septembre 1992
• Session du 10 février 1993

Ordre du jour des réunions de la commission des statuts du Conseil supérieur de la Fonction publique de l'État tenues de janvier 1992 à mars 1993
• Session du 15 avril 1992
• Session du 9 juillet 1992
• Session du 27 novembre 1992

Ordre du jour des réunions de la commission du renouveau du service public auprès du conseil supérieur de la Fonction publique de l'État tenues de janvier 1992 à mars 1993
• Session du 3 décembre 1991
• Session du 5 février 1992
• Session du 11 mars 1992
• Session du 21 mai 1992
• Session du 11 juin 1992
• Session du 17 février 1993

Ordre du jour de la commission de la formation professionnelle et de la promotion sociale du conseil supérieur de la Fonction publique de l'État
• Session du 18 février 1992

Commission de recours

Comité interministériel des services sociaux
• Session du 14 avril 1992
• Session du 20 mai 1992
• Session du 10 juin 1992
• Session du 2 septembre 1992
• Session du 14 octobre 1992
• Session du 11 décembre 1992
• Session du 21 janvier 1993
• Session du 8 mars 1993

Commission de suivi du protocole d'accord sur la rénovation de la grille des classifications et des rémunérations
• Session du 2 juillet 1992
• Sessions spécialisées des 8 et 11 décembre 1992 et du 4 février 1993
• Session du 19 mars 1993

Commission de suivi de l'accord cadre sur la formation continue
• Session du 26 mai 1992
• Session du 4 juin 1992

TABLE DES MATIÈRES

ANNEXE 4
Liste de réunions des organismes consultatifs

Conseil supérieur de la Fonction publique

Ordre du jour des réunions plénières tenues de janvier 1992 à mars 1993
• Session du 19 février 1992 - Décret portant charte de la déconcentration
• Session du 18 mars 1992
• Session plénière du 8 juillet 1992
• Session du 23 septembre 1992
• Session du 10 février 1993

Ordre du jour des réunions de la commission des statuts du Conseil supérieur de la Fonction publique de l'État tenues de janvier 1992 à mars 1993
• Session du 15 avril 1992
• Session du 9 juillet 1992
• Session du 27 novembre 1992

Ordre du jour des réunions de la commission du renouveau du service public auprès du conseil supérieur de la Fonction publique de l'État tenues de janvier 1992 à mars 1993
• Session du 3 décembre 1991
• Session du 5 février 1992
• Session du 11 mars 1992
• Session du 21 mai 1992
• Session du 11 juin 1992
• Session du 17 février 1993

Ordre du jour de la commission de la formation professionnelle et de la promotion sociale du conseil supérieur de la Fonction publique de l'État
• Session du 18 février 1992

Commission de recours

Comité interministériel des services sociaux
• Session du 14 avril 1992
• Session du 20 mai 1992
• Session du 10 juin 1992
• Session du 2 septembre 1992
• Session du 14 octobre 1992
• Session du 11 décembre 1992
• Session du 21 janvier 1993
• Session du 8 mars 1993

Commission de suivi du protocole d'accord sur la rénovation de la grille des classifications et des rémunérations
• Session du 2 juillet 1992
• Sessions spécialisées des 8 et 11 décembre 1992 et du 4 février 1993
• Session du 19 mars 1993

Commission de suivi de l'accord cadre sur la formation continue
• Session du 26 mai 1992
• Session du 4 juin 1992

305
TABLE DES MATIÈRES

Bilan social ....................................................................................................................... 131

Tableaux
et graphiques

I. L'EMPLOI

A) Les effectifs

1) Évolution des emplois budgétaires et des effectifs réels
1 - Évolution des emplois budgétaires et des effectifs réels des agents de l'État 133
2 - Évolution des emplois budgétaires et des effectifs réels des agents de l'État 134
3 - Évolution des emplois budgétaires par statut ........................................................ 135
4 - Évolution des emplois budgétaires par statut .................................................... 135
5 - Évolution indicée des emplois budgétaires par statut ........................................ 136
6 - Évolution des effectifs réels des agents de l'État par statut ............................... 137
7 - Évolution des effectifs réels des titulaires civils par catégorie hiérarchique 138
8 - Évolution des effectifs réels des titulaires civils par catégorie hiérarchique 138
9 - Évolution des effectifs des principaux ministères civils en base 100 - 1980 139

2) Emplois budgétaires
10 - Emplois budgétaires par ministère et par statut .............................................. 140
11 - Emplois budgétaires par ministère et par statut .............................................. 142
12 - Emplois budgétaires des titulaires civils par ministère et catégorie hiérarchique ........................................................................................................................................ 143
13 - Répartition en pourcentage par ministère (hors Postes et Télécommunications) des emplois budgétaires entre administration centrale et services déconcentrés ........................................................................................................................................ 144
14 - Créations ou suppressions nettes d'emplois budgétaires en milliers d'agents 145
15 - Emplois budgétaires en milliers d'agents en 1992 et 1993 ................................. 145
16 - Grades et emplois débutant hors échelle ............................................................... 146
17 - Grades et emplois débutant hors échelle ............................................................... 147
18 - Grades et emplois se terminant hors échelle ....................................................... 148
19 - Grades et emplois se terminant hors échelle ....................................................... 149

3) Effectifs réels
20 - Effectifs réels des agents de l'État par ministère et par statut ......................... 150
21 - Effectifs réels des titulaires civils par ministère et par catégorie hiérarchique en 1991 ........................................................................................................................................ 151
22 - Répartition des titulaires civils par catégorie hiérarchique dans certains ministères ........................................................................................................................................ 152
23 - Effectifs réels des agents sur postes de non titulaires par ministère et grandes catégories de postes en 1991 ........................................................................................................................................ 153
24 - Pyramides des âges des agents titulaires des services civils de l'État en 1986, 1988 et 1990 ........................................................................................................................................ 154
### TABLE DES MATIÈRES

<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>Description</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>25</td>
<td>Pyramides des âges des agents titulaires des services civils de l’État</td>
<td>155</td>
</tr>
<tr>
<td>26</td>
<td>Pyramides des âges des agents titulaires des services civils de l’État selon la catégorie statutaire</td>
<td>156</td>
</tr>
<tr>
<td>27</td>
<td>Pyramides des âges des agents de la catégorie A</td>
<td>157</td>
</tr>
<tr>
<td>28</td>
<td>Pyramides des âges des agents de la catégorie B</td>
<td>158</td>
</tr>
<tr>
<td>29</td>
<td>Pyramides des âges des agents de la catégorie C</td>
<td>159</td>
</tr>
<tr>
<td>30</td>
<td>Pyramides des âges des agents de la catégorie D</td>
<td>160</td>
</tr>
</tbody>
</table>

4) Répartition entre hommes et femmes

<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>Description</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>31</td>
<td>Répartition entre hommes et femmes selon la catégorie socioprofessionnelle et le statut</td>
<td>161</td>
</tr>
<tr>
<td>32</td>
<td>Répartition entre hommes et femmes selon la catégorie socioprofessionnelle</td>
<td>162</td>
</tr>
<tr>
<td>33</td>
<td>Taux de féminisation des principales catégories socio-professionnelles au 31 décembre 1990</td>
<td>163</td>
</tr>
<tr>
<td>34</td>
<td>La place des femmes dans les ministères</td>
<td>164</td>
</tr>
<tr>
<td>35</td>
<td>Répartition entre hommes et femmes des principaux emplois de direction et d’inspection</td>
<td>165</td>
</tr>
<tr>
<td>36</td>
<td>Répartition entre hommes et femmes des emplois laissés à la décision du gouvernement</td>
<td>165</td>
</tr>
<tr>
<td>37</td>
<td>Répartition hommes-femmes dans quelques grands corps de l’État</td>
<td>166</td>
</tr>
<tr>
<td>38</td>
<td>Répartition hommes-femmes dans quelques grands corps de l’État</td>
<td>166</td>
</tr>
<tr>
<td>39</td>
<td>Répartition hommes-femmes, dans chaque ministère, des emplois de direction d’administration centrale</td>
<td>167</td>
</tr>
<tr>
<td>40</td>
<td>Répartition hommes-femmes, par ministère, des emplois de chefs des services déconcentrés</td>
<td>168</td>
</tr>
<tr>
<td>41</td>
<td>Répartition entre hommes et femmes des emplois en inspection générale.</td>
<td>169</td>
</tr>
</tbody>
</table>

5) Répartition géographique

<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>Description</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>42</td>
<td>Effectifs des agents de l’État par région et par ministère</td>
<td>170</td>
</tr>
<tr>
<td>43</td>
<td>Effectifs des agents de l’État par région et département</td>
<td>171</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**B) Le temps de travail**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>Description</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>44</td>
<td>Évolution des effectifs des agents de l’État travaillant à temps partiel (hors cessation progressive d’activité)</td>
<td>172</td>
</tr>
<tr>
<td>45</td>
<td>Répartition des agents de l’État travaillant à temps partiel (hors cessation progressive d’activité) par ministère et catégorie</td>
<td>173</td>
</tr>
<tr>
<td>46</td>
<td>Répartition des agents de l’État travaillant à temps partiel (hors cessation progressive d’activité) par ministère et par quotité en 1991</td>
<td>174</td>
</tr>
<tr>
<td>47</td>
<td>Le temps partiel en 1991 : une préférence pour le 50 % ou le 80 %</td>
<td>175</td>
</tr>
<tr>
<td>48</td>
<td>Répartition des différentes options de temps partiel</td>
<td>176</td>
</tr>
<tr>
<td>49</td>
<td>Répartition des agents de l’État travaillant à temps partiel par ministère, sexe et quotité</td>
<td>177</td>
</tr>
<tr>
<td>50</td>
<td>Répartition hommes-femmes selon le temps partiel en 1991</td>
<td>178</td>
</tr>
<tr>
<td>51</td>
<td>Répartition par catégorie statutaire et par sexe des bénéficiaires de la cessation progressive d’activité en 1992</td>
<td>179</td>
</tr>
<tr>
<td>52</td>
<td>Évolution du nombre de bénéficiaires du régime de la cessation progressive d’activité</td>
<td>180</td>
</tr>
</tbody>
</table>

307
C) Les flux de personnels

1) Concours de la fonction publique

   a) Évolution

<table>
<thead>
<tr>
<th>Page</th>
<th>Titre</th>
<th>Numéro de Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>53</td>
<td>Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale à l'ensemble des concours de la fonction publique d'État</td>
<td>181</td>
</tr>
<tr>
<td>54</td>
<td>Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale à l'ensemble des concours de la fonction publique d'État</td>
<td>182</td>
</tr>
<tr>
<td>55</td>
<td>Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours d'accès à la catégorie A</td>
<td>183</td>
</tr>
<tr>
<td>56</td>
<td>Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours d'accès à la catégorie A</td>
<td>184</td>
</tr>
<tr>
<td>57</td>
<td>Évolution de la sélectivité aux concours d'accès à la catégorie A</td>
<td>185</td>
</tr>
<tr>
<td>58</td>
<td>Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours d'accès à la catégorie B</td>
<td>186</td>
</tr>
<tr>
<td>59</td>
<td>Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours d'accès à la catégorie B</td>
<td>187</td>
</tr>
<tr>
<td>60</td>
<td>Évolution de la sélectivité aux concours d'accès à la catégorie B</td>
<td>188</td>
</tr>
<tr>
<td>61</td>
<td>Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours d'accès à la catégorie C et D</td>
<td>189</td>
</tr>
<tr>
<td>62</td>
<td>Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours d'accès à la catégorie C et D</td>
<td>190</td>
</tr>
<tr>
<td>63</td>
<td>Évolution de la sélectivité aux concours d'accès à la catégorie C et D</td>
<td>191</td>
</tr>
<tr>
<td>64</td>
<td>Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours externes</td>
<td>192</td>
</tr>
<tr>
<td>65</td>
<td>Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours externes</td>
<td>193</td>
</tr>
<tr>
<td>66</td>
<td>Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours internes</td>
<td>194</td>
</tr>
<tr>
<td>67</td>
<td>Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours internes</td>
<td>195</td>
</tr>
<tr>
<td>68</td>
<td>Comparaison de l'évolution de la sélectivité aux concours externes et internes</td>
<td>196</td>
</tr>
<tr>
<td>69</td>
<td>Comparaison de l'évolution du nombre de postes offerts aux concours externes et internes</td>
<td>197</td>
</tr>
<tr>
<td>70</td>
<td>Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours de sélection professionnelle</td>
<td>198</td>
</tr>
<tr>
<td>71</td>
<td>Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours de sélection professionnelle</td>
<td>199</td>
</tr>
<tr>
<td>72</td>
<td>Évolution du nombre de postes, de candidatures et d'admis sur liste principale aux concours uniques</td>
<td>200</td>
</tr>
</tbody>
</table>

   b) Concours 1990

<table>
<thead>
<tr>
<th>Page</th>
<th>Titre</th>
<th>Numéro de Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>73</td>
<td>Ensemble des concours 1990 : répartition par ministère et par sexe du nombre d'inscrits, de présents et d'admis sur liste principale</td>
<td>201</td>
</tr>
<tr>
<td>74</td>
<td>Concours 1990 : nombre de postes et de candidats admis par ministère et type de concours</td>
<td>202</td>
</tr>
<tr>
<td>75</td>
<td>Concours externes 1990 : répartition par ministère et par sexe, du nombre d'inscrits, de présents et d'admis sur liste principale</td>
<td>203</td>
</tr>
</tbody>
</table>
TABLE DES MATIÈRES

<table>
<thead>
<tr>
<th>Page</th>
<th>Titre</th>
<th>Pages</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>76</td>
<td>Concours internes 1990 : répartition par ministère et par sexe, du nombre d'inscrits, de présents et d'admis sur liste principale.</td>
<td>204</td>
</tr>
<tr>
<td>77</td>
<td>Concours de sélection professionnelle 1990 : répartition par ministère et par sexe du nombre d'inscrits, de présent et d'admis sur liste principale</td>
<td>205</td>
</tr>
<tr>
<td>78</td>
<td>Concours uniques 1990 : répartition par ministère et par sexe du nombre d'inscrits, de présents et d'admis sur liste principale.</td>
<td>206</td>
</tr>
<tr>
<td>79</td>
<td>Répartition par catégorie de l'ensemble des candidats aux concours 1990</td>
<td>206</td>
</tr>
<tr>
<td>80</td>
<td>Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux concours en 1990.</td>
<td>207</td>
</tr>
<tr>
<td>81</td>
<td>Répartition par catégorie des candidats aux concours externes 1990</td>
<td>207</td>
</tr>
<tr>
<td>82</td>
<td>Taux de présence aux différentes catégories de concours externes</td>
<td>208</td>
</tr>
<tr>
<td>83</td>
<td>Taux de présence aux différentes catégories de concours externes</td>
<td>208</td>
</tr>
<tr>
<td>84</td>
<td>Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux concours externes 1990</td>
<td>209</td>
</tr>
<tr>
<td>85</td>
<td>Répartition hommes-femmes parmi les candidats admis sur liste principale aux différentes catégories de concours externes en 1990.</td>
<td>210</td>
</tr>
<tr>
<td>86</td>
<td>Répartition hommes-femmes parmi les candidats admis sur liste principale aux différentes catégories de concours externes en 1990</td>
<td>210</td>
</tr>
<tr>
<td>87</td>
<td>Répartition par catégorie des candidats aux concours internes 1990</td>
<td>211</td>
</tr>
<tr>
<td>88</td>
<td>Taux de présence aux diverses catégories de concours internes 1990</td>
<td>212</td>
</tr>
<tr>
<td>89</td>
<td>Participation aux concours internes selon la catégorie en 1990</td>
<td>212</td>
</tr>
<tr>
<td>90</td>
<td>Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux concours internes 1990</td>
<td>213</td>
</tr>
<tr>
<td>91</td>
<td>Répartition hommes-femmes parmi les candidats admis sur liste principale aux différentes catégories de concours internes en 1990.</td>
<td>214</td>
</tr>
<tr>
<td>92</td>
<td>Répartition hommes-femmes parmi les candidats admis sur liste principale aux différentes catégories de concours internes en 1990</td>
<td>214</td>
</tr>
<tr>
<td>93</td>
<td>Répartition par catégorie des candidats aux concours de sélection professionnelle</td>
<td>215</td>
</tr>
<tr>
<td>94</td>
<td>Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux concours de sélection professionnelle 1990</td>
<td>215</td>
</tr>
<tr>
<td>95</td>
<td>Répartition par catégorie des candidats aux concours uniques</td>
<td>216</td>
</tr>
<tr>
<td>96</td>
<td>Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux concours uniques</td>
<td>216</td>
</tr>
<tr>
<td>c) Concours 1991</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>97</td>
<td>Ensemble des concours 1991 : répartition par ministère et par sexe du nombre d'inscrits, de présents et d'admis sur liste principale.</td>
<td>217</td>
</tr>
<tr>
<td>98</td>
<td>Concours 1991 : nombre de postes et de candidats admis sur liste principale par ministère et type de concours.</td>
<td>218</td>
</tr>
<tr>
<td>99</td>
<td>Concours externes 1991 : répartition par ministère et par sexe, du nombre d'inscrits, de présents et d'admis sur liste principale.</td>
<td>219</td>
</tr>
<tr>
<td>100</td>
<td>Concours internes 1991 : répartition par ministère et par sexe, du nombre d'inscrits, de présents et d'admis sur liste principale.</td>
<td>220</td>
</tr>
<tr>
<td>101</td>
<td>Concours de sélection professionnelle 1991 : répartition par ministère et par sexe du nombre d'inscrits, de présent et d'admis sur liste principale.</td>
<td>221</td>
</tr>
<tr>
<td>102</td>
<td>Concours uniques 1991 : répartition par ministère et par sexe du nombre d'inscrits, de présents et d'admis sur liste principale.</td>
<td>222</td>
</tr>
<tr>
<td>103</td>
<td>Répartition par catégorie de l'ensemble des candidats aux concours 1991</td>
<td>222</td>
</tr>
</tbody>
</table>

309
<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux</td>
<td>223</td>
</tr>
<tr>
<td>concours en 1991</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Répartition par catégorie des candidats aux concours externes 1991</td>
<td>223</td>
</tr>
<tr>
<td>Taux de présence aux diverses catégories de concours externes 1991</td>
<td>224</td>
</tr>
<tr>
<td>Participation aux concours externes selon la catégorie en 1991</td>
<td>224</td>
</tr>
<tr>
<td>Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux</td>
<td>225</td>
</tr>
<tr>
<td>concours externes 1991</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Répartition par catégorie des candidats aux concours internes 1991</td>
<td>225</td>
</tr>
<tr>
<td>Taux de présence aux diverses catégories de concours internes 1991</td>
<td>226</td>
</tr>
<tr>
<td>Participation aux concours internes selon la catégorie en 1991</td>
<td>226</td>
</tr>
<tr>
<td>Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux</td>
<td>227</td>
</tr>
<tr>
<td>concours internes 1991</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Répartition hommes-femmes parmi les candidats admis sur liste principale</td>
<td>228</td>
</tr>
<tr>
<td>aux différentes catégories de concours internes en 1991</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Répartition hommes-femmes parmi les candidats admis sur liste principale</td>
<td>228</td>
</tr>
<tr>
<td>aux différentes catégories de concours internes 1991</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Participation aux concours de sélection professionnelle en 1991</td>
<td>228</td>
</tr>
<tr>
<td>Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux</td>
<td>229</td>
</tr>
<tr>
<td>concours de sélection professionnelle 1991</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Répartition par catégorie des candidats aux concours uniques en 1991</td>
<td>229</td>
</tr>
<tr>
<td>Répartition par catégorie des candidats admis sur liste principale aux</td>
<td>229</td>
</tr>
<tr>
<td>concours uniques 1991</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>d) Promotions dues au concours de 1990</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Flux des promotions sur l’ensemble des concours 1990</td>
<td>231</td>
</tr>
<tr>
<td>Flux des promotions dues aux concours externes 1990</td>
<td>231</td>
</tr>
<tr>
<td>Flux des promotions dues aux concours internes 1990</td>
<td>232</td>
</tr>
<tr>
<td>Flux des promotions dues aux concours de sélection professionnelle 1990</td>
<td>232</td>
</tr>
<tr>
<td>Flux des promotions dues aux concours uniques 1990</td>
<td>233</td>
</tr>
<tr>
<td>e) Promotions dues au concours de 1991</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Flux des promotions sur l’ensemble des concours 1991</td>
<td>234</td>
</tr>
<tr>
<td>Flux des promotions dues aux concours externes 1991</td>
<td>234</td>
</tr>
<tr>
<td>Flux des promotions dues aux concours internes 1991</td>
<td>235</td>
</tr>
<tr>
<td>Flux des promotions dues aux concours de sélection professionnelle 1991</td>
<td>235</td>
</tr>
<tr>
<td>Flux des promotions dues aux concours uniques 1991</td>
<td>236</td>
</tr>
<tr>
<td>f) Concours de l’ENA</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Évolution du nombre de titulaires de diplômes de haut niveau parmi les</td>
<td>237</td>
</tr>
<tr>
<td>candidats reçus au concours interne d’entrée à l’École nationale d’admi-</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>nistration</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Représentation des femmes admises aux concours d’entrée à l’École natio-</td>
<td>237</td>
</tr>
<tr>
<td>nale d’administration</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Origines socioprofessionnelles des élèves de l’École nationale d’adminis-</td>
<td>238</td>
</tr>
<tr>
<td>traition</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Origine géographique des élèves reçus aux concours d’entrée à l’École</td>
<td>239</td>
</tr>
<tr>
<td>nationale d’administration</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
g) Concours des IRA

<table>
<thead>
<tr>
<th>Cours</th>
<th>Description</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>133</td>
<td>Niveau de formation des candidats admis aux concours externes des IRA</td>
<td>240</td>
</tr>
<tr>
<td>134</td>
<td>Taux de réussite par diplôme des candidats admis aux concours externes des IRA</td>
<td>241</td>
</tr>
<tr>
<td>135</td>
<td>Taux de réussite par formation des candidats admis aux concours externes des IRA</td>
<td>242</td>
</tr>
<tr>
<td>136</td>
<td>Niveau des candidats admis aux concours internes d'accès aux IRA en 1992</td>
<td>243</td>
</tr>
<tr>
<td>137</td>
<td>Évolution de la répartition des niveaux de formation des candidats admis aux concours internes d'accès aux IRA</td>
<td>244</td>
</tr>
<tr>
<td>138</td>
<td>Origine géographique des candidats admis aux concours d'accès aux IRA en 1992</td>
<td>245</td>
</tr>
<tr>
<td>139</td>
<td>Répartition selon l'origine géographique des candidats admis aux IRA en 1992</td>
<td>246</td>
</tr>
<tr>
<td>140</td>
<td>Origine géographique des candidats admis au concours externes des IRA en 1992</td>
<td>247</td>
</tr>
<tr>
<td>141</td>
<td>Répartition selon l'origine géographique des candidats admis au concours externes des IRA en 1992</td>
<td>248</td>
</tr>
<tr>
<td>142</td>
<td>Représentation des femmes admises aux concours d'accès aux IRA en 1992</td>
<td>249</td>
</tr>
</tbody>
</table>

2) Cessation de fonctions

<table>
<thead>
<tr>
<th>Cours</th>
<th>Description</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>143</td>
<td>Évolution du nombre de pensions en paiement</td>
<td>250</td>
</tr>
<tr>
<td>144</td>
<td>Évolution du nombre de mises à la retraite</td>
<td>250</td>
</tr>
<tr>
<td>145</td>
<td>Évolution des effectifs gérés par l'IRCANTEC</td>
<td>251</td>
</tr>
</tbody>
</table>

D) Les travailleurs handicapés

<table>
<thead>
<tr>
<th>Cours</th>
<th>Description</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>146</td>
<td>Effectifs des travailleurs handicapés par ministère en 1991</td>
<td>252</td>
</tr>
</tbody>
</table>

II. LES RÉMUNÉRATIONS ET CHARGES ACCESSOIRES

A) Le budget de l'État

<table>
<thead>
<tr>
<th>Cours</th>
<th>Description</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>147</td>
<td>Les grandes masses du Budget de l'État</td>
<td>253</td>
</tr>
<tr>
<td>148</td>
<td>Évolution des grandes catégories de dépenses du Budget Général de l'État</td>
<td>253</td>
</tr>
</tbody>
</table>

B) Les dépenses induites par la fonction publique de l'État

<table>
<thead>
<tr>
<th>Cours</th>
<th>Description</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>149</td>
<td>Évolution des dépenses induites par la fonction publique d'État</td>
<td>254</td>
</tr>
<tr>
<td>150</td>
<td>La part des dépenses de fonction publique dans le budget de l'État</td>
<td>255</td>
</tr>
<tr>
<td>151</td>
<td>Évolution des principales composantes des dépenses induites par la fonction publique de l'État</td>
<td>256</td>
</tr>
<tr>
<td>152</td>
<td>Répartition des crédits votés et des fonds de concours par éléments de rémunération d'activité</td>
<td>257</td>
</tr>
<tr>
<td>153</td>
<td>Répartition des rémunérations d'activité par ministère</td>
<td>258</td>
</tr>
<tr>
<td>154</td>
<td>Répartition par nature des primes et indemnités</td>
<td>259</td>
</tr>
</tbody>
</table>
TABLE DES MATIÈRES

C) Les rémunérations

155 - Évolution comparée des prix et rémunérations publiques depuis 1985........ 260
156 - Bilan salarial pour 1991 et 1992................................................................. 260
157 - Valeur du traitement annuel brut afférent à l'indice 100............................. 261
158 - Valeur du point mesures nouvelles retenue pour la préparation de la loi de finances................................................................. 261
159 - Traitements caractéristiques de la fonction publique................................. 262
160 - Évolution des indices INSEE du traitement de base et des prix.................. 263
161 - Niveaux moyens de rémunération dans la fonction publique et le secteur privé................................................................................................................. 264
162 - Revalorisation du traitement de base des agents de l'État intervenues au titre des mesures générales................................................................. 265
163 - Incidence sur la masse salariale de l'évolution de la rémunération des agents en place................................................................................................................. 266
164 - Salaire moyen, primes imposables annuelles moyennes et taux de primes moyen par catégorie socioprofessionnelle.................................................. 267
165 - Répartition indiciaire des titulaires et militaires à solde mensuel................. 268

III. LA FORMATION

166 - Évolution des effectifs formés selon l'action de formation......................... 269
167 - Évolution des effectifs formés selon l'action de formation......................... 270
168 - Effectif formé et durée-agent des actions de formation professionnelle........ 271
169 - Évolution de la part des dépenses de formation dans la masse salariale.... 272
170 - Évolution de la part des dépenses de formation dans la masse salariale.... 273
171 - Les dépenses de formation professionnelle.................................................... 274
172 - La formation dans les grands ministères en 1990........................................... 275

IV. LES RELATIONS PROFESSIONNELLES

173 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires : Nombre d'électeurs, toutes catégories.............. 276
174 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires : Pourcentage d'électeurs, toutes catégories...... 277
175 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires centrales : Nombre d'électeurs, catégorie A..... 278
176 - Résultat des élections des représentants du personnel de catégorie A aux Commissions administratives paritaires : Pourcentage du nombre d'électeurs................................................................. 279
177 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires centrales : Nombre d'électeurs, catégorie B...... 280
178 - Résultat des élections des représentants du personnel de catégorie B aux Commissions administratives paritaires : Pourcentage du nombre d'électeurs................................................................. 281

312
TABLE DES MATIÈRES

179 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires centrales : Nombre d'électeurs, catégorie CD..... 282
180 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires : pourcentage du nombre d'électeurs, catégorie CD 283
181 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires centrales : Nombre de sièges, toutes catégories. 284
182 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires : Pourcentage du nombre de sièges, toutes catégories ................................................................. 285
183 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires centrales : Nombre de sièges, catégorie A....... 286
184 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires : Pourcentage du nombre de sièges, catégorie A 287
185 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires centrales : Nombre de sièges, catégorie B........ 288
186 - Résultat des élections des représentants du personnel de catégorie B aux Commissions administratives paritaires : Pourcentage du nombre de sièges . 289
187 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires centrales : Nombre de sièges, catégorie CD....... 290
188 - Résultat des élections des représentants du personnel de catégorie CD aux Commissions administratives paritaires : Pourcentage du nombre de sièges 291
189 - Résultat des élections des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires : Participation électorale......................... 292
190 - Activité de la commission de recours du Conseil supérieur de la Fonction publique d'État en 1992......................................................... 293
191 - Cessation concertée du travail de 1982 à 1992................................. 294

V. L’ACTION SOCIALE

192 - Taux des prestations sociales interministérielles ............................................... 295
193 - Répartition des crédits destinés à l'amélioration de l'action sociale ........... 296
194 - Répartition des crédits sociaux par type d'action............................................. 297
195 - Évolution par ministère des crédits budgétaires consacrés à l'action sociale 298
196 - Nombre de bénéficiaires par type de prestations en 1992............................... 299
197 - Financement des opérations d'équipement en 1992 ......................................... 299

313
L'amélioration du service rendu aux usagers, la déconcentration, l'ouverture européenne et l'évaluation des politiques publiques, liées à une meilleure gestion des personnels, constituent des axes permanents de modernisation de l'administration.

Ce rapport fait le point sur les actions conduites dans ces différents domaines pour la période allant de mars 1992 à mars 1993. Il met également l'accent sur l'importance du développement de la coopération internationale.

Les tableaux statistiques donnent une information complète sur les effectifs d'agents de l'État et leurs rémunérations, ainsi que sur la formation, les concours, les relations professionnelles et l'action sociale.

Comme chaque année, ce document a été remis au Gouvernement et au Parlement après avis du conseil supérieur de la Fonction publique de l'État.